



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^e GROUPE D'OPPOSITION

Justice
Québec 

Le 7 février 2013
Document préparé par :
le Service de la planification, de l'analyse et du suivi budgétaire

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

		PAGES
P.1	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2012-2013 INDiquer : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.	1
P.2	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELEVANT AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013. INDiquer : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	5
P.3	SOMMES DÉPENSÉES EN 2012-2013 (ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	38
P.4	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUX QUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2012-2013, EN INDIQUANT POUR CHACUN : A. SON MANDAT; B. LA LISTE DES MEMBRES; C. LE BUDGET DÉPENSÉ; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.	40
P.5	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEURS, AU MINISTÈRE EN 2012-2013 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	74
P.6	VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR L'ANNÉE 2012-2013. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSION DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES.	75
P.7	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2012-2013, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	76
P.8	LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.	77
P.9	MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS, EN 2012-2013.	81

P.10	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉ OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR L'ANNÉE 2012-2013 :</p> <p>A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;</p> <p>B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;</p> <p>C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS.</p>	82
P.11	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013 :</p> <p>✚ LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;</p> <p>✚ LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;</p> <p>✚ LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;</p> <p>✚ LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;</p> <p>✚ LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.</p>	83
P.12	<p>POUR 2012-2013, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTIRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;</p> <p>B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;</p> <p>C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.</p>	84
P.13	POUR 2012-2013, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2013-2014.	89
P.14	<p>POUR 2011-2012 ET 2012-2013, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;</p> <p>B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;</p> <p>C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;</p> <p>D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2009-2010 ET 2010-2011.</p>	91
P.15	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	92
P.16	ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU SYSTÈME INTÉGRÉ D'INFORMATION DE JUSTICE (SIJ) POUR 2012-2013, EN COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES PRÉCÉDENTES. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATES PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTAL DU SYSTÈME. INDIQUER LES SOMMES PRÉVUES EN 2012-2013.	95
P.17	POUR 2012-2013, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).	96
P.18	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ D'EXPERTS POUR ÉVALUER LA VIABILITÉ DU PROJET D'UNE ASSURANCE JURIDIQUE ÉTENDUE. INDIQUER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. LE CAS ÉCHÉANT, DÉTAILLER LES TRAVAUX MENÉS. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA ET LE CAS ÉCHÉANT, LE PLAN D'ACTION POUR 2013-2014.	97
P.19	INDIQUER LES DÉMARCHES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RÉFLEXION SUR LA CONCENTRATION DES CAUSES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET LA RÉPARTITION DES JUGES ENTRE LES RÉGIONS, ET LE CAS ÉCHÉANT, LE DÉTAIL SUR LES TRAVAUX MENÉS ET LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2013-2014.	98
P.20	DÉTAILS SUR LES TRAVAUX MENÉS CONCERNANT LA RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE : DATES ET DÉTAILS SUR LES ÉTAPES PASSÉES ET FUTURES.	99
P.21	VENTILATION DES BUDGETS 2011-2012 ET 2012-2013 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.	100
P.22	VENTILATION DES BUDGETS 2011-2012 ET 2012-2013 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.	101
P.23	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 DÉCEMBRE 2012, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	102

P.24	DEPUIS LE PREMIER AVRIL 2012 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.	104
P.25	MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012. A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR; B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ; C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.	105
P.26	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2011-2012 ET 2012-2013 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.	106
P.27	VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	107
P.28	POUR 2012-2013 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR : <div> <div></div> LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D’APPEL ; <div></div> LES PROCUREURS DE LA COURONNE ; <div></div> LES JURISTES DE L’ÉTAT. </div>	108
P.29	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2011-2012 ET 2012-2013, INDIQUER : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CURRICULUM VITAE.	112
P.30	POUR 2011-2012 ET 2012-2013, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS; C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.	116
P.31	POUR 2011-2012 ET 2012-2013, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	120
P.32	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE.	121
P.33	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.	125
P.34	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L’UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	126
P.35	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE DU 1 ^{ER} JANVIER 2005 AU 1 ^{ER} JANVIER 2013, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 DÉCEMBRE 2012.	127

P.36	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :</p> <p>A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	129
P.37	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :</p> <p>A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	130
P.38	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2012 :</p> <p>A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	131
P.39	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :</p> <p>A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;</p> <p>B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;</p> <p>C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	132
P.40	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :</p> <p>A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	134
P.41	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :</p> <p>A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	135
P.42	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :</p> <p>A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	136
P.43	<p>POUR 2011-2012 ET 2012-2013, NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE.</p>	137

P.44	<p>DEPUIS LE 1ER JANVIER 2005 :</p> <p>A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.</p>	138
P.45	DEPUIS LE 1ER AVRIL 2005, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.	139
P.46	DEPUIS 2005, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGION ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	140
P.47	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2012-2013.	141
P.48	VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 DÉCEMBRE 2012, POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	142
P.49	BILAN DES MESURES VISANT À ÉRADICUER LA PRATIQUE DES « MANDATS PLUS ».	143
P.50	<p>Liste des mandats accordés en 2012-2013 à des avocats et notaires de la pratique privée par le Ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement en précisant :</p> <p>A. le nom et l'adresse du professionnel;</p> <p>B. description de l'objet du mandat, et le cas échéant indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;</p> <p>C. le coût horaire et le coût total du mandat à date, et le cas échéant indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;</p> <p>D. les prévisions des coûts pour 2013-2014 et pour l'ensemble du mandat confié;</p> <p>E. le nom de l'étude du cabinet ou de la société du professionnel;</p> <p>F. une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.</p>	144
P.51	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le Ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultations, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2011-2012 et 2012-2013.	179
P.52	Liste, coûts et détail des mandats donnés par le Ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du Ministère de la Justice. Préciser la date de fin de leur emploi.	181
P.53	<p>Pour 2011-2012 et 2012-2013, statistiques relatives au nombre de mandats civils, criminels et pénaux octroyés à des avocats et notaires de la pratique privée pour la Direction générale des affaires juridiques et pour la Direction générale des affaires criminelles et pénales :</p> <p>A. joindre la liste des bureaux avec le nom des professionnels (les) qui ont obtenu de tels mandats;</p> <p>B. ventilation des honoraires versés en 2012-2013, en indiquant, s'il y a lieu, ceux qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;</p> <p>C. comparaison avec les cinq années financières précédentes.</p>	182
P.54	Liste des dossiers pour lesquels le gouvernement doit assumer les dépenses et les honoraires relatifs à une poursuite et/ou à une défense, avec le nom des parties et des avocats impliqués, la nature du dossier et les montants dépensés par chaque partie en 2012-2013.	184
P.55	<p>Bilan du plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice pour l'année 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 en précisant :</p> <p>A. le nombre de projets terminés;</p> <p>B. le nombre de projets en voie d'achèvement;</p> <p>C. le nombre de projets retardés et les motifs du retard;</p> <p>D. le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon;</p> <p>E. le nombre de projets en attente.</p>	185
P.56	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2005 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014.	187

P.57	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN QUINQUENNAL D'INVESTISSEMENT 2005-2010. COPIE DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE À LA SUITE DE LA RÉFLEXION QUI S'EST POURSUIVIE AU COURS DES DERNIERS EXERCICES FINANCIERS. FOURNIR TOUT AUTRE DOCUMENT PRODUIT PAR LE MINISTÈRE À CE SUJET.	188
P.58	BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013. PRÉVISIONS POUR 2013-2014.	189
P.59	CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2011-2012 ET 2012-2013, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. NOMBRE DE CAS PAR MOIS TRAITÉS PAR LE SERVICE DE PERCEPTION; B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE; C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT; D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.	190
P.60	COÛT D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2012-2013 PAR RÉGION.	191
P.61	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	192
P.62	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 (OU ANNÉES CIVILES). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.	193
P.63	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 (OU ANNÉES CIVILES).	194
P.64	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 (OU ANNÉES CIVILES).	195
P.65	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR L'ANNÉE 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013.	196
P.66	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013.	197
P.67	TAUX D'UTILISATION DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.	198
P.68	NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2012. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	199
P.69	POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).	202
P.70	POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	203
P.71	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2011-2012 ET 2012-2013. (EX : GANGS DE RUE, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ. CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISION POUR 2013-2014.	204
P.72	POUR 2011-2012 ET 2012-2013, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	207
P.73	POUR 2011-2012 ET 2012-2013, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.	209
P.74	EN 2011-2012 ET 2012-2013, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTIONS (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	211
P.75	BILAN ET VENTILATION POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 ET PRÉVISIONS 2013-2014 DES COÛTS POUR LES GRANDS PROCÈS (HONORAIRES VERSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE, ETC.).	213
P.76	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	214

P.77	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2012-2013. INDiquer LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2013-2014.	215
P.78	BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDiquer LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	216
P.79	BILAN POUR 2011-2012, 2012-2013 ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014 DES COÛTS POUR LES PROCÈS RELIÉS À L'OPÉRATION SHARQC. FOURNIR ÉGALEMENT LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS ET PRÉVUS (PROCUREURS DE LA COURONNE, ETC.)	217
P.80	POUR 2012-2013, LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	219
P.81	POUR 2012-2013, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉSOLUTION OU AUTRE ORDONNANCE DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.	231
P.82	POUR 2012-2013, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	232
P.83	POUR 2012-2013, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	233
P.84	POUR 2012-2013, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	234
P.85	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	235
P.86	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2010-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.	236
P.87	BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2012 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014.	237
P.88	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	238
P.89	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA <i>LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE</i> ET POUR LES ANNÉES 2011-2012 ET 2012-2013 : A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATIONS; B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE; C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.	239
P.90	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2012-2013 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DE RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	240
P.91	EN 2012-2013, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.	241
P.92	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	249

P.93	VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET PRÉVISION POUR 2013-2014. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	250
P.94	SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2011-2012 ET 2012-2013, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE, ET PRÉVISION POUR 2013-2014. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU’À MAINTENANT.	251
P.95	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D’HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 437 DE LA LSSSS EN 2012-2013, VENTILÉ PAR RÉGION.	252
P.96	POUR 2012-2013, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2013-2014.	253
P.97	NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2012-2013. INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2013-2014.	254
P.98	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2012-2013 ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014.	255
P.99	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2012-2013 ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014.	256
P.100	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2012-2013.	257
P.101	NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE ONBL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	258
P.102	POUR 2012-2013, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	260
P.114	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 : A. À LA SUITE D’UNE PLAINTÉ; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE; INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : A. L’OBJET DE LA POURSUITE; B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE; C. LES SUITES ACCORDÉES.	261

P.115	<p>NOMBRE D'ENQUÊTES EFFECTUÉES, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES, POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 :</p> <p>A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. DE SA PROPRE INITIATIVE.</p> <p>INDIQUER :</p> <p>A. L'OBJET DE L'ENQUÊTE; B. LE RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE; C. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP; D. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN COURS DEVANT LES TRIBUNAUX; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OU LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT PLAIDÉ COUPABLES; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS OU LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES COUPABLES; G. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP N'AYANT PAS FAIT L'OBJET DE POURSUITE; H. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI ÉTAIT PRESCRIT LORS DE LA TRANSMISSION PAR LA COMMISSION; I. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI A ÉTÉ PRESCRIT PENDANT L'ANALYSE DU DOSSIER PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP; J. COPIE DES RAPPORTS D'ENQUÊTES DONT LES DÉLAIS SONT PRESCRITS.</p>	262
P.116	LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL ET TOUT SECTEUR VISÉ PAR LA LOI POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013.	263
P.117	<p>LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'INTERNE OU À L'EXTERNE DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013 :</p> <p>- LISTE ET COÛT; - COPIE DES SOUMISSIONS; - COPIE DES ÉTUDES; - FIRME OU INDIVIDU AYANT OBTENU LE MANDAT; - COPIE DU CONTRAT.</p>	264

- P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2012-2013 INDiquer :**
- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
 - B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
 - C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ME DENIS ROY (PRÉSIDENT)
- ME LUCIE DUFRESNE (VICE-PRÉSIDENTE)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREULT (COMMISSAIRE)
- ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME PIERRE ALLEN (COMMISSAIRE)
- MME NATHALIE CLOUTIER (COMMISSAIRE)
- M. YVES DESMARAIS (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
DENIS ROY	PRÉSIDENT	6 JUIN 2012	8 AOÛT 2014	DÉCRET 583-2012-

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME DENIS ROY (PRÉSIDENT)	PRÉSIDENT	0 \$	350 \$	DÉCRET 583-2012
ME LUCIE DUFRESNE (VICE-PRÉSIDENTE)	VICE-PRÉSIDENTE	0 \$	241 \$	DÉCRET 476-2007
M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)	COMMISSAIRE	3 291 \$	614 \$	\$
ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)	COMMISSAIRE	1 688 \$	360 \$	\$
NATHALIE CLOUTIER (COMMISSAIRE)	COMMISSAIRE	1 120 \$	205 \$	\$
ME JANICK PERREULT (COMMISSAIRE)	COMMISSAIRE	- \$	- \$	\$
ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE)	COMMISSAIRE	236 \$	104 \$	\$
ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)	COMMISSAIRE	1 639 \$	158 \$	\$
ME PIERRE ALLEN (COMMISSAIRE)	COMMISSAIRE	612 \$	168 \$	\$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- MEMBRES DU CONSEIL :
- M. NORMAND BOLDUC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE 29 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
 - M^{ME} MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
 - M^E NANCY CHAMBERLAND, NOTAIRE CHOISIE APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
 - M^E ROBERT CÔTÉ, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2010);

- M^{ME} SUZANNE DANINO. MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M^E HÉLÈNE DE KOVACHICH, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2008);
- M^E SUZIE DUCHEINE, RÉGISSEURE À LA RÉGIE DU LOGEMENT (NOMMÉE DEPUIS LE 28 JUIN 2006 ET RENOUELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- M^E LUC HARVEY, PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 7 JANVIER 2008);
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M^E MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 26 NOVEMBRE 2011);
- M^E LUCIE LE FRANÇOIS, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (NOMMÉE DEPUIS LE 12 AOÛT 2009);
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M^E LOUIS MORIN, AVOCAT CHOISI APRÈS CONSULTATION DU BARREAU DU QUÉBEC (NOMMÉ DEPUIS LE 8 AVRIL 2009);
- M^E PAULINE PERRON, COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES (NOMMÉE DEPUIS LE 28 JUIN 2006 ET RENOUELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 30 SEPTEMBRE 2009);
- M. ANTOINE ROUMI, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006 ET RENOUELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- M^E ALAIN TURCOTTE, COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 JUIN 2009);
- SECRÉTAIRE DU CONSEIL :
M^{ME} MARIE DESPATIS, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (DEPUIS LE 7 DÉCEMBRE 2009);

- EMPLOYÉS RÉGULIERS :
- M^E NATHALIE LACHANCE, ADJOINTE AU PRÉSIDENT (DEPUIS LE 21 DÉCEMBRE 2009);
 - M^{ME} JOSÉE LANGLOIS, AGENTE DE RECHERCHE EN DROIT (DEPUIS LE 28 AVRIL 2011);
 - M^{ME} DIANE TOUTANT, SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DEPUIS LE 2 SEPTEMBRE 2010).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUNE

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUNE

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
NORMAND BOLDUC	PRÉSIDENT	232,58 \$	135,00 \$	1 023,58 \$
MARIE AUGER	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	229,45 \$	30,37 \$	0 \$
NANCY CHAMBERLAND	MEMBRE NOTAIRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	226,44 \$	28,57 \$	0 \$
ROBERT CÔTÉ	MEMBRE ET PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL	0 \$	0 \$	0 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	232,03 \$	43,87 \$	0 \$
HÉLÈNE DE KOVACHICH	MEMBRE ET PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	0 \$	0 \$	0 \$
SUZIE DUCHEINE	MEMBRE ET RÉGISSEURE À LA RÉGIE DU LOGEMENT	0 \$	0 \$	0 \$

LUC HARVEY	MEMBRE ET PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT	0 \$	0 \$	0 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	257,99 \$	35,85 \$	0 \$
MARIE LAMARRE	MEMBRE ET PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	0 \$	0 \$	0 \$
LUCIE LE FRANÇOIS	MEMBRE ET MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	0 \$	0 \$	0 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	365,56 \$	0 \$	0 \$
LOUIS MORIN	MEMBRE AVOCAT REPRÉSENTANT LES CIOYENS	239,16 \$	0 \$	0 \$
PAULINE PERRON	MEMBRE ET COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	0 \$	0 \$	0 \$
ANTOINE ROUMI	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	245,10 \$	0 \$	0 \$
ALAIN TURCOTTE	MEMBRE ET COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL	0 \$	0 \$	0 \$
MARIE DESPATIS	SECRÉTAIRE ET SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	0 \$	0 \$	0 \$
NATHALIE LACHANCE	ADJOINTE AU PRÉSIDENT	29,25 \$	195,44 \$	0 \$
JOSÉE LANGLOIS	AGENTE DE RECHERCHE EN DROIT	124,05 \$	78,95 \$	0 \$
DIANE TOUTANT	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	0 \$	0 \$	0 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME JACQUES PARENT
- ME ANNE TURGEON
- ME DELPHA BELANGER

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		18 480,00 \$

ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		16 800,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		16 800,00 \$
CV				
À INCLURE EN ANNEXE				

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
JACQUES PARENT	PRESIDENT	7 849,07 \$	89,01 \$	797,69 \$
ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	2 841,32 \$	\$	\$
DELPHA BELANGER	ADMINISTRATEUR	6 391,65 \$	63,44 \$	\$

- P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013. INDIQUER :
- A. LE LIEU;
 - B. LE COÛT;
 - C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
 - D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
 - E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
 - F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

MINISTÈRE

LISTE DES FORMATIONS SUIVIES PAR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Titre de l'activité	Nom du fournisseur	Nombre de participant	Coût Total
2011 Constitutional Cases		2	5 464,26 \$
	<i>Osgoode Professional Development Center</i>	2	5 464,26 \$
30 ans après le rapatriement:état des lieux		1	528,98 \$
	<i>Association québécoise de droit constitutionnel</i>	1	528,98 \$
Access - Expérimentation 1		1	504,60 \$
	<i>EDUMICRO INC.</i>	1	504,60 \$
Access 2003, débutant		1	636,06 \$
	<i>VERSALYS</i>	1	636,06 \$
Access 2003, intermédiaire		1	636,06 \$
	<i>VERSALYS</i>	1	636,06 \$
Accueil corporatif		6	584,08 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	6	584,08 \$
Accueil juridique		1	791,91 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	1	791,91 \$
Accueil RH		8	324,07 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	8	324,07 \$
Acomba		4	364,18 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	4	364,18 \$
Acomba (Écritures et dépôts)		1	34,46 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	34,46 \$
Acomba et gestion des créances		1	105,79 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	105,79 \$
Actes notariés		1	12,34 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	12,34 \$
Actions à entreprendre par un créancier		1	232,73 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	232,73 \$
Adjointe à la magistrature CQ		2	2 305,00 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	2	2 305,00 \$
Adjointes des juges coord et coord adjoints		1	971,41 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	971,41 \$
Administration bases de données IM & IC		1	1 895,04 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	1	1 895,04 \$
Administration publique		1	3 040,54 \$
	<i>ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)</i>	1	3 040,54 \$
Adoption 6B		1	645,40 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	645,40 \$

Agente de bureau secteur pénal (suivi, rôles, etc)		2	268,77 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	268,77 \$
Analyse logique et raisonnement déductif		1	524,43 \$
	Academie de Trans-formation	1	524,43 \$
Appels de rôle à la Cour supérieure		1	437,95 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	437,95 \$
Arbitrage de griefs		2	835,87 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	2	835,87 \$
Architecte spécialiste F5 ASM		1	4 837,48 \$
	F4 Solutions	1	4 837,48 \$
Aspects juridiques du contrat de concession		1	208,22 \$
	Corp. des concessionnaires d'auto. du Qc (CCAQ)	1	208,22 \$
Aspects légaux stages/séjours étrangers		1	716,82 \$
	AQOCI	1	716,82 \$
Atelier de gestion du rendement		18	2 289,00 \$
	DPA	18	2 289,00 \$
Atelier de leadership : Leadership et vision		2	700,62 \$
	Centre de leadership et de dévelop. des compét.	2	700,62 \$
Atelier de sensibilisation prévention du suicide		13	1 490,23 \$
	CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE	13	1 490,23 \$
Autorisations judiciaires - Groupe 1		13	720,64 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	13	720,64 \$
Autorisations judiciaires - Groupe 2		13	626,20 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	13	626,20 \$
Baccalauréat en droit		1	1 216,85 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	1 216,85 \$
Baccalauréat en relations industrielles		1	2 983,00 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	2 983,00 \$
BD202F Programmation avancée SQL		1	1 206,56 \$
	TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 206,56 \$
Bien communiquer, ce n'est pas sorcier !		35	3 635,01 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	35	3 635,01 \$
Cadre juridique des technologies de l'information		1	363,62 \$
	DGAIL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	1	363,62 \$
Cadre juridique des TI et gouvernement électronique		1	1 354,44 \$
	Centre de leadership et de dévelop. des compét.	1	1 354,44 \$
Cadre législatif régissant contrats des organismes		2	488,72 \$
	CLDC (Centre de leader. et de dével. des compét.)	2	488,72 \$
Caisse, plunitif, extrants et mariage		2	159,16 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	159,16 \$
Cap sur l'avenir : une carrière à bâtir		1	429,38 \$
	FORUM DES JEUNES	1	429,38 \$

Capture informatique		1	61,46 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	61,46 \$
Captures statistiques		1	9,07 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	9,07 \$
CARRA - PIPR		1	552,82 \$
	CARRA (COMM .ADM. DES RÉG. DE RETR. ET D'ASS.)	1	552,82 \$
CARRA PIPR		2	648,48 \$
	CEGEP AHUNTSIC	2	648,48 \$
Célébration mariage civil		1	34,62 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	34,62 \$
Cercle de gestion interministrielle		6	936,26 \$
	CLDC (Centre de leader. et de dével. des compét.)	6	936,26 \$
Charte de la langue française		8	1 256,26 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	8	1 256,26 \$
Chef d'équipe, tout un art		1	518,98 \$
	DPA	1	518,98 \$
CISCO Troubleshhoting & Maintaining		1	5 020,00 \$
	GLOBAL KNOWLEDGE	1	5 020,00 \$
Civilité au travail		32	5 284,27 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	32	5 284,27 \$
COACHING DE GESTION		1	1 613,66 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	1 613,66 \$
Coaching pour obtention du titre CIA		1	73,80 \$
	IVIQ (INST. DE VÉRIFICATION INTERNE DU QUÉBEC)	1	73,80 \$
Code de procédures pénales		10	675,00 \$
	DPCC (Directeur poursuites criminelles pénales)	10	675,00 \$
Co-développement		17	1 596,02 \$
	Centre des services partagés du Québec	17	1 596,02 \$
Co-développement (Groupe 24) module 1		1	5 430,06 \$
	Centre des services partagés du Québec	1	5 430,06 \$
Collecte données ressources informationnelles		1	119,35 \$
	Secrétariat du Conseil du trésor	1	119,35 \$
Colloque 2012 GP		3	1 599,69 \$
	GP Québec	3	1 599,69 \$
Colloque Conseil canadien en vérification interne		1	1 993,32 \$
	Conseil canadien en vérification interne	1	1 993,32 \$
Colloque: Neutralité de l'État matière religieuse:		2	1 504,62 \$
	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	2	1 504,62 \$
Comité santé et sécurité		2	282,80 \$
	APPSSAP (ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM.PROV.	2	282,80 \$
Comm orale et écrite, langue des sciences et admin		1	1 402,51 \$
	Université du Québec à Rimouski à Lévis	1	1 402,51 \$
Comment se préparer à un examen		123	17 993,97 \$

écrit			
	<i>Centre des services partagés du Québec</i>	123	17 993,97 \$
Communication avec la clientèle		70	4 531,14 \$
	<i>Ministère de la Justice du Québec</i>	70	4 531,14 \$
Communiquer en milieu de travail		1	615,08 \$
	<i>AFI Expertise</i>	1	615,08 \$
compétences de gestion et de dev de carrière		1	3 125,78 \$
	<i>ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)</i>	1	3 125,78 \$
Compréhension et rédaction PV matière criminelle		75	7 745,77 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	75	7 745,77 \$
Comprendre et utiliser les médias sociaux		1	153,44 \$
	<i>Direction des communications</i>	1	153,44 \$
Comptoir criminel (Accueil, renseignements)		1	97,35 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	97,35 \$
Comptoir petites créances		2	86,42 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	2	86,42 \$
Confection des p.v.		1	115,25 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	115,25 \$
Confection des p.v. et préparation du rôle		1	276,60 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	276,60 \$
Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobi		1	2 077,22 \$
	<i>Conférence canadienne sur les sûretés mobilières</i>	1	2 077,22 \$
Conférence FPT		2	1 581,44 \$
	<i>Gouvernement du Canada</i>	2	1 581,44 \$
Conférence FPT- Consultation autochtone		1	160,14 \$
	<i>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC</i>	1	160,14 \$
Conférence Legal IT		3	2 066,03 \$
	<i>Ass. du jeune Barreau de Montréal</i>	3	2 066,03 \$
Conférence midi: efficacité et bien-être au travail		6	195,44 \$
	<i>DGSO (D.G. des services à l'organisation)</i>	6	195,44 \$
Conférence sur rapports de vérification interne		1	216,27 \$
	<i>Forum des responsables de la vérification interne</i>	1	216,27 \$
Congrès Association des archivistes du Québec		1	702,24 \$
	<i>CARSWELL</i>	1	702,24 \$
Connaissance du RDPRM - Juridique		2	1 285,20 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	2	1 285,20 \$
Connaissance du Registre des lobbyistes		3	1 071,00 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	3	1 071,00 \$
Connaissance du Registre des lobbyistes - Juridiqu		9	1 443,68 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	9	1 443,68 \$
Connaissance du Registre des		7	7 079,24 \$

lobbyistes - Techniqu			
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	7	7 079,24 \$
Contrefaçon, nouveaux billets, vol d'identité		1	79,70 \$
	<i>Banque du Canada</i>	1	79,70 \$
Corrections informatiques		1	61,46 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	61,46 \$
Cours d'anglais		51	1 684,41 \$
	<i>CARREFOUR DES LANGUES</i>	51	1 684,41 \$
Cours de perfectionnement du notariat 83e session		4	3 809,96 \$
	<i>CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC</i>	4	3 809,96 \$
CTEC6231 Maintaining a Microsoft SQL server 2008		1	3 037,60 \$
	<i>VERSALYS</i>	1	3 037,60 \$
DE205F Programmation avancée C#		1	1 109,94 \$
	<i>VERSALYS</i>	1	1 109,94 \$
Défis : assurer intégrité pour lutte à la fraude		3	347,33 \$
	<i>IGF Québec</i>	3	347,33 \$
Défis en vérification optimisation des ressources		2	369,71 \$
	<i>IVIQ (INST. DE VÉRIFICATION INTERNE DU QUÉBEC)</i>	2	369,71 \$
Déjeuner conférence loi 89		1	138,71 \$
	<i>DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)</i>	1	138,71 \$
Déjeuner leadership : Leadership et sens de l'État		1	180,35 \$
	<i>CLDC (Centre de leader. et de dével. des compét.)</i>	1	180,35 \$
Déjeuner leadership : Leadership et vision		1	177,19 \$
	<i>CLDC (Centre de leader. et de dével. des compét.)</i>	1	177,19 \$
Dépôt volontaire		1	18,74 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	18,74 \$
Développement plus intelligent système Z		2	386,12 \$
	<i>IBM, LES SERVICES DE FORMATION</i>	2	386,12 \$
Devoir du greffier et greffier adjoint CQ et CS		1	72,56 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	72,56 \$
Donner l'heure juste par rétroaction		13	6 162,36 \$
	<i>INSTITUT CANADIEN</i>	13	6 162,36 \$
Dossier d'affaires		1	952,42 \$
	<i>CLDC (Centre de leader. et de dével. des compét.)</i>	1	952,42 \$
Droits et libertés de la personne		1	316,04 \$
	<i>UNIVERSITÉ LAVAL</i>	1	316,04 \$
E-Colloque 2012		4	2 907,37 \$
	<i>CHAMBRE DES HUISSIERS DU QUÉBEC</i>	4	2 907,37 \$
Encadrement légal conjugalité au Québec		2	1 413,26 \$
	<i>ACFAS</i>	2	1 413,26 \$
Enregistrement numérique		1	10,82 \$

	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	10,82 \$
Entrainement à la tâche 6A		2	666,40 \$
	DGSJR	2	666,40 \$
Entrainement à la tâche 6C		4	3 181,15 \$
	DGSJR	4	3 181,15 \$
Entrainement à la tâche 6D		1	486,36 \$
	DGSJR	1	486,36 \$
Entrainement huissier		1	484,68 \$
	DGSJR	1	484,68 \$
Entrevue structurée		4	3 393,47 \$
	É NAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	4	3 393,47 \$
Entrevues aux petites créances		1	69,06 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	69,06 \$
ethique et deontologie		5	726,48 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	5	726,48 \$
Éthique et valeurs au MJQ		2	401,80 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	2	401,80 \$
Éthique, gouvernance, combat contre la corruption		1	235,85 \$
	IVIQ (INST. DE VÉRIFICATION INTERNE DU QUÉBEC)	1	235,85 \$
Examen d'agent de bureau spécialiste		1	69,12 \$
	Centre des services partagés du Québec	1	69,12 \$
Examen sur la planification et la gestion stratégi		5	4 386,90 \$
	É NAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	5	4 386,90 \$
Excel - Expérimentation 1		2	1 103,79 \$
	EDUMICRO INC.	2	1 103,79 \$
Excel - Tableaux croisés dynamiques 2007 2010		2	841,16 \$
	EDUMICRO INC.	2	841,16 \$
Excel 2002/2003 - Intermédiaire		1	498,80 \$
	AFI Expertise	1	498,80 \$
Excel 2010 - Expérimentation 2		1	545,55 \$
	EDUMICRO INC.	1	545,55 \$
Faillite		1	253,68 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	253,68 \$
Fiducie testamentaire		1	292,38 \$
	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	1	292,38 \$
Fonctionnement aux services financiers		1	460,95 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	460,95 \$
Fonctionnement cour de pratique		1	61,46 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	61,46 \$
Fonctionnement Cour du Québec		1	61,46 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	61,46 \$
Fonctionnement du secteur civil		2	245,84 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	245,84 \$
Fonctionnement du secteur criminel		2	1 425,27 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	1 425,27 \$

Fonctions du juge de paix fonctionnaire (cat. 2)		14	832,70 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	14	832,70 \$
Fonctions secrétaire de juge coord. adj.		1	324,24 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	324,24 \$
Formatio Intermodule C		1	581,13 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	581,13 \$
Formation - Améliorer son français écrit		11	3 536,40 \$
	Accent Formation	11	3 536,40 \$
Formation - Le service à la clientèle		30	2 473,21 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	30	2 473,21 \$
Formation - Messages d'erreurs		2	824,78 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	824,78 \$
Formation - Ouverture des dossiers 40		1	23,05 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	23,05 \$
Formation - Rédaction des jugements		1	507,10 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	507,10 \$
Formation à la gestion - Module 6		1	1 804,29 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	1 804,29 \$
Formation alléger tâche directrice par intérim		1	211,68 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	211,68 \$
Formation au comptoir		1	1 835,40 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	1 835,40 \$
Formation au plumitif		22	347,07 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	22	347,07 \$
Formation avancée sur le droit administratif		1	1 547,13 \$
	INSTITUT CANADIEN	1	1 547,13 \$
Formation Azimut - débutant		1	61,50 \$
	SOQUIJ (SOC. QUÉB. D'INFORMATION JURIDIQUE)	1	61,50 \$
Formation BDJ et tenue de temps		5	489,80 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	5	489,80 \$
Formation caissier		1	361,83 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	361,83 \$
Formation clientèle agressive		47	1 523,76 \$
	APPSSAP (ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM.PROV.	47	1 523,76 \$
Formation comptoir civil		1	61,46 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	61,46 \$
Formation de contrôleur		1	123,76 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	1	123,76 \$
Formation de greffier		1	987,54 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	987,54 \$
Formation de secourisme		1	320,92 \$
	SANTINEL INC.	1	320,92 \$
Formation dépôt volontaire		1	18,14 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	18,14 \$

Formation des membres de comité d'évaluation		1	470,78 \$
	<i>Centre des services partagés du Québec</i>	1	470,78 \$
Formation en ergonomie		5	787,71 \$
	<i>APPSSAP (ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM.PROV.)</i>	5	787,71 \$
Formation en expropriation		5	1 858,21 \$
	<i>MINISTÈRE DES TRANSPORTS</i>	5	1 858,21 \$
Formation en matière de petites créances		1	36,28 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	36,28 \$
Formation ÉNAP		2	2 272,87 \$
	<i>ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)</i>	2	2 272,87 \$
Formation et compétitivité économique		1	1 370,34 \$
	<i>TELUQ</i>	1	1 370,34 \$
Formation étudiante		1	28,45 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	28,45 \$
Formation expropriation: arpenteurs-géomètre		1	151,92 \$
	<i>MINISTÈRE DES TRANSPORTS</i>	1	151,92 \$
Formation générale (greffe civil)		1	404,04 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	404,04 \$
Formation gestion publique - groupe 110 - Module 3		1	1 320,50 \$
	<i>ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)</i>	1	1 320,50 \$
Formation informatique civile		1	255,64 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	255,64 \$
Formation ligne: L'arrêt Dunsmuir		1	238,40 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	238,40 \$
Formation manuel d'initiation greffier-audienier		1	87,40 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	87,40 \$
Formation mariage civil		1	9,07 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	9,07 \$
Formation mesures d'urgence		2	63,37 \$
	<i>DGSO (D.G. des services à l'organisation)</i>	2	63,37 \$
Formation nouveau huissier audienier		1	599,90 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	599,90 \$
Formation petites créances		1	1 576,44 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	1 576,44 \$
Formation PMU (Plan mesure d'urgence)		44	965,16 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	44	965,16 \$
Formation pour nouvel équipement Xérox		23	751,77 \$
	<i>XEROX Canada</i>	23	751,77 \$
Formation remise en liberté sur consentement		2	66,26 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	2	66,26 \$
Formation repiquage		1	117,61 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	117,61 \$

Formation secrétaire juridique		2	117,55 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	2	117,55 \$
Formation secteur Familial / Divorce		1	547,79 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	547,79 \$
Formation site WEB CJE		1	54,90 \$
	Centre des services partagés du Québec	1	54,90 \$
Formation statistiques		1	68,52 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	68,52 \$
Formation sur le secourisme		2	636,50 \$
	SANTINEL INC.	2	636,50 \$
Formation sur les dossiers 61		2	39,79 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	39,79 \$
Formation sur les ordonnances		1	27,21 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	27,21 \$
Formation sur les PV criminel		2	39,79 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	39,79 \$
Formation sur procès-verbal en matière criminelle		10	830,97 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	10	830,97 \$
Formation technicien en droit		1	2 522,99 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	2 522,99 \$
Formation technique civile		1	284,62 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	284,62 \$
Formation TIC et éthique du courriel		1	118,53 \$
	AFI Expertise	1	118,53 \$
Formation Tribunal de la jeunesse		1	1 058,35 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	1 058,35 \$
Formation Xérox avancée		52	5 361,22 \$
	XEROX Canada	52	5 361,22 \$
Formation Xérox standard		101	2 380,34 \$
	XEROX Canada	101	2 380,34 \$
Forum "Administrative law & practice"/Osgoode		2	3 349,39 \$
	YORK UNIVERSITY	2	3 349,39 \$
Forum annuel des utilisateurs virtuo		1	255,78 \$
	MPLEX SOLUTIONS	1	255,78 \$
Forum canadien de technologie judiciaire		5	6 511,42 \$
	CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE	5	6 511,42 \$
Forum canadien de technologie judiciaire 2012		2	2 863,21 \$
	ASS. DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES DU Canada	2	2 863,21 \$
Forum des architectes		4	1 246,00 \$
	MICROSOFT CANADA INC.	4	1 246,00 \$
Forum des gestionnaires		9	8 278,40 \$
	SDSP	9	8 278,40 \$
GE206F Gestion des risques dans la conduite de proj		1	1 358,44 \$
	TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 358,44 \$
GESTION DE PROJET		3	2 066,58 \$

	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	3	2 066,58 \$
Gestion de projets Synergies, Stratégies, Succès		4	2 251,82 \$
	GP Québec	4	2 251,82 \$
Gestion efficace du temps et des priorités		1	1 111,86 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	1 111,86 \$
Gestion prévisionnelle de la main-d'oeuvre		5	348,76 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	5	348,76 \$
Gestion publique - Module 5		2	2 992,85 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2	2 992,85 \$
Gestionnaire en action (Programme ÉNAP)		1	892,53 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	892,53 \$
Gestionnaires des acquisitions - Marchés publics		1	2 213,83 \$
	transcontinental	1	2 213,83 \$
Gouvernance, enjeux : bureau sécurité inst.		1	302,33 \$
	ISACA_ Québec	1	302,33 \$
Greffe des notaires		2	18,97 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	18,97 \$
Greffier chambre pénale		1	448,90 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	448,90 \$
Greffier spécial		1	496,86 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	496,86 \$
Greffier-audiencier		13	9 932,28 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	13	9 932,28 \$
Greffier-audiencier (criminel) formation théorique		1	46,10 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	46,10 \$
Greffier-audiencier assise criminelle devant jurés		2	207,66 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	207,66 \$
Greffier-audiencier CQ, chambre de la jeunesse		8	1 512,50 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	8	1 512,50 \$
Greffier-audiencier CQ, chambre pénale		4	806,09 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	4	806,09 \$
Greffier-audiencier criminel et procédures crimine		1	525,70 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	525,70 \$
Greffier-audiencier CS Longue durée		2	244,72 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	244,72 \$
Greffier-audiencier CS Mérite		3	367,08 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	3	367,08 \$
Greffier-audiencier CS Pratique		3	367,08 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	3	367,08 \$
Greffier-audiencier en matière civile		26	1 099,79 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	26	1 099,79 \$

Groupe de co-développement pour les chefs d'équipe		6	1 190,88 \$
	CLDC (Centre de leader. et de dével. des compét.)	6	1 190,88 \$
Groupe de co-développement pour les chefs d'équipe		6	1 164,55 \$
	CLDC (Centre de leader. et de dével. des compét.)	6	1 164,55 \$
Harcel. Psychol.et droit de gerance		1	595,13 \$
	DPA	1	595,13 \$
ICP à la DRC		7	285,46 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	7	285,46 \$
Immigration travailleurs qualifiés - Partie 2		2	554,67 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	2	554,67 \$
Implanter une vraie démarche qualité		11	2 629,96 \$
	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	11	2 629,96 \$
Implementing ans maintaining Microsoft SQL server		1	1 843,77 \$
	VERSALYS	1	1 843,77 \$
Informations diverses sur le secteur civil		1	61,46 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	61,46 \$
Informatisation des jugements de la Cour du Québec		1	566,06 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	566,06 \$
Informatisation dossiers 21, 25, 26, 38, 72, 73		1	138,11 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	138,11 \$
Initiation à la procédure criminelle		1	142,31 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	142,31 \$
Initiation aux services de justice		29	532,29 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	29	532,29 \$
Initiation aux services de justice - civil		3	140,59 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	3	140,59 \$
Initiation aux services de justice CS		6	343,62 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	6	343,62 \$
initiation aux services judiciaires		4	274,95 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	4	274,95 \$
initiation pour nouveaux membres du comité		1	597,80 \$
	APPSSAP (ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM.PROV.	1	597,80 \$
Initiation serv. Justice - criminel pénal - Gr. 1		14	1 044,21 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	14	1 044,21 \$
Initiation services de justice - secteur criminel		3	143,82 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	3	143,82 \$
Initiation services de justice - secteur jeunesse		2	95,88 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	95,88 \$
Initiation services de justice - services à la pop		3	143,82 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	3	143,82 \$

Initiation sur les immobilisations		1	143,83 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	143,83 \$
Internet et intranet : une approche documentaire		1	183,89 \$
	Groupe d'expertise en gestion documentaire	1	183,89 \$
ITIL - Gestion des services des TI		1	1 590,29 \$
	Collège de Maisonneuve	1	1 590,29 \$
ITIL V3		16	3 366,66 \$
	DarTech inc.	16	3 366,66 \$
ITIL2011:intermédiaireMise en production,contrôle		1	4 577,85 \$
	TECHNOLOGIA FORMATION	1	4 577,85 \$
Journée de l'informatique du Québec		24	10 893,00 \$
	Réseau ACTION TI	24	10 893,00 \$
Journée sur les acquisitions		11	4 725,36 \$
	Centre des services partagés du Québec	11	4 725,36 \$
Journée thématique GEGD		4	789,50 \$
	Groupe d'expertise en gestion documentaire	4	789,50 \$
Juribistro avancé: approche pratique de la recherc		1	58,68 \$
	CAIJ	1	58,68 \$
Juris. Doc - débutant - recherche de base		1	97,97 \$
	SOQUIJ (SOC. QUÉB. D'INFORMATION JURIDIQUE)	1	97,97 \$
La clinique contre-interrogatoire		1	424,40 \$
	Coup de maître inc.	1	424,40 \$
La nouvelle identité du droit après 30 ans		22	6 876,69 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	22	6 876,69 \$
La prescription extinctive: du début à la fin!		1	425,10 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	425,10 \$
La réalité de la loi 133		4	379,85 \$
	IVIQ (INST. DE VÉRIFICATION INTERNE DU QUÉBEC)	4	379,85 \$
La requête pour permission d'appeler mat. Crim.		4	132,30 \$
	Barreau de Québec	4	132,30 \$
Lancement activités ISACA-Québec		1	43,84 \$
	ISACA_ Québec	1	43,84 \$
Le climat de travail, harcèlement et civilité		1	211,12 \$
	RRSPT	1	211,12 \$
Leadership d'influence		1	591,68 \$
	Groupe Motivaction Performance Plus (MP+)	1	591,68 \$
Leadership et contexte politico administratif		2	402,87 \$
	CLDC (Centre de leader. et de dével. des compét.)	2	402,87 \$
Les bons comportements devant la CA		3	101,16 \$
	Cour d'appel	3	101,16 \$
Les coulisses du pouvoir		2	161,16 \$
	IGF (INST. DE LA GESTION FINANCIÈRE DU CANADA)	2	161,16 \$

Les finances publiques II		3	553,86 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	3	553,86 \$
Les relations interpersonnelles au travail		13	2 044,07 \$
	APPSSAP (ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM.PROV.	13	2 044,07 \$
Les réseaux sociaux et technologie		1	44,82 \$
	Barreau de Québec	1	44,82 \$
L'état du Québec et son fonctionnement		1	335,14 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	335,14 \$
L'intelligence émotionnelle au travail		2	1 082,00 \$
	MANURI FORMATION	2	1 082,00 \$
L'obligation de loyauté, son fondement et sa portée		1	21,69 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	21,69 \$
Logiciel formule RDPRM-Web		2	142,80 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	2	142,80 \$
Loi sur la protection du consommateur		39	4 408,78 \$
	OFFICE DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR	39	4 408,78 \$
Loi sur la publicité légale des entreprises		1	487,36 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	1	487,36 \$
Loi sur les contrats des organismes publics		1	211,47 \$
	Secrétariat du Conseil du trésor	1	211,47 \$
L'outil prévisionnel de gestion		1	92,17 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	1	92,17 \$
Lutte contre planifications fiscales (PFA)		1	130,42 \$
	APPF (ASS. PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE)	1	130,42 \$
Machine insereuse plieuse		2	73,50 \$
	PITNEY BOWES	2	73,50 \$
Maître des rôles		2	720,30 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	720,30 \$
Maître des rôles (Cour du Québec, chambre civile)		1	270,20 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	270,20 \$
Maîtrise en administration des affaires		1	3 730,26 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	3 730,26 \$
Managing & structuring Windows 2008 R2 Active dire		1	714,00 \$
	MICROSOFT CANADA INC.	1	714,00 \$
Manutention sécuritaire des boîtes		16	1 020,06 \$
	APPSSAP (ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM.PROV.	16	1 020,06 \$
Mariages civils		2	69,58 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	69,58 \$
Matières non-contentieuses		1	333,10 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	333,10 \$
Maximiser son influence		9	2 357,49 \$
	Regain Groupe Conseil inc.	9	2 357,49 \$

MBA-Gestion des entreprises		1	2 574,55 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	2 574,55 \$
Mémoire de frais au pénal		1	9,20 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	9,20 \$
Mémoire de frais -Changement plaidoyer culpabilité		1	8,88 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	8,88 \$
Mémoire de frais et défauts		1	133,24 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	133,24 \$
Mieux comprendre les technologies Microsoft.net		2	1 303,14 \$
	TECHNOLOGIA FORMATION	2	1 303,14 \$
MN105F Initiation à la programmation C#		1	386,12 \$
	TECHNOLOGIA FORMATION	1	386,12 \$
MN201F Programmation C#.NET		1	1 914,88 \$
	TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 914,88 \$
module 1 LAGG		1	814,24 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	814,24 \$
Module 13-Atelier perf vérif adm candidats concour		2	345,38 \$
	Centre des services partagés du Québec	2	345,38 \$
Module 3, moyens d'évaluation écrits, prat, oraux		4	1 487,10 \$
	Centre des services partagés du Québec	4	1 487,10 \$
Module 5		1	182,28 \$
	Centre des services partagés du Québec	1	182,28 \$
Négociation difficile: passer de l'affrontement		3	100,15 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	3	100,15 \$
Nomination et revocation d'officiers de justice		6	297,00 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	6	297,00 \$
Notification		6	973,63 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	6	973,63 \$
Nouveautés de la langue française		3	852,89 \$
	Centre des services partagés du Québec	3	852,89 \$
Nouvelle identité du droit après 30 ans de Charte		18	1 630,00 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	18	1 630,00 \$
Nouvelles technologies information & communication		31	5 278,39 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	31	5 278,39 \$
Officier de justice		2	87,80 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	87,80 \$
Optimisation des impressions / Xérox		24	618,55 \$
	XEROX Canada	24	618,55 \$
Optimisez ses relations professionnelles		8	4 482,54 \$
	Regain Groupe Conseil inc.	8	4 482,54 \$
Ordinateur personnel au bureau: risque/opportunité		2	392,92 \$
	ISACA_Québec	2	392,92 \$

Ordonnance judiciaire jeunesse		2	79,58 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	79,58 \$
Outil de gestion prévisionnelle de main-d'oeuvre		4	172,25 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	4	172,25 \$
outils de bureautique et internet		1	2 489,16 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1	2 489,16 \$
Ouverture dossiers mariage et dossiers pénaux		1	9,07 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	9,07 \$
Ouverture dossiers mariages, saisies pensions alim		1	624,40 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	624,40 \$
Panier de gestion (traditionnel)		4	1 339,64 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	4	1 339,64 \$
Pensions alimentaires		1	244,72 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	244,72 \$
Pensions alimentaires / Entrevues petites créances		1	116,11 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	116,11 \$
Petites créances		2	236,97 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	236,97 \$
petits dejeuners de leadership		1	185,40 \$
	Centre de leadership et de dévelop. des compét.	1	185,40 \$
Plan personnalisé de développement		1	585,13 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	585,13 \$
Plan réponse établissement sécuritaire / cartable		28	4 098,21 \$
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	28	4 098,21 \$
Plumitif jeunesse		1	10,82 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	10,82 \$
PO-09 Les bons de commande standard		2	1 097,73 \$
	DGSAGIR	2	1 097,73 \$
PO-11 Les ententes d'achat permanentes		2	354,31 \$
	DGSAGIR	2	354,31 \$
Politique de gestion documentaire et Livelink		3	287,31 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	3	287,31 \$
politique linguistique quebecoise: 1 vue d'ensembl		1	88,02 \$
	Office québécois de la langue française	1	88,02 \$
Pour un climat sain et respectueux		2	336,96 \$
	Réseau DOF inc.	2	336,96 \$
Pour un service à la clientèle impeccable		73	12 799,99 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	73	12 799,99 \$
Pouvoirs des juges de paix fonct catégorie 1 et 2		2	159,16 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	159,16 \$
Powerpoint - Expérimentation 1		1	406,93 \$
	EDUMICRO INC.	1	406,93 \$

Powerpoint - Expérimentation 2		1	517,18 \$
	EDUMICRO INC.	1	517,18 \$
Préparation à la retraite		33	19 288,80 \$
	CARRA (COMM .ADM. DES RÉG. DE RETR. ET D'ASS.)	31	18 355,32 \$
	CEGEP MARIE-VICTORIN	2	933,48 \$
Préparation au concours de technicien en droit		3	1 010,88 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	3	1 010,88 \$
Préparation cour de pratique Cour supérieure		3	186,34 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	3	186,34 \$
Préparation du rôle et saisie Viking		2	156,60 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	156,60 \$
Présentation des lignes d'affaires		19	1 570,84 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	19	1 570,84 \$
Présentation des systèmes de la DRC		6	443,49 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	6	443,49 \$
Présentation générale de la DRC		7	612,44 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	7	612,44 \$
Présentation IBM		1	119,00 \$
	IBM, LES SERVICES DE FORMATION	1	119,00 \$
Prestation électronique services public (examen)		1	130,94 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	130,94 \$
Principes de base en matière de droit d'auteur		1	258,65 \$
	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	1	258,65 \$
Prise en compte principes de développement durable		43	3 069,54 \$
	SAAQ	43	3 069,54 \$
Problème de santé mentale au travail? Votre gestio		2	545,93 \$
	RRSPT	2	545,93 \$
Procédures criminelles et saisie informatique		1	459,13 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	459,13 \$
Procédures criminelles, confection rôle, calendrier		1	708,40 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	708,40 \$
Processus d'arrivée des demandes au RDPRM		4	90,15 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	4	90,15 \$
Procès-verbaux juridictions 72-73		1	26,22 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	26,22 \$
Programme d'accueil gouvernemental		1	26,08 \$
	Centre des services partagés du Québec	1	26,08 \$
Programme de formation de la gestion publique		7	7 109,05 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	7	7 109,05 \$
Programme de formation gestion publique-Module 4		1	1 202,86 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	1 202,86 \$

Programme de relève des cadres		39	3 731,44 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	39	3 731,44 \$
Projet Ambassadeur		2	286,16 \$
	CONSEIL DU TRÉSOR	2	286,16 \$
Projet de loi C-31		2	278,38 \$
	MINISTÈRE CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION Canada	2	278,38 \$
Psychologie et gestion des grands manipulateurs		1	125,58 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	125,58 \$
Publicité foncière et RDPRM		15	2 029,97 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	15	2 029,97 \$
Radiations légales		4	1 658,30 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	4	1 658,30 \$
Radiations volontaires		2	428,40 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	2	428,40 \$
Rang de l'hypothèque mobilière		21	4 984,98 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	21	4 984,98 \$
Reconnaissance au quotidien - Montréal		12	0,00 \$
	DECIMAL	12	0,00 \$
Rédaction d'ordonnances SPG-ADO		4	213,60 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	4	213,60 \$
Réforme du code de procédure civile		2	251,16 \$
	Barreau Laurentides-Lanaudière	2	251,16 \$
Regards croisés droit international culture		1	932,52 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	932,52 \$
Règles de fonctionnement l'Assemblée national		51	8 787,24 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	51	8 787,24 \$
Rencontre FPT		1	1 323,00 \$
	JUSTICE, MIN. (GOUV. FÉD.)	1	1 323,00 \$
Réparation intégrale: mythe ou réalité intercontin		9	3 983,88 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	9	3 983,88 \$
Repiquage		1	36,44 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	36,44 \$
Réseaux sociaux et droit de la famille		1	125,58 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	125,58 \$
resolution des micro-conflits:a la croisée des che		1	260,84 \$
	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1	260,84 \$
Responsabilité médicale		1	831,56 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	1	831,56 \$
revue annuelle de la jurisprudence de la cour supr		1	194,70 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN	1	194,70 \$
Rh-10 Formation SAGIR dossier personne		1	548,94 \$
	Centre des services partagés du Québec	1	548,94 \$
Rôle criminel utilisation de		2	58,57 \$

l'application			
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	2	58,57 \$
Rôle de l'avocat québécois		1	160,10 \$
	<i>ÉDITIONS YVON BLAIS, LES</i>	1	160,10 \$
Rôles au mérite à la Cour supérieure		1	183,21 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	183,21 \$
Saisie des procédures en pratique		1	559,36 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	559,36 \$
Saisie informatique - Jeunesse (protec et adopt)		3	244,78 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	3	244,78 \$
Saisie pensions alim, émission certificats divorce		1	717,74 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	717,74 \$
Saisies, réclamations, fonds local		1	18,81 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	18,81 \$
Santé et sécurité au travail		1	689,86 \$
	<i>APPSSAP (ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM.PROV.)</i>	1	689,86 \$
Secourisme en milieu de travail		17	4 778,90 \$
	<i>OPTI-SOINS</i>	2	498,96 \$
	<i>SANTINEL INC.</i>	14	3 608,78 \$
	<i>Urgence Vie</i>	1	671,16 \$
Secourisme en milieu de travail de la CSST		1	912,94 \$
	<i>Formation Prévention Secours Inc.</i>	1	912,94 \$
Secouriste en milieu de travail		1	367,78 \$
	<i>ACTION SECOURS INC</i>	1	367,78 \$
Sécurité de l'information		182	6 357,22 \$
	<i>DGSO (D.G. des services à l'organisation)</i>	182	6 357,22 \$
Sécurité incendie et mesures d'urgence		9	191,94 \$
	<i>Centre des services partagés du Québec</i>	9	191,94 \$
Séminaires de jurilinguistique appliquée		2	4 257,05 \$
	<i>MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU Canada</i>	2	4 257,05 \$
Sensibilisation au harcèlement psychologique		68	4 447,30 \$
	<i>APPSSAP (ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM.PROV.)</i>	1	91,95 \$
	<i>DGSO (D.G. des services à l'organisation)</i>	23	2 143,25 \$
	<i>DPA</i>	44	2 212,11 \$
Sensibilisation au phénomène du suicide		2	208,26 \$
	<i>CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE</i>	2	208,26 \$
Séparations conjugales; décisions judiciaires		2	964,81 \$
	<i>UNIVERSITÉ LAVAL</i>	2	964,81 \$
Ses. Sens. Réunions efficaces, projet performant!		1	213,29 \$
	<i>GP Québec</i>	1	213,29 \$
Signature ordonnances criminelles		1	18,28 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	18,28 \$
Social Science Evidence Charter Litigation:		1	1 112,14 \$
	<i>Université de Toronto</i>	1	1 112,14 \$

Stagiaire en administration et archives jud.		3	3 212,37 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	3	3 212,37 \$
Standard sur l'accessibilité d'un document télécha		3	362,22 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	3	362,22 \$
Statistiques		1	131,18 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	131,18 \$
Statut certificats et principes de signature		7	309,94 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	7	309,94 \$
Stratégies d'enseignem facilitant l'apprentissage		1	283,59 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	283,59 \$
Suivi budgétaire		1	554,96 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	554,96 \$
Supervision des services financiers		1	125,93 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	125,93 \$
Surqualifications travailleurs salariés immigratio		1	92,28 \$
	Institut national de recherche scientifique (INRS)	1	92,28 \$
Système cadastral québécois		10	403,54 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	10	403,54 \$
Table autochtone		4	726,53 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	4	726,53 \$
Table d'échange accès à l'information		3	649,41 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	3	649,41 \$
Table d'échange en droit immobilier		1	213,31 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	1	213,31 \$
Table d'échange juridico-technologique		1	144,24 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	1	144,24 \$
Table d'échange sur la législation		23	4 196,75 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	23	4 196,75 \$
Table d'échange sur les contrats		1	267,30 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	1	267,30 \$
Table ronde sur les petites unités d'audit interne		1	120,35 \$
	IVIQ (INST. DE VÉRIFICATION INTERNE DU QUÉBEC)	1	120,35 \$
Taxation de témoins (Procédure et tarifs)		1	51,69 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	51,69 \$
Taxation des mémoires de frais		1	18,28 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	18,28 \$
Technicien chef d'équipe greffe criminel et pénal		1	215,64 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	215,64 \$
Terminologie médicale		1	653,25 \$
	Centre de formation professionnelle Fierbourg	1	653,25 \$

Titularité de l'hypothèque, titrisation et affactu		5	504,42 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	5	504,42 \$
Traitement procédures en matière non contentieuses		3	216,88 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	3	216,88 \$
Transfert de connaissances		1	2 458,40 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	2 458,40 \$
Transfert de connaissances - Service GR		1	678,65 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	1	678,65 \$
Transfert de connaissances - Services SGR		1	678,65 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	1	678,65 \$
Transfert d'expertise		4	7 262,02 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	4	7 262,02 \$
Transfert d'expertise en matière civile		2	53,86 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	2	53,86 \$
Transfert d'expertise médiation et petite créance		1	26,93 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	26,93 \$
Transmission et solidarité familles québécoises		3	1 157,10 \$
	<i>INRS (urbanisation, culture et société)</i>	3	1 157,10 \$
Traquer le gaspillage avec les approches Lean		2	207,77 \$
	<i>Centre des services partagés du Québec</i>	2	207,77 \$
Troubles de la personnalité, comment gérer...		1	211,12 \$
	<i>Ass. des CGRH</i>	1	211,12 \$
Troubles de personnalité: comment gérer les employ		1	334,81 \$
	<i>TABLE PATRON. CONCERTATION SANTÉ SECUR. DU TRAV.</i>	1	334,81 \$
Trousse petites créances		1	36,28 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	36,28 \$
Visioconférence		2	19,89 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	2	19,89 \$
Vous engageriez-vous comme patron ?		1	695,00 \$
	<i>AQOCI</i>	1	695,00 \$
Webinaire : 2012 IIA standards Update		2	68,25 \$
	<i>Inst. Des vérificateurs internes - Canada (IIA)</i>	2	68,25 \$
(vide)			
	<i>(vide)</i>		
Cloud et gestion de la sécurité de l'information		2	832,90 \$
	<i>ISACA_ Québec</i>	2	832,90 \$
Droit constitutionnel I		1	1 327,83 \$
	<i>UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL</i>	1	1 327,83 \$
Fonctions juge de paix fonctionnaire, cat. 1		18	558,28 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	18	558,28 \$
Fonctions juge de paix fonctionnaire, cat. 2		12	756,35 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	12	756,35 \$

Greffier-audencier, chambre criminelle		12	4 997,54 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	12	4 997,54 \$
Greffier-audencier (Cour supérieure)		2	368,39 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	2	368,39 \$
Greffier-audencier et PV en matière civile		1	43,70 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	43,70 \$
Greffier-audencier (garde en établissement)		1	46,10 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	46,10 \$
Greffier-audencier (petites créances)		1	414,90 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	414,90 \$
Les certificats		90	5 796,73 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	90	5 796,73 \$
Tarif civil (Phase II)		33	1 907,04 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	33	1 907,04 \$
Tarif criminel		42	2 192,01 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	42	2 192,01 \$
Tarif des témoins		30	1 021,60 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	30	1 021,60 \$
Tarif pénal adulte		26	1 164,25 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	26	1 164,25 \$
Connaissance du service à la clientèle		3	200,27 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	3	200,27 \$
Colloque : Dans la foulée de Rio+20:		2	1 434,31 \$
	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	2	1 434,31 \$
Formation continue obligatoire - Table inspections et enquêtes		16	2 675,41 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	16	2 675,41 \$
Formation continue obligatoire- Sûretés, insolvabilité et restructuration		26	12 781,38 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	26	12 781,38 \$
Formation continue obligatoire-ABC de ce qu'un avocat doit savoir droit disci		1	97,81 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	97,81 \$
Formation continue obligatoire-ABC des règlements		1	456,47 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	456,47 \$
Formation continue obligatoire-Actions à entreprendre par un créancier		4	285,98 \$
	Barreau de Québec	4	285,98 \$
Formation continue obligatoire-Charte de la langue française		23	2 639,95 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	23	2 639,95 \$
Formation continue obligatoire-Colloque Cour supérieure matière civile		1	179,76 \$
	BARREAU DE MONTRÉAL	1	179,76 \$
Formation continue obligatoire-Colloque Québec-Versailles		1	130,42 \$
	Barreau de Québec	1	130,42 \$
Formation continue obligatoire-Commission accès info: 30 ans		1	743,76 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	743,76 \$
Formation continue obligatoire-Communication constructive orienté vers les		1	202,52 \$
	Barreau de Québec	1	202,52 \$
Formation continue obligatoire-Conférence AJBM-CAIJ: L'avocat et médias		1	194,24 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	194,24 \$

Formation continue obligatoire-Conference Legal IT 6.0		2	904,98 \$
	<i>Ass. du jeune Barreau de Montréal</i>	2	904,98 \$
Formation continue obligatoire-Congrès de l'AAPI		4	4 842,77 \$
	<i>ASS. SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION</i>	4	4 842,77 \$
Formation continue obligatoire-Congrès du Barreau 2012		51	38 048,15 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	51	38 048,15 \$
Formation continue obligatoire-Cours de perfectionnement du notariat		4	2 408,01 \$
	<i>CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC</i>	4	2 408,01 \$
Formation continue obligatoire-Développements récents droit construction		1	838,60 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	838,60 \$
Formation continue obligatoire-Développements récents droit du travail		1	423,19 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	423,19 \$
Formation continue obligatoire-Développements récents droit environnement		5	3 185,28 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	5	3 185,28 \$
Formation continue obligatoire-Développements récents droit familial		1	522,59 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	522,59 \$
Formation continue obligatoire-Droit carcéral: survol principes généraux		1	260,22 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	260,22 \$
Formation continue obligatoire-Droit du travail 2012		1	898,19 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	898,19 \$
Formation continue obligatoire-Droits humains activité économique		1	639,38 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	639,38 \$
Formation continue obligatoire-Évaluer compétence crédibilité témoin enfant		1	226,93 \$
	<i>Coup de maître inc.</i>	1	226,93 \$
Formation continue obligatoire-Faillite et insolvabilité		3	1 086,09 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	3	1 086,09 \$
Formation continue obligatoire-Finances publiques-3e partie		65	11 040,23 \$
	<i>DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)</i>	65	11 040,23 \$
Formation continue obligatoire-Finances publiques-2e partie		113	17 558,04 \$
	<i>DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)</i>	113	17 558,04 \$
Formation continue obligatoire-Formation base du milieu autochtone		5	1 001,46 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	5	1 001,46 \$
Formation continue obligatoire-Formation en environnement		4	892,37 \$
	<i>Barreau de Québec</i>	4	892,37 \$
Formation continue obligatoire-Journées intensives de formation de Québec		2	681,32 \$
	<i>Barreau de Québec</i>	2	681,32 \$
Formation continue obligatoireJuriBistro intensif: recherche juridique rapide		3	541,56 \$
	<i>BARREAU DE MONTRÉAL</i>	3	541,56 \$
Formation continue obligatoire-La révision judiciaire		2	583,49 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	2	583,49 \$
Formation continue obligatoire-L'abus procédure art. 54.1 C.p.c.		1	121,08 \$
	<i>BARREAU DE MONTRÉAL</i>	1	121,08 \$
Formation continue obligatoire-Le droit municipal sauf exceptions		95	14 959,31 \$
	<i>DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)</i>	95	14 959,31 \$
Formation continue obligatoire-Les joints ventures		1	425,40 \$

	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	425,40 \$
Formation continue obligatoire-Les médias sociaux		93	14 693,66 \$
	<i>DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)</i>	93	14 693,66 \$
Formation continue obligatoire-L'obligation de loyauté		1	62,81 \$
	<i>UNIVERSITÉ LAVAL</i>	1	62,81 \$
Formation continue obligatoire-Médias sociaux et actes illicites sur Internet		24	4 448,70 \$
	<i>DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)</i>	24	4 448,70 \$
Formation continue obligatoire-Micro-programme en légistique		23	103 735,12 \$
	<i>UNIVERSITÉ LAVAL</i>	23	103 735,12 \$
Formation continue obligatoire-Nouvelles mesures au Code sécurité routière		2	176,13 \$
	<i>Barreau de Québec</i>	2	176,13 \$
Formation continue obligatoire-Ordonnances types chambre commerciale		1	183,40 \$
	<i>BARREAU DE MONTRÉAL</i>	1	183,40 \$
Formation continue obligatoire-Partenariat d'affaires avec commun autocht		2	2 808,96 \$
	<i>INSTITUT CANADIEN</i>	2	2 808,96 \$
Formation continue obligatoire-Recherche UNIK en information juridique		3	313,42 \$
	<i>CAIJ</i>	3	313,42 \$
Formation continue obligatoire-Rédaction et interprétation des lois		4	9 241,63 \$
	<i>MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU Canada</i>	4	9 241,63 \$
Formation continue obligatoire-Relations publiques et gouvernementales		1	235,63 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	235,63 \$
Formation continue obligatoire-Rencontre inter-contentieux 2012		80	59 389,45 \$
	<i>DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)</i>	80	59 389,45 \$
Formation continue obligatoire-Responsabilité des administrateurs d'OSBL		1	415,85 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	1	415,85 \$
Formation continue obligatoire-Revue annuelle jurisprudence droit administrat		19	2 449,30 \$
	<i>ASS. DU BARREAU CANADIEN</i>	19	2 449,30 \$
Formation continue obligatoire-Séminaire sur les techniques de plaidoirie		4	7 265,61 \$
	<i>BARREAU DU QUÉBEC</i>	4	7 265,61 \$
Formation continue obligatoire-Stipulation pour autrui, ancienne et moderne		2	337,44 \$
	<i>UNIVERSITÉ LAVAL</i>	2	337,44 \$
Formation sur le logiciel SADE		4	144,31 \$
	<i>DPA</i>	4	144,31 \$
Formation sur le logiciel Sagesse et tenue de temps		14	1 865,53 \$
	<i>DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)</i>	14	1 865,53 \$
Formation sur le système Viking		1	60,87 \$
	<i>DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)</i>	1	60,87 \$
Forum autochtone sur la gestion des ressources naturelles et du territoire		1	3 081,33 \$
	<i>INSIGHT INFORMATION INC.</i>	1	3 081,33 \$
Gestion des créances - Phase 2		2	1 011,78 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	2	1 011,78 \$
Gestion électronique des documents - débutant		3	196,65 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	3	196,65 \$
Jumelage Service à la clientèle		2	3 588,83 \$
	<i>DRC (Direction des registres et de la certificatio</i>	2	3 588,83 \$

JuriBistro : recherche intensive		34	3 571,20 \$
	CAIJ	34	3 571,20 \$
Colloque entourant le lancement du livre Les Mélanges de Jean-Louis Baudouin		1	567,96 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	1	567,96 \$
Les règles parlementaires		2	351,48 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	2	351,48 \$
Littérature québécoise		1	1 152,75 \$
	Collège ahuntsic	1	1 152,75 \$
Méthode de recher. et d'intervention en milieu organis.		2	7 294,26 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2	7 294,26 \$
Progr. d'apprentis. pour chef d'équipe, chargé de projet		19	13 973,38 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	19	13 973,38 \$
Formation des employées de la DRI - MTL		71	5 284,87 \$
	Dessureault, Savard, Caron et associés	71	5 284,87 \$
Formation des employés de la DRI - Québec		67	5 056,69 \$
	Dessureault, Savard, Caron et associés	67	5 056,69 \$
Logiciel Sagesse, BDJ et tenue de temps		1	380,87 \$
	DGAJL (DIR. GÉN. AFF. JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	1	380,87 \$
SAGIR - Gestion des créances		1	38,18 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	38,18 \$
Logiciel Sharepoint		1	1 728,48 \$
	TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 728,48 \$
Rôle de shérif		1	395,43 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	395,43 \$
Système d'information de gestion		1	19,53 \$
	DGSJ (DIR. GÉN. DES SERVICES DE JUSTICE)	1	19,53 \$
Système intégré des rôles et assignation		1	57,90 \$
	DGSJR	1	57,90 \$
Sondage climat de travail - Suite à donner		51	1 106,79 \$
	DGSO (D.G. des services à l'organisation)	51	1 106,79 \$
Succès de la prestation électronique		1	917,37 \$
	Centre de leadership et de dévelop. des compét.	1	917,37 \$
Formation sur le logiciel Visio - Expérimentation 1		1	579,62 \$
	EDUMICRO INC.	1	579,62 \$
Formation activités judiciaires		11	1 936,09 \$
	Direction des ressources informationnelles	11	1 936,09 \$
Formation sur les activités du MRNF		3	810,60 \$
	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES	3	810,60 \$
Formation sur le logiciel VMWare		1	89,99 \$
	DRC (Direction des registres et de la certificatio	1	89,99 \$
Mieux comprendre les technologies Web		1	651,57 \$
	TECHNOLOGIA FORMATION	1	651,57 \$

Formation sur le logiciel Word 2003 intermédiaire		1	541,02 \$
	VERSALYS	1	541,02 \$
Formation sur le logiciel Word 2010 - Expérimentation 2		1	501,96 \$
	EDUMICRO INC.	1	501,96 \$
Total		3 765	917 071,89 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LIEU	COÛTS	DATE	Nb DE PARTICIPANTS	ORGANISATEUR (PERSONNE OU ORGANISME)	NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ
MONTREAL	244 \$	5 JUIN 2012	1	COLLÈGE AHUNTSIC	COURS DE BASE EN DROIT.
QUÉBEC	750 \$	7 AU 9 JUIN 2012	1	BARREAU DU QUÉBEC	CONGRÈS ANNUEL
MONTREAL	111 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "CRIMES SEXUELS : PREUVE, PROCÉDURE ET STRATÉGIES."
MONTREAL	56 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "DE L'ACCIDENT DE TRAVAIL À LA CLP : DÉROULEMENT ET GESTION D'UN DOSSIER."
MONTREAL	74 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "JURISPRUDENCE MARQUANTE EN DROIT DE LA FAMILLE 2011-2012."
MONTREAL	28 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "L'ABSOLUTION CONDITIONNELLE, UNE SOLUTION QUI EN VAUT LA PEINE?"
MONTREAL	37 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "L'ANALOGIQUE, LE NUMÉRIQUE, L'INFORMATIQUE ET LE DROIT DE LA FAMILLE."
MONTREAL	56 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "LE PARTAGE DES BIENS DONT LES CONJOINTS SONT COPROPRIÉTAIRES INDIVIS."
MONTREAL	74 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "LE POLYGRAPHE: HISTORIQUE, INSTRUMENTATION, COMMENT FAIRE APPEL, VALEUR ET IMPLICATIONS JURIDIQUES."
MONTREAL	28 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "LES RÉCENTS DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS."
MONTREAL	56 \$	22 AOÛT 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "US ET COUTUMES DE L'ADOPTION QUÉBÉCOISE : EXISTENT-ILS?"
MONTREAL	22 \$	27 ET 28 AOÛT 2012	1	EDUMICRO	FORMATION : "EXCEL - EXPÉRIMENTATION-1, 2007/2010."
MONTREAL	1 025 \$	18 AU 20 SEPTEMBRE 2012	1	TECHNOLOGIA	FORMATION : "MS520F - INSTALLATION, CONFIGURATION ET ADMINISTRATION EXCHANGE SERVER 2010."
GATINEAU	342 \$	27 AU 29 SEPTEMBRE 2012	1	ASSOCIATION DES AVOCATS ET AVOCATES DE PROVINCE	CONGRÈS 2012
MONTREAL	93 \$	4 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "LE SERVICE D'AIDE À L'HOMOLOGATION ET LE SERVICE ADMINISTRATIF DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS (SARPA)."
MONTREAL	56 \$	18 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "COMMENT ÉVITER LES MAUVAISES SURPRISES AU PARTAGE DES FONDS DE PENSION À PROXIMITÉ DE LA RETRAITE OU À LA RETRAITE."
MONTREAL	56 \$	18 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "LA NOTION DE RISQUE EN MATIÈRE D'ABUS SEXUEL (ART. 38 AL. 2d 2o LPJ)."
MONTREAL	56 \$	18 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "LE SERVICE D'AIDE À L'HOMOLOGATION ET LE SERVICE ADMINISTRATIF DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS (SARPA)."
MONTREAL	56 \$	18 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "LES IMPACTS DE LA RÉCEPTION D'ARGENT, DE BIENS OU DU DROIT DE RECEVOIR DE L'ARGENT POUR LES PRESTATAIRES DE DERNIER RECOURS: SUCCESSION, FIDUCIE, PATRIMOINE FAMILIAL, JUGEMENT ET AUTRES."
MONTREAL	56 \$	18 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "PROTECTION DE LA JEUNESSE - JURISPRUDENCE RÉCENTE."
MONTREAL	56 \$	18 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "QUALITÉS ET VICES DU CONSENTEMENT."
MONTREAL	56 \$	18 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "UN CHOIX DE SOCIÉTÉ: LA PRIMAUTÉ DES PRINCIPES DE RÉPRESSION AU DÉTRIMENT DE LA RÉHABILITATION (EXPOSÉ DÉTAILLÉ DU PROJET DE LOI C-10)."
MONTREAL	152 \$	26 OCTOBRE 2012	1	BARREAU DE MONTREAL	COLLOQUE SUR LE LOUAGE RÉSIDENTIEL.

MONTREAL	500 \$	26 OCTOBRE 2012	1	A.Q.A.A.D.	COLLOQUE 2013
MONTREAL	6 581 \$	23, 24 OCTOBRE 2012 ET 20, 21 NOVEMBRE 2012	35	LES ERGONOMES ASSOCIÉS DU QUÉBEC	FORMATION : "INTERVENTION EN ERGONOMIE DE BUREAU."
MONTREAL	37 \$	29 OCTOBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "PROJET DE LA TARIFICATION D'AIDE JURDIQUE À LA PRATIQUE PRIVÉE."
MONTREAL	104 \$	2 NOVEMBRE 2012	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION : "OUTRAGE AU TRIBUNAL EN MATIÈRE CIVIL."
MONTREAL	189 \$	5 NOVEMBRE 2012	1	EDUMICRO	FORMATION : "IPHONE ET IPAD, LA MAÎTRISE."
LAVAL	50 454 \$	7 AU 9 NOVEMBRE 2012	369	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	JOURNÉES DE FORMATION ANNUELLES DES AVOCATS DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE.
MONTREAL	189 \$	12 NOVEMBRE 2012	1	EDUMICRO	FORMATION : "IPHONE ET IPAD, LA MOBILITÉ."
MONTREAL	45 \$	20 NOVEMBRE 2012	1	AADM	CONFÉRENCE : "L'AFFAIRE LA REINE C. ST-ONGE LAMOUREUX".
MONTREAL	37 \$	28 NOVEMBRE 2012	12	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ : "LES CONVENTIONS COLLECTIVES 2012 DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE."
MONTREAL	1 000 \$	28 ET 29 NOVEMBRE 2012	4	CÉGEP MARIE-VICTORIN	SESSION DE PLANIFICATION À LA RETRAITE (CARRA)

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Lieu	Coût	Date de participation	Nombre de Participants et Nom de la personne	Nom de la formation
Québec	149,60 \$	04-05-2012	Josée Langlois (1 inscription)	Conflits d'intérêts sont pas ... Barreau – formation continue
Québec	104,37 \$	04-05-2012	Nathalie Lachance (1 inscription)	Conflits d'intérêts sont pas ... Barreau – formation continue
Québec	465,00 \$	23-01-2013	Nathalie Lachance (1 inscription)	Les restrictions au droit d'accès : application, jurisprudence et prise de décision

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. LIEU	B. COÛT	C. DATE	D. NOMBRE	E. FORMATEUR	F. FORMATION
LONGUEUIL	97,00 \$	15 JUIN 2012	1	SENTINEL INC.	SANTÉ CSST
MONTREAL	00,00 \$	29-30 NOVEMBRE 2012	1	SOCIÉTÉ DE SAUVETAGE	SANTÉ CSST

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	PARTICIPANTS	COÛT
3ème Symposium interdisciplinaire d'imagerie clinique musculo-squelettique		1	425,00 \$
	La Société canadienne-française de Radiologie	1	425,00 \$
Accès information		2	910,00 \$
	Association sur l'accès et la protection de l'information	1	465,00 \$
	Publications CCH	1	445,00 \$
Adjointe administrative		1	343,78 \$
	LPU Consultant	1	343,78 \$
Analyse logique et raisonnement déductif		1	790,00 \$
	Académie de Trans-Formation Inc.	1	790,00 \$
Anglais		2	2 150,00 \$
	Christian Côté	1	500,00 \$
	Les entreprises Une Affaire d'anglais Inc.	1	1 650,00 \$
Appréciation de la crédibilité des témoins		13	995,00 \$
	Conférence des Juges Administratifs du Québec	13	995,00 \$
Cercle de Gestion		1	225,00 \$
	Centre de service partagés du Québec	1	225,00 \$
Colis I		1	125,00 \$

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	PARTICIPANTS	COÛT
	Centre de service partagés du Québec	1	125,00 \$
Colloque 2012 - GP-Québec		1	250,00 \$
	GP-Québec	1	250,00 \$
Colloque de la Société des experts en évaluation médico-légale du Québec		6	1 950,00 \$
	Société des experts en évaluation médico-légale du Québec	6	1 950,00 \$
Colloque du Réseau d'éthique organisationnel du Québec		1	240,00 \$
	Réseau d'éthique organisationnel du Québec	1	240,00 \$
Colloque Québécois de la Sécurité de l'Information		3	2 685,00 \$
	Agora Communication	3	2 685,00 \$
Conférence internationale sur les communications interactives et le WEB 2.0		2	790,00 \$
	Les Productions Eventia Inc.	2	790,00 \$
Conférence Légal-IT 6.0		4	1 117,80 \$
	Association du Jeune Barreau de Montréal	4	1 117,80 \$
Congrès Association canadienne des Parajuristes		1	100,00 \$
	Association canadienne des Parajuristes	1	100,00 \$
Congrès Association médicale Canadienne		1	684,10 \$
	Association médicale Canadienne à Montréal	1	684,10 \$
Congrès ATEFQ (Association des Techniciens en évaluation foncière du Québec)		1	200,00 \$
	Association des Techniciens en évaluation foncière du Québec	1	200,00 \$
Congrès AAPI (Association sur l'accès et la protection de l'information)		2	1 267,00 \$
	Association sur l'accès et la protection de l'information	2	1 267,00 \$
Congrès Barreau du Québec 2012		8	3 459,90 \$
	Barreau du Québec	8	3 459,90 \$
Congrès CTAC (Conseil des tribunaux administratifs canadiens)		1	1 120,00 \$
	Conseil des tribunaux administratifs canadiens	1	1 120,00 \$
Congrès Réseau Action TI		6	1 230,00 \$
	Réseau Action TI, Québec	6	1 230,00 \$
Dossier d'affaires et dossier de présentation stratégique		1	495,00 \$
	Centre de service partagés du Québec	1	495,00 \$
Formation / MS project: notions avancées		1	650,00 \$
	Technologia Formation	1	650,00 \$
Formation pharmacologie		1	452,28 \$
	Université de Montréal	1	452,28 \$
Gérer des projets en mode Agile		1	75,00 \$
	GP-Québec	1	75,00 \$
Gérer les ressources humaines d'un projet c'est avant tout communiquer		1	75,00 \$
	GP-Québec	1	75,00 \$
Gestion de projet		2	433,56 \$
	HEC Montréal	2	433,56 \$
Gestion des grands manipulateurs		1	104,37 \$
	Barreau du Québec	1	104,37 \$
Habiletés de Direction et Planification stratégique des ressources humaines		1	277,59 \$
	ENAP (École nationale d'administration publique)	1	277,59 \$
Impulsivité et violence		1	180,00 \$

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	PARTICIPANTS	COÛT
	Institut Philippe-Pinel	1	180,00 \$
Introduction à la gestion de projet selon l'approche Agile		2	150,00 \$
	GP-Québec	2	150,00 \$
Journée des acquisitions et des TIC		1	177,00 \$
	Centre de service partagés du Québec	1	177,00 \$
Journées Strasbourgeoises 2012		1	3 850,00 \$
	Institut canadien d'études juridiques supérieures	1	3 850,00 \$
La gestion des compétences en gestion de projet		1	75,00 \$
	GP-Québec	1	75,00 \$
Le leadership en gestion de projet		1	75,00 \$
	GP-Québec	1	75,00 \$
Le soulagement de la douleur		1	660,00 \$
	Fédération des médecins omnipraticiens du Québec	1	660,00 \$
Leadership d'influence		2	739,98 \$
	Groupe Motivation Performance Plus	2	739,98 \$
Les conflits d'intérêts ne sont pas des maladies		2	549,60 \$
	Barreau du Québec	2	549,60 \$
Les troubles anxieux		2	434,88 \$
	Université de Sherbrooke	2	434,88 \$
Maitriser le plaideur quérulent		1	168,75 \$
	Continuum	1	168,75 \$
MS-Access 2010		1	220,00 \$
	Synesis – Versalys	1	220,00 \$
Organisation et technologie de l'information		1	216,78 \$
	HEC Montréal	1	216,78 \$
Outils de gestion des personnalités difficiles		1	56,53 \$
	Barreau de Montréal	1	56,53 \$
Perspectives du marché de l'habitation		1	160,97 \$
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	1	160,97 \$
Planification de la retraite		4	1 000,00 \$
	Cegep Marie-Victorin	3	750,00 \$
	Commission scolaire de la Capitale	1	250,00 \$
Relations industrielles		2	650,34 \$
	Université de Montréal	2	650,34 \$
Réunion efficace, projet performant		1	75,00 \$
	GP-Québec	1	75,00 \$
Révision judiciaire		1	81,75 \$
	Barreau du Québec	1	81,75 \$
Revue annuelle de la jurisprudence en droit administratif		1	75,00 \$
	Association du Barreau Canadien	1	75,00 \$
Stratégie en communication		2	1 250,00 \$
	Grisvert Inc.	2	1 250,00 \$
Synergologie		1	400,00 \$
	Groupe Syner Inc	1	400,00 \$
Webcom 2012 (Web2.0)		1	420,74 \$
	Productions Eventia Inc	1	420,74 \$
TOTAL		100	35 287,70 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LISTE DES FORMATIONS SUIVIES PAR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DU
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2012 ET LE 30 NOVEMBRE 2012

	Participants	Coût
Extérieur du Québec (tableau 1)	29	63 248,02 \$
Autres (tableau 2)	2 670	277 054,77 \$
Total	2 699	340 302,79 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012
TABLEAU 1

Extérieur du Québec	Fournisseurs/Formateurs	Lieu	Nombre de participants	Coût
Conférence sur le litige en Cour suprême du Canada	N/D	Ottawa (Ontario)	5	2 298,92 \$
The 15th Annual Analysis of the Constitutional Decisions	N/D	Toronto (Ontario)	1	839,17 \$
Conférence annuelle du "National Association Attorneys General"	N/D	Anchorage (Alaska)	2	6 872,36 \$
Enseigner dans le cadre des techniques de plaidoiries données par le Barreau du Québec	N/D	Moncton (Nouveau-Brunswick)	1	0,00 \$
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada	N/D	Whitehorse (Yukon)	2	4 389,57 \$
Formation auprès de l'Ecole Nationale de la Magistrature.	N/D	Paris et Bordeaux (France)	3	21 686,40 \$
Conférence « Fire Arms »	N/D	Ottawa (Ontario)	3	286,65 \$
Conférence interprovinciale sur le crime organisé	N/D	Saskatoon (Saskatchewan)	3	6 132,46 \$
17 ^e Conférence annuelle de l'Association internationale des procureurs et poursuivants et 4e réunion annuelle l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones	N/D	Bangkok (Thaïlande)	5	16 416,10 \$
Conférencier au Congrès annuel 2012 de la formation des procureurs de la Colombie-Britannique	N/D	Colombie-Britannique (Whistler)	2	1 056,14 \$
Conférence annuelle "The Provincial Strategy to Protect Children from Sexual Abuse and Exploitation on the Internet	N/D	Toronto (Ontario)	2	3 270,25 \$
TOTAL			29	63 248,02 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FORMATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET DU PERSONNEL DE SOUTIEN

1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012

TABEAU 2

Formations des PPCP	Fournisseurs/Formateurs	Lieu	Nombre de participants	Coût
Diverses formations - École des poursuivants - Session été 2012	Procureurs du DPCP et formateurs externes	St-Hyacinthe		214 094,84 \$
École des poursuivants - Form. spéc. - Appels : préparer et plaider un dossier à la Cour d'appel			28	
École des poursuivants - Form. spéc. - Droit pénal statuaire			22	
École des poursuivants - Form. spéc. - Fraude			23	
École des poursuivants - Form. spéc. - Droit de la jeunesse			26	
École des poursuivants - Form. spéc. - Infractions criminelles en matière de circulation routière			21	
École des poursuivants - Form. spéc. - Médias			17	
École des poursuivants - Conférence-midi - GroupWise			33	
École des poursuivants - Form. base - Règles de preuve et de procédure criminelles			80	
École des poursuivants - Form. base - Violence conjugale			79	
École des poursuivants - Form. spéc. - Infractions d'ordre sexuel et de maltraitance			19	
École des poursuivants - Form. spéc. - Privilèges : enjeux et procédures			29	
École des poursuivants - Form. spéc. - Drogues et infractions connexes			34	
École des poursuivants - Form. spéc. - Règles de preuve et de procédure criminelles spécialisées			29	
École des poursuivants - Form. spéc. - Techniques de plaidoirie			19	
École des poursuivants - Form. base - Code de procédure pénale			79	
École des poursuivants - Form. base - Développement récents en droit criminel			79	
École des poursuivants - Conférence-midi - Contrefaçon de billets de banque : détection et considérations juridiques			23	
École des poursuivants - Form. base - Peines			77	
École des poursuivants - Form. base - Représentation du poursuivant public devant les tribunaux			78	
École des poursuivants - Form. base - Infractions d'ordre sexuel			77	
École des poursuivants - Form. base - Mandats et perquisitions			80	
École des poursuivants - Conférence-midi - Mesures internes de sécurité			32	
Programme d'accueil des nouveaux procureurs - Session automne 2012	Procureurs du DPCP	Québec	50	13 405,55 \$
Exploitation sexuelle et nouvelles technologies	Mme Caroline Girard	Rouyn-Noranda et Québec	19	N/D
Travail des agents d'exécution de la loi de l'Agence des services frontaliers du Canada	M. Louis Lessard	Sherbrooke	11	N/D
Mesures internes de sécurité	Personnel du DPCP	St-Jean-sur-Richelieu	8	N/D
Projet de loi C-10 : les modifications législatives à la LS/PA	Procureurs du DPCP	Québec, Joliette, Longueuil et Montréal	55	N/D
L'intervention policière en matière criminelle	Procureurs du DPCP	St-Jean-sur-Richelieu	18	N/D
Les collaborateurs de justice	Procureurs du DPCP	Montréal	38	N/D

Formations des PPCP	Fournisseurs/Formateurs	Lieu	Nombre de participants	Cout
Armes à feu - 2012	Me Vincent Paris	Gatineau	27	N/D
Aspects pratiques lors des procédures préliminaires et lors de la négociation de plaider	Procureurs du DPCP	Joliette	N/D	N/D
Capacités affaiblies par la drogue	Procureurs du DPCP et formateurs externes	Longueuil	N/D	N/D
Le complot	Procureurs du DPCP	Montréal	71	N/D
Crime organisé au Québec	Sgt Carl Ouellet et M. Pierre Lepage	Matane	27	N/D
Développements récents en droit criminel	Procureurs du DPCP	Longueuil	63	N/D
Directives du Directeur et communiqués du BAJEP	Procureurs du DPCP	Québec	33	N/D
Gestion des biens saisis, bloqués ou confisqués (comment faire plus avec moins)	Procureurs du DPCP	Matane et Montréal	39	N/D
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR) et rôle de l'agent d'exécution de la loi	Procureurs du DPCP et formateurs externes	Québec	31	N/D
Modifications apportées par la loi C-10 au Code criminel	Procureurs du DPCP et formateurs externes	Québec	37	N/D
Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec	Procureurs du DPCP	Montréal	40	N/D
Quelques directives du DPCP d'application quotidienne : NOJ-1, PLA-1 et PRO-3	Procureurs du DPCP	Longueuil	66	N/D
Aspects pratiques de la LSJPA : pour adultes seulement	Procureurs du DPCP	Montréal	20	N/D
La Cour d'appel du Québec en matière de sentence de mai 2011 à mai 2012	Procureurs du DPCP	Gatineau	23	N/D
Modifications au droit criminel en vertu de la Loi sur la sécurité des rues et des communautés (Projet de loi C-10)	Procureurs du DPCP	Montréal	63	N/D
Présentation des arrêts R. c. St-Onge Lamoureux et R. c. Dineley	Procureurs du DPCP	Matane	23	N/D
Congrès du Barreau - Été 2012	Barreau du Québec	Québec	22	25 228,96 \$
Congrès du Barreau - Bas-Saint-Laurent	Barreau du Québec	Bas-Saint-Laurent	1	235,00 \$
Formation sur les gangs de rue	N/D	Montréal	1	89,53 \$
Planification de la retraite	N/D	Montréal	ND	750,00 \$
Journée de formations en prévention de la criminalité	N/D	N/D	2	200,00 \$
Relations avec les médias	N/D	N/D	2	1 700,00 \$
Cours d'anglais	RTCOMM	N/D	1	1 602,00 \$
Cours d'anglais	Académie linguistique internationale	N/D	N/D	374,00 \$
Cours d'anglais	L'Anglais à la carte inc. Bouchereau lingua International Inc.	N/D	1	980,00 \$
Cours de langues	Tic Tac Talk École privée	N/D	1	300,00 \$
Programme de formation à la gestion publique	Centre de services partagés du Québec	N/D	1	3 895,00 \$
La conformité réglementaire pour les services financiers (lutte au blanchiment d'argent, gestion des risques et gouvernance)	The Canadian Institute	N/D	1	1 895,00 \$
Journée thématique - le PLI un partenariat plus que stratégique	Service du renseignement criminel du Québec	N/D	1	50,00 \$

	Formations des PPCP	Fournisseurs/Formateurs	Lieu	Nombre de participants	Coût
	Médias et réseaux sociaux - Pour le meilleur et pour le pire	Service du renseignement criminel du Québec	N/D	1	100,00 \$
	Cour suprême du Canada : revue de la jurisprudence récente en droit criminel et pénal	Service des poursuites pénales du Canada	Montréal	N/D	215,68 \$
	Formation leadership d'influence	Motivaction performance Plus	N/D	1	369,99 \$
	La recherche en violence conjugale	CRI-VIFF	N/D	1	60,00 \$
	Forum sur la contrefaçon et la fraude	N/D	N/D	4	480,00 \$
	Rentrée judiciaire - Déjeuner	N/D	N/D	1	75,00 \$
	Formation professionnelle en accès l'information et protection des renseignements personnels	Association sur l'accès et la protection de l'information	N/D	1	1 435,00 \$
	Congrès des centres jeunesse du Québec	Centres jeunesse du Québec	N/D	2	46,75 \$
	Congrès sur la criminologie	N/D	N/D	1	203,25 \$
	Levée de la confidentialité ou du secret professionnel lorsque la sécurité d'une personne est menacée	Me Jean Turnel	Rouyn-Noranda et Val D'Or	9	N/D
	Cour suprême du Canada : revue de la jurisprudence récente en droit criminel et pénal	Me François Lacasse	Montréal	71	N/D
	Droit pénal de la construction	Procureurs du DPCP	Montréal, Laval, Longueuil et St-Jérôme	24	N/D
	Intervention en contexte de violence conjugale : liens entre le psychosocial et le judiciaire	Procureurs du DPCP	Québec	30	N/D
	« Mon droit à un procès dans un délai raisonnable a été violé! »	Procureurs du DPCP	Montréal	69	N/D
	Arrestation, détention et fouille	Procureurs du DPCP	Montréal	37	N/D
	Enquête sur remise en liberté	Procureurs du DPCP	Montréal	27	N/D
	Fraude	Procureurs du DPCP	Montréal	21	N/D
	Notions de base en santé mentale	Mme Guylaine Cayouette	Québec	20	N/D
	L'ABC de l'alcotest	Procureurs du DPCP et externes	Longueuil et Granby	70	N/D
	Développements récents en droit criminel	Procureurs du DPCP	Longueuil et Granby	66	N/D
	Principes en matière de violence conjugale	Procureurs du DPCP	Longueuil et Granby	68	N/D
	La discrétion et les défis à relever par les services de poursuite pour atteindre l'indépendance (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP et externes	Québec	5	N/D
	Les enjeux de l'imputabilité, de la délégation de pouvoirs (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP, M. Christian Hassentratz	Québec	17	N/D
	L'importance dans une démocratie du rôle joué par un service de poursuite indépendant (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP et l'honorable Gilles Létourneau	Québec	26	N/D
	L'indépendance des services de poursuite définie dans diverses juridictions (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP et externes	Québec	24	N/D
	Cybercriminalité (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP et externes	Québec	20	N/D
	Lutte à la corruption (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP et externes	Québec	19	N/D
	Poursuites en responsabilité civile (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP et externes	Québec	21	N/D
	Formations des PPCP	Fournisseurs/Formateurs	Lieu	Nombre de participants	Coût
	Responsabilité professionnelle des procureurs (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP et externes	Québec	15	N/D
	Sécurité des procureurs (2e Conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'AIPP)	Procureurs du DPCP et externes	Québec	8	N/D
	Mesures Internes de sécurité	Personnel du DPCP	Sherbrooke, Drummondville et Longueuil	46	N/D
	Privilèges	Procureurs du DPCP et externes	Montréal et Gatineau	37	N/D
	Sensibilisation à la Loi sur la protection de la jeunesse	N/D	Montréal	15	N/D
	Sous-total - Procureurs aux poursuites criminelles et pénales			2542	267 785,55 \$

	Formation personnel de soutien	Fournisseurs/Formateurs	Lieu	Nombre de participants	Coût
	Remboursement de frais de scolarité	Université Laval	Québec	1	876,78 \$
	Remboursement de frais de scolarité	Université Laval	Québec	1	351,72 \$
	Diverses formation SAGIR	DGSAGIR	Québec / Montréal	N/D	2 641,46 \$
	Formation d'évaluation des postes d'encadrement selon la méthode Hay	Le Groupe Hay Limité	Québec	1	1 400,00 \$
	Colloque sur la sécurité informatique	Agora communication inc.	La Malbaie	1	1 218,26 \$
	La gestion du temps et des priorités	Manuri formation inc.	Montréal	N/D	2 781,00 \$
	Mesures internes de sécurité	BAESD	Montréal	1	N/D
	Session de préparation à la retraite	N/D	Montréal et Trois-Rivières	2	N/D
	Formation Servicentre	N/D	Montréal	7	N/D
	Formation au Contrôleur des Finances	Contrôleur des Finances	Québec	1	N/D
	Formation entrée au travail d'une agente de secrétariat - Cr, SIIP, etc.)	N/D	Sept-Îles et Bale-Corneau	2	N/D
	Certificat en criminologie	N/D	Québec	1	N/D
	Formation - LAGG	ENAP	Québec	1	N/D
	Formation SIPP	Employés du DPCP	Montréal	15	N/D
	SIPP WEB	Employés du DPCP	Québec / Alma	1	N/D
	Formation sur les extincteurs	N/D	Sept-Îles	2	N/D
	L'intégration de l'agenda 21	N/D	Québec	N/D	N/D
	Formation sur le processus judiciaire	N/D	Joliette	19	N/D
	Conférence -projet intimidateur en encadrement	N/D	Montréal	1	N/D
	Reddition de comptes développement durable	N/D	Québec	N/D	N/D
	La santé psychologique au travail	N/D	Québec	1	N/D
	Criminal Sources	N/D	Formation en ligne	1	N/D
	Criminal Spectrum	N/D	Formation en ligne	1	N/D
	Formation "Devenir professionnel"	Académie Trans-Formation	Québec	2	N/D
	Approche Int. De la gestion et du risque de projets technologiques	N/D	Québec	1	N/D
	Excel intermédiaire	N/D	Québec	2	N/D
	Écriture efficace	Rédacom	Montréal	2	N/D
	Journée thématique du Groupe d'expertise en gestion des documents (GED) du gouvernement du Québec	N/D	Québec	60	N/D
	Formation C.A.F.É. Cours de français	N/D	Trois-Rivières	1	N/D
	Sous-total - personnel de soutien			128	9 269,22 \$

TOTAL	2670	277 054,77 \$
--------------	-------------	----------------------

P.3 SOMMES DÉPENSÉES EN 2012-2013 (ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2012-2013
LOGICIELS OU LICENCES	79 994 \$
MATÉRIEL	599 979 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	5 724 102 \$
INTERNE	4 647 240 \$
EXTERNE	62 993 \$
CSPQ	
TOTAL	11 114 308 \$

En octobre, un montant de 165 855\$ a été capitalisé au niveau des ressources internes.

FONDS DES REGISTRES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

DU 1^{ER} AVRIL AU 30 NOVEMBRE 2012

	2012-2013
LOGICIELS OU LICENCES	593 190 \$ (acquisitions et contrats de service)
MATÉRIEL	155 014 \$ (acquisitions et contrats de service)
SERVICES PROFESSIONNELS	
INTERNE	1 338 146 \$ (salaires et avantages sociaux)
EXTERNE	3 755 438 \$ (externe)
CSPQ	10 473 \$ (CSPQ)
TOTAL	5 852 261 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2012-2013
LOGICIELS OU LICENCES	11 933
MATÉRIEL	6 571
SERVICES PROFESSIONNELS	
INTERNE	622
EXTERNE	
CSPQ	
TOTAL	19 126

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2012-2013
LOGICIELS OU LICENCES	34 910,25 \$
MATÉRIEL	40 193,84 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	244 000,00 \$
INTERNET	229 879,73 \$
EXTERNE	349 800,90 \$
CSPQ	
TOTAL	898 784,72 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2012-2013
LOGICIELS OU LICENCES	17 095 \$
MATÉRIEL	158 912 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	1 967 589 \$
INTERNET	50 529 \$
EXTERNE	0 \$
CSPQ	
TOTAL	2 194 125 \$

- P.4** **LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES AUX QUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2012-2013, EN INDIQUANT POUR CHACUN :**
- A. SON MANDAT;
 - B. LA LISTE DES MEMBRES;
 - C. LE BUDGET DÉPENSÉ;
 - D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES;
 - E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.

MINISTÈRE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Assurer la coordination interministérielle de la mise en oeuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale : Prévenir, dépister, contrer et des Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle.	Nathalie Drouin	N/A	N/A
Comité directeur socio-judiciaire autochtone	Structure ayant pour mandat de mettre de l'avant, en collaboration avec certains ministères et intervenants judiciaires, des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices.	Nathalie Drouin	N/A	N/A
Comité directeur en Justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en oeuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientes fragiles et vulnérables confrontées au système de justice et présentant des problèmes de santé mentale.	Nathalie Drouin	N/A	N/A
Table des secrétaires généraux	Échanges sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères	Andrée Giguère	N/A	N/A
Comité interministériel des responsables de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels	Examiner toutes les questions relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.	Christiane Bernadet Andrée Giguere	N/A	N/A
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie	Veiller à la mise en oeuvre de chacune des mesures du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie selon l'échéancier établi; favoriser une mise en oeuvre concertée et cohérente des actions en assurant, notamment, une circulation fluide de l'information les concernant; formuler des propositions relatives au mécanisme requis au suivi des actions; veiller à l'arrimage des autres politiques et plans d'action gouvernementaux ou ministériels qui peuvent avoir une incidence sur la lutte contre l'homophobie; examiner les mesures institutionnelles existantes pour répondre aux problèmes et aux besoins constatés; produire, à la suite de chaque année financière, un état de situation de la mise en oeuvre des mesures du Plan d'action; tenir des activités de	Roger Noël	N/A	N/A

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
	diffusion et de partage de connaissances sur des problématiques émergentes.			
Réseau des répondants ministériels sur l'allègement réglementaire	Assurer le suivi des mesures gouvernementales d'allègement réglementaire et administratif	Denise McManiman	N/A	N/A
Réseau gouvernemental de la politique familiale	Assurer une concertation interministérielle (politique, programmes et travaux) en faveur des familles et des enfants.	Sonia Beaudoin	N/A	N/A
Réseau gouvernemental des répondantes et répondants de la condition féminine	Faire la promotion de la condition féminine dans son milieu, réaliser les grands axes d'intervention du gouvernement et les engagements ministériels, représenter son ministère auprès du Secrétariat à la condition féminine, préparer les plans d'action et le bilan annuel de la condition féminine, conseiller les autorités en matière de condition féminine, coordonner la mise en œuvre des mesures prévues.	Sonia Beaudoin	N/A	N/A
Réseau des répondants ministériels sur l'application de l'article 54 de la Loi sur la santé publique	Échange sur les impacts de la santé publique sur les décisions gouvernementales.	Denise McManiman	N/A	N/A
Réseau des répondants ministériels sur l'allègement réglementaire	Assurer le suivi des mesures gouvernementales d'allègement réglementaire et administratif	Denise McManiman	N/A	N/A
Table québécoise de la sécurité routière	Forum d'échanges et de discussions ayant pour mandat de formuler des recommandations au ministre des Transports pour améliorer le bilan routier. La Table est composée d'une quarantaine de membres représentant les usagers de la route, le milieu municipal, le milieu policier, les organismes gouvernementaux, les ministères et d'autres secteurs d'activités.	Pierre Nadeau	N/A	La table a produit son deuxième rapport en novembre 2009. Deux rencontres ont eu lieu en 2012-2013 soit les 26 avril et 25 octobre 2012.
Décennie d'action pour la sécurité routière / Chantier Vitesse	Dans le cadre d'un projet des Nations-Unies, le Québec, à l'initiative du MTQ, participe à l'élaboration de politiques visant à améliorer la sécurité routière, sous le «volet vitesse».	Pierre Nadeau	N/A	Les travaux se poursuivent.
Décennie d'action pour la sécurité routière / Chantier facultés affaiblies	Dans le cadre d'un projet des Nations-Unies, le Québec, à l'initiative du MTQ, participe à l'élaboration de politiques visant à améliorer la sécurité routière, sous le «volet facultés affaiblies».	André Carrier	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Le ministère de la Justice est représenté sur ce Comité qui relève du ministère de la Sécurité publique. Ce comité a pour mandat, notamment, de coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie, de favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions et d'assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants.	André Carrier Christian Veillette	N/A	Quatre réunions ont été tenues au cours de l'exercice financier 2012-2013.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité de travail interministériel sur la prestation des services de psychiatrie légale relevant du <i>Code criminel</i> .	Circonscrire les principaux enjeux et problèmes associés à l'organisation des services de psychiatrie légale pour améliorer ceux-ci.	Pierre Nadeau	N/A	Le comité a terminé son mandat mais devrait être remplacé par un nouveau comité sur la psychiatrie légale.
Comité d'évaluation et de suivi du programme à la Cour municipale de la Ville de Montréal d'intervention multidisciplinaire pour les contrevenants souffrant de troubles mentaux (PAJ-SM) (anciennement Tribunal de la santé mentale)	Ce Comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, des ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux ainsi que d'organisations qui s'intéressent aux problèmes de santé mentale.	Pierre Nadeau	N/A	Le projet-pilote, d'une durée de trois ans, a été lancé en mai 2008. La période du «projet-pilote» étant terminée, le nombre de réunions du comité a été réduit à 2 pour l'exercice 2012-2013.
Table d'action interministérielle en itinérance	Cette Table regroupe des représentants de divers ministères. Après avoir eu le mandat d'élaborer, puis d'assurer le suivi du Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013, elle est maintenant chargée de l'élaboration d'une Politique en itinérance et d'un nouveau Plan d'action interministériel en itinérance.	Renée Madore Pierre Nadeau	N/A	Le plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013, rendu public le 14 décembre 2009, se termine le 31 mars 2013. Les travaux se poursuivent.
Comité accompagnement justice- itinérance	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, de la Cour municipale de la Ville de Montréal, du MSP, de la CDPJ, du SPVM, de l'Agence de santé et de services sociaux de Montréal et du RAPSIM.	Pierre Nadeau	N/A	Mis sur pied à l'automne 2007 sous le nom de «Comité sur les alternatives à l'incarcération», ce comité s'est chargé de l'adaptation au milieu de l'itinérance des travaux communautaires compensatoires et d'initier à la Cour municipale de Mtl le programme de procureur et percepteur désignés (PAJIC et PAPSI). Les travaux se poursuivent.
Comités régionaux en itinérance	Quatre comités régionaux ont été mis sur pied par le MSSS, sous la responsabilité des agences régionales de santé et de services sociaux, pour coordonner les actions en itinérance à Québec, Montréal, Trois-Rivières et Gatineau.	Pierre Nadeau Amélie Couture-Roy	N/A	Les travaux se poursuivent dans les quatre comités régionaux. Dans le cas de Gatineau, le volet justice est très peu avancé.
Comité pilote protocole d'entente MSSS/MSP Région de la Capitale nationale	Ce comité constitue une table de concertation régionale inter-sectorielle sur tous les aspects de «justice et santé mentale».	Pierre Nadeau	N/A	Le comité a tenu des réunions les 19 octobre et le 27 février 2012. Les travaux se poursuivent.
Comité national sur le crime organisé (CELCO)	Coordonner les actions du gouvernement en matière de lutte au crime organisé.	André Carrier	N/A	Les travaux se poursuivent sur les gangs de rue.
Comité sur l'élaboration du programme judiciaire de traitement des toxicomanes	Ce Comité est composé de représentants de la Cour du Québec, dont Madame la Juge Élizabeth Côté qui en assume la présidence, du Directeur des poursuites criminelles et pénales ainsi que des ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux. Il a pour mandat de déterminer la pertinence de mettre en place un Tribunal de la toxicomanie à la Cour du Québec.	Robert-E. Deschênes et André Carrier	N/A	Les travaux se poursuivent. Un programme provincial a vu le jour le 6 novembre 2012, avec implantation à la Cour du Québec au Palais de Justice de Montréal à compter du 4 décembre 2012.
Comité interministériel pour la mise en oeuvre du Plan d'action ministériel en toxicomanie 2006-2011	Ce Comité regroupe des représentants de divers organismes et ministères. Il a pour mandat d'identifier les actions concrètes qui seront menées par chacune des organisations	Robert-E. Deschênes	N/A	Malgré que le Comité ait terminé son mandat, ce dernier a été reconduit pour une année supplémentaire afin de terminer les travaux en cours et réaliser certains travaux

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
	gouvernementales partenaires pour actualiser les intentions gouvernementales concertées annoncées dans le Cadre de référence pour l'élaboration d'un plan national de lutte contre la toxicomanie.			<p>qui n'avaient pu être abordés.</p> <p>Le Comité n'a tenu aucune rencontre depuis mars dernier. Le Comité finalise le bilan du plan d'action. Lorsque ce bilan sera terminé, il sera soumis aux membres pour commentaires et approbation.</p> <p>Par la suite, des propositions pour de nouvelles orientations seront présentées.</p> <p>Ce Comité a notamment mis sur pied le Comité sur la pertinence de mettre en place un tribunal de traitement de la toxicomanie dont les travaux sont en cours.</p> <p>Le plan d'action 2004-2009 a été prolongé par le comité des sous-ministres jusqu'en 2012. Le nouveau plan d'action 2012-2017 a été lancé le 6 décembre 2012. Il comprend 135 mesures dont 35 concernent directement les populations autochtones. Ces mesures donnent suite aux consultations et aux recommandations des milieux autochtones.</p>
Sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale – volet autochtone	Le sous-comité a pour objectif de faire le suivi des mesures prévues au Plan d'action gouvernemental visant le milieu autochtone.	Marie-Ève Thériault Dominique Maléza	N/A	
Sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agressions sexuelles – volet autochtone	Le sous-comité a pour objectif de faire le suivi des mesures prévues au plan d'action gouvernemental visant le milieu autochtone.	Marie-Ève Thériault	N/A	Aucune rencontre n'a été initiée par le Secrétariat aux affaires autochtones qui préside ce comité.
Comité consultatif Cri-Québec sur la Justice	Le comité a pour mandat d'identifier les besoins et de faire les recommandations quant aux priorités et stratégies en matière d'administration de la justice en milieu cri. Il est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, du Secrétariat aux affaires autochtones, de l'Administration régionale crie et du Grand conseil des Cris.	Jacques Prigent	N/A	Deux rencontres depuis le 1 ^{er} avril 2012. Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur l'adoption coutumière en milieu autochtone	Le groupe de travail a pour mandat de procéder à l'analyse de l'adoption coutumière au sein des collectivités autochtones du Québec et de proposer les conditions, les effets et les moyens pouvant être mis en place dans l'éventualité d'une reconnaissance des pratiques de l'adoption coutumière dans ces milieux. Le groupe de travail est composé de représentants du milieu autochtone, du ministre de la Justice et du ministère de la Santé et des Services sociaux.	Jacques Prigent	<p>2 800 \$ en frais d'interprètes pour la tenue de la rencontre</p> <p>12 300\$ en frais de traduction du rapport</p> <p>2 900 \$ en frais d'impression du rapport</p>	Une rencontre en personne s'est tenue, ainsi qu'une dizaine de conférence téléphonique pour finaliser la rédaction du rapport. Le rapport ayant pour titre fut déposé aux ministres responsables le 1 ^{er} juin 2012.
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Le groupe de travail a pour objectif d'analyser l'état de l'administration de la justice au Nunavik et de proposer des actions en vue d'améliorer son accès et d'offrir des services	Jacques Prigent	N/A	Deux rencontres depuis le 1 ^{er} avril 2012. Les travaux se poursuivent.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
	répondant davantage aux besoins des Inuits. Ce groupe de travail est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, de même que de la Société Makivik et de l'Administration régionale Kativik.			
Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik – Volet correctionnel et justice - Comité d'expert	Collaborer à l'identification des besoins de la région du Nunavik en matière de prévention et faire les recommandations appropriées quant aux priorités et aux stratégies pour promouvoir des projets pouvant répondre aux besoins de la population.	Jacques Prigent	N/A	Depuis le 1 ^{er} avril 2012, aucune activité n'a été réalisée.
Forum sociojudiciaire autochtone	Structure ayant pour mandat de mettre de l'avant, en collaboration avec certains ministères et intervenants judiciaires, des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices.	France Lynch Renée Madore Jacques Prigent Chantal Couturier Marie-Eve Thériault Aurélie Bujold Francine Desroches	N/A	Les travaux se poursuivent en vue d'élaborer une stratégie visant à répondre de manière concrète aux besoins des communautés en matière sociojudiciaire.
Table de pilotage Plan nord	La table de pilotage regroupe des représentants de plusieurs ministères et a pour mandat d'encadrer les travaux de la Table des partenaires en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour le développement économique du Nord québécois.	Renée Madore	N/A	N/A
Comité services aux autochtones dans les CAVAC	Ce comité a pour mandat de coordonner le développement des services destinés aux autochtones dans les CAVAC.	Richard Carboneau Marie-Eve Thériault	N/A	Aucune rencontre a eu lieu depuis le 1 ^{er} avril 2012. Toutefois, les échanges se poursuivent avec les membres afin de faire cheminer les dossiers identifiés dans la planification stratégique du comité.
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Le mandat de ce comité interministériel concerne la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale; Prévenir, dépister, contrer et des Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle ainsi que des plans d'action s'y rattachant.	Rosgarys Mercado Dominique Maléza	N/A	<ul style="list-style-type: none"> - Lancement du nouveau plan d'action 2012-2017 en violence conjugale le 6 décembre 2012. - Pour l'exercice financier 2012-2013, il y a eu 8 rencontres, dont quatre dans le cadre des consultations particulières en vue de l'élaboration d'un prochain plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale, soit une avec le Comité conseil en matière de violence conjugale et trois avec les organismes communautaires et groupes de recherche concernés par cette problématique. <p>En matière d'agression sexuelle: L'état de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle pour l'année 2011 a été produit par le comité interministériel en juin 2012.</p>

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
				Pour l'exercice financier 2012-2013, il y a eu au total 8 rencontres, dont quatre dans le cadre des consultations particulières en vue de l'élaboration du plan d'action 2012-2017. Trois autres rencontres sont prévues au cours des mois de janvier à mars 2013.
Comité interministériel sur l'application de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSJPA (politiques, procédures et pratiques respectives ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	Audrey Turmel	N/A	En 2012-2013, nous avons tenu 3 rencontres (février-juin-octobre).
Sous-comité amendements à la <i>Loi sur le système de justice pénale pour adolescents</i>	Étudier le projet de loi C-10 et faire les recommandations nécessaires.	Audrey Turmel	N/A	Suite à la présentation du ministre de la Justice, M ^e Jean-Marc Fournier de la position du Québec au Comité permanent de la justice et des droits de la personne, aucune autre rencontre n'a eu lieu.
Comité intersectoriel de coordination, d'orientation et de suivi (CICOS) en matière de violence conjugale	En collaboration avec le Carrefour Sécurité en violence conjugale, participer au développement des actions intersectorielles pour améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale.	Rosgarlys Mercado Ce comité regroupe plusieurs partenaires, dont la Sureté du Québec, le DPCP, la COLC, le MSP (direction générale des services correctionnels), le CAVAC, la maison d'hébergement La séjournelle et le MJQ. Ce dernier, est représenté par	N/A	La phase de l'expérimentation des outils développés se poursuit sur le territoire de Trois-Rivières et le transfert vers d'autres territoires est en cours. Pour l'exercice financier 2012-2013, le MJQ a participé à trois rencontres,
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire	Mise sur pied en septembre 1995 par l'Association des cadres scolaires du Québec (ASCO), la Table est la réponse à l'une des recommandations émises par le comité organisateur du colloque « Agir ensemble contre la violence chez les jeunes » organisé par l'ASCO. Son mandat est de sensibiliser la population et de mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou à la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités provinciales ou régionales qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	Audrey Turmel	N/A	Les travaux de la Table en 2012-2013 portent sur la problématique de l'intimidation à l'école et tout ce qui touche la mise en place de la Loi qui a été adoptée à cet effet.
Comité interministériel de concertation sur la violence à l'école	Favoriser la cohérence, l'intégration et la complémentarité des actions nationales en ce qui a trait à la prévention et au traitement de la violence.	Audrey Turmel	N/A	Ces travaux se sont faits en lien avec les travaux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire.
Comité sur la déclaration de la victime	Mettre en place le programme INFOVAC-PLUS dans tous les districts judiciaires et élaborer un programme désigné, selon l'article 722 du <i>Code criminel</i> , relativement à la Déclaration de la victime sur les conséquences du crime.	Richard Carboneau Dominique Maléza	N/A	Un nouveau comité est en voie d'être créé et devrait être désigné sous Comité des programmes d'informations aux victimes d'actes criminels

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité interministériel du jeu en territoire autochtone	Un groupe de travail interministériel dirigé par le MSP examine la question du jeu en territoire autochtone en vue de proposer des recommandations au gouvernement du Québec. Ce groupe de travail avait suspendu ses travaux. Ces derniers devraient reprendre incessamment.	Hélène Mathieu	N/A	Réunion à venir en 2013
Comité interministériel pour l'harmonisation des activités éducatives destinées au réseau scolaire	Favoriser une meilleure compréhension du système de justice par les jeunes en participant à ce comité inter dont le mandat comporte deux volets : favoriser l'harmonisation entre les documents et programmes de différentes provenances et faciliter l'accès des écoles à ces documents. Contribuer à la prévention de certains décès d'enfants par des recommandations aux entités appropriées visant à modifier, au besoin, les politiques et les pratiques et contribuer à l'amélioration des processus en formulant des recommandations aux autorités responsables.	Audrey Turmel	N/A	Nous n'avons assisté à aucune rencontre depuis le début de 2012
Comité d'examen des décès d'enfants		Fabienne Bouchard	N/A	Il n'y a pas eu de rencontre au cours de l'exercice 2012-2013.
Comité de suivi suite au dépôt du rapport du Comité sur la sécurité des femmes	Collaborer à une meilleure compréhension des stratégies et des tactiques utilisées par certains groupes antiféministes contre des groupes de femmes et réfléchir aux moyens possibles pour prévenir et contrer ces pratiques.	Audrey Turmel	N/A	Nous n'avons pas reçu d'avis de convocation en 2012-2013.
Comité interministériel de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés	Faire le suivi des mesures annoncées au Plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes aînées.	Renée Madore Audrey Turmel	N/A	Les travaux se poursuivent. La formation des partenaires au sujet du PL 180 se fait maintenant dans toute la province. Plus de 40 formations dans 12 régions du Québec ont été dispensées depuis le lancement du Plan d'action. De plus, le groupe de travail pour explorer des modes alternatifs de règlement des différends s'est réuni à deux reprises en 2012.
Comité Plan d'action régional pour contrer la violence envers les aînés	En collaboration avec le CSSS de Québec, assister et participer à la mise en place de mesures concrètes de protection pour les aînés.	Audrey Turmel	N/A	En plus des rencontres mensuelles, nous collaborons à la résolution de problèmes liés à l'échange de renseignements confidentiels et au secret professionnel.
Comité interministériel Gang de rue	Prendre en charge le dossier Gang de rue à l'échelle provinciale et améliorer la concertation interministérielle.	Audrey Turmel	N/A	Le Plan d'action a été reconduit et notre mesure qui consiste à réaliser une recherche sur les besoins des victimes de gang de rue se poursuit.
Comité interministériel de l'action communautaire	Assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière d'action communautaire.	Dominique Maléza	N/A	Le comité tient huit rencontres par année. Il élabore notamment un nouveau cadre de référence sur l'action communautaire.
Comité BAVAC-CAVAC-MSP sur les antécédents judiciaires	Élaborer un guide et une politique sur les antécédents judiciaires pour les CAVAC et voir à leur implantation.	Dominique Maléza	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité de sélection des projets spécifiques du Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels	Recevoir, analyser et émettre les recommandations au ministre relativement aux projets retenus.	Richard Carbonneau Dominique Maléza	N/A	Le comité se réunit à chaque appel d'offre, soit deux fois par année.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité directeur sur l'efficacité et l'accès en matière de justice	En collaboration avec des représentants des procureurs généraux, des membres de la magistrature et des avocats de la défense, identifier les problématiques liées à l'efficacité du système de justice criminelle en vue de proposer des solutions législatives ou administratives.	André Carrier	N/A	Trois rencontres ont été tenues au cours de l'exercice financier 2012-2013 et les travaux se poursuivent.
Comité de révision du guide des pratiques policières	Comité présidé par le ministère de la Sécurité publique qui veille à tenir à jour les pratiques policières élaborées à l'intention de l'ensemble des corps de police du Québec, au regard de l'évolution de la réalité de l'intervention policière et des changements juridiques ayant des impacts sur le travail policier. Le répondant du ministère de la Justice conseille le comité sur les aspects juridiques.	André Carrier Christian Veillette	N/A	Au cours de l'exercice financier 2011-2012, le comité a mis à jour et élaboré un certain nombre de pratiques policières. Il s'est réuni à trois reprises.
Comité de coordination – projet-pilote de cinémomètres photographiques et de caméras aux feux rouges	Assurer la coordination ministérielle de ce dossier par rapport aux responsabilités qui relèvent du ministère de la Justice.	Pierre Nadeau, Amélie Couture-Roy, Jacques Vachon, Marie-Andrée Allard, Isabelle Desroches et Marie-Josée Houle (BIA), Marc Lahaie, Sabrina Grand (DPCP)	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité sur les frais de garde d'exhibits	Nouveau comité chargé de rationaliser les frais de garde d'exhibits et de déterminer qui doit payer ces frais.	Hélène Mathieu	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité de suivi sur l'implantation de la médiation familiale	Institué en mai 1998, ce comité est chargé de vérifier le degré d'atteinte des objectifs qui sont à la base de la <i>Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code</i> . Le comité doit, notamment, évaluer les services dispensés aux plans qualitatif et quantitatif, les résultats obtenus entre la médiation et le processus judiciaire, et l'appréciation des services par la clientèle.	Pierre Tanguay Annie Gauthier Marie-Hélène Filteau Rosgarys Mercado	N/A	Le rapport a été rendu public le 2 avril 2009. Des modifications au Règlement sur la médiation familiale sont entrées en vigueur le 1 ^{er} décembre 2012. Les séances sur la parentalité après la rupture sont maintenant disponibles dans les 42 palais de justice où siège la Cour supérieure depuis le 1 ^{er} décembre 2012. D'autres modifications au C.p.c. feront parties de la réforme.
Comité de suivi du modèle québécois de fixation des pensions alimentaires pour enfants	Institué en mai 1998, ce comité est chargé de vérifier le degré d'atteinte des objectifs qui sont à la base de la <i>Loi modifiant le Code civil du Québec et le Code de procédure civile relativement à la fixation des pensions alimentaires pour enfants</i> .	Pierre Tanguay Annie Gauthier Marie-Hélène Filteau	N/A	La plupart des recommandations du Comité de suivi ont été implantées.
Comité de travail sur l'implantation de la <i>Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments</i>	Ce comité a pour mandat d'examiner le modèle d'organisation administrative adopté dans d'autres provinces ainsi que les modes de fonctionnement utilisés afin de déterminer si le Québec pourrait s'en inspirer.	Marie-Hélène Filteau Annie Gauthier Pierre Tanguay	N/A	Les travaux se poursuivent et le rapport du comité est prévu pour 2012-2013.
Comité interministériel de suivi des actions et réalités masculines (CISARM)	Analyser en vue de leur opérationnalisation les 8 recommandations du Rapport Rondeau qui s'adressent au gouvernement et aux autres ministères (autres que le MSSS) représentés au sein du CIRM.	Pierre Tanguay (DOP)	N/A	Le rapport du Comité interministériel sur les réalités masculines (CIRM)a été déposé en décembre 2009. Les travaux se poursuivent sous l'égide d'un comité de suivi coordonné par le MSSS, le CISARM.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
				Une rencontre a eu lieu en 2012. Un tableau, Bilan des actions concernant les réalités masculines 2011-2012 a été produit.
Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Le ministère de la Justice est représenté sur ce comité qui relève du ministère de la Famille et des Aînés. Ce comité a pour mandat, notamment, de produire un plan d'action pour la mise en œuvre de certaines recommandations du rapport du Comité interministériel sur les services de supervision des droits d'accès de février 2004.	Marie-Hélène Filteau	N/A	Sept rencontres ont eu lieu du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012.
Groupe de travail du sous-comité recherche sur la technologie et la recherche	L'objectif du groupe de travail consiste à déterminer les enjeux et les lacunes critiques de nos connaissances concernant l'utilisation des technologies de communication modernes dans les processus de justice familiale.	Marie-Hélène Filteau	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail du sous-comité recherche sur la détermination et le recalcul des pensions alimentaires pour enfants	L'objectif du groupe de travail est d'appuyer le travail du CCHF et de ses différents groupes de travail dans le domaine des services de pension alimentaire pour enfants et de recalculer.	Marie-Hélène Filteau	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail interministériel sur le recouvrement international des aliments	Ce groupe de travail, formé de représentants du MJQ, du MRI, du MESS et de l'Agence du Revenu, étudie la Convention de 2007 sur le recouvrement international des aliments, vérifie sa compatibilité avec le droit québécois et élabore des propositions de mise en œuvre.	Frédérique Sabourin (en remplacement de Me Fabienne Bouchard, à compter du 4 décembre 2012)	N/A	Cinq rencontres du groupe ont eu lieu depuis octobre 2011.
Comité interministériel pour l'adaptation de l'intervention et des services offerts aux personnes handicapées en contact avec le système de justice québécois (appellation provisoire)	Ce comité regroupe des représentants de l'OPHO, du MSSS, du MSP, du DPCP, du Curateur public, de la CDPDJ, dans le but de faciliter l'adaptation du système de justice aux particularités des personnes présentant des problèmes de déficience intellectuelle, de troubles envahissants du développement et de santé mentale.	Pierre Nadeau	N/A	Ce comité est appelé à se fusionner au Forum Justice et santé mentale. Les travaux se poursuivent.
Forum Justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientèles fragiles et vulnérables confrontées au système de justice et présentant des problèmes de santé mentale.	Renée Madore Pierre Nadeau Amélie Couture-Roy	N/A	Les deux premières réunions du Forum, tenues les 24 septembre et 21 novembre 2012 ont été consacrées à définir le mandat du Forum
Comité de travail sur l'application de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	Depuis l'entrée en vigueur des modifications à la LPJ, différents rapports, avis ou commentaires sur l'application de la LPJ ont été soumis au gouvernement du Québec. Sans proposer une nouvelle révision de la Loi, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le ministère de la Justice du Québec (MJQ) considèrent qu'il y a lieu d'examiner les recommandations formulées et de se pencher sur les solutions à mettre de l'avant.	Audrey Turnel	N/A	Les travaux se poursuivent.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité de travail Dépliant - LPJ	En collaboration avec le MSSS, un comité a été créé afin d'élaborer un dépliant sur le processus judiciaire en vertu de la LPJ.	Audrey Turmel	N/A	Après quelques rencontres en 2012, un projet sera soumis aux partenaires en 2013 pour commentaires,
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle	En collaboration avec le MSSS, le MELS, le MSP et le DPCP	Audrey Turmel	N/A	Nous sommes nouvellement membres de ce comité. Nous avons assisté à notre première rencontre à l'automne 2012.
Comité éthique – Carrefour sécurité en violence conjugale	Comité conseil pour aider les partenaires avec des questions en lien avec la <i>Loi 180</i> .	Audrey Turmel	N/A	Les travaux de ce comité ont été suspendus.
Groupe de travail visant à réduire la vulnérabilité des personnes ayant recours à une assistance dans la gestion de leurs biens	Proposer des moyens pour réduire la vulnérabilité de personnes à la fraude.	Audrey Turmel	N/A	Le rapport a été déposé.
Sous-groupe de travail sur la dénonciation d'abus par les professionnels	Se pencher spécifiquement sur les obstacles à la dénonciation par les professionnels et trouver des pistes de solutions.	Audrey Turmel	N/A	Suite au dépôt du rapport, il a été décidé de reconduire ce comité pour veiller au lancement d'une recherche universitaire pour trouver d'autres pistes de solutions. Les chercheurs ont débuté leurs travaux en 2012.
Comité interministériel sur le profilage racial	Étudier qu'est-ce qui peut être fait dans notre organisation pour freiner le profilage racial.	Renée Madore Audrey Turmel	N/A	Le rapport de la CDPDJ a été déposé en mai 2011. Un comité de suivi pour l'élaboration d'une stratégie gouvernementale devrait être mis sur pied sous peu.
Service confidentiel pour les victimes d'abus	Collaboration fédérale/provinciale pour aider les victimes d'abus dans leur démarche pour assurer leur sécurité.	Audrey Turmel	N/A	Aucune date n'est prévue pour la rencontre annuelle de 2012.
Groupe de travail sur l'exercice de la Partie XXVII du <i>Code criminel</i> dans les cours municipales et sur l'avenir des cours municipales	Ce groupe de travail vise à proposer des aménagements à l'exercice de la juridiction de la Partie XXVII par les cours municipales; il pourra également faire des recommandations sur l'avenir des cours municipales.	Renée Madore, Pierre Nadeau, Amélie Couture-Roy, Marc Lahaie, Céline Cyr, Benoit Dagenais, Yves Briand	N/A	Deux réunions ont été tenues les 4 juillet et 5 décembre 2012.
Comité de juristes experts sur l'aide médicale à mourir	Ce comité de juristes externes (Me Jean-Pierre, Ménard, Me Jean-Claude Hébert et Me Michèle Giroux) a pour mandat, en collaboration avec des juristes du ministère de la Justice, d'approfondir les questions juridiques soulevées par la mise en œuvre des recommandations de la Commission parlementaire spéciale sur la question de mourir dans la dignité.	Joanne Marceau Patrick Michel Pascale Brière Jean-Vincent Lacroix	N/A	Le rapport a été rendu public.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité consultatif en matière de publicité foncière	Le mandat du Comité est de donner son avis aux autorités ministérielles sur toute question relative à la publicité foncière qui lui est soumise. Ce Comité a également comme objectif de permettre aux ordres professionnels, représentant les principaux clients de la publicité foncière, de faire valoir leurs besoins et leurs attentes en la matière.	Anne Trotier, Sous-ministre associée, DGAJL -Justice (jusqu'au 30 novembre 2012) Diane Bois, directrice, DAJ-MRNF	N/A	Il s'agit d'un comité informatif et consultatif. Il n'y a pas de résultats particuliers à signaler.
Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS) et le Sous-comité assujettissement /détachement (SCAD)	Négociation des ententes en matière de sécurité sociale et coordination des actions des ministères et organismes visés en matière d'assujettissement et de détachement	Julien Frenette, DAJ-Développement économique, Innovation et Exportation, Relations internationales, Tourisme et Affaires intergouvernementales canadiennes	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité du projet de révision du mode opérationnel et juridique du registre foncier (RMOJ)	Réviser certains des objectifs du registre foncier, son fonctionnement, sa force probante et l'opportunité de prévoir la garantie des titres. Revoir la législation pertinente pour la mise en place d'un système de publicité des droits avec force probante.	Anne Trotier, sous-ministre associée, DGAJL -Justice (jusqu'au 30 novembre 2012)	N/A	Aucune activité n'a été réalisée au 30 novembre 2012.
Comité interministériel concernant les expertises historiques en matière autochtone	Faire des recommandations aux autorités décisionnelles relativement à la nature et à la portée des expertises requises en matière autochtone. Assurer un suivi de la réalisation des expertises	Jean-François Jobin, Ctx Mti, Alain Loubier, Direction du droit public, Frédéric Maheux, Ctx Qc	N/A	Le comité se réunit une fois par mois.
Comité interministériel sur la mise en œuvre de la Convention du CIRDI	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États avec le gouvernement fédéral et les provinces en veillant au respect des compétences constitutionnelles des gouvernements.	Nathalie Latulippe, DAJ-Développement économique, Innovation et Exportation, Relations internationales, Tourisme et Affaires inter-gouvernementales canadiennes Frédérique Sabourin, DOP Pascale Brière, DAJ-Justice	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur les affaires de l'OIT	Examen des projets de conventions, des projets de recommandations ou de projets d'instruments (par ex : des déclarations) de l'OIT et examens divers dont la conformité de tels projets par rapport au droit interne.	Marie-Claude Parent, DAJ-Développement économique, Innovation et Exportation, Relations internationales, Tourisme et Affaires intergouvernementales canadiennes	N/A	Suivi bisannuel des Conférences de l'OIT incluant la préparation de réponses du Québec aux projets de conventions proposés. Il n'y a pas eu de réunion formelle du comité.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
COSSIG	Comité d'orientation stratégique pour la sécurité de l'information gouvernementale.	Patrick Gingras, DAJ- Développement économique, Innovation et Exportation, Relations internationales, Tourisme et Affaires intergouvernementales canadiennes	N/A	Il n'y a pas eu de réunion en 2012.
Groupe de travail des juristes impliqués dans la négociation de l'Accord de partenariat économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne	Coordonner l'action des juristes impliqués dans la négociation de l'Accord de partenariat économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne afin d'en assurer le succès	Jean-Pierre Bergeron, Jean-François Lord, DAJ- Développement économique, Innovation et Exportation, Relations internationales, Tourisme et Affaires intergouvernementales canadiennes, et Jean Emond, Direction du droit public	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail des représentants du commerce intérieur chargé de l'élaboration d'un Accord sur l'énergie	Conformément au mandat confié par le Conseil de la fédération, le groupe de travail est chargé de proposer des mesures pour restreindre et si possible éliminer les barrières au commerce dans le secteur de l'énergie.	Jean-François Lord, DAJ- Développement économique, Innovation et Exportation, Relations internationales, Tourisme et Affaires intergouvernementales canadiennes; Mélanie Rochette-Mercier, DAJ-MRNF	N/A	Les discussions sont suspendues en attendant des orientations gouvernementales sur la suite du dossier.
Groupe de travail interministériel sur le Protocole de Nagoya	Analyse de conformité des mesures du gouvernement du Québec pouvant être relatives au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages (APA) découlant de leur utilisation. Mandat en voie de révision lors de la prochaine réunion du groupe de travail prévue le 21 mars 2012	Mélanie Rochette-Mercier, (DAJ-RNF)	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail interministériel en affaires autochtones sur le Protocole de Nagoya	Procéder à une mise en commun des perspectives sectorielles en vue de la réalisation d'une analyse de conformité de la législation et de la réglementation québécoise au regard du Protocole de Nagoya	Alain Loubier et David Boisvert, Direction du droit public	N/A	Le groupe de travail s'est réuni une fois et poursuivra ses travaux en fonction de l'échéancier convenu pour la réalisation d'une analyse de conformité.
Groupe de travail interministériel sur la consultation en matière autochtone	Coordonner l'action gouvernementale en matière de consultation et développer des outils pour faciliter l'analyse des dossiers pouvant nécessiter une consultation dans le respect des enseignements de la Cour suprême	Geneviève Verreault-Tremblay et David Boisvert, Direction du droit public	N/A	Mise en œuvre du guide intérimaire de consultation auprès des communautés autochtones et élaboration ou la mise à jour de différents outils.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Groupe de travail interministériel sur les Ententes sur les répercussions et les avantages (ERA) conclues entre des promoteurs et des communautés autochtones	Analyser les différentes solutions qui pourraient être mises en place pour encadrer les ententes entre les promoteurs et les communautés autochtones et préparer un projet de Guide à l'intention des promoteurs.	Natacha Lavoie. Direction du droit public	N/A	Production d'une première version du Guide à l'intention des promoteurs pendant l'année 2011-2012, lequel a fait l'objet de certaines consultations. Le projet de guide est en voie d'approbation par les autorités.
Groupe de travail sur la révision du chapitre 17 de l'Accord sur le commerce intérieur portant sur le règlement des différends	Conformément au mandat confié par le Conseil de la fédération, le groupe de travail est chargé de proposer des solutions pour répondre aux problématiques identifiées se rapportant au règlement des différends sous l'ACI	Jean-François Lord, DAJ- Développement économique, Innovation et Exportation, Relations internationales, Tourisme et Affaires intergouvernementales canadiennes Mélanie Rochette-Mercier, DAJ-RNF)	N/A	Les travaux ont porté sur la révision de la partie B du chapitre 17 relative aux recours de personnes contre les gouvernements. Plusieurs séances de travail par conférences téléphoniques ont permis d'élaborer des modifications au texte en lien avec le mandat confié.
Groupe de travail sur les déclarations du Québec à faire en vertu de la <i>Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles</i> et du <i>Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques</i>	Analyser les impacts juridiques de la Convention et du Protocole en droit québécois à la lumière de la Loi de mise en œuvre et du Code civil	Julien Frenette, DAJ – Développement économique, Innovation et Exportation, Relations internationales, Tourisme et Affaires intergouvernementales canadiennes, Frédérique Sabourin, Direction des orientations et politiques, Lise Cadoret et Nicole Pagé, Direction des registres et de la certification, Pascale Brière de la DAJ-Justice.	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail Harmonisation TPS – TVQ	Coordonner l'action des juristes et représentants de ministères et organismes du gouvernement du Québec impliqués dans la mise en œuvre de l'Entente intégrée globale de coordination fiscale (EIGCF) conclue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.	André-Claude Veillette, DAJ-Finances Jean Deaudelin, DAJ-SCT	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité MJQ-MRQ sur les pensions alimentaires	Révision des processus et du système informatique des pensions alimentaires	MJQ : Francine Des Roches, Anne Richard, Christine Lavoie	N/A	Deux rencontres ont été tenues.
Comité MJQ-MSP sur les détentions/libérations	Raffiner les mécanismes de collaboration propres à éviter les erreurs administratives	MJQ : Francine Des Roches, Conrad Breton	N/A	Consolidation du partenariat et des échanges opérationnels

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité directeurs des palais de justice	Suivis et décisions sur les travaux d'aménagement de palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield, Montmagny, Rimouski et le Palais de Montréal	MJQ : Sous-ministre associé DGSJR, Direction de la gestion immobilière DGSJR	N/A	Salaberry-de-Valleyfield : projet en cours Montmagny : projet en cours Rimouski: dossier d'affaires initial en cours Palais de Montréal: projet en cours
Table centrale de sécurité des palais de justice	Mise en oeuvre des politiques de sécurité dans les palais de justice	MJQ : Direction de la gestion immobilière DGSJR Magistrature	N/A	Les rencontres se poursuivent

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité de liaison avec le bureau du commissaire au lobbyisme	Développer des consensus et assurer un partage d'information quant à l'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme	Suzanne Potvin Plamondon Lise Cadoret	N/A	Aucune rencontre n'a encore eu lieu en 2012-2013. Cependant, les deux organisations ont, sur une base régulière, des échanges relatifs au registre. Depuis le début de 2012-2013, deux rencontres se sont tenues et ont notamment permis de discuter des sujets suivants :
Groupe de travail et de concertation des M/O en matière juridico-technologique	Ce groupe de travail vise la circulation de l'information ainsi que le perfectionnement et le transfert de connaissances concernant le droit des technologies de l'information	Les directions des affaires juridiques de plusieurs M/O et les représentants des Affaires juridiques de la Direction des registres et de la certification	N/A	<ul style="list-style-type: none"> • Projet « Dossier citoyens » ; • Rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information; • Projet de plateforme Web 2.0 portant sur la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (LCCTI); • Jurisprudence en droit des technologies; • Loi concernant le partage de certains renseignements de santé; • Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises; • Article 29 de la LCCJTI, traitant du choix de support.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Administration de la justice				
Comité – accélération des audiences en matière pénale	Identifier les ressources disponibles permettant de réduire les délais en matière pénale, la disponibilité de salles supplémentaires pour entendre davantage de causes et de recenser les ressources humaines qui pourraient être affectées à ces salles, le cas échéant.	M ^e Alain Perreault et M ^e Jean-Guy Moulin. Autres partenaires : MJQ, magistrature.		A la suite de l'obtention d'ETC par le SCT, l'objectif à atteindre (79 %) a été dépassé (83,4 %) en date du 31 octobre 2012. Également, les taux de remise ont aussi diminué.
Comité AQAAD-DPCP	Discuter de plusieurs sujets d'intérêt au niveau provincial (Défense – DPCP).	M ^e Claude Lachapelle et M ^e Pierre Lapointe. Autres partenaires : AQAAD.		Les travaux se poursuivent.
Comité de liaison du Barreau de Montréal avec la magistrature	Favoriser l'échange d'information entre les avocats de la poursuite (DPCP), les avocats de la défense et la magistrature.	M ^e Anne-Marie Otis. Autres partenaires : magistrature, MJQ, avocats de la défense et contentieux des centres jeunesse.		Les travaux se poursuivent.
Comité de liaison du Barreau de Montréal avec la Cour d'appel	Faire le lien entre la Cour d'appel ainsi que le Barreau de Montréal et se pencher sur toutes les questions relatives à l'administration de la justice.	M ^e Nathalie Bédard, M ^e Antoine Aylwin, M ^e Gaétan Bourassa, M ^e Michel F. Denis, M ^e Eric Dufour, M ^e Danielle Gervais, M ^e Julie Giroux, M ^e Luc Giroux, M ^e Bruce Johnston, M ^e Francine Léger, M ^e Stéphanie Legros, M ^e Mario Longpré et M ^e Maude Pagé-Arpin. Autres partenaires : MJQ, magistrature, SPPC, aide juridique, AQAAD, représentants de bureaux privés.		Les travaux se poursuivent.
Comité provincial d'implantation des comparutions par vote téléphonique	Coordonner l'implantation de services de comparution par vote téléphonique conformément à l'article 174 de la <i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i> .	M ^e Jacques Mercier. Autres partenaires : MJQ, CQ, services correctionnels, corps policiers, aide juridique et AQAAD.		Les comparutions téléphoniques sont maintenant en opération les fins de semaine et jours fériés dans tous les districts judiciaires du Québec à l'exception de Québec et de Montréal.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité sur les juridictions concurrentes et extraterritoriales	Sous-comité de la <i>National district Attorney's Association</i> mis en place afin de concevoir un projet d'entente internationale sur la criminalité extraterritoriale.	M ^e Sabin Ouellet, M ^e Sonia Paquet. Autres partenaires : <i>National district Attorney's Association</i>		Les travaux se poursuivent.
Groupe-conseil sur les conditions de détention des membres de groupes criminels	Discuter des conditions de détention des membres de groupes criminels.	M ^e Caroline Vallières. Autres partenaires : MSP, SCC et établissements de détention.		Les travaux se poursuivent.
Comité de suivi des témoins repentis	Discuter des conditions de détention des témoins repentis.	M ^e Nicolas Migué. Autres partenaires : SCC, GRC, QC, SPVM.		Les travaux se poursuivent.
Comité de la Cour suprême – correspondant sur la pratique et la procédure	Fournir l'opinion du DPCP sur les modifications aux règles de pratique et de procédures de la Cour suprême.	M ^e Jean Campeau. Autres partenaires : correspondants d'organismes et d'autres provinces.		Les travaux se poursuivent.
Comité directeur sur la divulgation de la preuve	Recenser et élaborer les meilleures pratiques en matière de partage de la preuve.	M ^e Pierre Lapointe et M ^e Érika Porter. Autres partenaires : MSP, ADPO et corps policiers.		Les travaux se poursuivent.
Comité sur les formulaires (Juges de paix magistrats)	Réviser et créer différents formulaires que l'on retrouve sur le site du MJQ qui sont utilisés par les corps policiers et les personnes chargées de l'application de la loi dans le cadre de leurs fonctions.	M ^e Donald Barnabé et M ^e Denis Kouri. Autres partenaires : MJQ et magistrature.		Création et révision de formulaires utilisés en matière criminelle et pénale. Les travaux se poursuivent.
Comité régional mixte des représentants de la justice pénale	Faciliter la communication pour la recherche de solutions pratiques dans la gestion des dossiers avec des partenaires d'autres ministères des gouvernements du Québec et du Canada.	M ^e Sabin Ouellet et M ^e Sonia Paquet. Autres partenaires : SCC, CNLC, SPPC, GRC, SQ, MSP, SPVM et ADPO.		Les travaux se poursuivent.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité de liaison SPVM – CQ (magistrature)	Discuter des problèmes des intervenants au palais de justice de Montréal et y apporter des solutions acceptables pour tous.	M ^e Natalie Brissette, M ^e Éric Laporte et M ^e Éric Beauparlant, M ^e François Brière, M ^e Gianni Cuffaro, M ^e Sandra Blanchard. Autres partenaires : SPVM, magistrature, SPPC, MJQ, MSP, SQ et Agence de services frontaliers du Canada.		Les travaux se poursuivent.
Sous-comité de suivi de l'arrêt <i>McNeil</i> (partage de la preuve)	Élaboration et implantation d'une procédure de communication des inconduites policières.	M ^e Pierre Lapointe et M ^e Érika Porter. Autres partenaires : MSP, ADPO et corps policiers.		Les travaux se poursuivent.
Réunions PT et FPT des ministres responsables de la justice et de la sécurité publique	Échanger sur des questions d'intérêt liées à l'administration du système de justice criminelle; discuter d'options, y compris de réformes législatives, en vue notamment d'accroître son efficacité.	M ^e Claude Lachapelle et M ^e Maxime Chevalier. Autres partenaires : MJQ, MSP, gouvernement fédéral, autres provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Réunions PT et FPT des sous-ministres responsables de la justice et de la sécurité publique	Échanger sur des questions d'intérêt liées à l'administration du système de justice criminelle; discuter d'options, y compris de réformes législatives, en vue notamment d'accroître son efficacité.	M ^e Claude Lachapelle, M ^e Annick Murphy et M ^e Maxime Chevalier. Autres partenaires : MJQ, MSP, gouvernement fédéral, autres provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Système national de repérage (National Flagging System)	Identifier les contrevenants qui pourraient éventuellement être déclarés délinquants dangereux ou à contrôler	M ^e Sabin Ouellet et M ^{me} Anna Jensen. Autres partenaires : services de poursuites des provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Table régionale de concertation au palais de justice de Québec	Discuter et mettre en place toutes les mesures pour améliorer le fonctionnement de la Cour au palais de justice de Québec.	M ^e Nadine Dubois. Autres partenaires : magistrature, aide juridique, avocats de défense, MSP, CAVAC, SPVQ, SQ, MJQ.		Les travaux se poursuivent.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Aînés				
Comité sur le protocole d'intervention sociojudiciaire relatif à la maltraitance envers les personnes aînées de la Mauricie et du Centre-du-Québec	Créer et mettre en oeuvre un protocole d'intervention sociojudiciaire pour les situations où des aînés vulnérables sont victimes de formes criminelles de maltraitance.	M ^e Maxime Chevalier , M ^e Lucas Bastien et M ^e Catherine Roberge. Autres partenaires : ASSS, CSSS, SPTR, SQ, CDPJ et MUQ.		Les travaux se poursuivent.
Autochtones				
<i>Justice committee</i>	Conclure une entente sur l'application de l'article 717 du <i>Code criminel</i> (mesures de rechange) en milieu autochtone.	M ^e Éric L. Morin, M ^e Gérard Maltais et M ^e Marc Bérubé. Autres partenaires : magistrature et conseils de bande.		Entente conclue en application avec l'article 717 du Code criminel avec la communauté autochtone de Kawawachikamach. Les travaux se poursuivent.
Forum sociojudiciaire autochtone	Favoriser une meilleure collaboration et concertation en matière de services sociaux, policiers, correctionnels et judiciaires, et de refléter la volonté, de la part des milieux autochtones de se prendre en charge.	M ^e Marie-Chantal Brassard. Autres partenaires : MJQ, MSP, MSSS, SSSS, SAA, et la magistrature de la Cour du Québec et de la Cour supérieure.		Les travaux se poursuivent. Finalisation du plan d'action.
Capacités affaiblies				
Comité capacité affaiblie	Discuter et apporter des solutions quant à la problématique reliée à la capacité de conduite affaiblie. Collaborer à la rédaction de politiques et directives en la matière.	M ^e Jacques Blais, M ^e Marie-Chantal Brassard, M ^e Stéphane Godri, M ^e Mylène Grégoire, M ^e Ana-Marina Ionescu, M ^e Vincent Martinbeault, M ^e Jacques Mercier, M ^e François Sénéchal, M ^e Éric L. Morin, M ^e José Rhéaume, M ^e Véronic Picard, M ^e Gianni Cuffaro. Autres partenaires : MSP, SQ, ENPO, LSJML, APCMQ et cour municipale de Montréal.		Les travaux se poursuivent.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Favoriser la concertation et améliorer l'efficacité des mesures en matière de lutte contre la capacité de conduite affaiblie.	M ^e Jacques Blais et M ^e Ana-Marina Ionescu. Autres partenaires : MSP, MJQ, ADPO, SQ, ENPO, SPVM, SPVQ, SPCL, SAAQ et LSJML.		Les travaux se poursuivent.
Sous-comité en matière de capacité de conduite affaiblie par la drogue (relève du Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie)	Déterminer les actions nécessaires pour mettre en œuvre le programme de détection de la capacité de conduite affaiblie par l'effet d'une drogue.	M ^e Jacques Blais et M ^e Ana-Marina Ionescu. Autres partenaires : MSP, MJQ, ADPO, SQ, ENPO, SPVM, SAAQ et LSJML.		Les travaux se poursuivent.
Sous-comité sur le règlement A.D.A. (relève du Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie)	Déterminer les modifications requises à la réglementation concernant les appareils de détection d'alcool.	M ^e Jacques Blais et M ^e Ana-Marina Ionescu. Autres partenaires : MSP, SQ, ENPO, ADPO, SPVM, SAAQ et LSJML.		Les travaux se poursuivent.
Sous-comité sur la limitation des appareils d'analyse d'alcool (relève du Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie)	Mettre en place une procédure de vérification annuelle des alcootests.	M ^e Jacques Blais et M ^e Ana-Marina Ionescu. Autres partenaires : MSP, SQ, ENPO, ADPO, SPVM, SAAQ et LSJML.		Les travaux se poursuivent.
Comité technique de révision des pratiques policières en matière de capacité de conduite affaiblie (relève du Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie)	Collaborer à la rédaction de la pratique policière sur la capacité de conduite affaiblie.	M ^e Jacques Blais. Autres partenaires : MSP, SQ, ENPO, SPVM et SPVQ.		Les travaux se poursuivent.
Comités FPT et HOP (chefs des poursuites pénales) sur la capacité affaiblie	Discuter des amendements pouvant être apportés aux dispositions concernant la sécurité routière et s'enquérir de la pratique des autres provinces et territoires.	M ^e Jacques Blais. Autres partenaires : gouvernement fédéral, autres provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail FPT sur la capacité affaiblie	Discuter et étudier des projets de loi en matière criminelle sur la sécurité routière.	M ^e Jacques Blais. Autres partenaires : gouvernement fédéral, autres provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS
Groupe de travail du chantier « Alcool, drogues, fatigue et distractions au volant »	Développer une approche concertée et novatrice face à la conduite avec les capacités affaiblies par l'alcool et les drogues et sensibiliser la population aux dangers de la fatigue et des distractions au volant par des interventions structurées.	Me Sabrina Grand. Autres partenaires : MTQ, ADPO, MSSS, MJQ, SAAQ, SPVM, MSP, SQ, INSPQ.		Les travaux se poursuivent (2 réunions ont eu lieu au cours de la période visée).
Corruption - Malversation				
Comité FPT pour les amendements au Code criminel concernant la corruption	Examiner les dispositions actuelles sur la corruption de la Partie IV du Code criminel et faire les propositions de modifications législatives possibles.	M ^e Isabelle Briand. Autres partenaires : MJQ, Justice Canada, Gendarmerie royale du Canada, Sécurité publique Canada, Service des poursuites pénales du Canada, autres provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Crime organisé				
Comité de gestion de l'entente interprovinciale sur la criminalité organisée	Collaborer aux efforts des parties à l'entente en vue de la prévention du crime et la poursuite efficace des infractions commises par le crime organisé.	M ^e Sabin Ouellet et M ^e Sonia Paquet. Autres partenaires : procureurs généraux de l'Ontario, Manitoba, Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Canada, SQ et SPVM.		Les travaux se poursuivent. Une conférence sur le crime organisé a eu lieu à Saskatoon les 17 et 18 octobre 2012.
Comité ACCES-Tabac	Gérer les crédits et états de situation en matière d'économie souterraine concernant la contrebande de tabac.	M ^e Sandra Blanchard. Autres partenaires : Revenu Québec, MSP, MFE.		Les travaux se poursuivent.
COLCO (Comité opérationnel de lutte au crime organisé)	Discussions sur les dossiers opérationnels actifs en matière de crime organisé dans ces organisations policières.	M ^e François Brière, M ^e Sandra Blanchard. Autres partenaires : SQ, SPVM, GRC, représentants des sûretés municipales de Québec, Laval, Gatineau et Longueuil.		Les travaux se poursuivent.

Crimes économiques et financiers				
Regroupement des poursuivants en matière de crimes économiques et de fraudes en valeurs mobilières (Affiliation / Éconocrime.ca)	Optimiser l'utilisation du processus criminel en matière de crimes économiques et de fraudes en valeurs mobilières.	M ^e Éric Beauparlant. Autres partenaires : AMF, autres poursuivants du Canada, commissions régulatrices en matière de valeurs mobilières des provinces et du Canada.		Les travaux se poursuivent.
Comité de planification et de suivi concernant les crimes financiers à incidence fiscale - ACCEF	Assurer la mise en œuvre des décisions du comité stratégique.	M ^e Éric Laporte. Autres partenaires : SQ, Revenu Québec, AMF, MSP.		Les travaux se poursuivent.
Sous-comité de recherche sur les entreprises coquilles et l'utilisation illicite de prête-noms	Définir la notion de crimes économiques et financiers. Déterminer un certain nombre de critères permettant d'identifier les stratagèmes pouvant être traités par les unités d'enquête. Présenter et décrire les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes. Décrire les moyens mis en place dans d'autres juridictions. Proposer au Comité de planification et de suivi des façons de faire visant à contrer ce type de crimes. Mettre en place un mécanisme de veille afin de maintenir à jour le niveau de connaissance de l'unité d'enquête. Collaborer à l'élaboration de la formation offerte aux unités d'enquête.	M ^e François Lanthier. Autres partenaires : AMF, SQ, Revenu Québec, MSP, MFE.		Les travaux se poursuivent.
Comité directeur sur les crimes financiers	Assurer la coordination des intervenants en matière de crimes financiers.	M ^e Éric Laporte et M ^e Michel Pennou. Autres partenaires : SQ, AMF, SPPC et GRC.		Les travaux se poursuivent.
Cybercriminalité				
Groupe de travail sur la cybercriminalité – Comité FPT	Discuter de la cybercriminalité et ses enjeux.	M ^e Sébastien Bergeron-Guyard. Autres partenaires : MJQ, MSP, SQ, gouvernement fédéral et autres provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.

Groupe de travail sur la cybercriminalité – Comité des chefs des poursuites pénales	Discuter de la cybercriminalité et ses enjeux.	M ^e Sébastien Bergeron-Guyard. Autres partenaires : services de poursuites des provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Gang de rue				
Comité sur le Programme de suivi intensif (PSI) en matière de gangs de rue	Concevoir un programme de suivi intensif des membres de gangs de rue.	M ^e Sandra Blanchard. Autres partenaires : SPVM, MSP, ville de Montréal, Centre jeunesse de Montréal, Centre jeunesse Batshaw, service de travail de rue et organismes communautaires.		Les travaux se poursuivent.
Comité intersectoriel sur les gangs de rue	Reconduire le Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue (2011-2014).	M ^e Sandra Blanchard. Autres partenaires : ERM-GDR, MSP, SQ, SPVM, SM, ASFC, SCQ, CELCO-Armes à feu, Ville de Montréal, MESS, SAG, MELS, MAMIROT, SCF, MSSS, MELS, ASSS, CSSS, INSPQ, FCSQ, CJO, ACJO, UQAM, MSP, CJM-IU, CNPC, MJQ, SCQ.		Les travaux se poursuivent
Comité stratégique des agences d'application de la loi	Appliquer le Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue (2011-2014).	M ^e Sandra Blanchard. Autres partenaires : SQ, MSP, SPVM, SRCQ et AFSC.		Les travaux se poursuivent.
Gestion				
Groupe d'expertise en gestion des documents au gouvernement du Québec (GEGD)	Promouvoir l'excellence dans le domaine de la gestion des documents sur tout support entre les spécialistes ainsi qu'avec les groupes apparentés et toute autre instance dans le domaine.	M ^{me} Mélissa Gendreau. Autres partenaires : ministères et organismes du gouvernement du Québec.		2 journées de formation ont eu lieu les 2 mai et 27 novembre 2012.

Comité directeur de projets immobiliers	Discuter et suivre l'avancement des travaux des projets d'agrandissement et de rénovation de palais de justice.	M ^e Annick Murphy, M. Denis Germain et M. Dominic Jargaille Autres partenaires : MJQ, MSP et SIQ.		Les travaux se poursuivent.
Forum des gestionnaires en ressources humaines	Discuter et présenter divers sujets reliés à la gestion des ressources humaines.	M ^{me} Sylvie Boudreault. Autres partenaires : ministères et organismes du gouvernement du Québec.		Les travaux se poursuivent.
Forum des gestionnaires en ressources financières	Discuter et présenter divers sujets reliés à la gestion des ressources financières.	M. Dominic Jargaille. Autres partenaires : ministères et organismes du Gouvernement du Québec.		Les travaux se poursuivent.
Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Discuter et présenter divers sujets reliés à la gestion des ressources matérielles.	M. Dominic Jargaille. Autres partenaires : ministères et organismes du gouvernement du Québec.		Les travaux se poursuivent.
Comité consultatif SAGIR- SGR2	Implantation de SAGIR-SGR2.	M ^{me} Sylvie Boudreault. Autres partenaires : MJQ et organismes du portefeuille Justice.		Les travaux se poursuivent.
Regroupement des directeurs généraux de l'administration	Partager l'expertise au sein de l'appareil gouvernemental.	M. Denis Germain Autres partenaires : ministères et organismes du gouvernement du Québec.		Les travaux se poursuivent.
Forum des dirigeants de l'information	Forum d'échange d'information concernant les nouvelles règles administratives relatives à la gestion des projets informatiques, des télécommunications et de la formation au sein de l'appareil gouvernemental.	M. Denis Germain Autres partenaires : sous la coordination du SCT, l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement du Québec.		Les travaux se poursuivent.
Réseau des responsables de l'observation des règles contractuelles	Faire connaître la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics et les conditions de mise en œuvre.	M. Denis Germain et M. Dominic Jargaille. Autres partenaires : sous la coordination du SCT, les ministères et organismes du gouvernement du Québec.		Les travaux se poursuivent.

Informatique				
Comité des responsables de la sécurité de l'information	Discuter des normes de sécurité et de l'information pour les responsables (RSIN) au gouvernement.	M. Denis Germain, M. Jean-François Labbé. Autres partenaires : tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec.		Les travaux se poursuivent.
Comité directeur projet Julien/TOJ	Approuver l'orientation générale du projet. Agir à titre d'instance décisionnelle pour assurer une prise de décision efficace dans le respect des objectifs du projet. Approuver les orientations qui ont une incidence majeure sur le projet. Régler les points en suspens relevant de la compétence du comité directeur qui ne peuvent être résolus par l'équipe projet afin d'éviter tout retard dans la réalisation des activités prévues. Approuver les principaux biens livrables produits durant le projet.	M ^e Claude Lachapelle, M ^e Annick Murphy et M. Denis Germain. Autres partenaires : MJQ, DRC.		Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur les calendriers de conservation – Programme TOJ	Analyser les calendriers de conservation des tribunaux judiciaires, du MJQ et du DPCP dans le but d'inclure un processus d'archivage dans le cadre du programme TOJ.	M ^e Paul Roy et M ^{me} Mélissa Gendreau. Autres partenaires : MJQ et tribunaux judiciaires.		Les travaux se poursuivent.
Jeunesse				
Comité du Barreau du Québec – Droit de la jeunesse	Discuter des projets de loi ainsi que des lois et règlements ayant des incidences sur les enfants et adolescents.	M ^e Marc Alain. Autres partenaires : Barreau, avocats de la défense, contentieux, MSSS et ACJ.		Les travaux se poursuivent.
Comité sur l'enlèvement international d'enfants	Assurer une coordination provinciale des dossiers principalement d'enlèvements parentaux.	M ^e Anne-Andrée Charrette, M ^e Mario Longpré et M ^e Caroline Dulong. Autres partenaires : GRC, SPVM, SQ, SPVQ, DPJ, Passeport Canada, ASFC immigration, ASFC douanes, Enfant retour, MJQ.		Les travaux se poursuivent.
Comité d'examen de décès d'enfants de Québec	Examiner les décès d'enfants de cinq ans et moins survenus sur le territoire de la région 03, qu'ils aient ou non fait l'objet d'un avis au coroner, dont les causes médicales et les circonstances suscitent un questionnement et, le cas échéant, contribuer à les établir.	M ^e Rachel Boivin. Autres partenaires : Bureau du coroner, MSSS, DPJ, ADPQ et SQ.		Les travaux se poursuivent.

Comité des répondants nationaux concernant l'implantation et l'application de l'entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique	Assurer l'implantation et l'application de l'entente multisectorielle dans tous les réseaux et sur tout le territoire québécois.	M ^e Rachel Boivin. Autres partenaires : MELS, MF, MSSS et MSP.		Les travaux se poursuivent.
Comité intersectoriel sur l'application de la LSJPA	Favoriser la concertation des intervenants en matière de justice criminelle pour les mineurs et faire le suivi de l'application de la LSJPA au niveau provincial.	M ^e Anne-Marie Otis. Autres partenaires : MJQ, MSSS, MSP, SQ, SPVM, SPVQ et Association des centres jeunesse.		Les travaux se poursuivent.
Comité des opérations du registre – LSJPA	Discuter des améliorations à apporter au système informatique et produire une liste de priorités pour le Comité de gestion du registre – LSJPA.	M ^e Anne-Marie Otis et M ^{me} Louise Renaud. Autres partenaires : MJQ, MSSS, MSP et SQ-CRPQ.		Les travaux se poursuivent.
Comité de gestion du registre – LSJPA	Entériner les priorités d'améliorations à apporter et émettre des recommandations sur le plan d'évaluation proposé par le Comité des opérations du registre – LSJPA.	M ^e Anne-Marie Otis, M ^e Sophie Delisle et M ^{me} Louise Renaud. Autres partenaires : MJQ, MSSS, MSP et SQ-CRPQ.		Les travaux se poursuivent.
Comité d'arrimage des ententes multisectorielles	Favoriser la concertation dans les dossiers de nature sexuelle et assurer l'application de l'entente multisectorielle.	M ^e Sophie Lamarre et M ^e Thierry Nadon. Autres partenaires : SPVM et Protection de la jeunesse.		Les travaux se poursuivent.
Comité 03-12 sur l'entente multisectorielle	Discuter des problématiques et élaborer des mesures pour le traitement des dossiers des enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique.	M ^e Nadine Dubois. Autres partenaires : MSSS, MELS, CJO, ministère de la Famille et des Aînés et corps policiers.		Les travaux se poursuivent.
Comité Montréalais	Favoriser la concertation des intervenants socio-judiciaires jeunesse dans le district de Montréal.	M ^e Anne-Marie Otis et M ^e Sophie Lamarre. Autres partenaires : magistrature, MJQ, SPVM, Trajet jeunesse, Impact, avocat de la défense, Centre jeunesse Montréal-IU, Centre jeunesse Batshaw, OJA et aide juridique.		Les travaux se poursuivent.

Comité CRID (Comité régional intersectoriel et délinquance de la Montérégie)	Favoriser la concertation des différents partenaires socio-judiciaires de la Montérégie.	M ^e Chrystel d'Auteuil-Jobin et M ^e Marc Alain. Autres partenaires : aide juridique, magistrature, pratique privée, DP et policiers.		Les travaux se poursuivent.
Table socio-judiciaire x4	Favoriser la concertation des différents partenaires socio-judiciaires dans les districts judiciaires suivants : Longueuil, Drummondville, Richelieu et St-Hyacinthe.	M ^e Sophie Lavergne et M ^e Marc Alain. Autres partenaires : magistrature, aide juridique, pratique privée, DP et policiers.		Les travaux se poursuivent.
Table socio-judiciaire	Favoriser la concertation des différents partenaires du district Sherbrooke, Granby et Cowansville.	M ^e Francine Gilbert. Autres partenaires : magistrature, aide juridique, pratique privée, DP et policiers.		Les travaux se poursuivent.
Comité Barreau de Longueuil en droit de la jeunesse	Favoriser la concertation des différents partenaires judiciaires.	M ^e Chrystel d'Auteuil-Jobin et M ^e Marc Alain. Autres partenaires : magistrature, aide juridique et pratique privée.		Les travaux se poursuivent.
Comité aviseur — Bureau international du droit des enfants	Travailler en concertation avec différents partenaires afin d'aiguiller le bureau international dans l'élaboration d'une recherche sur la trajectoire des enfants dans le système de justice.	Me Anne-Marie Otis. Autres partenaires : Bureau international du droit des enfants, magistrature, CAVAC, AQPV et avocats de la défense.		Les travaux se poursuivent.
Comité intimidation	Implanter le programme en lien avec le Projet de loi 56 visant l'intimidation en milieu scolaire.	M ^e Ellen Baulne et M ^e Anne-Marie Otis. Autres partenaires : Centre Jeunesse Montréal, SPVM, ROJAO et Centre jeunesse Batshaw.		Les travaux se poursuivent.

Table de concertation régionale TJ palais de justice de Québec	Discuter et mettre en place le fonctionnement du Bureau des affaires de la jeunesse de la Cour du Québec au palais de justice de Québec.	M ^e José Rhéaume. Autres partenaires : DP Lévis, DP Québec, SM Lévis, SM Québec, SQ, Barreau du Québec, Juge coordonnateur, sécurité du palais, Greffe jeunesse, réadaptation et Centre jeunesse Québec Chaudière-Appalaches.		Les travaux se poursuivent.
Comité sociojudiciaire LSJPA Saguenay	Discuter et mettre en place le fonctionnement du Bureau des affaires de la jeunesse de la Cour du Québec au palais de justice de Saguenay.	M ^e José Rhéaume et M ^e Marie-Audrey Chassé. Autres partenaires : magistrature, SQ, SM Saguenay, justice alternative, DP Saguenay, Barreau et procureurs pratique privée.		Les travaux se poursuivent.
Table de concertation (Laval-Joliette-St-Jérôme et Trois-Rivières)	Favoriser le bon déroulement de la Cour (pour faire une liaison entre les différents intervenants et gérer les difficultés rencontrées au fur et à mesure).	M ^e Sophie Lavergne. Autres partenaires : magistrature, pratique privée, aide juridique et DPJ.		Les travaux se poursuivent.
Comités sur l'application de l'entente multisectorielle (Laval et St-Jérôme)	Favoriser la concertation dans les dossiers de nature sexuelle et assurer l'application de l'entente multisectorielle.	M ^e Sophie Lavergne. Autres partenaires : différents services de polices et protection de la jeunesse.		Les travaux se poursuivent
Tables sociojudiciaires (Laval- Joliette-St-Jérôme et Trois-Rivières)	Favoriser le bon déroulement dans le traitement des dossiers entre les différents intervenants.	M ^e Sophie Lavergne. Autres partenaires : différents services de police, organismes de justice alternative et DPJ.		Les travaux se poursuivent
Comité sociojudiciaire d'Antoine-Labelle	Discuter des problématiques reliées à la gestion des dossiers en LSJPA et trouver des pistes de solutions.	M ^e Martine Deschênes. Autres partenaires : Centre Jeunesse des Laurentides, SQ, organismes de justice alternative, directeur de la polyvalente locale.		Les travaux se poursuivent

Table sociojudiciaire Outaouais	Discuter des problématiques reliées à la gestion des dossiers en LSJA et LPJ et trouver des pistes de solutions.	M ^e Martine Deschênes. Autres partenaires : magistrature, directeur provincial, directrice DPJ, avocat de la défense, SQ, SPVG et autres corps municipaux, Alternative Outaouais, CAVAC.		Les travaux se poursuivent
Rencontre de concertation LSJA Abitibi	Discuter des problématiques reliées à la gestion des dossiers LSJA et trouver des pistes de solutions.	M ^e Martine Deschênes. Autres partenaires : directeur provincial et liaison jeunesse, organisme de justice alternative, services de police.		Les travaux se poursuivent
Comité régional intersectoriel en Délinquance Montérégie	Discuter des problématiques reliées à la gestion des dossiers LSJA et trouver des pistes de solutions.	M ^e Martine Deschênes. Autres partenaires : magistrature, DP, DPJ, CJM, avocat de la défense, SQ, organismes de justice alternative, CSSS.		Les travaux se poursuivent
Législation				
Conférence sur l'harmonisation des lois au Canada	Discuter des modifications à apporter aux lois en matière criminelle et pénale.	M ^e Sébastien Bergeron-Guyard, M ^e Michel Breton et M ^e Sabin Ouellet. Autres partenaires : MJQ, Conseil de la magistrature, gouvernement fédéral et autres provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Pénal				
Comité ACCES Alcool	Définir les politiques d'inspection et de poursuite quant aux lois relatives aux boissons alcooliques et en assurer le suivi (actions concertées pour contrer les économies souterraines).	M ^e Cathy Fortin. Autres partenaires : MSP, MFO, SQ, ADPO, SAQ, RACJ.		Planification des inspections systématiques et détection de la contrebande d'alcool et de produits alcooliques illégaux.

Comité ACCES Construction	Intensifier les actions de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir en matière de construction (actions concertées pour contrer les économies souterraines).	M ^e Jean-Guy Moulin, M ^e Cathy Fortin. Autres partenaires : CCO, RBQ, MFO, Revenu Québec, MJO.		Analyse et mesure des phénomènes et propositions des moyens d'intervention.
Table de coordination des enquêtes	Échanger avec les enquêteurs du MDDEFP sur diverses problématiques rencontrées dans le cadre de leurs enquêtes.	M ^e Maryse Blais et M ^e Donald Barnabé. Autre partenaire : MDDEFP.		Les travaux se poursuivent (2 rencontres ont eu lieu au cours de la période visée).
Groupe de travail provincial des agents de l'autorité sur la navigation de plaisance (GTPANP)	Permettre des discussions entre les principaux organismes mandatés pour l'application de la réglementation sur la navigation de plaisance ainsi que de permettre un rapprochement entre les organismes responsables de la mise en place d'une réglementation efficace sur la navigation de plaisance.	M ^e Karen Bédard. Autres partenaires : SQ, GRC, Bureau de la sécurité nautique de Transports Canada, SPVM, services de police municipaux, représentants de MRC.		Échanges constants entre les divers intervenants en matière de sécurité nautique.
Groupe permanent d'experts-conseils sur le projet pilote du photo-radar	Mise en place d'un scénario de déploiement pour un minimum de 29 appareils cinémomètres additionnels.	M ^e Sabrina Grand. Autres partenaires : MTQ, MJO, SQ, MSP, ADPO, SPVM et SAAQ.		Le 22 février 2012, le Projet de loi 57 a été déposé à l'Assemblée nationale. Le ministre des Transports a annoncé l'ajout de 25 appareils cinémomètres fixes et mobiles ainsi que la mise en place d'un projet pilote pour la ville de Québec pour lequel 4 appareils supplémentaires seront déployés.
Table d'échange et de perfectionnement sur les inspections et les enquêtes	Effectuer un suivi serré de toute la jurisprudence sur les inspections et les perquisitions. Cette table s'inscrit dans le contexte du perfectionnement des juristes en matière d'inspections et d'enquêtes.	M ^e Jean-Guy Moulin, M ^e Donald Barnabé, M ^e Maryse Blais et M ^e Kathy Bergeron. Autres partenaires : MSP, Revenu Québec, MJO, M'CC, MRN, MTQ, MESS, MELS, MRIFCE, MFA, MAPAQ, MDDEFP, et MTRAV.		Suivi serré de toute la jurisprudence sur les inspections et les perquisitions.
Groupe de travail sur les agences de placement de personnel	Analyser différents moyens pouvant être mis en place pour mieux cibler les entreprises qui font usage de stratagèmes d'évasion fiscale et pour assurer une meilleure protection des travailleurs.	M ^e Raynold Tremblay. Autres partenaires : Revenu Québec, Emploi Québec, CNT, CSST.		Les travaux se poursuivent (5 rencontres ont eu lieu au cours de la période visée).
Pratiques policières				
Comité consultatif sur le CRPQ	Consulter les organismes sur le CRPQ.	M ^e Paul Roy. Autres partenaires : SQ, SPVM, MSP et corps policiers.		Les travaux se poursuivent.

Comité de travail – Prise d'empreintes digitales	Analyser les situations problématiques et y trouver des solutions.	M ^e Sophie Delisle. Autres partenaires : MSP, ADPO, ENPO, SPVM, SQ, SPVL et Service de police de Repentigny.		Les travaux se poursuivent.
Comité des pratiques policières	Examiner les pratiques prévues au Guide des pratiques policières.	M ^e Sophie Delisle. Autres partenaires : MSP, MIQ, ADPO, ENPO, service de police de Granby, service de police de l'agglomération de Longueuil, SQ, SPVM, service de police de Terrebonne, SPVQ et service de protection des citoyens de Laval.		Les travaux se poursuivent.
Comité sur le précis des faits	Élaborer avec la SQ un précis de faits qui réponde aux attentes des intervenants.	M ^e Éric Laporte, M ^e Éric Beauparlant, M ^e Chantal Michaud et M ^e Pierre Goulet. Autre partenaire : SQ.		Les travaux se poursuivent.
Produits de la criminalité				
Comité sur la gestion des enquêtes relatives aux biens infractionnels	Gérer les enquêtes relatives aux biens infractionnels.	M ^e Claude Lachapelle, M ^e Éric Laporte, M ^e Éric Beauparlant et M ^e Claire Lessard. Autres partenaires : Revenu Québec et SQ.		Les travaux se poursuivent.
Comité de liaison nationale sur les produits de la criminalité	Discuter de différentes problématiques concernant les produits de la criminalité.	M ^e Éric Laporte. Autres partenaires : services de poursuites des provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.

Santé mentale				
Table de concertation pour un traitement juste et équitable des personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement au sein du système de justice pénale de la région de Montréal	Énoncer et promouvoir des mesures d'accueil, d'accompagnement, de représentation et de suivi dans le processus judiciaire.	M ^{re} Marc-André Pélouquin. Autres partenaires : SCC, SCO, aide juridique, CRADI, services de réadaptation l'Intégrale, CSSS de l'Ouest de l'île, ATEDM, curateur public, Office des personnes handicapées du Québec, SPVM, Association québécoise plaidoyer-victimes, Cour du Québec, Association des services de réhabilitation sociale du Québec, CSSS Pointe-de-l'Île, CAVAC, UPS Justice, CRDITED Miriam.		Les travaux se poursuivent.
Comité de travail — Psychiatrie-Justice	Améliorer la réponse et les services judiciaires aux personnes souffrant de troubles mentaux par la concertation des différents intervenants.	M ^{re} Mylène Grégoire. Autres partenaires : MSP, magistrature, avocats de la défense, CSSS, CHRS, Centre hospitalier Anna Laberge de Châteauguay et services judiciaires.		Les travaux se poursuivent.
Comité pilote MSSS/MSP	Arrimage de l'offre de services en santé et services sociaux pour les personnes judiciairisées.	M ^{re} François Sénéchal. Autres partenaires : MSP, MSSS, magistrature.		Les travaux se poursuivent.
Table de concertation sur le protocole d'entente MSSS/MSP	Réviser les ententes de services en première ligne pour les personnes atteintes de troubles mentaux qui sont judiciairisées et définir une offre de services pour les besoins relatifs aux situations de violence conjugale judiciairisées.	M ^{re} Nadine Dubois, M ^{re} François Sénéchal. Autres partenaires : aide juridique, procureur en chef de la cour municipale de Québec, MSP, MSSS, PECH, GAPI, Centre de prévention du suicide, Centre de crise, SPVO, SO.		Les travaux se poursuivent.

Sous-comité santé mentale MSSS/MSP	Cerner la nature des besoins et des pratiques les plus efficaces pour les personnes judiciarisées ayant des problèmes de santé mentale, dont la création d'un tribunal spécialisé.	M ^e François Sénéchal. Autres partenaires : MSP, MSSS, PECH, procureur en chef de la cour municipale de Québec.		Les travaux se poursuivent.
Comité sur les problèmes liés à la judiciarisation et l'itinérance	Tenter de résoudre le problème de la sur-judiciarisation de la clientèle itinérante.	M ^e Jacques Blais. Autres partenaires : MSSS, MSP, SPTR, Centre communautaire judiciaire Mauricie-Bois-Francis, cour municipale de Trois-Rivières.		Les travaux se poursuivent.
Comité des usagers du Service d'analyse des drogues de Santé Canada	Fournir une mise à jour de la situation actuelle du Service d'analyse des drogues de Santé Canada, renseigner les clients à propos des changements, uniformiser les pratiques de soumission d'échantillons et recueillir des rétroactions et commentaires.	M ^e Natalie Brissette. Autres partenaires : SPPC, GRC, services policiers provinciaux et municipaux du Québec.		Les travaux se poursuivent à raison d'une réunion par année.
Forum justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientèles fragiles et vulnérables confrontées au système de justice et présentant des problèmes de santé mentale. Favoriser l'implantation de programmes d'accompagnement et d'adaptabilité visant à offrir aux clientèles présentant des problèmes de santé mentale les services adaptés à leurs besoins. Assurer la cohérence des mesures proposées avec celles visant d'autres clientèles vulnérables comme celles présentant des problèmes de déficience intellectuelle, de troubles envahissants du développement, de toxicomanie ou d'itinérance et veiller à leur harmonisation pour les clientèles présentant plusieurs particularités. Mettre en commun des expériences et des meilleures pratiques. Favoriser la collaboration et la concertation interministérielle, intersectorielle et multidisciplinaire.	M ^e Dany Sauvageau. Autres partenaires : MSSS, MJQ, MSP.		Début des travaux
Sécurité				
Conférence sur la criminalité transfrontalière	Échanger sur la criminalité transfrontalière.	M ^e Sabin Ouellet et M ^e Sonia Paquet ainsi que d'autres procureurs en chef du Québec. Autres partenaires : <i>District Attorneys</i> and <i>US Attorneys</i> des États de la Nouvelle-Angleterre.		Les travaux se poursuivent. Une rencontre a eu lieu à Québec du 26 au 28 novembre 2012.

Plan québécois de lutte à l'intimidation (PLI)	Assurer l'intégrité des institutions judiciaires (le PLI a été créé à la suite de l'Opération Printemps 2001).	M ^{re} Sabin Ouellet et M ^{re} Sonia Paquet. Autres partenaires : MJQ, MSP, SCC, SPPC, ADPO, GRC, SRCQ, SPVM et SQ.		Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur la <i>Politique internationale du Québec</i>	Réaliser la mesure 38.2 concernant la sécurité transfrontalière de <i>la Politique internationale du Québec</i> .	M ^{re} Sabin Ouellet et M ^{re} Sonia Paquet. Autres partenaires : MRIFCE, MAPAQ, MCC, MFE, MELS, MICC, MRN, MSP, MTQ, Tourisme Québec, CFA, IQ, SAA, SAIC, les délégations du Québec aux É-U.		Les travaux se poursuivent.
Table régionale de concertation en matière de sécurité	Mettre en place et voir à l'implantation de nouvelles mesures de sécurité de la chambre de la jeunesse de Montréal.	M ^{re} Anne-Marie Otis et M ^{re} Sophie Lamarre. Autres partenaires : MJQ, MSP, magistrature et SIQ.		Les travaux se poursuivent.
Table régionale de concertation en matière de sécurité au palais de justice de Montréal	Mettre en place et discuter de toutes les mesures visant à accroître la sécurité au palais de justice de Montréal.	M ^{re} Natalie Brissette. Autres partenaires : MJQ, MSP et magistrature.		Les travaux se poursuivent.
Table régionale de concertation en matière de sécurité au palais de justice de Québec	Discuter et mettre en place toutes les mesures visant à accroître la sécurité du palais de justice de Québec et de La Malbaie.	M ^{re} François Sénéchal. Autres partenaires : MJQ, MSP, magistrature, SIQ.		Les travaux se poursuivent.
Services de poursuite				
Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF)	Assurer la présidence d'un organisme qui a pour mission de soutenir les services de poursuites du monde francophone.	M ^{re} Sabin Ouellet. Autres partenaires : poursuivants francophones au niveau international.		Les travaux se poursuivent.
Comité des chefs des poursuites pénales	Aborder une vaste gamme de questions juridiques et opérationnelles liées aux poursuites; relever les domaines présentant un intérêt qui se prêteraient à des échanges quant aux pratiques exemplaires; servir de tribune pour le partage de renseignements entre des professionnels d'expérience.	M ^{re} Claude Lachapelle et M ^{re} Sabin Ouellet. Autres partenaires : services de poursuites des provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Sous-comité des chefs des poursuites pénales sur la pratique en Cour suprême	Favoriser l'échange d'informations entre les procureurs FPT chargés de la coordination des dossiers en Cour suprême en vue de permettre, lorsque c'est possible, une participation plus concertée dans les litiges devant cette Cour.	M ^{re} Daniel Grégoire. Autres partenaires : services de poursuites des provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.
Sous-comité des chefs des poursuites pénales – Prévention des erreurs judiciaires	Discuter de la prévention des erreurs judiciaires.	M ^{re} Pierre Lapointe et M ^{re} Juli Drolet. Autres partenaires : services de poursuites des provinces et territoires.		Les travaux se poursuivent.

Comité de gestion des services de poursuites Québec-Ontario	Accroître la coopération et l'échange de renseignements ainsi que le partage d'expertise dans le cadre du Protocole de coopération Québec-Ontario.	M ^{re} Sabin Ouellet. Autre partenaire : Procureur général de l'Ontario.		Les travaux se poursuivent.
Toxicomanie				
Programme de traitement judiciaire de la toxicomanie	Élaborer un programme de traitement judiciaire de la toxicomanie en lien avec le paragraphe 720(2) du <i>Code criminel</i> . L'enjeu est de permettre à un contrevenant de suivre une thérapie sous supervision judiciaire dans le cadre de la détermination de sa peine pour une infraction causée ou motivée par sa dépendance à des substances.	M ^{re} Claude Lachapelle et M ^{re} Pierre Lapointe. Autres partenaires : MJQ, MSP, MSSS et MESS.		Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel en toxicomanie	S'assurer de la mise en œuvre du Plan d'action interministériel en toxicomanie 2006-2011.	M ^{re} Dany Sauvageau. Autres partenaires : MSP, MSSS, MESS, MELS, MCE, MJQ, SAAQ, MF, SAA et SAJ.		Les travaux se poursuivent. Les actions concernant le DPCP ont toutes été réalisées.
Comité provincial toxicomanie-justice	Élaboration d'un programme de traitement de la toxicomanie agréé par le Procureur général du Québec.	M ^{re} Anne-Andrée Charette. Autres partenaires : MJQ, MSSS, MESS, MSP et Cour du Québec.		Le 6 novembre 2012, le ministre de la Justice et Procureur général du Québec annonçait l'instauration d'un programme-cadre de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire pour les contrevenants adultes qui commentent certains crimes en raison de leur dépendance.
Comité sur l'élaboration du Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec à Montréal (PTTCCQ)	Sous-comité visant à élaborer un projet de programme de traitement de la toxicomanie.	M ^{re} Anne-Andrée Charette et M ^{re} Anne-Marie Omann. Autres partenaires : Cour du Québec, Centre Dollard-Cormier, MJQ, MSP, AQAAD, Aide juridique de Montréal et MSSS.		Le Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec à Montréal a été mis sur pied le 4 décembre 2012. Il s'agit d'un projet pilote qui s'inscrit dans le contexte du Programme provincial adopté en vertu des dispositions du paragraphe 720(2) du Code criminel. Les travaux du Comité d'implantation du projet pilote se poursuivent.
Violence conjugale et agressions sexuelles				
Sous-comité violence conjugale MSSS/MSP	Cerner la nature des besoins et des pratiques les plus efficaces et réalistes pour répondre à ceux-ci et identifier une offre de services pour répondre aux besoins des personnes judiciarisées en violence conjugale.	M ^{re} Nadine Dubois. Autres partenaires : MSP, MSSS, GAPI, CRC Le Pavillon, SPVQ.		Les travaux se poursuivent.
Comité consultatif sur la Trousse média sur les agressions sexuelles	Suivre l'évolution du projet de la Trousse média et conseiller l'équipe de réalisation dans la production de cet outil. Identifier les principaux enjeux relatifs à la couverture médiatique des agressions sexuelles. Selon l'expertise, orienter le repérage d'informations, de documents et de littérature grise sur différents aspects concernant les agressions sexuelles ou le traitement médiatique des agressions sexuelles. Commenter la version finale de la Trousse.	M ^{re} Rachel Bolvin. Autres partenaires : INSPQ, UOAM, Université d'Ottawa, MCCCf, MSSS, université McGill, Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal.		Les travaux se poursuivent.
Comité intersectoriel pour améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale	Améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale (projet de développement des actions intersectorielles pour améliorer la sécurité des victimes).	M ^{re} Dany Sauvageau, M ^{re} Vicky Belleville, M ^{re} Jacques Mercier, M ^{re} Jacques Blais, M ^{re} Jean-François Bouvette. Autres partenaires : MSSS, MSP et MJQ.		Les travaux se poursuivent.

P.5 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEURS, AU MINISTÈRE EN 2012-2013 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2012-2013	1 553	3 419	45,4 %

Exclusion, s'il y a lieu : Les juges, juges de paix magistrats, le personnel de cabinet et les étudiants sont exclus de l'effectif.

Source: IGRH, données au 30 novembre 2012, Service du soutien à l'administration

2012-2013	NOMINATION D'OCCASIONNELS	%
Total MJQ	49	3,1
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES (DGSJR)	37	2,8
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À L'ORGANISATION (DGSO)	5	15,2
DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES (DGAJL)	1	0,7
BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA)	2	3,1
BUREAU DE LA JUGE EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC (BJCCQ)	1	9,1
BUREAU DDE LA SOUS-MINISTRE (BSM)	0	0,0
CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	0	0,0
DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP)	1	20,0
DIRECTION DES COMMUNICATIONS (DC)	0	0,0
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE (DVI)	0	0,0
FONDS ACCÈS JUSTICE (N° MINISTÈRE 771)	0	0,0
FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (N° MINISTÈRE 872)	1	33,3
FONDS DES REGISTRES (N° MINISTÈRE 878)	1	3,6

Exclusion, s'il y a lieu : Les juges, juges de paix magistrats, le personnel de cabinet et les étudiants sont exclus de l'effectif.

Source des données : IGRH, données au 30 novembre 2012, Service du soutien à l'administration
SAGIP, données au 30 novembre 2012, Service du soutien à l'administration

P.6 VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR L'ANNÉE 2012-2013. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSION DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.7 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2012-2013, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

SONDAGE	FIRME	COÛT DU CONTRAT
Étude qualitative portant sur l'évaluation de la clarté de certains documents administratifs émis par le ministère de la Justice	SOM Recherches et sondages	18 550 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

SONDAGES COMMANDÉS

SONDAGE	FIRME	COÛT DU CONTRAT
Questionnaire complété par le personnel du Tribunal (haute direction, gestionnaires, juges et employés) dans le cadre du projet <i>Étude d'opportunité pour la refonte du site intranet</i> (contrat ayant fait l'objet d'un appel d'offres public).	TINK profitabilité numérique inc.	1 852,50 \$

P.8 LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

MINISTÈRE

FIRME	DESCRIPTION	DATE DE LA DEMANDE	MONTANT
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Service de traduction		346 419 \$
Caouette, Diane	Traduction du français vers l'anglais		2 447 \$
Charest, Murjanie	Traduction – Termes scientifiques ou techniques		188 \$
Charles, Guerline	Traduction – Termes scientifiques ou techniques		522 \$
Circa, Corina (Interprétation)	Traduction du français vers l'anglais		99 \$
Cortacans, Concepcion (interprète)	Traduction – Texte régulier		459 \$
Demers, Guy (interprète)	Traduction – Termes scientifiques ou techniques		3 429 \$
Drew, Daniel	Traduction – Texte régulier		741 \$
Hacikyaner, Mike Murat (interprète)	Traduction – Texte régulier		1 480 \$
Robert, Jean-Guy	Traduction – Texte régulier		8 328 \$
Schwartz, Annabel	Traduction – Texte régulier		1 195 \$
Traductions KLM inc.	Traduction – Texte régulier		1 066 \$
Traductions Waterhouse inc.	Traduction.		5 542,33 \$
Waterhouse, Benjamin	Traduction de différents documents.		20 000,00 \$
Centre de services partagés du Québec	Traduction d'un document pour "amendes impayées".		53,00 \$
Centre de services partagés du Québec	Traduction du document "Procès-verbal signification".		43,00 \$
Communications Write Touch	Traduction du document "amendes.doc".		53,00 \$
Communications Write Touch	Traduction d'un document pour "Radars photo".		80,00 \$
Communications Write Touch	Traduction de la "Déclaration du conducteur".		686,00 \$
Traductions Waterhouse inc., Les	Traduction de divers documents du français vers l'anglais.		3 428,60 \$
Tremblay, Judith (Affaires de Style)	Traduction de correspondance.		60,00 \$
Les Traductions Waterhouse inc.	Traduction du français vers l'anglaise de divers documents.	25-09-2012 (171.58 \$) 20-11-2012 (94.30 \$)	265.88 \$
Versacom	Traduction du français à l'anglais du rapport du groupe de travail sur l'adoption coutumière en milieu autochtone.	22-05-2012 (2 750 \$) 31-05-2012 (9 555 \$)	12 305 \$
Côté, Paul Raymond	Traduction		1 739,00 \$
Williamson, Karen P	Traduction		2 658,61 \$
Traduc-Texte	Traduction d'un tableau budgétaire.		45,00 \$
Traduc-Texte	Traduction d'une lettre adressée aux municipalités.		109,00 \$
Communications Write Touch	Traduction du document « amendes.doc »	2012-06-01	53 \$
Tremblay, Judith (Affaires de Style)	Traduction de correspondance	2012-05-08	60 \$
Communications Write Touch	Traduction d'un document pour « Radars photo »	2012-10-05	80 \$
Communications Write Touch	Traduction de la « déclaration du conducteur »	2012-11-01	686 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Traduction d'un document pour « amendes impayées »	2012-07-16	53 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Traduction de document « procès verbal signification »	2012-05-02	43 \$

Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un règlement	2012-05-03	1 104,32 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Allemand – Français d'un document	2012-05-07	35,00 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un règlement	2012-06-06	87,02 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un document	2012-06-11	422,47 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un règlement	2012-07-11	152,76 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Anglais - Français d'un jugement	2012-07-11	6 613,64 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un règlement	2012-08-09	64,98 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un document	2012-08-13	34,20 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un règlement	2012-09-07	1 057,16 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un document	2012-09-11	640,16 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un règlement	2012-10-03	52,86 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un document	2012-10-04	122,15 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un règlement	2012-11-05	1 691,38 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un document	2012-11-09	168,77 \$
Centre de services partagés du Québec / Publications Québec	Traduction Français - Anglais d'un jugement	2012-12-07	167,65 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BETTINA KARPEL	Deux chroniques juridiques (publiées sur le site web) : - " MON CONJOINT PEUT-IL ADOPTER MON ENFANT? " - "LES AGENCES DE RECOUVREMENT SONT À MES TROUSSES. QUE FAIRE? "	255 \$
BETTINA KARPEL	Comuniqué de presse (publié sur le site web) : " Hausse du barème d'admissibilité à l'aide juridique à compter du 1 ^{er} juin 2012 "	63 \$
BETTINA KARPEL	Rapport pour l'année 2012 de l'ALAP et fichier sur les renseignements personnels.	500 \$
BETTINA KARPEL	Deux chroniques juridiques (publiées sur le site web) : - " LA DÉCHÉANCE DE L'AUTORITÉ PARENTALE ET L'ADOPTION "- " J'AI DÉCOUVERT QUE JE NE SUIS PAS LE PÈRE DE MON ENFANT "	237 \$
BETTINA KARPEL	Texte pour le site web : " ACCESSIBILITE ".	79 \$
BETTINA KARPEL	Deux chroniques juridiques (publiées sur le site web) : - " VOUS AVEZ REÇU UN AVIS D'AUGMENTATION DE LOYER, QUE FAIRE? " - " LA DPJ PEUT-ELLE PLACER MON ENFANT LONGTEMPS? "	256 \$
BETTINA KARPEL	Une chronique juridique (publiée sur le site web) : - " L'ARRESTATION D'UN ADOLESCENT ET LE DROIT À L'ASSISTANCE D'UN AVOCAT "	158 \$

BETTINA KARPEL	Une chronique juridique (publiée sur le site web) : - " UN PARENT NON GARDIEN PEUT-IL DÉCIDER SEUL DE VOYAGER À L'ÉTRANGER AVEC SON ENFANT? "	167 \$
BETTINA KARPEL	Communiqué de presse - " LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES REMET LES PRIX ROBERT-SAUVÉ 2012 "	184 \$
BETTINA KARPEL	Une chronique juridique (publiée sur le site web) : - " L'IMPORTANCE DE RÉDIGER UN TESTAMENT "	220 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Accusé réception pour le dossier # 567 (18-04-12)	54,06 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 567 (19-04-12)	215,39 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 577 (19-04-12)	82,79 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 578 (19-04-12)	93,50 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 588 (05-07-12)	177,31 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 589 (05-07-12)	167,45 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Accusé réception pour le dossier # 605 (22-07-12)	134,30 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 604 (20-09-12)	77,52 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 605 (20-09-12)	78,88 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 606 (20-09-12)	79,05 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	Décision rendue dans le dossier # 607 (20-09-12)	79,05 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	3 326 \$
COMMUNICATION WRITETOUCH	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	1 586 \$
NLP TECHNOLOGIES INC.	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	25 341 \$
PUBLICATIONS QUÉBEC (TRADUCTION)	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	101 \$
AGENCE LE MONDE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	5 000 \$
BANQUE REGIONALE D'INTERPRÈTES	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	200 \$
NATIVE FRIENDSHIP CENTER OF MONTREAL	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	600 \$
SIVET SERVICE D'INTERPRETATION VISUELLE & TACTILE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	619 \$
SERVICE REGIONAL D'INTERPRETES DE L'EST DU QUÉBEC INC.	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	180 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
ANGLOCOM INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 787 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	57 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	492 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	512 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	55 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	713 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL ET DU FRANÇAIS À L'ALLEMAND	9 944 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	579 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 047 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 478 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	176 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	3 986 \$
LELLOUCHE, SOPHIE	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	269 \$
MESA, ANNE-MARIE	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	2 136 \$
MINISTÈRE DES FINANCES	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	391 \$
MINISTÈRE DES FINANCES	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	3 224 \$
MINISTÈRE DES FINANCES	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 297 \$
MINISTÈRE DES FINANCES	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	732 \$
MINISTÈRE DES FINANCES	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 035 \$
MINISTÈRE DES FINANCES	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	192 \$
TRADUCTION GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 821 \$

MINISTÈRE

Date (Facturation)	Nombre de mandats	Description du mandat		Coût Travaux	Dépenses 2012-2013
2012-05-01	1	PJ	Alma Quartier garde-jeunesse (ajout d'un ascenseur partagé) et modification salle d'audience jeunes	599 441,03 \$	98 104,05 \$
2012-04-01	1	PJ	Gatineau Réaménagement secteur magistrature/ bureau, juge, salle conf, accès salle 11	358 398,50 \$	77 383,92 \$
2012-06-01	1	PJ	Longueuil Changer les chaises en tissu ds les salles d'attente 1.07 et 1.11 pour chaises fixes et sécuritaires	14 467,08 \$	14 467,08 \$
2012-10-01	1	PJ	Montréal Réaménagement et modernisation 6 salles d'audience Phase 2 (4.05 -5.05 - 5.01)-PQI (SCT)	1 231 845,97 \$	51 479,04 \$
2012-04-01	1	PJ	Montréal Réfection des bureaux de juges(prototype)	83 008,70 \$	16 793,86 \$
2012-06-29	1	PJ	Montréal Dégat d'eau salle des serveurs 10.10	2 002,43 \$	2 002,43 \$
2012-09-01	1	CSJ	Montréal MT-modification des fonctionnements du lutrin dans 2 salles d'audience	569,78 \$	569,78 \$
2012-06-01	1	PJ	Montréal Ajout de services sanitaires-CMQ	43 154,56 \$	7 764,80 \$
2012-07-01	1	SS	Québec-1200 Accroissement d'espace au 3ième étage (suite 3.01)	0,00 \$	45 342,18 \$
2012-11-30	1	SS	Québec-1200 Salle de conférence du RC	1 025,80 \$	3 348,48 \$
2012-06-01	1	SS	Québec-1200 Construction d'un bureau au 3ème étage	10 731,99 \$	10 731,99 \$
2012-06-01	1	CPA	Saint-Hyacinthe Agrandissement du CPA à Saint-Hyacinthe	161 182,52 \$	44 164,00 \$
			Total:	2 507 796,12 \$	374 119,37 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MANDATS DONNÉS À LA SIQ

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
01-09-2012	1	Réaménagement de locaux – Ville Saguenay	60 775 \$
		TOTAL :	60 775 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MANDATS DONNÉS À LA SIQ

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
N/A	3	Signalisation	410,92 \$
	3	TOTAL :	410,92 \$

- P.10 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉ OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR L’ANNÉE 2012-2013 :**
- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;
 - B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
 - C. L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. Prix Robert-Sauvé.
- B. Plaque commémorative symbolique (coût 400 \$)
- C. Le prix Robert-Sauvé est une distinction honorifique qui vise à souligner la contribution exceptionnelle de deux personnes à la promotion des droits des démunis, une pour le volet réseau et une autre pour le volet grand public. La contribution des personnes mises en candidature doit s'échelonner sur plusieurs années et leurs activités doivent se dérouler au Québec.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS	PRIX REMIS	OBJECTIF VISÉ
Tirage effectué dans le cadre de la campagne Défi Climat 2012, au mois de juin 2012.	3 chèques-cadeaux d'une valeur de 100 \$ chez Mountain Equipment Co-op	Encourager le personnel du DPCP à participer à la campagne de sensibilisation et de mobilisation à la lutte aux changements climatiques au Québec.

P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013 :

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS DE LA CAMPAGNE	NOM DE LA FIRME	DATE	OBJECTIFS
Prix de la justice du Québec 2012	20 625,06 \$	CSPQ Publi Griffé Québec Municipal Funio	Septembre 2012 au 30 novembre 2012	Rendre hommage aux citoyens qui se dévouent pour améliorer la justice.
Rendez-vous avec la justice 2012	335,00 \$	PJJ Productions Inc.	Mai 2012	Capsule promotionnelle pour la semaine des Rendez-vous avec la justice
Publicité avocat émérite	360,00 \$	Le Barreau	Octobre 2012	Parution des avocats émérites dans le Soleil

- P.12** POUR 2012-2013, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :
- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
 - B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
 - C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

Programme : Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones
Montant global : 985,6 k\$
Direction ou organisme qui en a la gestion : DGSJR

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
Aider les autochtones faisant l'objet d'accusations ou étant victime ou témoin dans le cadre d'une procédure judiciaire à mieux comprendre la nature de l'accusation portée contre un individu ou les droits d'une victime de même que la philosophie et le fonctionnement du système de justice pénal, et s'il y a lieu d'obtenir les services d'un avocat.	Les Services parajudiciaires autochtones du Québec	985,6 k\$ Selon l'Entente avec le ministère fédéral de la Justice, ce dernier contribue pour la moitié du montant.

Programme : *Lutte contre l'homophobie*
Montant versé en 2012-2013 : 137 788 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Bureau de la sous-ministre (Bureau de lutte contre l'homophobie)
Note : Les montants indiqués sont des versements effectués en 2012-2013 pour des subventions accordés en 2011-2012. Le MJQ n'a pas encore octroyé de nouvelles subventions pour l'année courante. Un appel de projets a été lancé le 6 décembre 2012. Les projets retenus seront annoncés en mars 2013.

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Ouverture et inclusion	Projet Changement – Centre communautaire pour aînés	6 000 \$
Pour une acceptation des LGBT québécois et québécoises d'origine africaine et caribéenne dans leur communauté culturelle	Arc en ciel d'Afrique	2 790 \$
Projet de lutte contre l'homophobie	La Fondation de la tolérance	6 200 \$
Alliées Alliés	Gris-Québec	4 500 \$
Milieus défavorisés : déconstruire l'homophobie ça commence à l'école	GRIS-Montréal	6 112 \$
Nous et la loi	Conseil québécois des gais et lesbiennes	10 755 \$
La santé des lesbiennes : l'impact et les conséquences de la lesbophobie sur notre santé	Centre de solidarité lesbienne	7 425 \$
Tournée provinciale du cinéma forum H... muet	Mise au jeu, animation théâtrale et dynamique de groupe	5 422 \$
Démystification de l'homosexualité auprès des parents et des proches des jeunes et hommes homosexuels et bisexuels en processus d'acceptation et de sortie.	RÉZO	6 200 \$
Exposition Trans-Egeria Québec	Aide aux transsexuels et transsexuelles du Québec	5 955 \$
Néocapsules	Le Néo	6 195 \$
Reflet d'Alliances – Phase 2	Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuels-les de l'Abitibi - Témiscamingue	10 488 \$
Groupes de soutien du GRIS – Mauricie / Centre-du-Québec	Groupe régional d'intervention sociale (GRIS) – Mauricie/Centre - du - Québec	3 380 \$
Et moi? Comment ça va ?	Centre de prévention du suicide C.P.S.	5 000 \$
Développer des interventions pédagogiques pour aborder l'homophobie dans les écoles secondaires de la Montérégie : une expertise communautaire	Jeunes adultes gai-e-s (J.A.G.)	15 512 \$
Registre québécois des actes homophobes	Gai Écoute inc.	15 000 \$
Agent de mobilisation pour le milieu de vie sécuritaire	Coalition jeunesse montréalaise de lutte contre l'homophobie	6 200 \$
Colloque sur les réalités GLBT au Québec	GLBT Québec	4 962 \$

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Recherche sur les réalités des personnes de minorités sexuelles en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine	Femmes en mouvement	4 500 \$
Trans'solidaires contre la violence	Cactus Montréal	5 192 \$
TOTAL :		137 788 \$

Programme : *Lutte contre l'homophobie*
Montant global : 136 713 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Bureau de la sous-ministre (Bureau de lutte contre l'homophobie)
NOTE: LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ÉVALUE LES PROJETS REÇUS. AUCUNE SOMME N'A ENCORE ÉTÉ ATTRIBUÉE.

Programme : Mesures en matière de justice en milieu autochtone – subventions diverses
Montant global : 441 800 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction des orientations et politiques (Bureau des affaires autochtones)

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
La subvention annuelle accordée à la Société Makivik vise deux volets. Le premier consiste à permettre l'embauche de deux coordonnateurs régionaux ayant pour mandat de promouvoir et de favoriser le développement et la mise en œuvre de structures communautaires en matière de justice auprès de dix (10) communautés inuites. Ils ont également pour responsabilité de collaborer au développement de partenariats entre les organismes régionaux actifs dans les domaines pénaux et sociaux interpellés dans le traitement de la criminalité dans le but de favoriser des actions conjointes et concertées. Le deuxième consiste à soutenir les dix (10) comités de justice, implantés dans autant de communautés, en assumant l'embauche à temps partiel d'un coordonnateur local et leurs frais de fonctionnement, incluant la formation et la rémunération des membres. Notons que chaque comité est indépendant mais leurs interventions et leurs approches sont relativement similaires. Les budgets octroyés aux communautés sont déterminés par la Société Makivik, suivant les besoins particuliers et les réalités sociales et démographiques de chacun des villages.	La Société Makivik	50 000 \$
<p>Ce budget permet le soutien financier de 2 projets : le processus de justice communautaire Atikamekw (projet actif auprès de la clientèle adulte et visant la promotion de la résolution pacifique des conflits par l'entremise de groupes de citoyens désignés comme Conseils de sages) et le Système d'intervention d'autorité Atikamekw (un processus d'intervention dans les situations de jeunes délinquants et lorsque le développement d'un enfant ou d'un jeune est compromis).</p> <p>Ce budget permet d'une part l'embauche d'une coordonnatrice des Conseils de sages, ayant pour responsabilité de maintenir dans les communautés atikamekws (Wemotaci et Manawan) les structures communautaires de même que d'assurer le secrétariat lié à la préparation et au traitement des dossiers. D'autre part, le financement permet de soutenir les deux conseils de sages, implantés dans autant de communautés, en assumant leurs frais de fonctionnement, incluant la formation et la rémunération des membres. Notons que chaque comité est indépendant, mais leurs interventions et leurs approches dans la gestion des cas sont relativement similaires.</p>	Le Conseil de la Nation Atikamekw	115 065 \$
<p>Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet et d'une assistante dont le principal mandat consiste à faire la promotion auprès de la communauté de modes de résolution alternatifs, d'assister les demandeurs et les personnes responsables des médiations, de préparer et de faire le suivi des dossiers et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres.</p> <p>De ce montant, 30 320 \$ seront attribués pour la tenue d'un séminaire. Les objectifs sont de divers ordres : présentation et échanges portant sur le programme de tribunal spécialisé en matière de violence conjugale au Yukon, formation sur l'intervention auprès des personnes vivant des problèmes relationnels, des traumatismes de l'enfance ou d'autres ordres, des problèmes de dépendance aux drogues ou à l'alcool. Cette activité regroupera les représentants de plus de six (6) nations actives en matière de justice communautaire et d'autres intervenants</p>	Le Conseil des Mohawks de Kahnawake	67 944 \$

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
autochtones, dont les conseillers parajudiciaires.		
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet dont le principal mandat consiste à coordonner les activités du comité de justice et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres.	Le Conseil des Mohawks d'Akwesasne	23 575 \$
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet dont le principal mandat consiste à coordonner les activités du comité de justice et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres.	La Nation naskapie de Kawawachikamach	20 000 \$
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet dont le principal mandat consiste à coordonner les activités du comité de justice et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres.	Le Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	29 723 \$
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet dont le principal mandat consiste à coordonner les activités du comité de justice et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres. De ce montant, 4 925 \$ seront attribués pour la tenue d'une session de formation pour la rédaction de rapports de type Gladue. L'objectif principal de cet événement est d'outiller la dizaine de participants atikamekws afin qu'ils puissent, lorsque les circonstances se présenteront, compléter des rapports et exposer au tribunal des pistes de solution quant aux besoins de l'accusé. Le vocable « Gladue » réfère à une décision rendue en 1999 par la Cour Suprême qui interprétait pour la première fois l'alinéa 718.2e) du <i>Code criminel</i> . Précisons que l'objectif de cet article a pour but de remédier indirectement au problème de surreprésentation des autochtones dans les prisons et à encourager le juge à adopter une approche corrective lors du prononcé de la sentence.	Le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	46 075 \$
Cette subvention annuelle permet l'embauche de deux personnes responsables d'une part de mettre en place des mesures pouvant améliorer les relations et la collaboration entre les membres de la collectivité et les intervenants du système judiciaire et d'autre part un programme de justice communautaire culturellement adapté aux besoins des victimes, des contrevenants et de la population en général.	Le Conseil de bande de Lac-Barrière	35 000 \$
Ce projet vise à financer une réflexion qui sera effectuée par le RÉSEAU pour évaluer l'opportunité de mettre en place un projet de justice communautaire dans la grande région de Montréal. Trois phases seront nécessaires à l'évaluation : consultation des acteurs sociojudiciaires et judiciaires, évaluation et élaboration des scénarios plausibles afin de répondre aux besoins identifiés en tenant compte de la réalité du milieu urbain et du milieu judiciaire, établissement des priorités d'intervention basées sur les besoins identifiés, le modèle et les protocoles de collaboration nécessaires. Si les résultats des travaux annoncent un avenir prometteur au projet, le financement pourrait être reconduit dans les années à venir afin de soutenir le projet et de démarrer les activités.	RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	29 480 \$

Programme : Coordination en matière de justice au sein de l'association « Femmes Autochtones du Québec inc. »

Montant global : 60 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction des orientations et politiques (Bureau des affaires autochtones)

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
Cette subvention annuelle permet l'embauche d'une personne responsable des dossiers touchant des questions liées à la justice de même que ceux visant l'administration de la justice. Le mandat principal de la coordonnatrice consiste à susciter, particulièrement auprès des femmes autochtones, une réflexion quant aux besoins et aux enjeux liés aux questions visant le droit (divorce, adoption...) et l'administration de la justice. Également, il vise à évaluer, de concert avec divers organismes, les orientations pouvant être mises en œuvre en vue d'assurer des services d'aide et d'accompagnement auprès des personnes victimes de violence familiale et d'actes criminels et de promouvoir la diffusion d'information juridique.	Femmes Autochtones du Québec inc.	60 000 \$

Programme : Non applicable

Montant global : 15 960 507 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : BAVAC

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
Financement en mission globale	CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	944 390 \$
Financement en mission globale	CAVAC du Bas-Saint-Laurent	857 900 \$
Financement en mission globale	CAVAC Centre-du-Québec	584 600 \$
Financement en mission globale	CAVAC Côte-Nord	665 500 \$
Financement en mission globale	CAVAC de l'Estrie	810 860 \$
Financement en mission globale	CAVAC de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine	607 390 \$
Financement en mission globale	CAVAC de Lanaudière	977 400 \$
Financement en mission globale	CAVAC des Laurentides	677 280 \$
Financement en mission globale	CAVAC de Laval	666 170 \$
Financement en mission globale	CAVAC de la Mauricie	1 104 000 \$
Financement en mission globale	CAVAC de la Montérégie	992 320 \$
Financement en mission globale	CAVAC de Montréal	1 834 940 \$
Financement en mission globale	CAVAC du Nunavik	701 680 \$
Financement en mission globale	CAVAC de l'Outaouais	963 850 \$
Financement en mission globale	CAVAC de Québec	768 470 \$
Financement en mission globale	CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	851 047 \$
Financement en mission globale	CAVAC Cri	387 840 \$
Financement en mission globale	Association des familles de personnes assassinées ou disparues	185 010 \$
Financement en mission globale	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	150 000 \$
Financement en mission globale	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	420 700 \$
Financement en mission globale	S.O.S. violence conjugale	809 160 \$

Voir la question PCAQ.88 et la P.79.

Programme : Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels
Montant global : 637 466 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : BAVAC

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
Référence policière	CAVAC Centre-du-Québec	111 700 \$
Référence policière	CAVAC de la Mauricie	24 706 \$
Référence policière	CAVAC de la Montérégie	29 160 \$
Référence policière	CAVAC de Montréal	233 200 \$
Référence policière	CAVAC de Québec	69 500 \$
Référence policière	CAVAC de l'Outaouais	110 200 \$
Référence policière	CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	59 000 \$

Voir la question PCAQ.88 et la P.80.

Programme : *Lutte contre l'homophobie*
Montant versé en 2012-2013 : 137 788 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Bureau de la sous-ministre (Bureau de lutte contre l'homophobie)

Note : Les montants indiqués sont des versements effectués en 2012-2013 pour des subventions accordés en 2011-2012. Le MJQ n'a pas encore octroyé de nouvelles subventions pour l'année courante. Un appel de projets a été lancé le 6 décembre 2012. Les projets retenus seront annoncés en mars 2013.

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Ouverture et inclusion	Projet Changement – Centre communautaire pour aînés	6 000 \$
Pour une acceptation des LGBT québécois et québécoises d'origine africaine et caribéenne dans leur communauté culturelle	Arc en ciel d'Afrique	2 790 \$
Projet de lutte contre l'homophobie	La Fondation de la tolérance	6 200 \$
Alliées Alliés	Gris-Québec	4 500 \$
Milieus défavorisés : déconstruire l'homophobie ça commence à l'école	GRIS-Montréal	6 112 \$
Nous et la loi	Conseil québécois des gais	10 755 \$

PROJET	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
	et lesbiennes	
La santé des lesbiennes : l'impact et les conséquences de la lesbophobie sur notre santé	Centre de solidarité lesbienne	7 425 \$
Tournée provinciale du cinéma forum H... muet	Mise au jeu, animation théâtrale et dynamique de groupe	5 422 \$
Démystification de l'homosexualité auprès des parents et des proches des jeunes et hommes homosexuels et bisexuels en processus d'acceptation et de sortie.	RÉZO	6 200 \$
Exposition Trans-Egeria Québec	Aide aux transsexuels et transsexuelles du Québec	5 955 \$
Néocapsules	Le Néo	6 195 \$
Reflet d'Alliances – Phase 2	Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuels-les de l'Abitibi - Témiscamingue	10 488 \$
Groupes de soutien du GRIS – Mauricie / Centre-du-Québec	Groupe régional d'intervention sociale (GRIS) – Mauricie/Centre - du - Québec	3 380 \$
Et moi? Comment ça va ?	Centre de prévention du suicide C.P.S.	5 000 \$
Développer des interventions pédagogiques pour aborder l'homophobie dans les écoles secondaires de la Montérégie : une expertise communautaire	Jeunes adultes gai-e-s (J.A.G.)	15 512 \$
Registre québécois des actes homophobes	Gai Écoute inc.	15 000 \$
Agent de mobilisation pour le milieu de vie sécuritaire	Coalition jeunesse montréalaise de lutte contre l'homophobie	6 200 \$
Colloque sur les réalités GLBT au Québec	GLBT Québec	4 962 \$
Recherche sur les réalités des personnes de minorités sexuelles en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine	Femmes en mouvement	4 500 \$
Trans'solidaires contre la violence	Cactus Montréal	5 192 \$
TOTAL :		137 788 \$

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2012-2013 (RÉEL 8 MOIS) (1)
04-01-E3	Recouvrements de tiers	99 160 \$
04-01-H1	Actes judiciaires	22 612 132 \$
04-01-H2	Actes juridiques	23 693 015 \$
04-01-M8	Accès à l'information	(27 \$)
04-01-R0	Amortissement des revenus reportés- Immobilisations	12 551 \$
04-01-01	Formules et documents	423 323 \$
04-02-07	Gains sur fluctuation de change	15 \$
04-03-02	Dépôts et cautionnements	500 \$
04-03-06	Infractions au Code de la sécurité routière	38 924 787 \$
04-03-07	Infractions au Code criminel	7 976 762 \$
04-03-17	Infractions à diverses lois	16 251 034 \$
04-03-27	Frais – chèques sans provision	105 \$
04-04-01	Recouvrement - Dépenses d'années antérieures	27 339 \$
04-04-04	Recouvrement - Rémunération	34 573 \$
04-04-32	Surplus – fonds spéciaux et organismes	35 185 \$
06-04-AO	Conseillers juridiques auprès des autochtones	264 847 \$
06-04-H5	Informations concernant les sentences	27 689 \$
06-04-H6	Enregistrement des actions en divorce	19 173 \$
06-04-J7	Mesures québécoises de justice familiale (2)	228 130 \$
06-04-25	Aide juridique	18 133 333 \$
TOTAL REVENUS		128 763 626 \$

NOTE :

- (1) REVENUS DE 2012-2013 COMPTABILISÉS DU 1^{ER} AVRIL AU 30 NOVEMBRE 2012
- (2) REVENU DE 2012-2013 (8 MOIS) (228 130 \$) INSCRIT, MAIS NON COMPTABILISÉ AUX ÉTATS FINANCIERS. LE REVENU ESTIMÉ ANNUEL (342 200 \$) SERA COMPTABILISÉ EN FIN D'EXERCICE

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2012-2013 (DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 NOVEMBRE 2012)
Revenus autonomes	Inscriptions et consultations au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM)	21 530 857 \$
Revenus autonomes	Registre des lobbyistes	33 572 \$
Revenus autonomes	Service de certification (ICPG)	188 754 \$
Revenus autonomes	Registre des commissaires à l'assermentation	384 687 \$
Revenus autonomes	Registre des lettres patentes foncières	3 864 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2012-2013
04-03-AJ	INFRACTIONS – CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	1 148 \$
TOTAL REVENUS		1 148 \$

NOTE: (1) DONNES DE 2012-2013 ÉTABLIES EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012. CERTAINS MONTANTS N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ COMPTABILISÉS AU FAVAC.

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2012-2013
540336	CONTRIBUTIONS PÉNALES 10 \$	11 090 975 \$
540315	SURAMENDES COMPENSATOIRES	1 663 695 \$
540316	CONTRIBUTIONS PÉNALES	2 880 \$
540318	PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	1 250 000 \$
5403150203	SURAMENDES COMPENSATOIRES (15 % ADOLESCENT)	5 915 \$
TOTAL REVENUS		14 099 305 \$

NOTE: (1) DONNES DE 2012-2013 ÉTABLIES EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012. CERTAINS MONTANTS N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ COMPTABILISÉS AU FAVAC.

P.14 POUR 2011-2012 ET 2012-2013, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2009-2010 ET 2010-2011.

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES

	30 NOVEMBRE 2012 \$ MILLIONS
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	156,7 \$
REVENUS	90,5 \$
RECETTES	82,1 \$
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	157,8 \$

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

L'arrivée d'un nombre important de nouveaux jugements à la fin de l'année financière 2011-2012 ainsi qu'au début de l'année financière 2012-2013 a causé une augmentation du nombre de demandes de la clientèle. Nous avons consacré des efforts importants au niveau du service à la clientèle et au traitement des nouveaux jugements en plus de poursuivre les processus d'exécution déjà en cours.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES / REVENUS

	30 novembre 2012 en %
	RÉSULTATS OBTENUS
INFRACTIONS	99,7 %
PERCEPTION	85,4 %
TOTAL DU BIA	90,8 %

P.15 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES

LES RÉALISATIONS 2012-2013

- Refonte du site Internet MJQ (Dossier d'affaires terminé)
- Outil de rédaction législative (Dossier d'affaires terminé)
- Système de gestion intégré des dossiers juridiques (Dossiers d'affaires en cours)
- Trousse des petites créances phase 2 (Dossier d'affaires terminé)
- Service de médiation familiale (Dossiers d'affaires en cours)
- Optimisation des appels dans les greffes locaux (Dossier d'affaires terminé)
- Cumulateur de temps (Réalisation en cours)
- Intranet de la Cour supérieure (Réalisation en cours)
- SIRA – Intervenant, compteurs et CRA (Réalisation en cours)
- CCC – Panier 3 (Réalisation en cours)
- Implantation SGR-2 (Réalisation en cours)
- Gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre (GPMO) (Réalisation complétée)
- Gestion intégré des documents (Dossier d'affaires terminé)
- Plan de continuité des services dans les palais de justice (Dossier d'affaires terminé)
- Mitigation (Réalisation en cours)
- Gestion des identités et des accès (Réalisation en cours)
- Normalisation des postes de travail (En attente de la levée du moratoire par le Dirigeant principal de l'information)
- Mitigation de la plateforme centrale (Dossier d'affaires en cours)
- Mise à niveau des infrastructures technologiques (Réalisation en cours)

FONDS DES REGISTRES

Les réalisations de l'année 2012-2013

- Pour tous les systèmes de la Direction des registres et de la certification :
 - ✓ Rapport de gestion de la performance du système de téléphonie IP;
 - ✓ Réalisation des travaux de conformité aux cartes de paiement (PCI);
 - ✓ Réalisation d'une partie des travaux de conformité aux standards d'accessibilité des sites Web (SGQRI 008-01 et analyse d'impacts des 2 autres normes;
 - ✓ Réalisation des travaux d'analyse visant l'optimisation du processus de gestion de la relation clientèle (définition de la portée et de la priorité de développement des projets en fonction des besoins d'affaires);
 - ✓ Début des travaux de bonification du système de gestion des données clientèle et d'intégration au système téléphonique.
- Pour le RDPRM :
 - ✓ Début des travaux reliés à la mise en place d'une prestation électronique pour la livraison numérique des extrants;
 - ✓ Ajustements de l'application suite à l'ajout et au retrait de natures de droit;
 - ✓ Mise en place de mécanismes de détection des réquisitions «à caractère douteux»;
 - ✓ Réalisation des travaux de stabilisation suite à l'implantation du projet de modernisation du RDPRM Phase 2 (en novembre 2011);
 - ✓ Finalisation de certains travaux d'intégration suite à l'implantation des services communs à la DRC.
- Pour le registre des lobbyistes :
 - ✓ Amélioration de l'outil qui facilite la sélection des institutions visées lors d'une inscription
 - ✓ Implantation d'un outil de vérification de la configuration lors de l'expédition électronique des formulaires;
 - ✓ Mise en place un système automatisé de rappels (ex. : déclaration ou avis non reçu 30 jours après l'acceptation d'un projet);
 - ✓ Automatisation des processus de vigie et de mise à jour de la liste des institutions visées.
- Pour le registre des commissaires à l'assermentation :
 - ✓ Début des travaux de modification du formulaire de première demande ou de renouvellement;
 - ✓ Automatisation de la gestion des refus.
- Pour le registre des lettres patentes foncières :
 - ✓ Assurer les travaux de support opérationnels.
- Pour le service de certification (ICPG) :
 - ✓ Mise à niveau des logiciels de l'ICPG (migration à Truepass 8.1, migration PKI – Security Manager 8.1 pour le certificat et les répertoires);
 - ✓ Début des travaux de migration de l'infrastructure logicielle utilisée par la SAAQ.
- Pour les infrastructures technologiques :
 - ✓ Finalisation de l'implantation de la solution de stockage de l'information numérique (SAN);

- ✓ Changement de fournisseur Internet et utilisation des adresses IP en conformité avec les exigences gouvernementales;
 - ✓ Choix du fournisseur pour l'hébergement du site de relève;
 - ✓ Mise à niveau des bastions (pare-feu);
 - ✓ Mise en place d'une solution de prévention d'intrusion IPS;
 - ✓ Migration à la nouvelle version du système d'exploitation Linux;
 - ✓ Migration à la nouvelle version du logiciel de gestion des courriels (Exchange 2010) et de la solution d'accès à distance (VPN)
 - ✓ Débuter des travaux pour une solution d'audit continu avec le logiciel «Deep discover»;
 - ✓ Rehaussement des composantes réseautiques;
 - ✓ Mise en place d'une solution d'analyse et corrélation des événements de sécurité (avec le logiciel Arcsight);
 - ✓ Optimisation de certaines composantes de l'environnement de production.
- Pour le programme de transformation organisationnelle des services de Justice (TOJ) :
 - ✓ Réalisation de 123 ateliers de travail pour la définition et la validation des besoins d'affaires pour les volets criminel et pénal;

Le MJQ n'a reçu aucune somme du fonds de suppléance du Conseil du trésor en regard des projets de la réserve ministérielle pour projets informatiques.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE - RÉSEAU

Régions	2011-2012 Phase 12	2010-2011 Phase 11	2009-2010 Phase 10
Abitibi-Témiscamingue	23 502	19 995	27 799
Bas St-Laurent-Gaspésie	32 923	70 040	41 062
Côte-Nord	7 450	24 808	28 078
Estrie	30 849	35 802	24 575
Laurentides-Lanaudière	41 002	80 498	58 699
Mauricie-Bois-Francs	32 380	56 711	42 310
Montréal	130 429	240 644	75 301
Outaouais	21 313	83 401	30 454
Québec	34 732	83 095	57 718
Rive-Sud	63 552	82 051	61 697
Saguenay-Lac St-Jean	44 409	43 261	35 473
CSJ	41 485	60 823	40 602
Total	504 026 \$	881 129 \$	523 768 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET
Mise à jour des salles de serveurs et infrastructure réseau	Ce projet consiste principalement à mettre à niveau les salles des serveurs de Québec et de Montréal. Les travaux consistent principalement à consolider et maintenir à jour les composantes et l'infrastructure du réseau informatique.
PVÉ - Procès verbal électronique	Ce projet vise à permettre aux juges et à leurs adjointes de saisir les informations des procès verbaux et ainsi éviter les multiples saisies. Une première étape consistera à la conception d'un prototype pour la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM) et le volet « Conciliation ». Actuellement, le procès verbal version électronique pour la CETM est disponible et en production.
GDN – Gestion du dossier numérique	Ce projet est préparatoire à la mise en œuvre du dossier numérique au TAQ. Les principaux travaux consistent à identifier les opportunités ou pistes de solutions pouvant permettre l'utilisation du dossier en version électronique dans nos activités quotidiennes. La réalisation du projet pilote avec le CETM est complétée. Le Tribunal a mis en place l'infrastructure technologique requise et a débuté la numérisation des dossiers pour la CETM.
État de situation et suivi des dossiers	Ce projet vise l'uniformisation des informations destinées aux divers intervenants et la production de divers rapports de gestion pour soutenir les opérations du TAQ. Ce projet est en phase de finalisation.
Révision TAQ-I-Mètre et de l'information de gestion	Ce projet permet une révision du TAQ-I-Mètre du TAQ ainsi que de l'information de gestion utile à la haute direction pour planifier ses opérations quotidiennes.

Modernisation des TI	En relation avec la Loi cadre 133, ce projet cible la modernisation des systèmes du TAQ. Plusieurs opérations sont actuellement réalisées manuellement et nécessiteront l'utilisation des technologies de l'information pour assurer la pérennité du service. L'étude d'opportunité d'arrimage avec SISTA est complétée et une seconde validation sera réalisée par le Tribunal.
Sécurité de l'information - Plan d'action	En relation avec la Loi cadre 133 et compte tenu des travaux à réaliser dans les divers projets, le Tribunal doit mettre en place les éléments structurants pour soutenir la gouvernance en matière de sécurité de l'information. Les principales activités ont consisté à la définition et à l'actualisation du plan opérationnel.
Mise en place du Bureau de projets	En relation avec la Loi cadre 133, il s'agit de mettre en place les fonctions d'un bureau de projets en considérant la nature des projets du TAQ, des compétences du personnel informatique et de sa clientèle ainsi que de la vision technologique des charges administratives et opérationnelles que le Service des technologies de l'information (STI) devra considérer au cours des prochaines années.
Architecture d'entreprise	En relation avec la Loi cadre 133, ce projet vise à doter le TAQ d'une architecture d'entreprise. La phase de définition de l'architecture actuelle est complétée.
Méthodologie de développement	Ce projet vise à mettre en place une méthodologie de développement adaptée au contexte du TAQ. Il est présentement suspendu en relation avec l'étude d'opportunité d'arrimage avec le système SISTA.

P.16 ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU SYSTÈME INTÉGRÉ D'INFORMATION DE JUSTICE (SIIJ) POUR 2012-2013, EN COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES PRÉCÉDENTES. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATES PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTAL DU SYSTÈME. INDICER LES SOMMES PRÉVUES EN 2012-2013.

- De mai à septembre 2011, en parallèle avec le développement des projets du SIIJ, constats des problèmes quant au rythme d'avancement ainsi que des efforts à fournir et révision des projets sur la suite à donner.
- À compter d'octobre 2011, arrêt des travaux du projet JuLien et début d'une étude de repositionnement visant à identifier la solution organisationnelle et technologique optimale et conforme aux exigences de la Loi 133 et sa Politique-cadre, tout en prenant en considération les différents actifs informationnels déjà développés dans le projet SIIJ.
- Projet SIIJ suspendu le 1^{er} mars 2012 :
 - Résiliation des contrats ;
 - Poursuite des travaux du projet Sentinelle sous la gouvernance du ministère de la Sécurité publique ;
 - Poursuite du mandat de repositionnement du projet JuLien.
- La solution actuellement recommandée pour le volet criminel et pénal repose sur les principes de la vision gouvernementale en matière de ressources informationnelles ainsi que sur ceux préconisés dans la Loi 133 et sa Politique-cadre. Cette solution comporte plusieurs projets autoportants, d'où l'appellation : Programme de transformation organisationnelle des services de justice «Programme TOJ». Le Programme TOJ sera soumis aux étapes prévues à la Politique-cadre et à la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et fera l'objet d'un dossier de présentation stratégique qui sera soumis pour autorisation du Conseil du trésor en vue de réaliser les travaux de la prochaine étape.

En 2012-2013, aucun budget n'est alloué au projet SIIJ puisqu'il n'existe plus sous cette forme. Les sommes dépensées jusqu'à la fermeture du projet apparaissent dans le tableau ci-dessous :

<i>En milliers de dollars</i>	Julien	Sentinelle	TOTAL
Études et travaux avant démarrage du projet	9 307	6 740	16 047
2007-2008	1 602	1 007	2 609
2008-2009	6 916	4 172	11 088
2009-2010	7 576	5 188	12 764
2010-2011	6 847	5 632	12 479
2011-2012	7 591	13 575	21 166
Total	39 839	36 314	76 153

P.17 POUR 2012-2013, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2012-2013
Prolongation invalidité	2
Handicap	1
Prolongation retour progressif	1
Religieux*	5
TOTAL	9

NOTE :

Accommodements du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012

- **Prolongation d'invalidité :**
 - Octroi d'un congé sans traitement au terme duquel l'employé devra fournir un rapport médical complet (avril 2012 à avril 2013)
 - Succession d'un congé d'invalidité en congé pour grossesse, puis en invalidité (12-01-2012 à 31-12-2012)
- **Handicap :** Entente d'encadrement de retour au travail (novembre 2012 à novembre 2014)
- **Retour progressif :**
 - À la suite de l'écoulement des 104 semaines d'invalidité prévues à la convention collective (1^{er} octobre 2012 au 21 décembre 2012)
- **Religieux :**
 - *3 à 4 fois par année, il y a des demandes de congés pour des fêtes religieuses.
 - Demande d'une employée de ne pas prendre d'heure de dîner durant la période du ramadan et lui permettre de quitter une heure plus tôt à la fin de sa journée.

P.18 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ D’EXPERTS POUR ÉVALUER LA VIABILITÉ DU PROJET D’UNE ASSURANCE JURIDIQUE ÉTENDUE. INDiquer LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. LE CAS ÉCHÉANT, DÉTAILLER LES TRAVAUX MENÉS. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA ET LE CAS ÉCHÉANT, LE PLAN D’ACTION POUR 2013-2014.

**RENCONTRES DU COMITÉ D’EXPERTS POUR ÉVALUER LA VIABILITÉ DU PROJET
D’UNE ASSURANCE JURIDIQUE ÉTENDUE**

NOMBRE DE RENCONTRES EN 2012-2013 :

* Les participants oeuvrent bénévolement au sein de ce comité. Le ministère de la Justice débourse les frais de déplacement pour les deux co-présidents. Le coût total, pour l'ensemble des travaux, se chiffrait à 431,10 \$ au 30 novembre 2012.

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES
20 avril 2012	Montréal	Me Pierre Gagnon, Me Stéphanie Poulin, Me Me Diane Bélanger, Monsieur Pierre Boucher; Me Céline Daigle; Me Dyane Perreault; Me Robert-E. Deschênes; Monsieur Yves Desmarais; Me Pierre Nadeau Me Robert Laniel
18 mai 2012	Montréal	Me Pierre Gagnon, Me Stéphanie Poulin, Me Me Diane Bélanger, Me Céline Daigle; Me Dyane Perreault; Me Robert-E. Deschênes; Monsieur Yves Desmarais; Me Robert Laniel
5 juin 2012	Visioconférence (Montréal et Québec)	Me Pierre Gagnon, Me Stéphanie Poulin, Monsieur Pierre Boucher; Me Céline Daigle; Me Dyane Perreault; Me Robert-E. Deschênes; Monsieur Yves Desmarais; Me Pierre Nadeau; Me Robert Laniel
11 juillet 2012	Visioconférence (Montréal et Québec)	Me Pierre Gagnon, Me Stéphanie Poulin, Me Me Diane Bélanger, Monsieur Pierre Boucher; Me Dyane Perreault; Me Robert-E. Deschênes; Monsieur Yves Desmarais; Me Pierre Nadeau; Me Robert Laniel

P.19 INDIQUER LES DÉMARCHES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RÉFLEXION SUR LA CONCENTRATION DES CAUSES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET LA RÉPARTITION DES JUGES ENTRE LES RÉGIONS, ET LE CAS ÉCHÉANT, LE DÉTAIL SUR LES TRAVAUX MENÉS ET LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2013-2014.

La Cour du Québec est soucieuse de maintenir l'équilibre des ressources entre toutes les régions du Québec et s'emploie à réaliser cet exercice annuellement.

DATES	DÉTAIL SUR LES ÉTAPES
29 septembre 2011	Dépôt à l'Assemblée nationale de l'Avant-projet de loi instituant le nouveau Code de procédure civile.
17, 18, 19, 20, 31 janvier, 1 ^{er} et 2 février 2012	Consultation générale portant sur l'Avant-projet de loi instituant le nouveau Code de procédure civile par la Commission des institutions de l'Assemblée nationale.
À COMPTER DE FÉVRIER 2012	Examen et analyse par le ministère de la Justice des diverses propositions exprimées lors de la consultation générale.

P.21 VENTILATION DES BUDGETS 2011-2012 ET 2012-2013 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.

Budget alloué au Conseil de la magistrature pour le perfectionnement des juges en 2012-2013

En vertu du décret 709-2005 du 3 août 2005, le montant annuel au-delà duquel l'approbation du ministre de la Justice est requise pour que le Conseil puisse faire des dépenses additionnelles dans l'application de la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant le perfectionnement des juges est fixé à 1 176 400 \$.

Depuis 2007-2008, des crédits additionnels de l'ordre de 30 300 \$ sont accordés pour le perfectionnement de juges ainsi que des crédits additionnels de 31 000 \$ pour l'ajout de dix nouveaux juges en 2012-2013. Ceci porte donc le budget en perfectionnement à 1 237 700 \$.

Activités de perfectionnement	669 794,30 \$
-------------------------------	---------------

P.22 VENTILATION DES BUDGETS 2011-2012 ET 2012-2013 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L’ACHAT ET L’INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.

	2012-2013 Dépenses estimées		
	CA	CS	CQ
Ordinateur	6,000 \$	20,900 \$	39,600 \$
Appareil Blackberry + accessoire	0 \$	0 \$	0 \$
Dictaphone	0 \$	3,000 \$	4,250 \$

P.23 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 DÉCEMBRE 2012, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDICUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE EN INDICQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDICQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE)
NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION
AU 31 DÉCEMBRE 2012

RÉGIONS	JUGE PUÎNÉ					JUGE SUPPLÉANT	
	Chambres	H	F	Postes vacants	Date de libération du poste	H	F
Abitibi-Témiscamingue	9	4	5	0		0	0
Estrie	16	9	7	2	01-08-2012	3	0
Laval-Laurentides-Lanaudière	35	24	11	3	01-08-2012, 01-11-2012	4	1
Mauricie-Bois-Francis	13	10	3	0		0	0
Outaouais	11	6	5	3	01-08-2012	3	0
Saguenay-Lac-St-Jean	10	7	3	0		3	0
Montréal	83	46	37	3	22-06-2012, 01-08-2012, 01-11-2012	11	4
Monterégie	34	18	16	2	01-08-2012, 01-11-2012	8	1
Québec-Chaudières-Appalaches	41	27	14	1	01-11-2012	9	0
Bas-St-Laurent-Côte-Nord-IDLM	16	11	5	0		5	0
Sous-total :	268	162	106	14		46	6
TOTAL :						52	

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 DÉCEMBRE 2012 : 6 juges.

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE
DANS LA MAGISTRATURE
AU 31 DÉCEMBRE 2012

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
Chambre de la jeunesse	18	22	40
Chambre criminelle et pénale	38	20	58
Chambre civile	29	17	46
Juridiction mixte	77	47	124
Juge responsable des cours municipales			
TOTAL	162	106	268

P.24 DEPUIS LE PREMIER AVRIL 2012 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012,
COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Boudreault, Michel	Saguenay – Lac-Saint-Jean	Civile et criminelle	2012-04-05
Hughes, Scott	Montréal	Civile	2012-04-05
Poirier, Janick	Bas-St-Laurent – Côte-Nord – Gaspésie - IDLM	Civile, criminelle et jeunesse	2012-06-13
Aubé, Madeleine	Estrie	Civile	2012-06-28
Beauchesne, Julie	Estrie	Civile et criminelle	2012-06-28
Lapierre, Denis	Laval – Laurentides – Lanaudière - Labelle	Civile	2012-10-19
Lépine, Sylvain	Laval – Laurentides – Lanaudière - Labelle	Criminelle et jeunesse	2012-10-19
Gosselin, Christine	Québec – Chaudière-Appalaches	Criminelle	2012-10-19
Roux, Diane	Laval – Laurentides – Lanaudière - Labelle	Jeunesse	2012-10-19
Tremblay, Martine L.	Montréal	Civile	2012-11-15

P.25 MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012.

- A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR;
- B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.

AUCUN.

Du 1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• Plaintes reçues	60

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• Plaintes jugées non fondées	56
• Plaintes ayant conduit à l'application de l'article 267 *	2
• Plaintes devenues sans objet	0
• Plaintes retenues pour enquête	0
• Plaintes en cours d'examen	2

* Article 267 de la loi sur les tribunaux judiciaires prévoit :

Si le conseil, après l'examen d'une plainte, constate que celle-ci n'est pas fondée ou que son caractère et son importance ne justifient pas une enquête, il en avise le plaignant et le juge et leur indique ses motifs.

P.27 VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

JUGES EN SITUATION DE GESTION	2012-2013 (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)
JUGE EN CHEF	27 686,76 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	25 379,53 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	20 765,07 \$
JUGES COORDONNATEURS	18 457,84 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	13 843,38 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	11 785,50 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	13 843,38 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION	2012-2013 (FRAIS DE FONCTION)
JUGE EN CHEF	12 000 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	1 000 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000 \$
JUGES COORDONNATEURS	6 000 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000 \$

P.28 POUR 2012-2013 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR :

- LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D'APPEL;
- LES PROCUREURS DE LA COURONNE;
- LES JURISTES DE L'ÉTAT.

MINISTÈRE

Juges de la Cour du Québec et des cours municipales : 2006-2012

Année	Juge Cour du Québec	% d'augmentation salariale	Juges des cours municipales	% d'augmentation salariale
au 1 ^{er} juillet				
2011	227 488 \$	0,776 %	193 861 \$	
2012	230 723 \$	1,422 %	196 425 \$	1,323 %

Juristes de l'État

Année	Juristes de l'État	% d'augmentation salariale
Au 1 ^{er} avril		
2011	102 022 \$* (Max.)	
2012	103 557 \$*(Max.)	1,5 %

* Depuis le 1^{er} avril 2011, un niveau expert est introduit aux conditions de travail des juristes et représente 15 % du traitement maximum de l'échelle. Le juriste doit répondre aux deux conditions suivantes pour y accéder : avoir séjourné deux années au dernier échelon (18) et avoir eu un rendement satisfaisant. Cela porte le salaire du juriste à 119 090 \$ pour la période du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013.

Note : Les juges de la Cour d'appel du Québec sont nommés sous juridiction fédérale, nous ne possédons pas les données relatives à leur salaire.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Le ministère de la Justice fournira les données en ce qui concerne les juges de la Cour du Québec, des cours municipales et de la Cour d'appel ainsi que pour les juristes de l'État.

ANNEXE I

ÉCHELLE DE TRAITEMENT
915 – PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

(Taux annuels)
Heures par semaine : 35:00

Classe	Échelon	01-04-2010 au 31-03-2011	01-04-2011 au 31-03-2012	01-04-2012 au 31-03-2013	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 31-03-2015
1	1	44 384	50 607	51 113	52 007	53 047
1	2	46 252	52 737	53 264	54 196	55 280
1	3	48 200	54 957	55 507	56 478	57 608
1	4	50 230	57 271	57 844	58 856	60 033
1	5	52 344	59 683	60 280	61 335	62 562
1	6	54 548	62 196	62 818	63 917	65 195
1	7	56 845	64 814	65 462	66 608	67 940
1	8	59 239	67 544	68 219	69 413	70 801
1	9	61 733	70 387	71 091	72 335	73 782
1	10	64 332	73 351	74 085	75 381	76 889
1	11	67 041	76 438	77 202	78 553	80 124
1	12	69 863	79 658	80 455	81 863	83 500
1	13	72 805	83 012	83 842	85 309	87 015
1	14	75 869	86 506	87 371	88 900	90 678
1	15	79 065	90 149	91 050	92 643	94 496
1	16	82 394	93 944	94 883	96 543	98 474
1	17	85 862	97 899	98 878	100 608	102 620
1	18	89 478	102 022	103 042	104 845	106 942
1	19	93 245				
1	20	97 170				
1	21	101 263				

Source : Entente relative aux conditions de travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales entre le Directeur des poursuites criminelles et pénales et l'Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales 2010-2015.

915 – PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Échelon	Taux jusqu'au 2006-03-31	Taux 2006-04-01 au 2007-03-31	Taux 2007-04-01 au 2008-03-31	Taux 2008-04-01 au 2009-03-31	Taux à compter du 2009-04-01
1	40 800	41 616	42 448	43 297	44 163
2	42 518	43 368	44 235	45 120	46 022
3	44 308	45 194	46 098	47 020	47 960
4	46 174	47 097	48 039	49 000	49 980
5	48 118	49 080	50 062	51 063	52 084
6	50 144	51 147	52 170	53 213	54 277
7	52 255	53 300	54 366	55 453	56 562
8	54 455	55 544	56 655	57 788	58 944
9	56 748	57 883	59 041	60 222	61 426
10	59 137	60 320	61 526	62 757	64 012
11	61 627	62 860	64 117	65 399	66 707
12	64 222	65 506	66 816	68 152	69 515
13	66 926	68 265	69 630	71 023	72 443
14	69 743	71 138	72 561	74 012	75 492
15	72 680	74 134	75 617	77 129	78 672
16	75 740	77 255	78 800	80 376	81 984
17	78 929	80 508	82 118	83 760	85 435
18	82 252	83 897	85 575	87 287	89 033
19	85 715	87 429	89 178	90 962	92 781
20	89 324	91 110	92 932	94 791	96 687
21	93 085	94 947	96 846	98 783	100 759

Source : Conditions de travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales 2007-2010.

1. Échelles de traitement

Substitut en chef adjoint	Du 2003-04-01 au 2006-03-31	Du 2006-04-01 au 2007-03-31	Du 2007-04-01 au 2008-03-31	Du 2008-04-01 au 2009-03-31	A compter du 2009-04-01
Minimum	88 850 \$	90 627 \$	92 440 \$	94 289 \$	96 175 \$
Maximum	107 048 \$	109 189 \$	111 373 \$	113 600 \$	115 872 \$

Substitut en chef	Du 2003-04-01 au 2006-03-31	Du 2006-04-01 au 2007-03-31	Du 2007-04-01 au 2008-03-31	Du 2008-04-01 au 2009-03-31	A compter du 2009-04-01
Minimum	96 575 \$	98 507 \$	100 477 \$	102 487 \$	104 537 \$
Maximum	116 356 \$	118 683 \$	121 057 \$	123 478 \$	125 948 \$

Source: Décret 175-2006 du 22 mars 2006 – Concernant des modifications aux règles, normes et barèmes relatifs à la nomination, à la rémunération ainsi qu'aux avantages sociaux et autres conditions de travail applicables aux substituts en chef et aux substituts en chef adjoints du procureur général.

1. Échelles de traitement

Substitut en chef adjoint	Du 2010 04 01 au 2011 03 31	Du 2011 04 01 au 2012 03 31	Du 2012 04 01 au 2012 04 24	Du 2012 04 25 au 2013 03 31	Du 2013 04 01 au 2014 03 31	A compter du 2014 04 01
Minimum	96 656 \$	97 381 \$	98 355 \$	121 188 \$	123 309 \$	125 775 \$
Maximum	116 451 \$	117 324 \$	118 497 \$	146 006 \$	148 561 \$	151 532 \$

Substitut en chef	Du 2010 04 01 au 2011 03 31	Du 2011 04 01 au 2012 03 31	Du 2012 04 01 au 2012 04 24	Du 2012 04 25 au 2013 03 31	Du 2013 04 01 au 2014 03 31	A compter du 2014 04 01
Minimum	105 060 \$	105 848 \$	106 906 \$	131 724 \$	134 029 \$	136 710 \$
Maximum	126 578 \$	127 527 \$	128 802 \$	158 703 \$	161 480 \$	164 710 \$

Source: Décret 504-2012 du 16 mai 2012 – Concernant des modifications aux règles, normes et barèmes relatifs à la nomination, à la rémunération ainsi qu'aux avantages sociaux et autres conditions de travail applicables aux substituts en chef et aux substituts en chef adjoints du procureur général.

P.29 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2011-2012 ET 2012-2013, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CURRICULUM VITAE.

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN AU 30 novembre 2012

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 30 NOVEMBRE 2012	SECTION
Cormier, Louis – Armand -V.P.	141 810 \$	SAE
Bouchard, Diane	121 388 \$	SAE
Lanthier, Pierre	121 388 \$	SAE
Laverdière, Odette	121 388 \$	SAE
Reny, Gilles	121 388 \$	SAE

5

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 30 NOVEMBRE 2012	SECTION
Boutin, François	112 241 \$	STE
Lacroix, Odette	121 388 \$	STE
Lévesque, Suzanne	110 608 \$	STE
Rouleau, Yvan	121 388 \$	STE

4

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 30 NOVEMBRE 2012	SECTION
Gagnon, Guy – V.P.	148 626 \$	SAI
Bélanger, Louise	121 388 \$	SAI
Bisson, Denis	121 388 \$	SAI
Bouchard, Mario	114 927 \$	SAI
Charest, Marie	115 582 \$	SAI
Collin, Réal	121 388 \$	SAI
De Champlain, Claude	121 388 \$	SAI
De Kovachich, Hélène - présidente	178 446 \$	SAI
Dion, Jean	107 740 \$	SAI
Gosselin, Charles	121 388 \$	SAI
Goulet, Clément	121 388 \$	SAI
Goyer, Manon	121 388 \$	SAI
Lanctôt, Robert	121 388 \$	SAI
Ouellet, Gérard	121 388 \$	SAI
Pelletier, Véronique	121 388 \$	SAI
Proulx, Josée	96 255 \$	SAI
Sanche, Robert	121 388 \$	SAI
Séguin, Pierre	121 388 \$	SAI

18

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 30 NOVEMBRE 2012	SECTION
Proulx, Mathieu – V.P.	142 873 \$	SAS
Allard, Danielle	121 388 \$	SAS
Arslanian, Chahé-Philippe	121 388 \$	SAS
Beunier, Hélène	121 388 \$	SAS
Bégin, Lorraine	125 952 \$	SAS
Bergeron, Joseph-Arthur	121 388 \$	SAS
Bérubé, Suzanne	121 388 \$	SAS
Bibeau, Lise	121 388 \$	SAS
Bisson Jolin, Lina	121 388 \$	SAS
Blain, Louise	121 388 \$	SAS
Boissy, Benoit	125 952 \$	SAS
Bottino, Presha	110 153 \$	SAS
Bourgault, Richard	108 756 \$	SAS
Caron, Josée	125 952 \$	SAS
Cohen, Bernard	121 388 \$	SAS
Côté, Christine	121 388 \$	SAS
Daviault, Michel	121 388 \$	SAS
Desaulniers, Claire	121 388 \$	SAS
Ducharme, Andrée	125 952 \$	SAS
Dufour, Jean-Marc	121 388 \$	SAS
Évangéliste, Mario	107 916 \$	SAS
Gagnon, Sylvie	121 388 \$	SAS
Gariépy, Philippe M.	89 818 \$	SAS
Gonthier, Caroline	121 388 \$	SAS
Gouin, Hélène	121 388 \$	SAS
Hamel, Louise	125 952 \$	SAS
Harvey, Daniel	121 388 \$	SAS
Lacasse, Gisèle	121 388 \$	SAS
Lagueux, Daniel	121 388 \$	SAS
Landry, François	121 388 \$	SAS
Lapalme, Josée	121 388 \$	SAS
Laporte, Michel	121 388 \$	SAS
Lauzon, Judith	121 082 \$	SAS
Lavoie, Martine	121 388 \$	SAS
Le François, Lucie	121 388 \$	SAS
Légaré, Gilles	121 388 \$	SAS
Lejeune, Natalie	121 388 \$	SAS
Lemire, Suzanne	121 388 \$	SAS
Le Moyne, Yvan	118 069 \$	SAS
Lessard, Robert	121 388 \$	SAS
Leydet, Anne	121 388 \$	SAS
Marcil, Dominique	125 952 \$	SAS
Mercure, Paul	121 388 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 30 NOVEMBRE 2012	SECTION
Ouellet, Carole	110 153 \$	SAS
Phaneuf, Stella	125 952 \$	SAS
Randoin, Michèle	124 007 \$	SAS
Rivard, Huguette	121 388 \$	SAS
Sauvé, Denis	107 524 \$	SAS
Tardy, Solange	125 952 \$	SAS
Turpin, Claude	121 388 \$	SAS
Anglade, Joseph	121 388 \$	CETM (SAS)
Audet, Dominique	121 388 \$	CETM (SAS)
Audet, Jean	121 388 \$	CETM (SAS)
Borduas, Robert	121 388 \$	CETM (SAS)
Gagnon, Kathia	102 949 \$	CETM (SAS)
Rochelin, Gertrude	100 051\$	CETM (SAS)
Saucier, Médard	121 388 \$	CETM (SAS)

57

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL AU 30 novembre 2012

PRÉNOM ET NOM	SECTION
Auger, Claire	SAS
Demers, Huguette	SAS
Duchesne, Line	SAS
Carpentier, Jocelyn	SAS
Czyziw, Élizabeth	SAS
Galarneau, Louise	SAS
Roberge, Daniel	SAS
Beck, Philip	CETM (SAS)
Blain, Louise M	CETM (SAS)
Caron, Chantal	CETM (SAS)
Carpentier, Pierre	CETM (SAS)
Cournoyer, Gérard	CETM (SAS)
Courtemanche, Marcel	CETM (SAS)
Fabbro, Frank	CETM (SAS)
La Haye, André	CETM (SAS)
Labrie, Jacques	CETM (SAS)
Lacerte, Jean-François	CETM (SAS)
Lambert, Lionel	CETM (SAS)
Leblanc, Lucien	CETM (SAS)
Maltais, Louise	CETM (SAS)
Ménard, Bernard Stanley	CETM (SAS)
Nobécourt, Philippe	CETM (SAS)
Painchaud, Georges	CETM (SAS)
Roy, Louis	CETM (SAS)

PRÉNOM ET NOM	SECTION
Tremblay, Guy	CETM (SAS)
Villeneuve, André	CETM (SAS)
Forgues, Jacques	SAI

27

B. PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

En 2012-2013

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATIO N	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
Depuis l'amendement apporté à la <i>Loi sur la justice administrative</i> (projet de loi 103), les membres sont, depuis le 1 ^{er} janvier 2006, nommés selon bonne conduite.							

C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV.

En 2012-2013

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATIO N	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATIO N
Bouchard	Diane	Avocate	SAE	2012-06-04			121 388 \$
Czyziw	Élizabeth	Médecin	SAS	2012-11-26			T. partiel
Cournoyer	Gérard	Psychiatre	CETM (SAS)	2012-11-26			T. partiel
Duchesne	Line	Médecin	SAS	2012-06-04			T. partiel
Évangélise	Mario	Avocat	SAS	2012-06-18			107 916 \$
Fabbro	Franck	Psychiatre	CETM (SAS)	2012-06-18			T. partiel
Gagnon	Sylvie	Avocate	SAS	2012-06-11			121 388 \$
Gariépy	Philippe	Avocat	SAS	2012-06-18			89 818 \$
La Haye	André	Psychiatre	CETM (SAS)	2012-06-04			T. partiel
Proulx	Josée	Évaluatrice-agrée	SAI	2012-06-18			96 255 \$
Séguin	Pierre	Avocat	SAI	2012-06-18			121 388 \$
Tremblay	Guy	Médecin	SAS	2012-06-04			T. partiel

12

Curriculum vitae :

En conformité avec l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q. chapitre A-2.1), le curriculum vitae ne peut être transmis puisqu'il contient essentiellement des renseignements nominatifs.

- P. 30 POUR 2011-2012 ET 2012-2013, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER :
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
 - B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS;
 - C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. Délai moyen de réception du dossier administratif (en jours)

L'article 114 de la *Loi sur la justice administrative* mentionne que l'autorité administrative dont la décision est contestée est tenue, dans les 30 jours suivant la réception de la copie de la requête introductive du recours, de transmettre au secrétaire du Tribunal et au requérant copie du dossier relatif à l'affaire.

Section/ Matière(s)	2012-2013 Du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012	2011-2012 Du 1 ^{er} avril au 31 mars 2012
Section des affaires sociales		
Assurance automobile	30	17
Immigration	27	32
Indemnisations - Victimes d'actes criminels	40	56
Régime de rentes	25	26
Sécurité du revenu	24	23
Services de santé et de services sociaux et accidents de travail	23	22
Section des affaires immobilières		
Fiscalité municipale	22	21
Section des affaires économiques		
	19	18
Section du territoire et de l'environnement		
	35	55

2. Délai moyen de la première séance de conciliation fixée (en mois)

Section/ Matière(s)	2012-2013 Du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012	2011-2012 Du 1 ^{er} avril au 31 mars 2012
Section des affaires sociales		
Assurance automobile	4,1	5,5
Indemnisations - Victimes d'actes criminels	9,0	8,6
Régime de rentes	9,2	9,4
Sécurité du revenu	11,2	10,6
Services de santé et de services sociaux et accidents de travail	3,6	0,0
Section des affaires immobilières		
Fiscalité municipale	3,1	3,4

Expropriation	3,9	4,0
---------------	-----	-----

3. Délai moyen pour les dossiers fermés en conciliation (en mois)

Section/ Matière(s)	2012-2013 Du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012	2011-2012 Du 1 ^{er} avril au 31 mars 2012
Section des affaires sociales		
Assurance automobile	9,9	10,1
Indemnisations - Victimes d'actes criminels	14,2	13,8
Régime de rentes	6,5	7,4
Sécurité du revenu	9,7	9,2
Services de santé et de services sociaux et accidents de travail	4,2	0,0
Section des affaires immobilières		
Fiscalité municipale	0,7	0,0
Expropriation	5,2	6,1

4. Délai moyen de la première audience fixée (en mois)

Ce délai mesure le temps écoulé entre l'ouverture du dossier et la tenue de la première audience pour les dossiers fermés.

Section/ Matière(s)	2012-2013 Du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012	2011-2012 Du 1 ^{er} avril au 31 mars 2012
Section des affaires sociales		
Assurance automobile	24,2	23,2
Immigration	5,4	5,3
Indemnisations - Victimes d'actes criminels	19,4	20,1
Régime de rentes	18,5	18,5
Sécurité du revenu	23,3	24,2
Services de santé et de services sociaux et accidents de travail	7,0	9,4
Section des affaires immobilières		
Fiscalité municipale	7,7	10,1
Expropriation	32,6	30,1
Section des affaires économiques		
	5,4	4,8
Section du territoire et de l'environnement		
	9,2	5,9

5. Délai moyen du délibéré pour les dossiers fermés (en jours)

L'article 146 de la *Loi sur la justice administrative* énonce que dans toute affaire, de quelque nature qu'elle soit, la décision doit être rendue dans les trois mois suivant sa prise en délibéré.

Section/ Matière(s)	2012-2013 Du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012	2011-2012 Du 1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012
Section des affaires sociales		
Assurance automobile	57	56
Immigration	48	64
Indemnisations - Victimes d'actes criminels	53	54
Régime de rentes	46	45
Sécurité du revenu	50	47
Services de santé et de services sociaux et accidents de travail	46	50
Section des affaires immobilières		
Fiscalité municipale	36	41
Expropriation	88	64
Section des affaires économiques		
	57	55
Section du territoire et de l'environnement		
	45	69

B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS

Délai moyen de traitement total pour les dossiers fermés (en mois)

Ce délai mesure le temps écoulé entre le dépôt du recours par le requérant et le moment où son dossier est fermé à la suite d'une décision, d'un règlement, d'un désistement ou d'une conciliation.

Section/ Matière(s)	2012-2013 Du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012	2011-2012 Du 1 ^{er} avril au 31 mars 2012
Section des affaires sociales		
Assurance automobile	27,2	25,6
Immigration	11,8	11,1
Indemnisations - Victimes d'actes criminels	26,1	25,3
Régime de rentes	23,1	19,8
Sécurité du revenu	20,8	20,8
Services de santé et de services sociaux et accidents de travail	12,0	13,0
Section des affaires immobilières		
Fiscalité municipale	13,2	13,7
Expropriation	41,9	33,8

Section des affaires économiques		
	8,6	10,2
Section du territoire et de l'environnement		
	16,4	17,0

C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES

Les statistiques sur les dossiers traités ne sont pas disponibles pour chacun des membres du Tribunal.

Afin de donner suite aux recommandations du Vérificateur général du Québec à la suite de la vérification en optimisation des ressources, le Tribunal a débuté un exercice de catégorisation et de validation de l'ensemble des rapports statistiques qu'il produit. Par ailleurs, il a commencé un exercice d'identification des besoins en information de gestion et à la lumière des résultats, définira les indicateurs de gestion les plus pertinents afin de pouvoir évaluer nos résultats annuels.

Dossiers fermés au cours de la période :

Section/ Matière(s)	2012-2013 Du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012	2011-2012 Du 1 ^{er} avril au 31 mars 2012
Section des affaires sociales		
Assurance automobile	3 337	4 104
Immigration	65	161
Indemnisations - Victimes d'actes criminels	277	307
Régime de rentes	315	456
Sécurité du revenu	1 809	2 589
Services de santé et de services sociaux et accidents de travail	428	676
Section des affaires immobilières		
Fiscalité municipale	1 222	1 245
Expropriation	238	416
Section des affaires économiques		
	112	249
Section du territoire et de l'environnement		
	49	82

P.31 POUR 2011-2012 ET 2012-2013, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES : Toutes les régions administratives du Québec.
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	2012-2013	2011-2012
	DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 NOVEMBRE 2012	DU 1 ^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2012
DOSSIERS TRAITÉS	3 667	4 833

- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT :

CONCILIATION	2012-2013	2011-2012
	DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 NOVEMBRE 2012	DU 1 ^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2012
ACCORDS	1 654	2 195
DÉSISTEMENTS	191	307
TOTAL DES RÈGLEMENTS	1 845	2 502

- P.32 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :
- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN;
 - B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE.

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN.

À temps plein au 30 novembre 2012

TOTAL 5	NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	Cormier	Louis-Armand – V.P.	SAE	1997-01-06
	Bouchard	Diane	SAE	2012-06-04
	Lanthier	Pierre	SAE	1992-01-20
	Laverdière	Odette	SAE	1997-10-14
	Reny	Gilles	SAE	2010-03-01
TOTAL 4	NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	Boutin	François	STE	2008-09-22
	Lacroix	Odette	STE	2006-07-17
	Lévesque	Suzanne	STE	2008-10-14
	Rouleau	Yvan	STE	1997-11-20
TOTAL 18	NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	Gagnon	Guy – V.P	SAI	1992-09-03
	Bélanger	Louise	SAI	2006-07-17
	Bisson	Denis	SAI	1987-03-16
	Bouchard	Mario	SAI	2008-03-25
	Charest	Marie	SAI	2008-04-03
	Collin	Réal	SAI	1981-03-11
	De Champlain	Claude	SAI	1994-05-02
	de Kovachich-présidente	Hélène	SAI	2006-05-02
	Dion	Jean	SAI	2009-03-02
	Gosselin	Charles	SAI	1992-08-03
	Goulet	Clément	SAI	2011-04-04
	Goyer	Manon	SAI	2006-10-30
	Lanctôt	Robert	SAI	2008-01-14
	Ouellet	Gérard	SAI	2006-12-01
	Pelletier	Véronique	SAI	1994-07-18
	Proulx	Josée	SAI	2012-06-18
	Sanche	Robert	SAI	2008-03-25
	Séguin	Pierre	SAI	2012-06-18
	NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	Proulx	Mathieu – V.P.	SAS	1997-03-24
	Allard	Danielle	SAS	2007-10-09
	Arslianian	Chahé-Philippe	SAS	1994-07-20
	Beaumier	Hélène	SAS	1998-01-05
	Bégin	Lorraine	SAS	2004-12-01
	Bergeron	Joseph-Arthur	SAS	1997-12-01
	Bérubé	Suzanne	SAS	1999-06-28

TOTAL
57

Bibeau	Lise	SAS	2006-07-17
Bisson-Jolin	Lina	SAS	1995-10-23
Blain	Louise	SAS	2001-06-26
Boissy	Benoît	SAS	2009-04-14
Bottino	Persha	SAS	2006-04-24
Bourgault	Richard	SAS	2010-03-01
Caron	Josée	SAS	2009-03-16
Cohen	Bernard	SAS	1984-10-29
Côté	Christine	SAS	2011-04-11
Daviault	Michel	SAS	1998-03-09
Desaulniers	Claire	SAS	2007-10-01
Ducharme	Andrée	SAS	2007-10-10
Dufour	Jean-Marc	SAS	2007-03-12
Évangéliste	Mario	SAS	2012-06-18
Gagnon	Sylvie	SAS	2012-06-04
Gariépy	Philippe	SAS	2012-06-18
Gonthier	Caroline	SAS	2009-02-23
Gouin	Hélène	SAS	1989-04-03
Hamel	Louise	SAS	2002-02-04
Harvey	Daniel	SAS	1975-08-01
Lacasse	Gisèle	SAS	2011-03-28
Lagueux	Daniel	SAS	2007-10-29
Landry	François	SAS	1998-03-09
Lapalme	Josée	SAS	2011-04-18
Laporte	Michel	SAS	2006-05-01
Lauzon	Judith	SAS	2011-04-18
Lavoie	Martine	SAS	2006-04-18
Le François	Lucie	SAS	2006-09-05
Légaré	Gilles	SAS	1989-11-03
Lejeune	Natalie	SAS	2009-02-23
Lemire	Suzanne	SAS	1999-09-07
Le Moyne	Yvan	SAS	2007-09-24
Lessard	Robert	SAS	1994-07-18
Leydet	Anne	SAS	1998-03-23
Marcil	Dominique	SAS	2000-05-08
Mercure	Paul	SAS	1980-04-01
Ouellet	Carole	SAS	2007-10-09
Phaneuf	Stella	SAS	2004-12-01
Randoin	Michèle	SAS	2009-03-23
Rivard	Huguette	SAS	2006-04-24
Sauvé	Denis	SAS	2009-02-23
Tardy	Solange	SAS	1999-08-23
Turpin	Claude	SAS	2011-04-11
Anglade	Joseph	CETM (SAS)	1997-02-10
Audet	Dominique	CETM (SAS)	1998-03-09
Audet	Jean	CETM (SAS)	2007-10-09
Borduas	Robert	CETM (SAS)	2008-10-14
Gagnon	Kathya	CETM (SAS)	2008-10-14
Rochelin	Gertrude	CETM (SAS)	2010-07-19
Saucier	Médard	CETM (SAS)	1992-07-06

À temps partiel au 30 novembre 2012

	NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	Auger	Claire	SAS	2010-08-01
	Demers	Huguette	SAS	2011-03-28
	Duchesne	Line	SAS	2012-06-04
	Carpentier	Jocelyn	SAS	2008-01-01
	Czyziw	Élizabeth	SAS	2012-11-26
	Galarneau	Louise	SAS	2011-03-28
	Roberge	Daniel	SAS	2011-08-12
	Beck	Philip	CETM (SAS)	1996-02-21
	Blain	Louise-M	CETM (SAS)	1996-02-21
	Caron	Chantal	CETM (SAS)	2010-01-10
	Carpentier	Pierre	CETM (SAS)	1993-01-20
	Cournoyer	Gérard	CETM (SAS)	2012-11-26
	Courtemanche	Marcel	CETM (SAS)	1993-01-20
	Fabbro	Frank	CETM (SAS)	2012-06-18
	La Haye	André	CETM (SAS)	2012-06-04
	Labrie	Jacques	CETM (SAS)	1981-02-09
	Lacerte	Jean-François	CETM (SAS)	2000-07-31
	Lambert	Lionel	CETM (SAS)	1993-01-20
	Leblanc	Lucien	CETM (SAS)	2009-11-16
	Maltais	Louise	CETM (SAS)	1998-03-23
	Ménard	Bernard Stanley	CETM (SAS)	2000-11-13
	Nobécourt	Philippe	CETM (SAS)	2011-03-28
TOTAL 27	Painchaud	Georges	CETM (SAS)	2006-01-04
	Roy	Louis	CETM (SAS)	1993-03-10
	Tremblay	Guy	CETM (SAS)	2012-06-04
	Villeneuve	André	CETM (SAS)	2003-03-10
	Forgues	Jacques	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS AU 30 NOVEMBRE 2012 INCLUANT LA DATE

À temps plein

	NUMERO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	08003	2000-07-03
	08051	2011-03-02
	08042	2011-01-18
	08046	2012-10-26
	08008	2012-08-03
	08068	2012-10-05
	08011	2012-08-05
	08024	2012-08-25
	08025	2009-03-08
TOTAL 13	08027	2011-08-11
	08034	2008-11-30
	08043	2010-12-20
	08061	2010-07-31

À temps partiel

TOTAL
4

NUMERO DE POSTE	VACANT DEPUIS
08907	2012-06-30
08912	2011-12-16
08924	2012-07-01
08927	2012-01-21

P.33 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.

2012-2013

NOMBRE	NATURE	RÉSULTATS
65	Nombre total de dossiers de plaintes pour l'exercice 2012-2013	
25	Dossiers de plaintes reportés de l'exercice précédent	
39	Dossiers de plaintes ouverts dans l'exercice 2012-2013	
50		Plaintes déclarées irrecevables
0		Plaintes déclarées recevables (retenues pour enquête)
1		Plaintes jugées non fondées par un comité d'enquête
0		Plaintes déclarées sans objet par un comité d'enquête
0		Plaintes jugées fondées par un comité d'enquête
14		Plaintes en cours de traitement

P.34 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

2012-2013

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS ¹	MONTANT DES AMENDES PERÇUES ²
0610001 Montréal University / Notre-Dame	4 259	659 174 \$
0610002 Montréal Décarie / Paré	3 932	609 684 \$
0610003 Montréal Sainte-Catherine / D'Iberville	1 159	179 280 \$
0620001 Montréal MacDougall	4 451	501 043 \$
0620002 Montréal A15 sud	69 223	14 538 369 \$
0630001 Montréal (Mobile)	13 082	1 121 507 \$
1210001 Thetford Mines	668	103 294 \$
1210002 Lévis Président-Kennedy	4 411	682 488 \$
1220001 Lévis A20	20 215	2 130 329 \$
1220002 St-Georges de Beauce	14 883	1 318 147 \$
1230001 Beauceville (Mobile)	3 307	295 889 \$
1610001 St-Constant	464	71 614 \$
1620001 Boucherville	39 900	3 993 128 \$
1620002 Pincourt	33 359	3 782 898 \$
1630001 Marieville (Mobile)	5 665	382 997 \$
Chantiers de construction (Mobile)	8 685	2 300 120 \$
Total	227 663	32 669 961 \$

- 1 Correspond au nombre de constats d'infraction signifiés au 30 novembre 2012.
- 2- Correspond au montant total des amendes, des frais de constat et de la contribution pénale apparaissant sur les constats signifiés au 30 novembre 2012.

P.35 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 DÉCEMBRE 2012.

1. Répartition des demandes selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	9 800	8 869	90,5 %	738	7,5 %	193	2,0 %
Bas St-Laurent-Gaspésie	11 029	9 939	90,1 %	989	9,0 %	101	0,9 %
Côte-Nord	6 215	5 780	93,0 %	315	5,1 %	120	1,9 %
Estrie	15 907	13 782	86,6 %	1 678	10,5 %	447	2,8 %
Laurentides-Lanaudière	28 963	23 492	81,1 %	4 925	17,0 %	546	1,9 %
Mauricie-Bois-Francs	19 969	16 733	83,8 %	2 850	14,3 %	386	1,9 %
Montréal	76 427	60 265	78,9 %	14 211	18,6 %	1 951	2,6 %
Outaouais	14 172	11 958	84,4 %	1 923	13,6 %	291	2,1 %
Québec	26 797	22 813	85,1 %	3 357	12,5 %	627	2,3 %
Rive-Sud	33 802	27 840	82,4 %	4 650	13,8 %	1 312	3,9 %
Saguenay-Lac St-Jean	10 266	8 846	86,2 %	1 080	10,5 %	340	3,3 %
Total	253 347	210 317	83,0 %	36 716	14,5 %	6 314	2,5 %

2. Répartition des demandes selon qu'elles ont été confiées à des avocats ou à des notaires par région
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Cas confiés à des avocats	%	Cas confiés à des notaires	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	8 834	99,6 %	35	0,4 %	8 869
Bas St-Laurent-Gaspésie	9 899	99,6 %	40	0,4 %	9 939
Côte-Nord	5 774	99,9 %	6	0,1 %	5 780
Estrie	13 738	99,7 %	44	0,3 %	13 782
Laurentides-Lanaudière	23 470	99,9 %	22	0,1 %	23 492
Mauricie-Bois-Francs	16 659	99,6 %	74	0,4 %	16 733
Montréal	60 219	99,9 %	46	0,1 %	60 265
Outaouais	11 942	99,9 %	16	0,1 %	11 958
Québec	22 795	99,9 %	18	0,1 %	22 813
Rive-Sud	27 782	99,8 %	58	0,2 %	27 840
Saguenay-Lac St-Jean	8 834	99,9 %	12	0,1 %	8 846
Total	209 946	99,8 %	371	0,2 %	210 317

3. Répartition des demandes acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	3 888	44,0 %	4 946	56,0%	8 834
Bas St-Laurent-Gaspésie	5 933	59,9 %	3 966	40,1%	9 899
Côte-Nord	2 643	45,8 %	3 131	54,2%	5 774
Estrie	7 061	51,4 %	6 677	48,6%	13 738
Laurentides-Lanaudière	8 119	34,6 %	15 351	65,4%	23 470
Mauricie-Bois-Francs	7 811	46,9 %	8 848	53,1%	16 659
Montréal	28 642	47,6 %	31 577	52,4%	60 219
Outaouais	7 398	61,9 %	4 544	38,1%	11 942
Québec	10 318	45,3 %	12 477	54,7%	22 795
Rive-Sud	12 062	43,4 %	15 720	56,6%	27 782
Saguenay-Lac St-Jean	4 289	48,6 %	4 545	51,4%	8 834
Total	98 164	46,8 %	111 782	53,2 %	209 946

4. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats ou à des notaires par région

Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Avocats	%	Refus Notaires	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	721	97,7 %	17	2,3 %	738
Bas St-Laurent-Gaspésie	968	97,9 %	21	2,1 %	989
Côte-Nord	313	99,4 %	2	0,6 %	315
Estrie	1 661	99,0 %	17	1,0 %	1 678
Laurentides-Lanaudière	4 916	99,8 %	9	0,2 %	4 925
Mauricie-Bois-Francs	2 793	98,0 %	57	2,0 %	2 850
Montréal	14 182	99,8 %	29	0,2 %	14 211
Outaouais	1 922	99,9 %	1	0,1 %	1 923
Québec	3 344	99,6 %	13	0,4 %	3 357
Rive-Sud	4 628	99,5 %	22	0,5 %	4 650
Saguenay-Lac St-Jean	1 064	98,5 %	16	1,5 %	1 080
Total	36 512	99,4 %	204	0,6 %	36 716

5. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région

Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Salariés	%	Refus Pratique privée	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	330	44,7 %	408	55,3 %	738
Bas St-Laurent-Gaspésie	569	57,5 %	420	42,5 %	989
Côte-Nord	177	56,2 %	138	43,8 %	315
Estrie	879	52,4 %	799	47,6 %	1 678
Laurentides-Lanaudière	1 376	27,9 %	3 549	72,1 %	4 925
Mauricie-Bois-Francs	1 234	43,3 %	1 616	56,7 %	2 850
Montréal	8 536	60,1 %	5 675	39,9 %	14 211
Outaouais	1 252	65,1 %	671	34,9 %	1 923
Québec	1 790	53,3 %	1 567	46,7 %	3 357
Rive-Sud	2 573	55,3 %	2 077	44,7 %	4 650
Saguenay-Lac St-Jean	511	47,3 %	569	52,7 %	1 080
Total	19 227	52,4 %	17 489	47,6 %	36 716

6. Répartition des demandes non statuées selon qu'elles sont en attestation conditionnelle ou en suspens par région

Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Attestations conditionnelles	%	En suspens	%	Total des demandes non statuées
Abitibi-Témiscamingue	8	4,1 %	185	95,9 %	193
Bas St-Laurent-Gaspésie	7	6,9 %	94	93,1 %	101
Côte-Nord	6	5,0 %	114	95,0 %	120
Estrie	8	1,8 %	439	98,2 %	447
Laurentides-Lanaudière	62	11,4 %	484	88,6 %	546
Mauricie-Bois-Francs	3	0,8 %	383	99,2 %	386
Montréal	801	41,1 %	1 150	58,9 %	1 951
Outaouais	35	12,0 %	256	88,0 %	291
Québec	176	28,1 %	451	71,9 %	627
Rive-Sud	254	19,4 %	1 058	80,6 %	1 312
Saguenay-Lac St-Jean	33	9,7 %	307	90,3 %	340
Total	1 393	22,1 %	4 921	77,9 %	6 314

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 DÉCEMBRE 2012

La situation du réseau au 31 décembre 2012 était la suivante : l'aide juridique avait des bureaux dans quatre-vingt-dix-sept (97) villes du Québec, comprenant cent quinze unités (115) dont quatre-vingt-onze (91) à temps plein et vingt-quatre (24) à temps partiel. L'expérience moyenne des avocats salariés du réseau est d'environ 20.0 années d'inscription au tableau de l'Ordre au 31 décembre 2012.

P.36 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

A. Total des demandes relatives aux jeunes contrevenants selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	492	482	98,0%	7	1,4 %	3	0.6%
Bas St-Laurent-Gaspésie	572	560	97,9 %	8	1,4 %	4	0.7%
Côte-Nord	458	449	98,0 %	3	0,7 %	6	1.3%
Estrie	760	744	97,9 %	10	1,3 %	6	0.8%
Laurentides-Lanaudière	2 153	2 070	96,1 %	63	2,9 %	20	0.9%
Mauricie-Bois-Francis	930	896	96,3 %	27	2,9 %	7	0.8%
Montréal	3 890	3 805	97,8 %	51	1,3 %	34	0.9%
Outaouais	859	854	99,4 %	3	0,3 %	2	0.2%
Québec	1 455	1 424	97,9 %	22	1,5 %	9	0.6%
Rive-Sud	1 784	1 706	95,6 %	56	3,1 %	22	1.2%
Saguenay-Lac St-Jean	539	517	95,9 %	9	1,7 %	13	2.4%
Total	13 892	13 507	97,2 %	259	1,9 %	126	0.9 %

B. Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

C. Répartition des demandes relatives aux jeunes contrevenants acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	226	46,9 %	256	53,1 %	482
Bas St-Laurent-Gaspésie	380	67,9 %	180	32,1 %	560
Côte-Nord	236	52,6 %	213	47,4 %	449
Estrie	568	76,3 %	176	23,7 %	744
Laurentides-Lanaudière	868	41,9 %	1 202	58,1 %	2 070
Mauricie-Bois-Francis	419	46,8 %	477	53,2 %	896
Montréal	1 463	38,4 %	2 342	61,6 %	3 805
Outaouais	708	82,9 %	146	17,1 %	854
Québec	1 036	72,8 %	388	27,2 %	1 424
Rive-Sud	742	43,5 %	964	56,5 %	1 706
Saguenay-Lac St-Jean	243	47,0 %	274	53,0 %	517
Total	6 889	51,0 %	6 618	49,0 %	13 507

D. Coût moyen

Le coût moyen d'un dossier relatif aux jeunes contrevenants confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er janvier 2012 au 30 novembre 2012 est de 520 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

P.37 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

A. Total des demandes en immigration, incluant les réfugiés politiques selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région

Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Régions		Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue		5	3	60,0 %	2	40,0 %	0	0.0 %
Bas St-Laurent-Gaspésie		6	5	83,3 %	1	16,7 %	0	0.0 %
Côte-Nord		0	0	0	0	0	0	0
Estrie		74	63	85,1 %	11	14,9 %	0	0.0 %
Laurentides-Lanaudière		22	16	72,7 %	6	27,3 %	0	0.0 %
Mauricie-Bois-Francis		32	25	78,1 %	6	18,8 %	1	3.1 %
Montréal		4 935	4 304	87,2 %	556	11,3 %	75	1.5 %
Outaouais		65	57	87,7 %	8	12,3 %	0	0.0 %
Québec		46	40	87,0 %	5	10,9 %	1	2.2 %
Rive-Sud		64	46	71,9 %	17	26,6 %	1	1.6 %
Saguenay-Lac St-Jean		7	6	85,7 %	1	14,3 %	0	0.0 %
Total		5 256	4 565	86,9 %	613	11,7 %	78	1.5 %

B. Répartition des motifs de refus pour les dossiers d'immigration (incluant réfugiés politiques)

Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

C. Répartition des demandes en immigration acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région

Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Régions		Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue		1	33,3 %	2	66,7 %	3
Bas St-Laurent-Gaspésie		4	80,0 %	1	20,0 %	5
Côte-Nord		0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0
Estrie		13	20,6 %	50	79,4 %	63
Laurentides-Lanaudière		0	0,0 %	16	100,0 %	16
Mauricie-Bois-Francis		4	16,0 %	21	84,0 %	25
Montréal		574	13,3 %	3 730	86,7 %	4 304
Outaouais		6	10,5 %	51	89,5 %	57
Québec		3	7,5 %	37	92,5 %	40
Rive-Sud		4	8,7 %	42	91,3 %	46
Saguenay-Lac St-Jean		5	83,3 %	1	16,7 %	6
Total		614	13,5%	3 951	86,5 %	4 565

D. Coût moyen

Le coût moyen d'un dossier en immigration confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er janvier 2012 au 30 novembre 2012 est de 723 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

- P.38 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2012 :
- A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
 - C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

- A. **Nombre total des demandes en droit carcéral selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	8	8	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Bas St-Laurent-Gaspésie	81	74	91,4 %	4	4,9 %	3	3,7 %
Côte-Nord	567	557	98,2 %	8	1,4 %	2	0,4 %
Estrie	29	25	86,2 %	4	13,8 %	0	0,0 %
Laurentides-Lanaudière	811	696	85,8 %	106	13,1 %	9	1,1 %
Mauricie-Bois-Francis	399	371	93,0 %	28	7,0 %	0	0,0 %
Montréal	1 269	1 053	83,0 %	181	14,3 %	35	2,8 %
Outaouais	7	6	85,7 %	1	14,3 %	0	0,0 %
Québec	1 684	1 586	94,2 %	75	4,5 %	23	1,4 %
Rive-Sud	365	354	97,0 %	10	2,7 %	1	0,3 %
Saguenay-Lac St-Jean	3	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	5 223	4 733	90,6 %	417	8,0 %	73	1,4 %

- B. **Répartition des motifs de refus en droit carcéral**
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- C. **Répartition des demandes en droit carcéral acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	6	75,0 %	2	25,0 %	8
Bas St-Laurent-Gaspésie	19	25,7 %	55	74,3 %	74
Côte-Nord	209	37,5 %	348	62,5 %	557
Estrie	0	0,0 %	25	100,0 %	25
Laurentides-Lanaudière	5	0,7 %	691	99,3 %	696
Mauricie-Bois-Francis	45	12,1 %	326	87,9 %	371
Montréal	217	20,6 %	836	79,4 %	1 053
Outaouais	0	0,0 %	6	100,0 %	6
Québec	74	4,7 %	1 512	95,3 %	1 586
Rive-Sud	1	0,3 %	353	99,7 %	354
Saguenay-Lac St-Jean	2	66,7 %	1	33,3 %	3
Total	578	12,2 %	4 155	87,8 %	4 733

- D. **Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier en droit carcéral confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er janvier 2012 au 30 novembre 2012 est de 385 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

P.39 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :

- A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;
- B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;
- C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

A. Le tarif d'honoraires des avocats dans le cadre du régime d'aide juridique a été négocié par le Ministre de la justice et le Barreau du Québec. Il a été publié à la Gazette Officielle du Québec du 8 octobre 2008 aux pages 5429 et suivantes. Ce tarif prévoit, pour les infractions poursuivies par acte d'accusation, une rémunération forfaitaire pour l'ensemble des services incluant la comparution, la préparation de l'enquête préliminaire et la tenue de l'enquête préliminaire ainsi que la renonciation à cette enquête, la communication de la preuve, la préparation du procès et le procès de même que les représentations sur sentence à laquelle s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées additionnelles d'enquête préliminaire, s'il y a lieu, et de procès. Un honoraire additionnel est prévu pour la tenue de l'enquête sur cautionnement seulement pour les infractions poursuivies par acte d'accusation si la poursuite s'objecte à la remise en liberté et qu'une enquête est effectivement tenue.

Pour les poursuites par voie de déclaration sommaire, un tarif est prévu pour l'ensemble des services auquel s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées additionnelles de procès. L'ensemble des services comprend la comparution, l'enquête sur cautionnement s'il y a lieu, la préparation du procès, le procès et les représentations sur sentence.

Quant aux actes criminels relevant de la juridiction exclusive de la Cour Supérieure (Article 469 du Code Criminel), les montants sont toujours attribués et payés pour chaque étape et/ou procédure telles que décrites aux articles T-105 à T-119 du tarif.

Le tarif d'aide juridique comporte principalement deux modes de rémunération, soit un tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et par étape en matière civile.

B. Répartition des montants payés aux avocats de la pratique privée concernant les mandats en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants) par région

Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Montants payés	%
Abitibi-Témiscamingue	1 138 678	6,5 %
Bas St-Laurent-Gaspésie	576 445	3,3 %
Côte-Nord	494 455	2,8 %
Estrie	888 649	5,0 %
Laurentides-Lanaudière	2 198 062	12,5 %
Mauricie-Bois-Francs	1 161 824	6,6 %
Montréal	5 472 587	31,0 %
Outaouais	830 685	4,7 %
Québec	1 987 804	11,3 %
Rive-Sud	2 065 154	11,7 %
Saguenay-Lac St-Jean	835 568	4,7 %
Total des honoraires et des déboursés	17 649 911	100,0 %

- C. **Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)**
Poursuites par voie de déclaration sommaire
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Total des demandes	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1)
	acceptées	attestations conditionnelles	acceptées	attestations conditionnelles	
c)	e)				f)
64 218	29 660	8	20 847	853	419,00 \$

- Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)**
Infractions poursuivies par acte d'accusation
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Total des demandes	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1)
	acceptées	attestations conditionnelles	acceptées	attestations conditionnelles	
c)	e)				f)
42 574	25 654	3	11 352	360	736,00 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit criminel et pénal confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

- D. **Répartition des motifs de refus en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral)**
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- P.40 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :
- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

A. **Demandes relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)**
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Nature	Total des demandes	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1)
		pratique privée	salariés	
	A.	C.		D.
Droit civil et administratif	41 102	8 531	22 297	387,00 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil et administratif confié et payé aux avocats de pratique privée pour la période du 1er janvier 2012 au 30 novembre 2012, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

B. **Répartition des motifs de refus**
Pour les demandes relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- P.41 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :**
- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

A. **Demandes relatives au droit civil**
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Nature	Total des demandes	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1)
		pratique privée	salariés	
	A.	C.		D.
Changement de nom	193	26	102	344,00 \$
Succession (2)	1 244	230	598	289,00 \$
Services notariaux (3)	579	371	1	361,00 \$
Logement	7 071	1 470	3 788	223,00 \$

- (1) Coût moyen d'un dossier en droit civil confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er janvier 2012 au 30 novembre 2012, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.
- (2) Incluant les dossiers relatifs au testament.
- (3) Incluant les dossiers de successions assumés par les notaires.

- P.42 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DU 1^{ER} JANVIER 2005 AU 1^{ER} JANVIER 2013 :**
- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

A. **Dossiers relatifs au droit matrimonial et familial**
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Nature	Total des demandes	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1)
		pratique privée	salariés	
	A.	C.		D.
Droit matrimonial et familial (2)	78 492	33 213	35 586	674,00 \$

- (1) Coût moyen d'un dossier en droit matrimonial et familial confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er janvier 2012 au 30 novembre 2012, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.
- (2) Incluant la protection de la jeunesse.

B. **Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial**
Du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

L'article 4.3 de la Loi sur l'aide juridique permet au comité administratif de la Commission, sur recommandation du directeur général, d'admettre à l'aide juridique quelqu'un qui n'est pas financièrement admissible, en tenant compte de circonstances exceptionnelles et du fait qu'un refus entraînerait pour cette personne un tort irréparable.

En 2011-2012, aucune demande n'a été transmise au comité administratif de la Commission par les directeurs généraux des centres concernés et elle a été acceptée.

En 2012-2013, aucune demande n'a été transmise au comité administratif de la Commission par les directeurs généraux des centres concernés et elle a été acceptée.

P.44 DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2005 :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.
-

- A. Aucun mandat n'a été émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012. Cet article permet au comité administratif de la Commission, sur recommandation du directeur général, d'accorder l'aide juridique à une personne qui ne peut, suivant les autres dispositions de la Loi, bénéficier de cette aide, s'il considère que des circonstances exceptionnelles le justifient et que le fait de lui refuser cette aide entraînerait pour cette personne un tort irréparable.
- B. 12 263 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012. Cet article stipule qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi qui met en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistances, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille.
- C. 5 102 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012. Cet article stipule qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi si la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention.
- D. Le nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 novembre 2012, est de 2 693. L'article 4.11 prévoit qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique peut être refusée ou retirée, selon le cas, lorsque l'affaire ou le recours n'apparaît pas fondé, compte tenu notamment de l'un ou l'autre des facteurs suivants :
 - 1) la personne qui demande l'aide ne peut établir la vraisemblance d'un droit;
 - 2) cette affaire ou ce recours a manifestement très peu de chance de succès;
 - 3) les coûts que cette affaire ou ce recours entraînerait, seraient déraisonnables par rapport aux gains ou aux pertes qui pourraient en résulter pour le requérant ou, selon le cas, le bénéficiaire, à moins qu'il ne mette en cause soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille;
 - 4) le jugement ou la décision ne serait probablement pas susceptible d'exécution;
 - 5) la personne qui demande l'aide ou qui en bénéficie refuse, sans motif valable, une proposition raisonnable de règlement de l'affaire;
 - 6) les services pour lesquels cette aide est demandée peuvent être obtenus autrement, notamment par l'intermédiaire d'un autre service gouvernemental ou d'un autre organisme.

P.45 DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2005, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par
les avocats salariés, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	29 208	47,1 %	32 777	52,9 %	61 985
Bas St-Laurent-Gaspésie	70 161	67,5 %	33 705	32,5 %	103 866
Côte-Nord	27 142	85,3 %	4 696	14,7 %	31 838
Estrie	139 848	88,4 %	18 358	11,6 %	158 206
Laurentides-Lanaudière	137 964	86,5 %	21 566	13,5 %	159 530
Mauricie-Bois-Francs	105 338	89,8 %	11 999	10,2 %	117 337
Montréal	603 534	95,5 %	28 476	4,5 %	632 010
Outaouais	128 598	98,0 %	2 675	2,0 %	131 273
Québec	88 767	80,9 %	20 946	19,1 %	109 713
Rive-Sud	212 966	95,4 %	10 369	4,6 %	223 335
Saguenay-Lac St-Jean	60 040	78,8 %	16 143	21,2 %	76 183
Total	1 603 566	88,8 %	201 710	11,2 %	1 805 276

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par
les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	71 445.00	48,5 %	75 799.00	51,5 %	147 244
Bas St-Laurent-Gaspésie	40 107.00	50,5 %	39 339.00	49,5 %	79 446
Côte-Nord	17 713.00	27,3 %	47 084.00	72,7 %	64 797
Estrie	106 397.00	76,9 %	32 040.00	23,1 %	138 437
Laurentides-Lanaudière	280 024.00	68,6 %	128 210.00	31,4 %	408 234
Mauricie-Bois-Francs	84 152.00	78,9 %	22 563.00	21,1 %	106 715
Montréal	1 158 208.00	82,9 %	238 727.00	17,1 %	1 396 935
Outaouais	21 977.00	78,4 %	6 063.00	21,6 %	28 040
Québec	89 158.00	49,0 %	92 811.00	51,0 %	181 969
Rive-Sud	249 787.00	88,2 %	33 398.00	11,8 %	283 185
Saguenay-Lac St-Jean	19 948.00	82,0 %	4 369.00	18,0 %	24 317
Total	2 138 916	74,8 %	720 403	25,2 %	2 859 319

(1) Incluant les frais d'expertise, excluant le coût pour photocopies et les frais de déplacements.

P.46 DEPUIS 2005, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGION ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

Répartition des frais d'expertise encourus par
les avocats salariés, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	10 815	35,4 %	19 703	64,6 %	30 518
Bas St-Laurent-Gaspésie	23 406	60,5 %	15 265	39,5 %	38 671
Côte-Nord	4 646	100,0 %	0	0,0 %	4 646
Estrie	46 393	77,9 %	13 178	22,1 %	59 571
Laurentides-Lanaudière	39 653	76,9 %	11 925	23,1 %	51 578
Mauricie-Bois-Francis	37 863	84,0 %	7 222	16,0 %	45 085
Montréal	151 082	90,0 %	16 733	10,0 %	167 815
Outaouais	35 574	99,0 %	350	1,0 %	35 924
Québec	20 044	59,6 %	13 608	40,4 %	33 652
Rive-Sud	50 060	93,6 %	3 400	6,4 %	53 460
Saguenay-Lac St-Jean	21 980	63,1 %	12 850	36,9 %	34 830
Total	441 516	79,4 %	114 234	20,6 %	555 750

Répartition des frais d'expertise encourus par
les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	33 779	91,7 %	3 077	8,3 %	36 856
Bas St-Laurent-Gaspésie	13 608	55,3 %	11 000	44,7 %	24 608
Côte-Nord	2 287	75,3 %	750	24,7 %	3 037
Estrie	40 837	81,7 %	9 150	18,3 %	49 987
Laurentides-Lanaudière	111 149	97,5 %	2 900	2,5 %	114 049
Mauricie-Bois-Francis	25 456	85,7 %	4 235	14,3 %	29 691
Montréal	227 300	84,0 %	43 433	16,0 %	270 733
Outaouais	6 846	95,1 %	350	4,9 %	7 196
Québec	41 842	66,1 %	21 500	33,9 %	63 342
Rive-Sud	101 857	95,1 %	5 300	4,9 %	107 157
Saguenay-Lac St-Jean	4 000	100,0 %	0	0,0 %	4 000
Total	608 961	85,7 %	101 695	14,3 %	710 656

SUBVENTION 2012-2013 VERSÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE	163 955,6
SEVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	2 500,0
TOTAL	166 455,6

P.48 VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 DÉCEMBRE 2012, POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
Administration & Amos	3,0	5,4		8,4
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	3,0	4,0		7,0
La Sarre	1,0	1,6		2,6
Nord	1,0	0,6		1,6
Kuujuuaq	1,0	1,0		2,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
	14,0	17,6	0,0	31,6
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
Rimouski	5,0	8,0	1,0	14,0
New Richmond	2,0	2,7		4,7
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	0,5	8,5
Gaspé	1,0	1,5		2,5
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,5		4,5
Chandler	2,0	2,7		4,7
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	1,5	0,5	3,0
Cabano	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
Sept-Iles	5,0	4,5		9,5
Baie-Comeau	4,0	5,0		9,0
Forestville	1,0	2,0		3,0
	10,0	11,5	0,0	21,5
ESTRIE				
Sherbrooke (administration et civil)	9,0	16,0	0,5	25,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Asbestos	2,0	2,0		4,0
Lac Megantic	1,0	1,0		2,0
Magog	2,0	3,0		5,0
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	8,0	6,5		14,5
	26,0	33,5	0,5	60,0
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
St-Jérôme (30 ouest, de Martigny)	10,0	12,3	2,0	24,3
Joliette	9,0	8,5		17,5
Mont-Laurier	2,0	2,4		4,4
Ste-Thérèse	2,0	2,7		4,7
Repentigny	2,0	4,5		6,5
Ste-Agathe	1,0	1,8		2,8
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	2,0	3,0		5,0
Terrebonne	1,0	1,5		2,5
Administration	1,0	4,0		5,0
	31,0	42,3	2,0	75,3
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
Trois-Rivières (1350 Royale)	8,0	8,0	0,5	16,5
Shawinigan	4,0	5,0	0,5	9,5
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	5,0	5,5		10,5
Victoriaville	3,0	5,0	0,5	8,5
Louiseville	1,0	1,0		2,0
Administration	1,0	3,5		4,5
	23,0	29,0	1,5	53,5
MONTREAL				
Laval	5,0	7,0	0,5	12,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Division jeunesse	12,0	8,5	0,5	21,0
Division criminelle	23,0	26,0	2,0	51,0
Maisonnette-Mercier	9,0	11,0	0,5	20,5
Montréal-Nord	7,0	9,0	0,5	16,5
Côte-des-Neiges	5,0	7,0	0,5	12,5
Crémazie	8,0	10,0	0,5	18,5
Sud-Ouest	9,0	11,0	0,5	20,5
Administration	3,0	23,5		26,5
Immigration	4,0	8,0		12,0
Laval criminel	5,0	3,0		8,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0		8,0
Santé mentale	4,0	2,0		6,0
Service de garde	6,0	1,0		7,0
	110,0	141,0	6,0	257,0
OUTAOUAIS				
Gatineau (Civil, famille, jeunesse & administration)	9,0	14,0	0,5	23,5
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham	1,8	2,5		4,3
Gatineau	5,0	7,0		12,0
Gatineau - Section criminelle	6,0	6,0		12,0
Aylmer	1,0	1,0		2,0
St-André Avellin	0,2			0,2
	26,0	34,0	0,5	60,5
QUÉBEC				
Charlesbourg (5350 H.-Bourassa)	2,0	6,0		8,0
La Malbaie	1,0	1,0		2,0
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	3,0		6,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc - Section jeunesse	6,0	5,0	1,0	12,0
Qc - Section criminelle	9,0	10,0	1,0	20,0
Centre-Ville	5,0	7,0		12,0
Charlesbourg (8500 H.-Bourassa)	6,0	8,0		14,0
	39,0	48,0	2,0	89,0
RIVE-SUD				
Longueuil - Administration	2,0	4,0	0,5	6,5
Longueuil - Affaires civiles	6,0	7,5	1,0	14,5
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	3,0	4,0		7,0
St-Hyacinthe	3,0	5,0		8,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	4,0	4,0		8,0
Valleyfield	4,0	4,0		8,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil- Criminel & Jeunesse	9,0	6,0		15,0
Brossard	4,0	5,0		9,0
Vaudreuil - Dorion	1,0	1,5		2,5
	43,0	51,0	1,5	95,5
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN				
Chicoutimi & Administration	6,0	8,5		14,5
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	2,0		4,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
La Baie	1,0	1,5		2,5
Jonquière	3,0	4,0		7,0
	16,0	22,0	0,0	38,0
COMMISSION	12,0	41,0		53,0
TOTAL DES EFFECTIFS	369,0	498,9	16,0	883,9

Au cours de l'année 2009, la Commission des services juridiques en collaboration avec les directeurs généraux des Centres régionaux d'aide juridique a produit une trousse d'information portant sur les dérogations à l'article 60 de la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* (Loi sur l'aide juridique) qui sont aussi communément appelées : « mandats-plus ». Cette trousse fournit aux gestionnaires du réseau de l'aide juridique une procédure uniforme à appliquer lorsqu'un bénéficiaire de l'aide juridique formule une plainte contre son avocat de la pratique privée à qui il a versé des sommes d'argent.

Ce document comprend une description des éléments de cette dérogation et les références aux articles pertinents de la Loi sur l'aide juridique et des règlements adoptés en vertu de cette loi. On y retrouve de plus les articles du Code de déontologie des avocats qui s'appliquent en l'instance.

L'annexe de ce document comprend de la jurisprudence portant sur ce type de situation, un modèle de lettre adressée à un avocat qui a perçu des sommes d'argent d'une personne bénéficiaire d'un mandat d'aide juridique et un avis qui est remis à toute personne qui bénéficie d'un mandat d'aide juridique pour payer les frais de son avocat de pratique privée. Cet avis est généralement affiché dans les salles d'attente des bureaux d'aide juridique.

Les gestionnaires du réseau d'aide juridique sont donc au fait de ce type de situation et ils ont en main les outils nécessaires pour intervenir efficacement dans les cas où il y a une dérogation à l'article 60 de la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques*.

Au fil des ans, les dirigeants du réseau de l'aide juridique ont reçu des plaintes de clients et, chaque fois, celles-ci ont été traitées conformément à la procédure uniforme adoptée en 2009.

- P.50** LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2012-2013 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :
- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
 - B. DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
 - C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT À DATE, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
 - D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2013-2014 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
 - E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
 - F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES

*DIVULGATION DES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES : EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

Légende	
Taux réglementaire : Taux suivant le <i>Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des avocats ou des notaires</i> (C-65.1, r.11)	
Taux dérogatoire : Taux qui a fait l'objet d'une demande de dérogation au Conseil du trésor conformément à l'article 6. 2) b) du <i>Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des avocats ou des notaires</i> (C-65.1, r.11)	
H	Taux horaire
1	Mandat ayant fait l'objet d'une décision du Conseil du trésor quant au taux horaire applicable
2	Mandat qui fait l'objet d'une demande quant au taux horaire applicable et qui est en cheminement pour obtenir une décision du Conseil du trésor
3	Mandat hors Québec

NOTE EXPLICATIVE

Questions particulières pour les mandats accordés lors de l'exercice 2012-2013 (du 1^{er} avril au 30 novembre 2012) aux avocats et notaires de la pratique privée

Mandats pour représenter les ministères et les organismes budgétaires
Section supplémentaire – Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC)

En réponse aux questions posées à l'Étude des crédits 2013-2014 du ministère de la Justice, les listes annexées divulguent, pour les contrats de services juridiques accordés par les ministères et les organismes budgétaires, une information détaillée sur le taux horaire, l'objet du mandat et le montant des honoraires qui a fait l'objet d'une renonciation au bénéfice du secret professionnel.

Mandats pour représenter des individus

Afin de respecter le secret professionnel et de rendre compte de la gestion des fonds publics, une information globale et neutre est divulguée pour les contrats de services juridiques accordés pour représenter des individus avec le total des honoraires pour l'ensemble des mandats autorisés dans ce secteur.
En réponse aux questions posées à l'Étude des crédits 2013-2014 du ministère de la Justice, les listes annexées divulguent, pour les contrats de services juridiques accordés par les ministères et les organismes budgétaires, une information détaillée sur le taux horaire, l'objet du mandat et le montant des honoraires qui a fait l'objet d'une renonciation au bénéfice du secret professionnel.

Mandats pour représenter les ministères

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BEAUREGARD, Michel	100 \$/H	Agir pour la Sûreté du Québec à titre de conseiller juridique en matière de relations de travail et de représentant de la Sûreté du Québec lors d'arbitrage de griefs.	12 723,00 \$
GAGNON, Mario, notaire	100 \$/H	Procéder à l'étude des titres et, s'il y a lieu, à la préparation et l'exécution des actes subséquents afin d'acquérir un immeuble.	0,00 \$
GAGNON, Mario, notaire	100 \$/H	Procéder à l'étude des titres et, s'il y a lieu, à la préparation et l'exécution des actes subséquents afin d'acquérir un immeuble.	0,00 \$
GIROUX, Michelle	Montant forfaitaire 15 000 \$ ³	Agir à titre de membre du Comité d'experts sur le cadre juridique du droit à l'aide médicale à mourir.	0,00 \$
HÉBERT, Jean-Claude	Montant forfaitaire 15 000 \$	Agir à titre de membre du Comité d'experts sur le cadre juridique du droit à l'aide médicale à mourir.	0,00 \$
HÉBERT, Pierre G.	100 \$/H	Agir pour la Sûreté du Québec à titre de conseiller juridique en matière de relations de travail et de représentant de la Sûreté du Québec lors d'arbitrage de griefs.	0,00 \$
HUOT, Louis-P.	100 \$/H	Agir pour la Sûreté du Québec à titre de conseiller juridique et de procureur dans des dossiers relatifs à la santé et à la sécurité au travail.	25,00 \$
JANELLE, Nicole, notaire	100 \$/H	Procéder à l'étude des titres et, s'il y a lieu, à la préparation et l'exécution des actes subséquents afin d'acquérir un immeuble.	300,00 \$
LANDRY, Pierre	100 \$/H ³	Agir à titre de correspondant du Procureur général du Québec auprès de la Cour suprême du Canada dans les dossiers en matière civile.	6 829,00 \$
LÉVESQUE, Gérard H.	300 \$/H ³	Représenter le Procureur général du Québec dans une poursuite en dommages prise en Alberta.	0,00 \$
MÉNARD, Jean-Pierre	Montant forfaitaire 20 000 \$	Agir à titre de président du Comité d'experts sur le cadre juridique du droit à l'aide médicale à mourir.	0,00 \$
		TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES	19 877,00 \$

Mandats pour représenter les organismes budgétaires

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BARBE, Geneviève, notaire	70 \$/H	Agir pour le Curateur public dans un dossier de succession.	0,00 \$
BARMA, Serge	100 \$/H	Représenter le comité d'enquête formé par le Conseil de la justice administrative dans une procédure judiciaire qui met en cause sa compétence.	6 590,00 \$
BÉLANGER, Tania	50 \$/H	Agir comme procureure du Curateur public dans une requête en ouverture d'un régime de protection contestée.	0,00 \$

Mandats pour représenter des individus

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES * (voir total – fin de section)
BOIS, André	Réglementaire	Conseiller un juge administratif qui fait l'objet d'observations diffusées dans un média d'information.	
BOUCHER, Jean-François	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
BOUCHER, Jean-François	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
BOUCHER, Jean-François	Réglementaire	Assister un membre de la Sûreté du Québec appelé comme témoin dans une enquête criminelle.	
BOUCHER, Jean-François	Réglementaire	Assister un membre de la Sûreté du Québec appelé comme témoin dans une enquête criminelle.	
CARRIER, Daniel	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans une citation en déontologie policière.	
CARRIER, Daniel	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans une citation en déontologie policière.	
CARRIER, Daniel	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans des citations en déontologie policière.	
CARRIER, Daniel	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans une citation en déontologie policière.	
CASTIGLIO, Gino	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans des citations en déontologie policière.	
DUBOIS, Alain	Réglementaire	Représenter des fonctionnaires à la suite d'une plainte en matière criminelle.	
DUBOIS, Alain	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
DUBOIS, Alain	Réglementaire	Représenter un fonctionnaire à la suite d'une plainte en matière criminelle.	
DUPRAS, Pierre Émile	Réglementaire	Représenter un membre d'un tribunal administratif à la suite d'une plainte déontologique.	
DUSSAULT, Michel	Réglementaire	Représenter un fonctionnaire à la suite d'une plainte en matière criminelle.	
FISSET, André	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans des citations en déontologie policière.	
FISSET, André	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans une citation en déontologie policière.	
FISSET, André	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans une citation en déontologie policière.	
FISSET, André	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans des citations en déontologie policière.	
		Sous-total	
		* voir total des honoraires à la fin de la section	8 657,50 \$

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES * (voir total – fin de section)
LACHANCE, Myriam	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
LEPAGE, Magali	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans le cadre d'une procédure pénale.	

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (voir total – fin de section)
LEPAGE, Magali	Réglementaire	Assister un membre de la Sûreté du Québec appelé comme témoin dans une enquête criminelle.	
LEPAGE, Magali	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
LEPAGE, Magali	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
LEPAGE, Magali	Réglementaire	Assister un membre de la Sûreté du Québec appelé comme témoin dans une enquête criminelle.	
LEPAGE, Magali	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
LEPAGE, Magali	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
MICHAUD, Jean-Paul	Réglementaire	Représenter un membre d'un tribunal administratif à la suite d'une plainte déontologique.	
PAPPAS, Frank	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête à la suite d'un accident.	
PELLETIER, Annie	Réglementaire	Représenter un coroner dans une procédure judiciaire.	
PERRON, Jean-Paul	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
ROBERGE, Michel	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
SCHNEIDER, Philip	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec qui font l'objet d'une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Assister des membres de la Sûreté du Québec appelés comme témoins dans une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Assister des membres de la Sûreté du Québec appelés comme témoins dans une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec qui font l'objet d'une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec qui font l'objet d'une enquête criminelle.	
		Sous-total	
		*voir total des honoraires à la fin de la section	8 231,40 \$

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (voir total – fin de section)
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter des membres de la Sûreté du Québec dans une enquête effectuée par un autre corps policier.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter un membre de la Sûreté du Québec qui fait l'objet d'une enquête criminelle.	
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Assister un membre de la Sûreté du Québec appelé comme témoin dans une enquête criminelle.	
TREMBLAY, Jérôme Sébastien	Réglementaire	Représenter une fonctionnaire à la suite de plaintes en matière criminelle.	
VASSILIKOS, Magdalini	Réglementaire	Représenter un membre d'un tribunal administratif à la suite d'une plainte déontologique.	
		Sous-total	
		*voir total des honoraires à la fin de la section	4 870,50 \$
		TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS	21 759,40 \$
		GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS	<u>48 226,40 \$</u>

Aucun mandat n'a fait l'objet d'une prolongation.

D) Les montants en honoraires dévoilés pour les contrats de services juridiques confiés aux avocats et aux notaires de la pratique privée correspondent à la facturation réelle des travaux pour la période du 1er avril au 30 novembre 2012 et, compte tenu de la nature des contrats et des services à obtenir, il est impossible d'en estimer la valeur totale.

(À noter que cette réponse, convenue avec le Secrétariat du Conseil du trésor, est formulée lors du dévoilement de ce type de contrat dans le SEAO).

F) Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme

Total pour l'ensemble des ministères et des organismes et pour la représentation des individus.

Étude des crédits 2012-2013, année financière 2011-2012:	168 940,45 \$
Étude des crédits 2011-2012, année financière 2010-2011:	185 175,05 \$ (incluant la Commission Bastarache)
Étude des crédits 2010-2011, année financière 2009-2010:	199 189,25 \$
Étude des crédits 2009-2010, année financière 2008-2009:	229 549,34 \$
Étude des crédits 2008-2009, année financière 2007-2008:	182 847,94 \$

Le 9 janvier 2013

NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Nom, Prénom	Firme	Adresse	Ville	Code Postal
Barbe, Geneviève, notaire	Gail Cimon notaire inc.	101, boulevard Saint-Joseph Ouest	Montréal (Québec)	H2T 2P7
Barma, Serge	Gingras, Vallerand, Barma, Laroche, Amyot	1535, chemin Ste-Foy, #310	Québec (Québec)	G1S 2P1
Beauregard, Michel	Dunton Rainville	Place Victoria 800, rue du Square-Victoria, # 4300 C.P. 303, Succ. Tour de la Bourse	Montréal (Québec)	H4Z 1H1
Bélanger, Tania	Cliche Lortie Ladouceur inc.	1121, 6 ^e Rue	Val-d'Or (Québec)	J9P 3W8
Bois, André	Tremblay, Bois, Mignault, Lemay	1195, avenue Lavigerie, bureau 200	Québec (Québec)	G1V 4N3
Boucher, Jean-François	Bouchard, Pagé, Tremblay, avocats	825, boul. Lebourgneuf, bureau 510	Québec (Québec)	G2J 0B9
Carrier, Daniel	Castiglio & Associés	441, rue de La Gauchetière Est	Montréal (Québec)	H2L 2M7
Castiglio, Gino	Castiglio & Associés	441, rue de La Gauchetière Est	Montréal (Québec)	H2L 2M7
Dubois, Alain	Dubois & Associés	45, place Charles-Le Moyne, bureau 97	Longueuil (Québec)	J4K 5G5
Dupaul, Robert	Bélanger Sauvé	5, Place Ville-Marie, bureau 900	Montréal (Québec)	H3B 2G2
Dupras, Pierre Émile	Trudel Nadeau Avocats	300, rue Léo-Pariseau, poste 2500	Montréal (Québec)	H2X 4B7
Dussault, Michel	Dussault, Raymond, Poliquin	390, rue King Ouest, bureau 102	Sherbrooke (Québec)	J1H 1R4
Fiset, André	Castiglio & Associés	441, rue de la Gauchetière, Est	Montréal (Québec)	H2L 2M7
Gagnon, Mario, notaire		578, rue Commerciale	La Tuque (Québec)	G9X 3A9
Giroux, Michelle	Université d'Ottawa	57, rue Louis-Pasteur, pièce 308	Ottawa (Ontario)	K1N 6N5
Hébert, Jean-Claude		1010, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 1020	Montréal (Québec)	H3B 2N2
Hébert, Pierre G.	Dufresne Hébert Comeau	Place Victoria 800, Place Victoria, # 4500 C.P. 391, Succ. Tour de la Bourse	Montréal (Québec)	H4Z 1J2
Huot, Louis-P.	Stein Monast	70, rue Dalhousie, bureau 300	Québec (Québec)	G1K 4B2
Janelle, Nicole, notaire	Pilon & Janelle, notaires	578, rue l'Annonciation N., # 101	Rivière-Rouge (Québec)	J0T 1T0

Nom, Prénom	Firme	Adresse	Ville	Code Postal
LaBrie, Marco	LaBrie, Gariépy, Legendre, Avocats	785, chemin Chambly, bureau 201	Longueuil (Québec)	J4H 3M2
Lachance, Myriam	Lachance, Tardif, Avocats	165, rue Wellington Nord, bur. 10	Sherbrooke (Québec)	J1H 5B9
Landry, Pierre	Noël & Associés	111, rue Champlain	Gatineau (Québec)	J8X 3R1
LeBel, François	Langlois Kronström Desjardins	801, Grande Allée ouest, # 300 Nouvelle adresse: Complexe Jules-Dallaire, T3, 2820, boulevard Laurier, 13 ^e étage, Québec (Québec) G1V 0C1	Québec (Québec)	G1S 1C1
Lemieux, Madeleine	Paradis, Lemieux, Francis	1, rue de la Rivière	Bedford (Québec)	J0J 1A0
Lepage, Magali	Lepage Carrette	500, Place d'Armes, # 2830	Montréal (Québec)	H2Y 2W2
Lepage, Sylvain	Cain Lamarre Casgrain Wells	580, Grande Allée Est, # 440	Québec (Québec)	G1R 2K2
Lévesque, Gérard H.	Gérard H. Lévesque, avocat	414 – 1800 Rue 14 a S.O.	Calgary (Alberta)	T2T 6K3
Ménard, Jean-Pierre	Ménard, Martin, Avocats	4950, rue Hochelaga	Montréal (Québec)	H1V 1E8
Michaud, Jean-Paul	Garneau, Verdon, Michaud, Samson Nouveau cabinet: Gestion Jean-Paul Michaud inc.	67, rue Sainte-Ursule Nouvelle adresse: 89, rue D'Auteuil, bureau 3, Québec (Québec) G1R 4C5	Québec (Québec)	G1R 4E7
Pappas, Frank	Girouard Pappas Lamarche Roy	1, carré Westmount, bureau 1405	Westmount (Québec)	H3Z 2P9
Pelletier, Annie	Michaud LeBel, avocats	1265, boulevard Charest Ouest, bureau 1265	Québec (Québec)	G1N 2C9
Perron, Jean-Paul	Waxman, Dorval, Perron, Del Negro	1980, rue Sherbrooke Ouest, suite 210	Montréal (Québec)	H3H 1E8
Roberge, Michel	Dumas Gagné, Avocats	400, boulevard Jean-Lesage, #310	Québec (Québec)	G1K 8W1
Schneider, Philip	Schneider & Gaggino	375, chemin Bord-du-Lac	Dorval (Québec)	H9S 2A5
Touma, Nadine	Poupart, Dadour Touma & Associés	507, Place d'Armes, bureau 1700	Montréal (Québec)	H2Y 2W8
Tremblay, Estelle	Gauthier, Bédard, S.E.N.R.L. Cabinet d'avocats	364, rue Racine Est	Chicoutimi (Québec)	G7H 1S6
Tremblay, Jérôme Sébastien	Dumas Gagné, avocats Nouveau cabinet: Gaucher Tabet Avocats	400, boulevard Jean-Lesage, bureau 310 Nouvelle adresse:570, boulevard Charest Est, bureau 200, Québec (Québec) G1K 9G3	Québec (Québec)	G1K 8W1

Nom, Prénom	Firme	Adresse	Ville	Code Postal
Vassilikos, Magdalini	Lepage Carette	500, Place d'Armes, # 2830	Montréal (Québec)	H2Y 2W2

Note explicative

Ministère des transports

En ce qui concerne les **mandats accordés à des notaires par le ministère des Transports pour des acquisitions de gré à gré ou par voie d'expropriation**, en vertu de l'autorisation générale donnée annuellement par le ministre de la Justice en fonction, le système informatique du ministère des Transports ne permet pas de sortir une liste des mandats confiés pour l'année financière 2012-2013, mais plutôt la liste de chacun des paiements effectués pour une période donnée. Il est donc probable qu'une partie des paiements autorisés porte sur des mandats confiés avant le 1^{er} avril 2012. Enfin, les données informatiques ci-jointes font état des paiements effectués du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012.

Ministère des Transports

Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTO (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :

- examen de titres;
- quittance provisionnelle;
- acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).

Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.

Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

Direction générale de Québec et de l'Est

- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction du Bas-Saint-Laurent– Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Chibougamau
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de la Mauricie–Centre-du-Québec

Direction générale de Montréal et de l'Ouest

- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de l'Outaouais
- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec

Service de l'expertise immobilière

RAPPORT ANNUEL DES COMPTE DE NOTAIRE
PÉRIODE DU 2012-04-01 AU 2012-11-30

Unité administrative	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse fournisseur	Date app. Facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264058	59941	Lantagne, Michel	22, 1ère Avenue Ouest Suite 301 J9T1T8 QC	2012-06-06	2012-05-30	27,50 \$	175,00 \$	202,50 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200864000	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2012-05-28	2012-05-18	248,00 \$	849,00 \$	1 097,00 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064042	475840	Lessard Hurtubise notaires Inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2012-11-21	2012-10-24	110,00 \$	542,50 \$	652,50 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064064	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2012-10-30	2012-10-15	251,65 \$	303,00 \$	554,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064066	27660	Chabot, Vachon & Bourget, notaires(incatif)	299, 2e Rue est J9Z 2H1 Québec	2012-10-04	2012-08-29	250,65 \$	421,00 \$	671,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064067	27660	Chabot, Vachon & Bourget, notaires(incatif)	299, 2e Rue est J9Z 2H1 Québec	2012-09-10	2012-08-29	267,65 \$	454,00 \$	721,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164005	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Québec	2012-06-13	2012-05-14	235,00 \$	675,00 \$	910,00 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164009	66270	Lavigne, Michelle (notaire)	257A, rue Principale J9Z 1Y7 QC		2012-10-25	101,00 \$	537,63 \$	638,63 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164011	475840	Lessard Hurtubise notaires Inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC		2012-04-24	19,00 \$	275,00 \$	294,00 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164023	87958	Gilbert, André (notaire)	691, 2e avenue J9P 1W5 QC	2012-04-26	2012-02-20	297,80 \$	1 065,00 \$	1 362,80 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164024	139293	Gilbert, Louis (notaire)	691, 2e Avenue J9P 1W5 Québec	2012-06-04	2012-05-23	272,46 \$	605,00 \$	877,46 \$
Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec							2 080,71 \$	5 902,13 \$	7 982,84 \$
DT Bas-St-Laurent	6199900180	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop G5L 1M9 Québec	2012-08-16	2012-07-23	0,00 \$	85,00 \$	85,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6199900182	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop G5L 1M9 Québec	2012-08-16	2012-07-23	0,00 \$	70,00 \$	70,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200004018	71689	Bernier, Serge	330, avenue D'Amours G4W 2X9 QC	2012-07-10	2012-07-03	25,00 \$	300,00 \$	325,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200004019	71689	Bernier, Serge	330, avenue D'Amours G4W 2X9 QC	2012-07-10	2012-07-03	25,00 \$	450,00 \$	475,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200004055	402283	St-Laurent, Marc (notaire)	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8Québec	2012-05-16	2012-05-10	155,00 \$	750,00 \$	905,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200204000	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2012-07-17	2012-06-28	0,00 \$	400,00 \$	400,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200204020	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2012-08-17	2012-07-19	110,00 \$	750,00 \$	860,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200404019	198189	Soucy, Annie (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 Québec	2012-05-02	2012-04-20	147,00 \$	1 500,00 \$	1 647,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200404029	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2012-09-07	2012-08-22	300,00 \$	775,00 \$	1 075,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200504085	76441	Me Jacques Michaud	302-1555, boulevard Jacques-Ville, bureau postale 363 G5H 3L2 Québec	2012-05-10	2012-04-26	179,01 \$	497,00 \$	676,01 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604116	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2012-10-19	2012-08-22	293,00 \$	2 850,00 \$	3 143,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704038	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2012-09-07	2012-08-17	180,00 \$	1 050,00 \$	1 230,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704044	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop G5L 1M9 Québec	2012-08-16	2012-07-23	0,00 \$	250,00 \$	250,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704157	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2012-05-16	2012-05-09	321,00 \$	860,00 \$	1 181,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704190	58844	Bouchard, Gaétan	120, boul. de l'Hôtel-de-Ville, bureau 201 C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2012-10-03	2012-09-28	534,00 \$	700,00 \$	1 234,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804026	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2012-10-17	2012-03-16	338,00 \$	1 350,00 \$	1 688,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804049	66941	Rioux, Nadine	434, boulevard Jessop G5L 1N6 QC	2012-10-22	2012-10-19	0,00 \$	50,00 \$	50,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804071	76441	Me Jacques Michaud	302-1555, boulevard Jacques-Cartier Case postale 363 G5H 3L2 Québec	2012-11-22	2012-11-21	110,00 \$	225,00 \$	335,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904084	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2012-08-17	2012-06-29	253,00 \$	1 700,00 \$	1 953,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904091	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 Québec	2012-08-17	2012-07-11	258,00 \$	1 975,00 \$	2 233,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904105	59138	Ancil, Alain (002)	201, 2e rue Est C.P. 550 G5T 2C8 QC	2012-04-04	2012-03-20	215,00 \$	2 285,00 \$	2 500,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904183	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2012-05-16	2012-05-09	349,00 \$	925,00 \$	1 274,00 \$

DT Bas-St-Laurent	6200904184	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-08-17	2012-08-08	263,00 \$	1 315,00 \$	1 578,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904189	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-04-26	2012-04-03	1 308,40 \$	1 575,00 \$	2 883,40 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904192	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-05-31	2012-05-18	454,00 \$	2 850,00 \$	3 304,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904195	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-09-11	2012-08-22	143,00 \$	950,00 \$	1 093,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904196	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-08-29	2012-08-22	150,00 \$	1 150,00 \$	1 300,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904197	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-05-02	2012-04-24	108,00 \$	0,00 \$	108,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904198	59138	Ancilil, Alain (002)	201, 2e rue Est C.P. 550	G5T 2C8 QC	2012-07-09	2012-06-21	100,00 \$	1 700,00 \$	1 800,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904200	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-05-31	2012-05-18	300,00 \$	2 050,00 \$	2 350,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904205	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-05-16	2012-04-11	293,00 \$	850,00 \$	1 143,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904209	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-09-10	2012-08-22	130,00 \$	700,00 \$	830,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904213	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-04-21	2012-04-11	170,00 \$	800,00 \$	970,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904215	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-04-18	2012-03-27	574,00 \$	2 400,00 \$	2 974,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904216	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-05-25	2012-05-18	256,00 \$	1 425,00 \$	1 681,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904216	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-10-23	2012-10-11	140,00 \$	1 550,00 \$	1 690,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904217	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-10-19	2012-01-26	287,00 \$	1 230,00 \$	1 517,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904224	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2012-04-20	2012-04-10	133,00 \$	600,00 \$	733,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904226	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-04-24	2012-04-19	313,00 \$	1 310,00 \$	1 623,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904235	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-09-18	2012-09-06	273,00 \$	900,00 \$	1 173,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904236	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-07-17	2012-07-12	120,00 \$	900,00 \$	1 020,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904249	59288	Garon, Louis	802, 6e Avenue	G0R 1Z0 QC	2012-07-17	2012-07-11	120,00 \$	550,00 \$	670,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904253	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault	G5J 2J1 Québec	2012-08-17	2012-07-19	329,96 \$	850,00 \$	1 179,96 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004005	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-05-31	2012-05-17	130,00 \$	950,00 \$	1 080,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004006	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-06-15	2012-05-28	250,00 \$	1 400,00 \$	1 650,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004007	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-05-31	2012-05-17	130,00 \$	1 300,00 \$	1 430,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004009	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-11-20	2012-11-02	130,00 \$	700,00 \$	830,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004010	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-04-21	2012-04-05	0,00 \$	900,00 \$	900,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004011	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-06-15	2012-05-30	125,00 \$	990,00 \$	1 115,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004012	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest	G5T 1Y9 QC	2012-05-02	2012-04-24	221,00 \$	1 375,00 \$	1 596,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004014	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-05-10	2012-04-30	120,00 \$	425,00 \$	545,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004016	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-09-11	2012-08-22	371,00 \$	1 975,00 \$	2 346,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004017	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-08-29	2012-08-22	130,00 \$	1 000,00 \$	1 130,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004027	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest	G5T 1Y9 QC	2012-08-17	2012-08-09	104,00 \$	1 055,00 \$	1 159,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004038	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop	G5L 1M9 Québec	2012-09-11	2012-09-05	0,00 \$	100,00 \$	100,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004045	59138	Ancilil, Alain (002)	201, 2e rue Est C.P. 550	G5T 2C8 QC	2012-06-21	2012-06-19	221,00 \$	2 179,00 \$	2 400,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004056	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-04-19	2012-04-04	239,00 \$	1 550,00 \$	1 789,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004066	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Case postale 1442	G5R 4M1 Québec	2012-04-05	2012-03-29	125,00 \$	750,00 \$	875,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004070	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-05-25	2012-05-09	10,00 \$	350,00 \$	360,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004077	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-09-25	2012-08-21	170,00 \$	1 800,00 \$	1 970,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004096	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-05-16	2012-05-08	150,00 \$	800,00 \$	950,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004110	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-09-07	2012-08-22	150,00 \$	950,00 \$	1 100,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004113	58875	Bélanger, Jacques (007)	395, boulevard Jessop, 3e étage C.P. 430	G5L 7C3 QC	2012-05-16	2012-05-04	237,00 \$	1 200,00 \$	1 437,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004130	76441	Me Jacques Michaud	302-1555, boulevard Jacques-Cardier Case postale 363	G5H 3L2 Québec	2012-04-23	2012-04-03	118,00 \$	625,00 \$	743,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104003	58772	Charbonneau, Bernard	302-1555, boulevard Jacques-Cardier Case postale 363	G5H 3L2 QC	2012-07-17	2012-07-05	132,00 \$	1 000,00 \$	1 132,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104007	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-08-29	2012-08-22	130,00 \$	850,00 \$	980,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104008	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-11-01	2012-10-25	126,75 \$	0,00 \$	126,75 \$

DT Bas-St-Laurent	6201104008	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-08-29	2012-08-22	253,00 \$	1 430,00 \$	1 683,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104010	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage	G5L 3H2 QC	2012-08-17	2012-07-16	120,00 \$	600,00 \$	720,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104011	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-		2012-05-01	2012-04-18	110,00 \$	750,00 \$	860,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104012	83175	Gestion Notariale inc.	Jacques nord Case postale 608	G0J 1J0 Québec					
DT Bas-St-Laurent				333, rue Saint-						
DT Bas-St-Laurent				Jacques nord Case postale 608	G0J 1J0 Québec					
DT Bas-St-Laurent	6201104019	76441	Me Jacques Michaud	302-1555, boulevard Jacques-		2012-06-12	2012-05-31	120,00 \$	682,00 \$	802,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104031	58969	Bellavance, Louis	Cartier Case postale 363	G5H 3L2 Québec					
DT Bas-St-Laurent				395, boulevard Jessop, 3e étage Case postale 430	G 5L 7C3 Québec	2012-05-02	2012-04-24	108,00 \$	850,00 \$	958,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104033	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault	G5J 2J1 Québec	2012-08-17	2012-07-20	257,60 \$	1 150,00 \$	1 407,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104036	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault	G5J 2J1 Québec	2012-08-17	2012-07-20	257,60 \$	1 150,00 \$	1 407,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104037	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault	G5J 2J1 Québec	2012-08-17	2012-07-20	368,00 \$	1 475,00 \$	1 843,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104039	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault	G5J 2J1 Québec	2012-08-17	2012-07-20	130,00 \$	975,00 \$	1 105,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104040	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-		2012-06-20	2012-06-13	257,00 \$	375,00 \$	632,00 \$
DT Bas-St-Laurent				Jacques nord Case postale 608	G0J 1J0 Québec					
DT Bas-St-Laurent	6201104041	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-		2012-07-17	2012-07-04	110,00 \$	605,00 \$	715,00 \$
DT Bas-St-Laurent				Jacques nord Case postale 608	G0J 1J0 Québec					
DT Bas-St-Laurent	6201104042	402283	St-Laurent, Marc (notaire)	285, avenue Saint-Jérôme	G4W 3A8Québec	2012-05-09	2012-04-24	30,00 \$	250,00 \$	280,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104048	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord	G0L 1E0 Québec	2012-05-19	2012-05-10	0,00 \$	600,00 \$	600,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104053	59087	Gagnon, Claude (004)	658, rue Taché	G0L 3Y0 QC	2012-04-26	2012-04-23	0,00 \$	250,00 \$	250,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104054	59087	Gagnon, Claude (004)	658, rue Taché	G0L 3Y0 QC	2012-04-26	2012-04-23	0,00 \$	250,00 \$	250,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104055	59087	Gagnon, Claude (004)	658, rue Taché	G0L 3Y0 QC	2012-04-26	2012-04-23	0,00 \$	250,00 \$	250,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204028	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2012-07-10	2012-07-09	20,00 \$	280,00 \$	300,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204030	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2012-07-05	2012-07-03	20,00 \$	280,00 \$	300,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204041	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100	G5R3C8 Québec	2012-08-29	2012-08-22	130,00 \$	700,00 \$	830,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204042	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop	G5L 1M9 Québec	2012-10-23	2012-10-19	110,00 \$	350,00 \$	460,00 \$
Total DT Bas-St-Laurent								15 911,32 \$	83 958,00 \$	99 869,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200312031	59766	Quirion, Denys	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 QC	2012-06-14	2012-04-27	110,00 \$	650,00 \$	760,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6,20031E+1	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2102-06-14	2012-05-18	10,00 \$	305,00 \$	315,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912084	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	802, 6e Avenue	G0R 1Z0 Québec	2012-11-27	2012-11-08	2,00 \$	75,00 \$	77,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912093	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires , S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-07-05	2012-06-20	8,00 \$	685,00 \$	693,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912096	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert	G5X 3N8 Québec	2012-04-02	2012-03-09	18,00 \$	400,00 \$	418,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912104	296259	Poirier, Esther (notaire)	1270, 6e Avenue, bureau 222	G5Y 3V5 Québec	2012-07-24	2012-07-06		530,00 \$	530,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912105	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires , S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-09-14	2012-08-28	138,90 \$	1 135,00 \$	1 273,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912106	19521	Gilbert Martin	10500, 1er avenue	G5Y 2C1 Québec	2012-06-15	2012-04-25	321,15 \$	656,25 \$	977,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912107	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires , S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-04-30	2012-04-03	10,00 \$	415,00 \$	425,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912107	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires , S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-10-19	2012-10-04	132,30 \$	695,00 \$	827,30 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912125	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy	G0R 3E0 Québec	2012-08-28	2012-08-14	5,00 \$	278,75 \$	283,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912126	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert	G5X 3N8 Québec	2012-11-16	2012-11-01	482,00 \$	1 300,00 \$	1 782,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912127	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-10-09	2012-09-13		305,00 \$	305,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912128	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires , S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-11-28	2012-11-19	10,00 \$	665,00 \$	675,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012022	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy	G0R 3E0 Québec	2012-10-10	2012-09-18	358,00 \$	1 426,26 \$	1 784,26 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201012024	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy	G0R 3E0 Québec	2012-10-10	2012-09-21	421,00 \$	1 232,50 \$	1 653,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012029	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy	G0R 3E0 Québec	2012-11-09	2012-10-25	143,00 \$	784,16 \$	927,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012035	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy	G0R 3E0 Québec	2012-08-28	2012-08-13			1 217,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012035	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy	G0R 3E0 Québec	2012-11-27	2012-11-07	253,11 \$	735,36 \$	988,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012036	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2012-11-16	2012-11-05		350,00 \$	350,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012036	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2102-04-02	2012-03-12	20,00 \$	125,00 \$	145,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012041	328999	Lacroix, Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaire s	50, route du Président-Kennedy, local 200	G6V 6W8 Québec	2012-09-27	2012-09-05	6,00 \$	255,00 \$	261,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012089	328999	Lacroix, Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaire s	50, route du Président-Kennedy, local 200	G6V 6W8 Québec	2012-05-29	2012-02-23	320,00 \$	1 503,33 \$	1 823,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012111	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est	G0R 3G0 Québec	2012-02-20	2012-02-02	98,00 \$	600,00 \$	698,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012129	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-07-25	2012-07-11		138,00 \$	816,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012138	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-04-30	2012-04-12	246,00 \$	438,33 \$	684,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012140	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-07-25	2012-06-30		130,00 \$	749,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112007	59728	Vachon, Gaston	844, avenue du Palais	G0S 2V0 QC	2012-06-04	2012-04-26	343,75 \$	600,00 \$	943,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112010	59444	Rancourt, Andrée	157, rue de l'Eglise, bureau 4	G0M 1T0 QC	2012-04-16	2012-03-12	133,00 \$	600,00 \$	733,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112012	89014	Poirier, Paul (notaire)	428, rue Principale, C.P. 86	G0M 1V0 Québec	2012-04-16	2012-03-12	152,36 \$	675,00 \$	827,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112016	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-06-14	2102-05-15	457,52 \$	875,00 \$	1 332,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112017	74128	Plante, Diane (005)	156, route du Pont, Suite 1B	G7A 2T4 Qc	2012-07-25	2012-06-29	132,01 \$	750,00 \$	882,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112018	452859	Bergeron Larochelle, société de notaires [SENCRL]	1186, rue Principale	G0S 1Z0 Québec	2012-08-27	2012-07-17	139,24 \$	1 015,00 \$	1 154,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112019	74128	Plante, Diane (005)	156, route du Pont, Suite 1B	G7A 2T4 Qc	2012-07-25	2012-06-29		126,01 \$	826,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112020	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord	G6E 3Z5 Québec	2012-11-20	2012-11-06	427,85 \$	1 095,42 \$	1 523,27 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112022	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-06-14	2012-05-30	211,52 \$	519,40 \$	730,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112023	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-06-06	2012-05-15	157,00 \$	390,60 \$	547,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112024	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-07-05	2012-05-30	403,00 \$	729,40 \$	1 132,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112025	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-06-05	2012-05-15	157,00 \$	390,60 \$	547,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112026	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220	G0S 1Y0 Québec	2012-10-25	2012-10-11	269,00 \$	525,00 \$	794,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112027	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	1300, boulevard de la Rive-Sud Bureau 303	G6W 5M6 Québec	2012-09-14	2012-08-28	104,00 \$	500,00 \$	604,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112028	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-07-25	2012-07-09		376,50 \$	1 210,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112029	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220	G0S 1Y0 Québec	2012-05-08	2012-05-01	269,00 \$	525,00 \$	794,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112030	80529	Martin Mercier, notaire	97, rue Principale	G0S 2M0 Québec	2012-07-05	2012-06-18	276,00 \$	710,00 \$	986,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112031	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-06-05	2012-05-15	211,52 \$	519,40 \$	730,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112032	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	1300, boulevard de la Rive-Sud Bureau 303	G6W 5M6 Québec	2012-05-08	2012-04-20	230,20 \$	350,00 \$	580,20 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112033	74128	Plante, Diane (005)	156, route du Pont, Suite 1B	G7A 2T4 Qc	2012-10-19	2012-08-13	143,11 \$	753,33 \$	896,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112034	74128	Plante, Diane (005)	156, route du Pont, Suite 1B	G7A 2T4 Qc	2012-07-25	2012-06-29		125,01 \$	775,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112035	452859	Bergeron Larochelle, société de notaires [SENCRL]	1186, rue Principale	G0S 1Z0 Québec	2012-10-10	2012-09-24	476,83 \$	1 735,00 \$	2 211,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112036	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220	G0S 1Y0 Québec	2012-05-29	2012-05-08	145,00 \$	325,00 \$	470,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112037	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-06-14	2012-05-15	403,00 \$	705,60 \$	1 108,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112038	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin	G0S 2H0 Québec	2012-06-14	2012-05-30	358,00 \$	705,60 \$	1 063,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112039	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101	G0S 1V0 Québec	2012-07-05	2012-06-12	276,00 \$	710,00 \$	986,00 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201112044	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-05-22	2012-04-27	145,10 \$	500,00 \$	645,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112047	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-02-02	2012-01-17		485,00 \$	485,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112053	59766	Quirion, Denys	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 QC	2012-08-27	2012-03-02		440,00 \$	440,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112055	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-04-16	2012-03-22		425,00 \$	425,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112056	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-04-16	2012-03-30		425,00 \$	425,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112057	296259	Poirier, Esther (notaire)	1270, 6e Avenue, bureau 222	G5Y 3V5 Québec	2012-05-28	2012-05-10	26,50 \$	690,00 \$	716,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112058	414601	Claude Mathieu notaire S.A.	305, 107e Rue, bureau 202	G5Y 3J8Québec	2012-04-16	2012-03-26	33,00 \$	1 495,00 \$	1 528,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112061	414601	Claude Mathieu notaire S.A.	305, 107e Rue, bureau 202	G5Y 3J8Québec	2012-09-14	2012-07-31	149,70 \$	965,00 \$	1 114,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112074	320585	Boulanger Dolan Denault inc.	111, avenue Collin	G5V 2S7 Québec	2012-05-08	2012-03-12	108,00 \$	467,00 \$	575,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112078	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2012-11-05	2012-10-15	275,82 \$	825,00 \$	1 100,82 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112079	135823	Vachon & Associés, Notaire. Conseiller s Juridiques, S.E.N.C.	287, Marguerite- Bourgeoys, bureau 201	G6E 3B8 Québec	2012-05-22	2012-04-17	347,64 \$	1 000,82 \$	1 348,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112082	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy	G0R 3E0 Québec	2012-07-04	2012-06-26	475,00 \$	782,06 \$	1 257,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112098	414601	Claude Mathieu notaire S.A.	305, 107e Rue, bureau 202	G5Y 3J8Québec	2012-10-10	2012-09-24	30,00 \$	390,00 \$	420,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112104	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-09-27	2012-09-11	6,00 \$	350,00 \$	356,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112126	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220	G0S 1Y0 Québec	2012-04-16	2012-03-27	18,00 \$	375,00 \$	393,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112136	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue Si-Édouard, C. P. 308	G6L 2Y8 Québec	2012-11-05	2012-10-24	219,01 \$	975,01 \$	1 194,02 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112139	199602	Me Stéphane Vachon, notaire	733, boulevard Frontenac Ouest Bureau 103	G6G 7X	2012-06-05	2012-05-18	5,00 \$	400,00 \$	405,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112139	199602	Me Stéphane Vachon, notaire	9 Québec	G6G 7X	2012-11-09	2012-10-05	105,00 \$	700,00 \$	805,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112141	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud	G0N 1H0 QC	2012-11-05	2012-10-16	307,69 \$	1 070,00 \$	1 377,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112142	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud	G0N 1H0 QC	2012-11-27	2012-11-06	323,91 \$	1 075,00 \$	1 398,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112143	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boulevard Frontenac O, bureau 106	G6G 6N7 Q	2012-07-26	2012-06-27		114,00 \$	639,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112150	265223	Chagnon, Serge (notaire)	260, boulevard Olivier	J1T 3A4 Québec	2012-05-28	2012-05-02		178,00 \$	178,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112152	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boulevard Frontenac O, bureau 106	G6G 6N7 Q	2012-07-26	2012-06-27		125,00 \$	700,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112155	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boulevard Frontenac O, bureau 106	G6G 6N7 Q	2012-07-26	2012-06-27		119,00 \$	644,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112157	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-07-24	2012-07-09		127,10 \$	727,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112158	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec		2012-08-27	252,00 \$	700,00 \$	952,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112159	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-08-27	2012-07-19	133,00 \$	425,00 \$	558,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112160	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec		2012-08-20	251,00 \$	650,00 \$	901,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112161	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-05-08	2012-04-12	121,00 \$	275,00 \$	396,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112161	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec		2012-08-27	250,00 \$	675,00 \$	925,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112162	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-07-05	2012-05-16	117,00 \$	375,00 \$	492,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112162	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-05-08	2012-04-12	120,00 \$	275,00 \$	395,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112162	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-09-27	2012-09-04	134,00 \$	500,00 \$	634,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112163	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-08-27	2012-07-18	132,00 \$	450,00 \$	582,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112164	301551	PME Inter Notaires Bellechasse- Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-07-25	2012-07-12		120,00 \$	610,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112165	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec		2012-08-27	252,00 \$	725,00 \$	977,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112167	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-08-27	2012-07-20	130,00 \$	500,00 \$	630,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112168	515138	Adams & Bélanger notaires	1000, 6e Avenue, bureau 206	G0R 1Z0 Québec	2012-10-09	2012-08-10	231,00 \$	631,25 \$	862,25 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201112169	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-05-08	2012-04-12	134,00 \$	250,00 \$	384,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112169	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-08-27	2012-07-19	134,00 \$	450,00 \$	584,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112171	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-07-25	2012-07-04		163,10 \$	763,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112176	414601	Claude Mathieu notaire S.A.	305, 107e Rue, bureau 202	G5Y 3J8Québec	2012-10-10	2012-09-24	30,00 \$	340,00 \$	370,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112177	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-11-27	2012-11-19	20,00 \$	645,00 \$	665,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112181	577809	Monia Doyon, notaire	17092, boulevard Lacroix	G5Y 8G9 Québec	2012-10-19	2012-10-09			69,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112184	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-10-10	2012-09-27		355,00 \$	355,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112185	59766	Quirion, Denys	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 QC	2012-11-05	2012-10-24	11,50 \$	425,00 \$	436,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112186	59728	Vachon, Gaston	844, avenue du Palais	G0S 2V0 QC	2012-11-09	2012-10-25		355,00 \$	355,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112189	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-11-09	2012-10-30	11,50 \$	355,00 \$	366,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112190	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-07-24	2012-07-05		10,00 \$	210,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112192	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault	G5X 1M3 Qc	2012-10-24	2012-10-16		50,00 \$	50,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112193	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-11-28	2012-11-19	11,50 \$	405,00 \$	416,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112194	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-11-28	2012-11-20	11,50 \$	330,00 \$	341,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112197	296259	Poirier, Esther (notaire)	1270, 6e Avenue, bureau 222	G5Y 3V5 Québec	2012-11-05	2012-10-24	11,50 \$	520,00 \$	531,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112201	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-11-27	2012-11-19	15,00 \$	311,00 \$	326,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112203	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-10-09	2012-09-20	12,00 \$	375,00 \$	387,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112206	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 Québec	2012-10-11	2012-09-26		100,00 \$	100,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112207	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 Québec	2012-10-11	2012-09-26			100,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112212	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101	G0S 1V0 Québec	2012-10-12	2012-10-01	172,80 \$	500,00 \$	672,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112213	74128	Plante, Diane (005)	156, route du Pont, Suite 1B	G7A 2T4 Qc	2012-07-25	2012-06-29		116,00 \$	816,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112215	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101	G0S 1V0 Québec	2012-10-12	2012-10-02	130,00 \$	775,00 \$	905,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112216	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101	G0S 1V0 Québec	2012-09-27	2012-08-28	165,90 \$	325,00 \$	490,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112221	452859	Bergeron Larochelle, société de notaires [SENCRL]	1186, rue Principale	G0S 1Z0 Québec	2012-10-09	2012-09-17	282,45 \$	1 160,00 \$	1 442,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112222	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale	G0R 1M0 Québec	2012-11-16	2012-11-08	233,00 \$	610,00 \$	843,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112223	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale	G0R 1M0 Québec		2012-11-20	303,00 \$	650,00 \$	953,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212000	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2012-05-28	2012-05-08		645,00 \$	645,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212002	301551	PME Inter Notaires Bellechasse- Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-07-24	2012-07-05		118,00 \$	502,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212003	301551	PME Inter Notaires Bellechasse- Etchemins Inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-07-24	2012-07-12		105,00 \$	515,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212004	301551	PME Inter Notaires Bellechasse- Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-07-25	2012-06-30		112,00 \$	587,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212007	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2012-10-10	2012-09-12	10,00 \$	175,00 \$	185,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212008	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2012-10-10	2012-09-12	10,00 \$	175,00 \$	185,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212009	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale	G0R 3C0 QC	2012-10-10	2012-09-12	10,00 \$	175,00 \$	185,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212054	59728	Vachon, Gaston	844, avenue du Palais	G0S 2V0 QC	2012-10-25	2012-10-09	100,00 \$	450,00 \$	550,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212062	74128	Plante, Diane (005)	156, route du Pont, Suite 1B	G7A 2T4 Qc	2012-10-19	2012-09-18	148,61 \$	620,00 \$	768,61 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212063	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220	G0S 1Y0 Québec	2012-10-25	2012-10-11	269,00 \$	525,00 \$	794,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212114	59127	Carboneau, Paul (notaire)	159, rue Principale	G0R 1M0 QC	2012-11-05	2012-10-19	170,00 \$	350,00 \$	520,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212116	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord	G6E 3Z5 Québec	2012-10-10	2012-09-20	115,00 \$	676,21 \$	791,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212117	59127	Carboneau, Paul (notaire)	159, rue Principale	G0R 1M0 QC	2012-11-05	2012-10-15	170,00 \$	350,00 \$	520,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212119	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin	G0R 2V0 Québec	2012-11-16	2012-11-01	155,31 \$	450,00 \$	605,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212120	301551	PME Inter Notaires Bellechasse- Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-10-09	2012-09-07	130,00 \$	521,67 \$	651,67 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201212121	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue	G0R 1S0 QC	2012-10-10	2012-09-27	245,00 \$	474,17 \$	719,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212122	575547	Lydia Lacasse, notaire	15130, boul. Lacroix	Québec	2012-09-27	2012-09-07	126,74 \$	202,50 \$	329,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212123	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires, S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue	G5Y 1V9 Québec	2012-11-20	2012-11-06	142,30 \$	595,00 \$	737,30 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212124	575547	Lydia Lacasse, notaire	15130, boul. Lacroix	Québec	2012-09-27	2012-09-06	136,74 \$	246,50 \$	383,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212125	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue	G0R 3Y0 Québec	2012-09-27	2012-09-04	132,00 \$	475,00 \$	607,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212134	80529	Martin Mercier, notaire	97, rue Principale	G0S 2M0 Québec	2012-11-09	2012-10-30	159,00 \$	440,00 \$	599,00 \$
Total DT Chaudière-Appalaches								17 606,09 \$	70 400,20 \$	98 361,86 \$
DT Côte-Nord	6200908028	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-07-26	2012-06-18	142,50 \$	450,00 \$	592,50 \$
DT Côte-Nord	6200908030	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-11-09	2012-09-25	344,50 \$	650,00 \$	994,50 \$
DT Côte-Nord	6200908035	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-07-26	2012-06-18	142,50 \$	500,00 \$	642,50 \$
DT Côte-Nord	6200908036	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-07-26	2012-06-18	146,50 \$	500,00 \$	646,50 \$
DT Côte-Nord	6200908045	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-09-14	2012-08-21	276,00 \$	650,00 \$	926,00 \$
DT Côte-Nord	6200908046	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101	G0T 1E0 QC	2012-03-26	2012-03-01	30,00 \$	200,00 \$	230,00 \$
DT Côte-Nord	6200908051	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-11-09	2012-10-23	121,50 \$	600,00 \$	721,50 \$
DT Côte-Nord	6200908063	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-08-28	2012-08-06	162,00 \$	515,00 \$	677,00 \$
DT Côte-Nord	6200908064	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101	G0T 1E0 QC	2012-03-24	2012-03-01	30,00 \$	200,00 \$	230,00 \$
DT Côte-Nord	6200908064	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101	G0T 1E0 QC	2012-04-16	2012-03-27	247,00 \$	200,00 \$	447,00 \$
DT Côte-Nord	6200908068	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-11-16	2012-09-25	244,50 \$	945,00 \$	1 189,50 \$
DT Côte-Nord	6200908075	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-05-08	2012-05-08	166,00 \$	675,00 \$	841,00 \$
DT Côte-Nord	6200908077	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-04-02	2012-03-20	119,00 \$	520,00 \$	639,00 \$
DT Côte-Nord	6200908080	441411	Bussières, Hugo (notaire)	330, Boulevard Lasalle	G4Z 2S5 Québec	2012-03-16	2012-02-24	25,00 \$	160,00 \$	185,00 \$
DT Côte-Nord	6200908086	441411	Bussières, Hugo (notaire)	330, Boulevard Lasalle	G4Z 2S5 Québec	2012-03-16	2012-02-24	25,00 \$	160,00 \$	185,00 \$
DT Côte-Nord	6201008005	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue	G0T 1E0 Québec	2012-04-27	2012-04-18	110,00 \$	443,00 \$	553,00 \$
DT Côte-Nord	6201108003	135785	PME Inter Notaires Baie-Comeau	330, boul. Lasalle	G4Z 2S5 Québec	2012-08-23	2012-06-29	254,00 \$	625,00 \$	879,00 \$
Total DT Côte-Nord								2 586,00 \$	7 993,00 \$	10 579,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6199100669	537145	Hamelin, Anne	249, St-Jacques, bureau 010	H2Y 1M6 Québec	2012-04-11	2012-02-13	285,80 \$	2 150,00 \$	2 435,80 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6199300567	392113	Gougeon, Gilles (notaire)	645, boul. Marie-Victorin	J3R 1K9 Québec	2012-04-27	2011-11-14	115,00 \$	818,33 \$	933,33 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6199300762	67307	Prud'Homme, Fontaine, Dolan S.E.N.C.	1550, rue Ampère Bureau 401	J4B 7L4 QC	2012-08-24	2012-02-29	125,10 \$	1 480,00 \$	1 605,10 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200344066	458835	Robitaille, André (notaire)	109, boulevard Bromont, suite 200	J2L 2K7 Québec	2012-06-20	2012-03-06	0,00 \$	560,00 \$	560,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444018	525863	Lafontaine L'Heureux Lecours S.E.N.C. R.L.	905, Avenue du Palais	J2S 5C6 Québec	2012-08-24	2012-03-23	0,00 \$	670,00 \$	670,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444026	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 Québec	2012-09-06	2012-09-06	421,94 \$	635,00 \$	1 056,94 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6,20044E+12	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière	J0J 1A0 Québec	2012-09-06	2012-09-06	10,00 \$	405,00 \$	415,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444028	59339	Ménard, Roseline	15, rue Rivière	J0J 1A0 QC	2012-03-16	2012-03-16	20,00 \$	720,00 \$	740,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744006	217971	Tardif April Marchand Jodoin, notaires	370, Chemin de Chambly, bureau 400	J4H 3Z6 Ouébec	2012-03-21	2011-12-05	118,00 \$	3 120,00 \$	3 238,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744006	217971	Tardif April Marchand Jodoin, notaires	370, Chemin de Chambly, bureau 400	J4H 3Z6 Ouébec	2012-03-21	2011-12-15	118,00 \$	370,00 \$	488,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744010	313107	Morier Morier S.E.N.C.	1050, boul. Casavant Ouest, bur. 1005	J2S 8B9 Québéc	2012-08-27	2012-04-12	186,05 \$	930,00 \$	1 116,05 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744011	313107	Morier Morier S.E.N.C.	1050, boul. Casavant Ouest, bur. 1005	J2S 8B9 Québéc	2012-08-27	2012-04-12	242,00 \$	1 280,00 \$	1 522,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744012	313104	David, Saint-Pierre, Gagné, Chabot, Notaires	750, avenue de l'Hotel-Dieu	J2S 5J9Québec	2012-08-27	2012-05-03	115,00 \$	608,30 \$	723,30 \$

DT Est-de-la-Montréalégie	6200744013	313107	Morier Morier S.E.N.C.	1050, boul. Casavant Ouest, bur. 1005 J2S 8B9 Québ ec	2012-08-27	2012-04-12	119,00 \$	930,00 \$	1 049,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6200744034	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3Québec		2012-04-30	44,00 \$	566,67 \$	610,67 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6200744035	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3Québec		2012-05-07	26,00 \$	432,00 \$	458,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6200944048	356556	Brunet, Michel (005)	225, rue Robinson sud J2G 7M5 Québec	2012-08-24	2012-07-05	253,00 \$	1 785,00 \$	2 038,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6200944054	492708	Vachon & Bernier, notaires inc.	155, rue Saint-Jacques, bureau 301 J2G 9A7 Québec		2012-09-11	227,00 \$	1 050,00 \$	1 277,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6200944075	575463	Belanger, Pierre (notaire)	85, boul. Grove J2G 4M9 Québec		2011-11-22	191,80 \$	697,50 \$	889,30 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044005	313107	Morier Morier S.E.N.C.	1050, boul. Casavant Ouest, bur. 1005 J2S 8B9 Québ ec	2012-08-23	2012-04-12	242,00 \$	1 200,00 \$	1 442,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044017	342690	Étude notariale Benoit Rivet inc.	207, boul. Laurier J3G 4G8 Québec		2012-07-16	5,61 \$	490,00 \$	495,61 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044020	527469	Étude Pierre Charles Dubois notaire	365, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier Bureau 302 J3G 4T2 Québec		2012-04-18	172,49 \$	775,00 \$	947,49 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044021	525863	Lafontaine L'Heureux Lecours S.E.N.C. R.L.	905, Avenue du Palais J2S 5C6 Québec	2012-09-25	2012-06-08		680,00 \$	680,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044022	342690	Étude notariale Benoit Rivet inc.	207, boul. Laurier J3G 4G8 Québec	2012-03-08	2012-02-21	125,56 \$	475,00 \$	600,56 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044023	564828	Mario Daigneault notaire inc.	509H, Jules-Choquet J3E 1W6 Québec		2012-07-23	34,50 \$	375,00 \$	409,50 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044025	545617	Lambert, Louise (notaire)	770, rue Dupré J3G 3Z6 Québec	2012-08-13	2012-03-12	136,00 \$	425,00 \$	561,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044028	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 Québec		2012-10-04	311,00 \$	662,50 \$	973,50 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044054	334534	Jacques Penelle, notaire inc.	400, rue Bonin J0H 1A0 Québec	2012-09-28	2011-11-28	47,00 \$	800,00 \$	847,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044055	581156	Hénault, Richard (Hénault et Mathieu, notaires et cons.juridiques)	24, avenue Saint-François J0H 1W0 Québec		2012-09-24	350,00 \$	2 250,00 \$	2 600,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044058	368355	Belanger Bisailon Meunier & associés inc.	252, rue Laurier J3B 6K9 Québec		2012-07-30	728,69 \$	2 257,50 \$	2 986,19 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201044059	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 Québec	2012-07-17	2012-05-28	137,37 \$	1 150,00 \$	1 287,37 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144000	365271	Robert, Jacques E. (002)	262, rue Desjardins Nord J2G 6J1 Québec	2012-06-06	2012-05-22	127,00 \$	610,00 \$	737,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144004	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec	2012-08-03	2012-07-19	10,00 \$	380,00 \$	390,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144018	575463	Belanger, Pierre (notaire)	85, boul. Grove J2G 4M9 Québec		2012-07-04	306,80 \$	1 202,50 \$	1 509,30 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144019	575463	Belanger, Pierre (notaire)	85, boul. Grove J2G 4M9 Québec		2012-07-04	306,80 \$	1 202,50 \$	1 509,30 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144020	139817	Barry, Line	66, rue Principale Case postale 450 J0J 1A0 Québec	2012-03-30	2012-03-19	23,00 \$	23,00 \$	23,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144020	139817	Barry, Line	66, rue Principale Case postale 450 J0J 1A0 Québec	2012-05-23	2012-03-19	217,00 \$	750,00 \$	967,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144021	217971	Tardif April Marchand Jodoin, notaires	370, chemin Chambly, bureau 400 J4H 3Z6 Québec	2012-08-08	2012-07-03	13,00 \$	250,00 \$	263,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144022	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord G6E 3Z5 Québec		2012-05-28	352,00 \$	695,00 \$	1 047,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144023	433436	Bibeau Desaliers Lamarre, notaires S. E.N.C.R.L.	190, boul. Sir-Wilfrid-Laurier J3G 4G7 Québec		2012-08-13		180,00 \$	180,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144027	491700	Petrin, Pierre (002)	601, Chemin des Patriotes J0H 1K0 Québec	2012-03-29	2012-03-12	105,00 \$	400,00 \$	505,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144029	527469	Étude Pierre Charles Dubois notaire	365, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier Bureau 302 J3G 4T2 Québec	2012-06-19	2012-04-03	147,08 \$	650,00 \$	797,08 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144030	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2012-03-13	2011-10-20	176,80 \$	490,00 \$	666,80 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144031	531798	NotaireMartel inc.	351, rue Blain J3H3B4 Québec		2012-06-08	233,00 \$	375,00 \$	608,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144031	417025	Jean Martel, notaire en fidéicommis	351, rue Blain J3H 3B4 Québec	2012-08-24	2012-06-08	233,00 \$	375,00 \$	608,00 \$
DT Est-de-la-Montréalégie	6201144050	139817	Barry, Line	66, rue Principale Case postale 450 J0J 1A0 Québec		2012-09-25	132,00 \$	1 200,00 \$	1 332,00 \$
Total DT Est-de-la-Montréalégie							7 290,39 \$	39 507,80 \$	46 798,19 \$
DT Estrie	6200260007	59537	Boulanger, Suzanne	5109, rue Frontenac, bureau 100 G6B 1H2 Québec	2012-05-02	2012-04-23	109,00 \$	750,00 \$	859,00 \$
DT Estrie	6200460037	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est J0B 1M0 Québec	2012-06-26	2012-06-22	227,00 \$	743,00 \$	970,00 \$
DT Estrie	6200560000	425589	Fredette, Sylvie (notaire)	165, rue Heneker J1J 3G2 Québec	2012-04-16	2012-03-29		75,00 \$	75,00 \$
DT Estrie	6200560018	81841	Talbot, Jean (notaire)	1941, rue Belvédère Sud J1H 5S1 Québec	2012-10-17	2012-10-16	10,00 \$	200,00 \$	210,00 \$
DT Estrie	6200560020	81841	Talbot, Jean (notaire)	1941, rue Belvédère Sud J1H 5S1 Québec	2012-10-17	2012-10-16	10,00 \$	200,00 \$	210,00 \$
DT Estrie	6200560060	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2012-10-01	2012-09-20		250,00 \$	250,00 \$
DT Estrie	6200860013	358830	Desourdy, Johanne (notaire)	779, rue Shefford, bureau 200 Case postale 629 J2L	2012-06-07	2012-05-31	175,00 \$	700,00 \$	875,00 \$

DT Estrie	6201160054	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100	J1H 1M3 Québec	2012-06-22	2012-06-21	110,00 \$	500,00 \$	610,00 \$
DT Estrie	6201160054	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100	J1H 1M3 Québec	2012-07-09	2012-07-05	123,00 \$	225,00 \$	348,00 \$
DT Estrie	6201160055	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100	J1H 1M3 Québec	2012-07-24	2012-07-19	110,00 \$	750,00 \$	860,00 \$
DT Estrie	6201160060	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	JOB 2H0 Québec	2012-11-05	2012-10-25	124,88 \$	360,00 \$	484,88 \$
DT Estrie	6201160061	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	JOB 2H0 Québec	2012-10-23	2012-09-18	127,00 \$	450,00 \$	577,00 \$
DT Estrie	6201160064	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	JOB 2H0 Québec	2012-10-16	2012-10-11	6,00 \$	185,00 \$	191,00 \$
DT Estrie	6201160065	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	JOB 2H0 Québec	2012-10-26	2012-10-12	123,88 \$	360,00 \$	483,88 \$
DT Estrie	6201160066	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	JOB 2H0 Québec	2012-10-26	2012-10-16	126,88 \$	360,00 \$	486,88 \$
DT Estrie	6201160067	553239	Marier, Marie (notaire)	2984, rue des Chênes, bureau 205	J1L 1Y1 Québec	2012-11-26	2012-10-23	280,00 \$	700,00 \$	980,00 \$
DT Estrie	6201160069	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	JOB 2H0 Québec	2012-11-14	2012-10-16	248,88 \$	625,00 \$	873,88 \$
DT Estrie	6201160070	412901	Lassonde, Joselle (notaire)	2235, rue King Ouest, bureau 205	J1J 2G2 Québec	2012-11-06	2012-10-12	140,00 \$	700,00 \$	840,00 \$
DT Estrie	6201160071	369390	Coutu, Anne-Marie (notaire)	85C, rue Queen	J1M 1J3 Québec	2012-11-20	2012-01-24		200,00 \$	200,00 \$
DT Estrie	6201160071	369390	Coutu, Anne-Marie (notaire)	85C, rue Queen	J1M 1J3 Québec	2012-11-20	2012-11-14	110,00 \$	500,00 \$	610,00 \$
DT Estrie	6201160073	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	JOB 2H0 Québec	2012-11-05	2012-10-16	6,00 \$	335,00 \$	341,00 \$
DT Estrie	6201160075	544645	Gauthier & associés, notaires inc..	52, rue Principale Nord, bureau 6	JOB 2H0 Québec	2012-11-01	2012-10-01	278,00 \$	550,00 \$	828,00 \$
DT Estrie	6201160076	134475	Gauthier, Denis (notaire)	568, 1e Avenue	J1T 4N3 Québec	2012-10-29	2012-10-16	178,00 \$	650,00 \$	828,00 \$
DT Estrie	6201160080	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110	J1A 2B1 Québec	2012-09-17	2012-09-13	126,00 \$	600,00 \$	726,00 \$
DT Estrie	6201160085	565662	Cassar, Sylvie (notaire)	44, chemin du Lac	JOB 2C0 Québec	2012-11-15	2012-11-09	114,00 \$	500,00 \$	614,00 \$
DT Estrie	6201160085	565662	Cassar, Sylvie (notaire)	44, chemin du Lac	JOB 2C0 Québec	2012-07-25	2012-07-15		250,00 \$	250,00 \$
DT Estrie	6201160086	81841	Talbot, Jean (notaire)	1941, rue Belvédère Sud	J1H 5S1 Québec	2012-10-17	2012-10-12	115,00 \$	550,00 \$	665,00 \$
DT Estrie	6201160087	59076	Downey, Robert	85, rue Queen	J1M 1J3 Québec	2012-09-26	2012-09-18	110,00 \$	350,00 \$	460,00 \$
DT Estrie	6201160088	59076	Downey, Robert	85, rue Queen	J1M 1J3 Québec	2012-09-25	2012-09-18	110,00 \$	350,00 \$	460,00 \$
DT Estrie	6201160089	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110	J1A 2B1 Québec	2012-07-26	2012-07-24	114,00 \$	650,00 \$	764,00 \$
DT Estrie	6201160090	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110	J1A 2B1 Québec	2012-07-26	2012-07-23	115,00 \$	650,00 \$	765,00 \$
DT Estrie	6201160091	81841	Talbot, Jean (notaire)	1941, rue Belvédère Sud	J1H 5S1 Québec	2012-06-22	2012-06-21	218,00 \$	525,00 \$	743,00 \$
DT Estrie	6201160094	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100	J1H 1M3 Québec	2012-09-05	2012-08-31		200,00 \$	200,00 \$
DT Estrie	6201160095	536475	Turcotte Paquette, notaires inc.	189, avenue St-Jacques	JOB 1R0 Québec	2012-07-26	2012-07-24		200,00 \$	200,00 \$
DT Estrie	6201160096	441772	Drouin, Michel (notaire)	601, boul. Simoneau	J1T 4G7	2012-10-17	2012-10-05	669,76 \$	1 170,00 \$	1 839,76 \$
DT Estrie	6201160096	441772	Drouin, Michel (notaire)	601, boul. Simoneau	J1T 4G7	2012-07-13	2012-06-13	30,00 \$	350,00 \$	380,00 \$
DT Estrie	6201160102	75171	Sylvestre Lagassé Sencrl	455, Rue King Ouest, Bureau 610	J1H 6E9 Québec	2012-04-13	2012-04-11	30,00 \$	200,00 \$	230,00 \$
DT Estrie	6201160104	75171	Sylvestre Lagassé Sencrl	455, Rue King Ouest, Bureau 610	J1H 6E9 Québec	2012-04-13	2012-04-11	30,00 \$	200,00 \$	230,00 \$
DT Estrie	6201160105	265223	Chagnon, Serge (notaire)	260, boulevard Olivier	J1T 3A4 Québec	2012-05-17	2012-05-14	175,60 \$	283,00 \$	458,60 \$
DT Estrie	6201160107	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est	JOB 1M0 Québec	2012-09-05	2012-08-29	113,00 \$	300,00 \$	413,00 \$
DT Estrie	6201260014	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201	J1G 5G6 Québec	2012-11-14	2012-11-01	233,00 \$	850,00 \$	1 083,00 \$
DT Estrie	6201260014	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201	J1G 5G6 Québec	2012-06-11	2012-06-07	30,00 \$	300,00 \$	330,00 \$
DT Estrie	6201260019	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201	J1G 5G6 Québec	2012-10-26	2012-10-23	233,00 \$	1 000,00 \$	1 233,00 \$
DT Estrie	6201260021	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201	J1G 5G6 Québec	2012-10-26	2012-10-23	233,00 \$	1 000,00 \$	1 233,00 \$
DT Estrie	6201260027	320925	Cyr, René (notaire)	288, rue Marquette, bureau 100	J1H 1M3 Québec	2012-11-27	2012-11-23		225,00 \$	225,00 \$
DT Estrie	6201260033	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen Sud	J1G 2E1 Québec	2012-11-08	2012-11-05	1,00 \$	300,00 \$	301,00 \$
DT Estrie	6201260035	59076	Downey, Robert	85, rue Queen	J1M 1J3 Québec	2012-11-06	2012-11-05		300,00 \$	300,00 \$
DT Estrie	8201060001	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201	J1G 5G6 Québec	2012-05-29	2012-03-29	302,00 \$	900,00 \$	1 202,00 \$
DT Estrie	8201060003	83431	Paré Pratte notaires [SNC]	166, rue King Ouest, bureau 200	J1H1P7 Québec	2012-07-06	2012-07-03	130,00 \$	425,00 \$	555,00 \$
DT Estrie	8201160000	578574	Drouin, Guylaine (notaire)	2424, rue King Ouest, bureau 110	J1J 2E8 Québec	2012-11-06	2012-10-31	192,50 \$	525,00 \$	717,50 \$
Total DT Estrie								11 384,83 \$	46 833,52 \$	58 218,35 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200500038	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal	G4T 1H1 Québec		2009-02-19	131,00 \$	785,00 \$	916,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200800054	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec		2012-08-22	112,00 \$	700,00 \$	812,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200800070	59200	Abdelhour, Claude	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec		2012-08-08	125,00 \$	800,00 \$	925,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900013	59200	Abdelhour, Claude	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec		2012-09-20	248,00 \$	1 050,00 \$	1 298,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900033	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine	G4X 1T5 Québec		2012-07-17	150,00 \$	850,00 \$	1 000,00 \$

DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900038	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-04-21	2012-04-14	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900043	59200	Abdelhour, Claude	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-08-17	2012-07-25	115,00 \$	750,00 \$	865,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900045	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-10-03	2012-06-18	123,00 \$	830,00 \$	953,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900046	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-06-29	2012-04-14	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900050	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-09-18	2012-08-10	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900052	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-07-05	2012-06-22	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900056	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-08-17	2012-08-04	115,00 \$	830,00 \$	945,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900057	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine	G4X 1T5 Québec	2012-11-20	2012-10-24	150,00 \$	850,00 \$	1 000,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900058	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine	G4X 1T5 Québec	2012-11-20	2012-10-24	150,00 \$	850,00 \$	1 000,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900064	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine	G4X 1T5 Québec	2012-11-20	2012-10-25	150,00 \$	850,00 \$	1 000,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900069	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-07-17	2012-06-29	115,00 \$	800,00 \$	915,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900070	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-10-03	2012-06-13	115,00 \$	880,00 \$	995,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900075	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-08-29	2012-08-16	118,00 \$	1 050,00 \$	1 168,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900078	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-07-09	2012-07-04	115,00 \$	300,00 \$	415,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900095	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-04-05	2012-03-26	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900095	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-08-17	2012-08-07	125,00 \$	500,00 \$	625,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900101	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-04-26	2012-04-19	126,00 \$	880,00 \$	1 006,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900102	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-04-12	2012-03-26	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900107	59200	Abdelhour, Claude	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-10-05	2012-09-26	123,00 \$	850,00 \$	973,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000009	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal	G4T 1H1 Québec	2012-06-22	2012-05-02	125,00 \$	350,00 \$	475,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000009	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal	G4T 1H1 Québec	2012-06-22	2011-04-14	20,00 \$	350,00 \$	370,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000009	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal	G4T 1H1 Québec	2012-06-22	2012-05-02		954,00 \$	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000015	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal	G4T 1H1 Québec	2012-06-26	2012-06-08	154,00 \$	800,00 \$	954,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000018	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de la Vernière	G4T 3E6 Québec	2012-09-18	2012-08-24	110,00 \$	800,00 \$	910,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000020	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal	G4T 1H1 Québec	2012-06-22	2012-03-06	154,00 \$	800,00 \$	954,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000021	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de la Vernière	G4T 3E6 Québec	2012-05-01	2012-03-19	108,00 \$	700,00 \$	808,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000030	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-06-22	2012-06-07	115,00 \$	780,00 \$	895,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000043	472137	Abdelhour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-09-18	2012-08-28	236,00 \$	1 000,00 \$	1 236,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000050	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-04-26	2012-04-19	115,00 \$	900,00 \$	1 015,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000051	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D -Levesque	G0C 2K0 Québec	2012-08-29	2012-06-13	308,00 \$	1 000,00 \$	1 308,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000052	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-04-21	2012-03-31	504,00 \$	1 275,00 \$	1 779,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000055	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D -Levesque	G0C 2K0 Québec	2012-08-29	2012-07-27	104,00 \$	800,00 \$	904,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000056	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D -Levesque	G0C 2K0 Québec	2012-08-29	2012-07-12	104,00 \$	800,00 \$	904,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000060	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-06-28	2012-06-08	123,00 \$	300,00 \$	423,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000060	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-06-28	2012-06-08	320,00 \$	1 200,00 \$	1 520,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000061	472137	Abdelhour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine	G4X 2R1 Québec	2012-11-06	2012-10-23	135,00 \$	1 250,00 \$	1 385,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000062	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-05-23	2012-05-10	9,00 \$	200,00 \$	209,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000063	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-05-24	2012-05-17	14,00 \$	200,00 \$	214,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000065	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-04-11	2012-04-04	19,00 \$	200,00 \$	219,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000065	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-11-22	2012-11-20		50,00 \$	50,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000066	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D -Levesque	G0C 2K0 Québec	2012-09-17	2012-08-24	409,47 \$	1 000,00 \$	1 409,47 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000067	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-04-04	2012-03-26	110,00 \$	900,00 \$	1 010,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000069	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-10-10	2012-10-01	115,00 \$	300,00 \$	415,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000069	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-04-21	2012-04-19	1,00 \$	200,00 \$	201,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000069	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-09-17	2012-09-10	112,00 \$	750,00 \$	862,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000070	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D -Levesque	G0C 2K0 Québec	2012-09-18	2012-08-24	255,00 \$	1 000,00 \$	1 255,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000072	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-05-16	2012-05-09	123,00 \$	300,00 \$	423,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000072	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est	G0E 1K0 Québec	2012-05-16	2012-03-26	240,00 \$	1 200,00 \$	1 440,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000073	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D -Levesque	G0C 2K0 Québec	2012-08-29	2012-07-16	225,00 \$	1 000,00 \$	1 225,00 \$

DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000074	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 2K0 Québec	2012-08-29	2012-06-13	105,00 \$	800,00 \$	905,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000076	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2012-07-17	2012-06-29	112,00 \$	900,00 \$	1 012,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000081	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2012-09-18	2012-09-13	1,00 \$	50,00 \$	51,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000082	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2012-09-13	2012-09-11	4,00 \$	200,00 \$	204,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000083	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2012-11-20	2012-10-25	150,00 \$	850,00 \$	1 000,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000084	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-08-17	2012-08-08	115,00 \$	1 050,00 \$	1 165,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000089	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-06-05	2012-05-20	0,00 \$	450,00 \$	450,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100030	71951	Barriault, Serge	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2012-11-02	2012-10-30	120,00 \$	800,00 \$	920,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100036	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2012-05-02	2012-04-24	111,00 \$	950,00 \$	1 061,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100045	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2012-04-26	2012-04-19	114,00 \$	900,00 \$	1 014,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100046	78866	Me Richard Deraiche	96, boulevard Gérard-D.-Levesque Case postale 159 G0C 1Z0 Québec	2012-10-23	2012-10-17	150,00 \$	600,00 \$	750,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100047	59413	Caissy, Rachel	610-A, boulevard Perron Case postale1248 G0C 1Y0 Québ ec	2012-05-25	2012-05-17	110,00 \$	700,00 \$	810,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100049	59413	Caissy, Rachel	610-A, boulevard Perron Case postale1248 G0C 1Y0 Québ ec	2012-06-01	2012-05-28	233,00 \$	950,00 \$	1 183,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200001	58952	Tremblay, Gilles (004)	119B, boulevard Perron Ouest C.P. 668 G0C 2B0 Qué bec	2012-07-17	2012-07-13	20,00 \$	400,00 \$	420,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200012	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2012-09-11	2012-09-06	125,00 \$	250,00 \$	375,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200015	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-07-17	2012-06-21	123,00 \$	800,00 \$	923,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200085	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-10-05	2012-09-20	120,00 \$	700,00 \$	820,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200086	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-11-20	2012-10-19	115,00 \$	800,00 \$	915,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200087	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-08-17	2012-08-10	115,00 \$	880,00 \$	995,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200091	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-08-17	2012-07-20	115,00 \$	830,00 \$	945,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200112	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-10-02	2012-09-27	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200113	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2012-10-02	2012-09-27	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine							8 831,47 \$	51 070,00 \$	60 855,47 \$
DT Ile-de-Montréal	2197101692	576883	Watson Venne, inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 Québec	2012-09-19	2012-08-24			2 115,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200340007	550195	Fleurant, Mélanie (notaire)	2540, boulevard Daniel-Johnson, bureau 400 H7T 2S3 Québec		2008-09-29			2 624,52 \$
DT Ile-de-Montréal	6200340011	461158	Desjardins Lapointe Mousseau Bélanger	600, rue de la Gauchetière Ouest Bureau 2185 H3B 4 L8 Québec	2012-06-19	2012-04-18			1 241,92 \$
DT Ile-de-Montréal	6200540103	569598	Larochelle, Benoit (notaire)	13301, rue Sherbrooke Est, bureau 300 H1A 1C2 Québec	2012-07-16	2012-05-22			700,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740002	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	5675, chemin de Chambly, suite 201 J3Y 3R1 Québec		2012-05-10			747,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740005	84555	Me Roger Gosselin, notaire	3883, boulevard Saint-Jean, bureau 305 H9G 3B9 Québec		2012-06-29			2 750,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740007	84555	Me Roger Gosselin, notaire	3883, boulevard Saint-Jean, bureau 305 H9G 3B9 Québec		2012-06-29			960,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040014	59794	Laliberté, Louis	600, boulevard Pierre-Bertrand, bureau 1 G1M 3W5 QC		2012-08-22			2 054,00 \$
Total DT Ile-de-Montréal							0,00 \$	0,00 \$	13 192,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200252050	391943	Etude Major Lazure, notaires inc.	56, Av de l'Église J0R 1R0 Québec		2012-10-09		200,00 \$	200,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200552005	72991	PLOURDE, Sylvie (005)	195, rue Principale J8C 1K5 Québec		2012-10-09	123,00 \$	875,00 \$	998,00 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6200752007	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05		200,00 \$	200,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752034	328562	Poudrier, Gislain (notaire)	430, rue de l'Annonciation Nord	JOT 1T0 Québec		2012-05-10	108,00 \$	550,00 \$	658,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752037	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05		200,00 \$	200,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752037	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05	119,00 \$	250,00 \$	369,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752040	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-11-08	254,18 \$	1 365,00 \$	1 619,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752053	328562	Poudrier, Gislain (notaire)	430, rue de l'Annonciation Nord	JOT 1T0 Québec		2012-07-30	112,00 \$	450,00 \$	562,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752089	319762	Châtelain, Julie (notaire)	230, rue de Martigny O. suite 201	J7Y 2G3 Québec		2012-09-07	5,00 \$	325,00 \$	330,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952019	46292	Tessier, Louise	435A, rue Dollard	J6E 4M3 Québec		2012-04-19	112,00 \$	450,00 \$	562,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952051	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-10-12	110,00 \$	450,00 \$	560,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952080	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05	439,00 \$	1 050,00 \$	1 489,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952082	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-08-20	110,00 \$	975,00 \$	1 085,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952083	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec	2012-10-19	2012-10-29	147,00 \$	625,00 \$	772,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952093	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-07-30	217,00 \$	800,00 \$	1 017,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952099	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-09-18	150,50 \$	600,00 \$	750,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952102	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05	203,00 \$	1 250,00 \$	1 453,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952107	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05	102,00 \$	500,00 \$	602,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052016	74431	Dupré Bedard, notaires	447, rue Charbonneau C.P. 19059	J8E 3C1 QC		2012-10-09	10,00 \$	700,00 \$	710,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052017	538306	Étude du notaire Michel Pilon inc.	370, rue de Saint-Jovite, bureau 1	J8E 2Z9 Québec		2012-04-05	159,00 \$	1 050,00 \$	1 209,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052022	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	J0K 1A0 Québec		2012-04-11	54,18 \$	250,00 \$	304,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052023	319802	St-Georges, Carole (médiateur)	950, boul. Sainte-Anne, bureau 110A	J6E 5B5 Québec		2012-05-14	265,88 \$	825,00 \$	1 090,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052026	527257	Raymond & Sigouin, notaires	470, rue Principale	JOT 2C0 Québec		2012-04-05	115,00 \$	950,00 \$	1 065,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052028	480184	Raymond M Sigouin, notaire (expropriation)	470, rue Principale	JOT 2C0 Québec		2012-08-03	232,00 \$	1 250,00 \$	1 482,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052031	527257	Raymond & Sigouin, notaires	470, rue principale	JOT 2C0 Qc		2012-04-05	112,00 \$	950,00 \$	1 062,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052034	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	J0K 1A0 Québec		2012-04-05	150,50 \$	550,00 \$	700,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052035	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	J0K 1A0 Québec		2012-05-10	252,00 \$	600,00 \$	852,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052121	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05	0,00 \$	400,00 \$	400,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052121	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-10-15	150,50 \$	725,00 \$	875,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052122	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-10-12	110,00 \$	600,00 \$	710,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052122	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-04-05	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052123	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-07-19		500,00 \$	500,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052125	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05	0,00 \$	425,00 \$	425,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052127	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-04-11	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052127	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-06-05		300,00 \$	300,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052128	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05	0,00 \$	400,00 \$	400,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052128	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-10-12	153,55 \$	725,00 \$	878,55 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052129	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-09-07	2,00 \$	300,00 \$	302,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052131	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-09-07	3,00 \$	350,00 \$	353,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052133	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101	JOT 1T0 Québ ec		2012-04-05	0,00 \$	300,00 \$	300,00 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201152048	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-05	425,00 \$	425,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152050	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-04-19	400,00 \$	400,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152051	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-05-10	700,00 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201152053	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec	2012-10-19	2012-10-26	350,00 \$	350,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152053	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église	JOT 1H0 Québec		2012-05-10	400,00 \$	400,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152054	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 ec	JOT 1T0 Quééb		2012-04-05	300,00 \$	300,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152064	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-15	5,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152066	470352	St-Jean & Thibault notaires	472, Victoria, bureau 200	J4P 2J4 Québec		2012-10-15	47,00 \$	425,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152074	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-15	22,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152078	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-15	19,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152093	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-15	12,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152099	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	5,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152103	575692	Legault, Gilles (notaire)	7450, boulevard Les Galeries d'Anjou, bureau 140 1M 3M3 Québec	H		2012-11-08	5,00 \$	200,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152105	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	7,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152111	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	23,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152115	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	24,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152121	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	13,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152127	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	9,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152134	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SE NCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301	J6E 5G1 Québec		2012-10-12	7,00 \$	307,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152139	460766	Gagnon/Cantin/Lachapelle/Sasseville/Riopel/Hébert/Lord[SENCRL]not/c.jur.	125, St-Jacques	JOK 2R0 Québec		2012-10-09	10,00 \$	300,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152151	130917	Sauvageau, Elise	notaire 410, rue Notre-Dame	J6A 2T1 Québec		2012-11-15	15,00 \$	350,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152152	140998	Palazzo, Jean-Marc (notaire)	3131, boulevard de la Concorde Est, bureau 401 E 4W4 Québec	H7		2012-10-12	15,00 \$	350,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152155	130917	Sauvageau, Elise	notaire 410, rue Notre-Dame	J6A 2T1 Québec		2012-11-15	15,00 \$	350,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152162	88756	Vaillancourt & Vaillancourt	238, boulevard Sainte-Rose	H7L 1L6 Québec		2012-10-15	13,00 \$	400,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152174	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	20,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152177	579076	Béliveau, Lucie (notaire)	36, avenue Filion, bureau 201	JOR 1R0 Québec	2012-11-16	2012-11-20	42,00 \$	840,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152180	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	7,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152187	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	12,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152194	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	12,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152197	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-15	12,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152201	130917	Sauvageau, Elise	notaire 410, rue Notre-Dame	J6A 2T1 Québec		2012-11-15	15,00 \$	350,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152209	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	17,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152214	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SE NCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301	J6E 5G1 Québec		2012-10-12	7,00 \$	300,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152217	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	14,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152220	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	17,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152223	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-11-16	7,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152226	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-07-30	45,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152228	577907	Gauvin, Louis-Philippe (notaire)	1039, rue Lévis	J6W 4L2 Québec		2012-11-08	20,00 \$	500,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152239	130917	Sauvageau, Elise	notaire 410, rue Notre-Dame	J6A 2T1 Québec		2012-11-15	15,00 \$	350,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152263	550210	Lacoursière, Serge (notaire)	1521, avenue Gilles-Villeneuve	JOK 1A0 Québec		2012-05-10	17,00 \$	400,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152265	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-05-02	27,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152266	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac	JOK 1A0 Québec		2012-07-30	45,00 \$	250,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252032	25746	Léonard, Ruel, Venne et associés, not	100, rue de la Gare	J7Z 2C1 QC		2012-10-09		300,00 \$

DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248021	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelleu	J0J 1J0 QC			2012-06-07	73,00 \$	1 340,00 \$	1 413,00 \$
Total DT Ouest-de-la-Montréalégie									4 856,36 \$	34 365,36 \$	39 221,72 \$
DT Outaouais	6200256116	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-22	2012-04-26	110,00 \$	1 270,00 \$	1 380,00 \$
DT Outaouais	6200256117	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-22	2012-04-17	131,22 \$	550,00 \$	681,22 \$
DT Outaouais	6200256118	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-23	2012-04-17	108,00 \$	450,00 \$	558,00 \$
DT Outaouais	6200256119	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-23	2012-04-20	135,80 \$	950,00 \$	1 085,80 \$
DT Outaouais	6200256120	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-23	2012-04-17	108,00 \$	520,00 \$	628,00 \$
DT Outaouais	6200256121	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-23	2012-04-17	108,00 \$	450,00 \$	558,00 \$
DT Outaouais	6200256122	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-23	2012-04-17	201,74 \$	1 140,00 \$	1 341,74 \$
DT Outaouais	6200256128	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-23	2012-04-23	273,40 \$	1 300,00 \$	1 573,40 \$
DT Outaouais	6200256129	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-23	2012-04-17	108,00 \$	470,00 \$	578,00 \$
DT Outaouais	6200656044	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC		2012-10-04	2012-09-06	187,47 \$	612,50 \$	799,97 \$
DT Outaouais	6200656060	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC		2012-10-04	2012-08-20	178,80 \$	701,25 \$	880,05 \$
DT Outaouais	6200656069	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC		2012-09-26	2012-08-31	110,00 \$	487,50 \$	597,50 \$
DT Outaouais	6200656074	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-22	2012-04-27		470,00 \$	470,00 \$
DT Outaouais	6200656100	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC		2012-10-04	2012-08-31		397,50 \$	397,50 \$
DT Outaouais	6200656103	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC		2012-10-04	2012-08-29	338,11 \$	1 010,50 \$	1 348,61 \$
DT Outaouais	6200656105	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC		2012-10-04	2012-08-29	247,60 \$	1 121,25 \$	1 368,85 \$
DT Outaouais	6200656106	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC		2012-05-01	2012-04-02	176,80 \$	1 215,00 \$	1 391,80 \$
DT Outaouais	6200656117	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-22	2012-04-24		890,00 \$	890,00 \$
DT Outaouais	6200756000	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC		2012-09-25	2012-09-06	187,47 \$	538,75 \$	726,22 \$
DT Outaouais	6200756026	75374	St-Jacques, Hugues	106, rue MacLaren Est	J8L 1K1 QC		2012-10-02	2012-08-30	488,54 \$	1 210,00 \$	1 698,54 \$
DT Outaouais	6200956044	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale	Suite 100	J0V 1W0 QC	2012-05-22	2012-04-27	110,00 \$	580,00 \$	690,00 \$
DT Outaouais	6200956049	75374	St-Jacques, Hugues	106, rue MacLaren Est	J8L 1K1 QC		2012-10-01	2012-08-31	131,00 \$	900,00 \$	1 031,00 \$
DT Outaouais	6201056031	494249	Foucault, Viviane (notaire)	465, boul. de la Gappe	Unité 102	J8T0A2 Québec	2012-11-08	2012-09-21	113,00 \$	285,00 \$	398,00 \$
DT Outaouais	6201056032	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-10-05	2912-09-10	213,00 \$	468,30 \$	681,30 \$
DT Outaouais	6201056032	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-04-25	2012-04-16		450,00 \$	450,00 \$
DT Outaouais	6201056042	84722	Courtemanche, Marie (notaire)	160, boul. de l'Hôpital	bureau 500	J8T 8J1 Québec	2012-07-03	2012-06-27	109,29 \$	399,20 \$	508,49 \$
DT Outaouais	6201056044	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-10-17	2012-09-11	100,00 \$	426,70 \$	526,70 \$
DT Outaouais	6201056045	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-10-17	2012-09-12	213,00 \$	656,70 \$	869,70 \$
DT Outaouais	6201056046	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-10-17	2012-09-13	113,33 \$	576,70 \$	690,03 \$
DT Outaouais	6201056049	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-10-04	2012-09-04	213,00 \$	530,00 \$	743,00 \$
DT Outaouais	6201056050	200803	Pichette, Sylvie (notaire)	177, Promenade du Portage	J8X 2K4 Québec		2012-09-27	2012-08-20	114,00 \$	419,10 \$	533,10 \$
DT Outaouais	6201056052	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-05-03	2012-04-16		350,00 \$	350,00 \$
DT Outaouais	6201056052	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-11-06	2012-10-15	294,33 \$	638,30 \$	932,63 \$
DT Outaouais	6201056055	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-10-05	2012-09-07	100,00 \$	393,30 \$	493,30 \$
DT Outaouais	6201056059	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-04-25	2012-04-16		250,00 \$	250,00 \$
DT Outaouais	6201056060	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-10-17	2012-09-11	100,00 \$	398,33 \$	498,33 \$
DT Outaouais	6201056065	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-04-25	2012-04-16		350,00 \$	350,00 \$
DT Outaouais	6201056066	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-10-05	2012-09-07	213,00 \$	623,33 \$	836,33 \$
DT Outaouais	6201056071	493725	Goudreault, Kristel (notaire)	53, boul. Saint-Raymond	Suite 200B	J8Y 1R8 Québec	2012-06-06	2012-05-23	4,00 \$	227,50 \$	231,50 \$
DT Outaouais	6201056073	200803	Pichette, Sylvie (notaire)	177, Promenade du Portage	J8X 2K4 Québec		2012-09-27	2012-08-20	114,00 \$	419,10 \$	533,10 \$
DT Outaouais	6201056079	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-04-25	2012-04-16		500,00 \$	500,00 \$
DT Outaouais	6201056080	393153	Gagné, Jean-François (notaire)	188, Rue Montcalm,	Bureau 300	J8Y3B5 Québec	2012-11-02	2012-09-27	100,00 \$	630,00 \$	730,00 \$
DT Outaouais	6201056081	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-04-25	2012-04-16		533,00 \$	533,00 \$
DT Outaouais	6201056084	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec		2012-06-26	2012-06-18		475,00 \$	475,00 \$
DT Outaouais	6201056085	494249	Foucault, Viviane (notaire)	465, boul. de la Gappe	Unité 102	J8T0A2 Québec	2012-11-08	2012-09-21	121,14 \$	348,30 \$	469,44 \$
DT Outaouais	6201056086	59230	Desnoyers, Mario	160, boulevard de l'Hôpital,	bureau 400	J8T 8J1 QC	2012-10-31	2012-09-13	112,00 \$	315,00 \$	427,00 \$

DT Outaouais	6201056087	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec	2012-10-17	2012-09-12	213,00 \$	610,00 \$	823,00 \$
DT Outaouais	6201056097	580680	Fraser, Catherine (notaire)	160, boul. de l'Hôpital, bureau 400	J8T 8J1 Québec	2012-11-16	2012-09-28		125,00 \$	125,00 \$
DT Outaouais	6201056099	71700	Patry, Mario	188, rue Montcalm, bureau 300	J8Y 3B5 QC	2012-04-10	2012-03-14	37,20 \$	1 250,00 \$	1 287,20 \$
DT Outaouais	6201056101	75471	Bourdages, Allen	510, Boul. Maloney Est, Bureau 102	J8P 1E7 Québec	2012-08-16	2012-04-23	127,10 \$	480,00 \$	607,10 \$
DT Outaouais	6201056101	75471	Bourdages, Allen	510, Boul. Maloney Est, Bureau 102	J8P 1E7 Québec	2012-04-04	2012-03-13	5,00 \$	100,00 \$	105,00 \$
DT Outaouais	6201156004	576035	Desjardin, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E.	H1M 1A9 Québec	2012-11-19	2012-10-26		300,00 \$	300,00 \$
DT Outaouais	6201156010	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC	2012-05-09	2011-12-06		332,50 \$	332,50 \$
DT Outaouais	6201156012	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC	2012-10-04	2012-09-11		182,50 \$	182,50 \$
DT Outaouais	6201156013	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC	2012-10-03	2012-09-11		345,00 \$	345,00 \$
DT Outaouais	6201156023	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC	2012-08-17	2012-08-02		332,50 \$	332,50 \$
DT Outaouais	6201156024	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC	2012-11-26	2012-09-11		182,50 \$	182,50 \$
DT Outaouais	6201156025	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC	2012-10-04	2012-09-11		245,00 \$	245,00 \$
DT Outaouais	6201156026	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC	2012-11-08	2012-10-30		82,50 \$	82,50 \$
DT Outaouais	6201156026	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale	J0V 1W0 QC	2012-10-30	2012-09-11		407,50 \$	407,50 \$
DT Outaouais	6201156033	569741	Mathieu, Denis (notaire)	460, boul grèber bureau 240	J8T 6C7Québec	2012-09-04	2012-08-28		150,00 \$	150,00 \$
DT Outaouais	6201156037	59230	Desnoyers, Mario	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400	J8T 8J1 QC	2012-09-14	2012-09-11	112,00 \$	365,00 \$	477,00 \$
DT Outaouais	6201156038	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec	2012-04-25	2012-04-16		200,00 \$	200,00 \$
DT Outaouais	6201256000	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306	J0X 1W0 QC	2012-06-05	2012-05-24	6,00 \$	245,00 \$	251,00 \$
DT Outaouais	6201256000	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306	J0X 1W0 QC	2012-08-14	2012-06-14	196,00 \$	375,00 \$	571,00 \$
DT Outaouais	6201256001	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306	J0X 1W0 QC	2012-05-03	2012-04-23	25,00 \$	225,00 \$	250,00 \$
DT Outaouais	6201256001	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306	J0X 1W0 QC	2012-11-09	2012-09-24	399,36 \$	866,70 \$	1 266,06 \$
DT Outaouais	6201256002	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306	J0X 1W0 QC	2012-06-21	2012-06-18	12,00 \$	345,00 \$	357,00 \$
DT Outaouais	6201256002	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306	J0X 1W0 QC	2012-11-01	2012-09-25	191,36 \$	671,70 \$	863,06 \$
DT Outaouais	6201256003	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec	2012-04-25	2012-04-16		292,00 \$	292,00 \$
DT Outaouais	6201256003	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale	J9H 3L2 Québec	2012-09-06	2012-09-06	100,00 \$	426,70 \$	526,70 \$
Total DT Outaouais								7 211,06 \$	37 034,21 \$	44 245,27 \$
DT Québec	6199801102	59457	Dufour, France	4, chemin du Moulin, bureau 201	G3Z 2R8 QC	2012-07-06	2012-05-28		3 885,00 \$	3 885,00 \$
DT Québec	6200032094	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201	G3Z 2R8 Québec	2012-08-30	2012-07-13		150,00 \$	3 347,50 \$
DT Québec	6200132079	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame	G4A 1H3 QC	2012-07-05	2012-06-11		300,00 \$	300,00 \$
DT Québec	6200432000	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201	G3Z 2R8 Québec	2012-10-25	2012-10-09	110,00 \$	860,00 \$	970,00 \$
DT Québec	6200432001	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201	G3Z 2R8 Québec	2012-10-24	2012-10-19	235,00 \$	1 380,00 \$	1 615,00 \$
DT Québec	6200432077	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre	G3Z 2R5 QC	2012-07-25	2012-07-03		15,00 \$	1 040,00 \$
DT Québec	6200432079	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre	G3Z 2R5 QC	2012-07-26	2012-07-03		118,00 \$	2 608,00 \$
DT Québec	6200432079	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre	G3Z 2R5 QC	2012-07-25	2012-07-03		233,00 \$	2 533,00 \$
DT Québec	6200432084	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201	G3Z 2R8 Québec	2012-10-10	2012-09-17	130,00 \$	675,00 \$	805,00 \$
DT Québec	6200432085	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201	G3Z 2R8 Québec	2012-08-27	2012-07-19	150,00 \$	1 185,00 \$	1 335,00 \$
DT Québec	6200532073	34543	Blodeau, Geneviève	189, rue John-Nairne	G5A 1M4 QC	2012-05-22	2012-02-22	118,00 \$	475,00 \$	593,00 \$
DT Québec	6200532274	76640	Me Jacques Couillard, notaire	3157, rue des Courlis	G1G 1W1 Québec	2012-10-19	2012-09-24	6,50 \$	915,00 \$	921,50 \$
DT Québec	6200532286	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100	G2N 1E3 Québec	2012-04-16	2012-03-15	34,00 \$	300,00 \$	334,00 \$
DT Québec	6200532299	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100	G2N 1E3 Québec	2012-02-20	2012-02-06	5,00 \$	353,34 \$	358,34 \$
DT Québec	6200532330	72747	Beauregard, Guy (notaire)	11140, avenue Royale	G0A 1E0 QC	2012-11-16	2011-01-21	5,00 \$	400,00 \$	405,00 \$
DT Québec	6200532343	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100	G2N 1E3 Québec	2012-04-16	2012-03-15	140,00 \$	420,00 \$	560,00 \$
DT Québec	6200532350	24148	Martin Roy, notaire	979, Avenue de Bourgogne Bureau 220	G1W 2L4 Qu	2012-07-04	2012-06-18	12,00 \$	292,00 \$	304,00 \$
DT Québec	6200532361	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	G2N 1E3 Québec	2012-10-10	2012-09-24	128,00 \$	441,25 \$	569,25 \$

DT Québec	6200532361	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	2012-10-10	2012-09-24	166,80 \$	691,25 \$	858,05 \$
DT Québec	6200532406	73500	Chrétien, Henri (notaire)	832, boulevard Louis-XIV	2012-05-28	2012-05-10		300,00 \$	300,00 \$
DT Québec	6200532407	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	2012-08-28	2012-08-10	31,50 \$	506,25 \$	537,75 \$
DT Québec	6200532418	140666	Pouliot, Louis (003)	G2N 1E3 Québec	2012-04-02	2012-03-05			425,00 \$
DT Québec	6200532423	78326	Soucy, Roy, Gauvreau, notaires, S.E.N C.R.L.	G1H 2W8 Québec	2012-05-22	2012-05-03	10,00 \$	100,00 \$	110,00 \$
DT Québec	6200532472	138167	Marceau, Denis (notaire)	G1H 7J1 Québec	2012-11-05	2012-10-16		300,00 \$	300,00 \$
DT Québec	6200532496	140666	Pouliot, Louis (003)	G1H 2W8 Québec	2012-08-28	2012-07-12	124,00 \$	550,00 \$	674,00 \$
DT Québec	6200532497	84683	Me Chantal Brochu, notaire	G0R 3E0 Québec	2012-06-05	2012-05-22		300,00 \$	300,00 \$
DT Québec	6200632063	84213	Lecterc, Raynald (notaire)	G0A 2Y0 Québec	2012-10-12	2012-09-12	135,00 \$	850,00 \$	985,00 \$
DT Québec	6200632086	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1	2012-05-08	2012-04-20		200,00 \$	205,00 \$
DT Québec	6200632099	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	G3L 3W6 Québec	2012-09-27	2012-08-09	717,80 \$	2 009,82 \$	2 727,62 \$
DT Québec	6200732009	59440	Villeneuve, Élise	G3L 3W6 Québec	2012-07-25	2012-07-12		284,00 \$	781,50 \$
DT Québec	6200732027	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	G2N 1E3 Québec	2012-10-19	2012-10-09	125,00 \$	865,00 \$	990,00 \$
DT Québec	6200832007	59440	Villeneuve, Élise	G3Z 2R8 Québec	2012-06-14	2012-06-07	20,00 \$	455,00 \$	475,00 \$
DT Québec	6200832032	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	G2N 1E3 Québec	2012-09-27	2012-08-29	20,00 \$	400,00 \$	420,00 \$
DT Québec	6200832043	436114	Marcotte, Michel (notaire)	G3L 3W6 Québec			6,00 \$	500,00 \$	506,00 \$
DT Québec	6200832048	76634	Gauvreau, Stanley P.	G3A 1G8 Québec	2012-07-25	2012-07-03			688,00 \$
DT Québec	6200832051	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	G2K 2H6 Québec	2012-08-28	2012-08-08		40,10 \$	420,10 \$
DT Québec	6200932005	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	G3H 3B4 Québec	2012-04-16	2012-03-15	34,00 \$	435,00 \$	469,00 \$
DT Québec	6200932014	81721	Christian Arcand , notaire	G2N 1E3 Québec	2012-10-09	2012-09-07	160,00 \$	500,00 \$	660,00 \$
DT Québec	6200932020	409599	Hamel, Nathalie (notaire)	G2E 2W7 Québec	2012-05-22	2012-05-04	402,00 \$	687,00 \$	1 089,00 \$
DT Québec	6200932026	131725	Letarte, Bruno Notaire	G1S 3G3 Québec	2102-02-10	2012-01-18	131,40 \$	590,00 \$	721,40 \$
DT Québec	6201032044	140666	Pouliot, Louis (003)	G1H 2W8 Québec	2012-05-08	2012-08-01	227,00 \$	650,00 \$	877,00 \$
DT Québec	6201032047	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N.C.	G3Z 2P8 Québec	2012-10-10	2012-09-25	142,10 \$	795,00 \$	937,10 \$
DT Québec	6201032051	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	G3H 3B4 Québec	2012-03-29	2012-02-22		242,00 \$	842,00 \$
DT Québec	6201032059	59827	Robitaille, Lise	G4A 1H3 QC	2012-11-09	2012-11-02	100,00 \$	725,00 \$	825,00 \$
DT Québec	6201032060	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	G3Z 2R8 Québec	2012-05-29	2012-04-27	110,00 \$	820,00 \$	930,00 \$
DT Québec	6201032061	59827	Robitaille, Lise	G4A 1H3 QC	2012-11-09	2012-10-30	100,00 \$	825,00 \$	925,00 \$
DT Québec	6201032064	59440	Villeneuve, Élise	G2N 1E3 Québec	2012-08-28	2012-07-24	76,38 \$	850,00 \$	926,38 \$
DT Québec	6201132002	76666	Lavoie, Normand (notaire)	G1E 1V8 Q	2012-09-27	2011-08-08	124,30 \$	600,00 \$	724,30 \$
DT Québec	6201132019	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	G3H 3B4 Québec	2012-11-09	2012-10-25	297,20 \$	525,00 \$	822,20 \$
DT Québec	6201132037	59991	Dufour, Hélène (002)	G3Z 1L9 QC	2012-06-05	2012-05-15	138,00 \$	1 980,00 \$	2 118,00 \$
DT Québec	6201132040	59991	Dufour, Hélène (002)	G3Z 1L9 QC	2012-09-27	2012-09-11	213,56 \$	2 440,00 \$	2 653,56 \$
DT Québec	6201132041	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	G3Z 2R8 Québec		2012-10-09	110,00 \$	780,00 \$	890,00 \$
DT Québec	6201132042	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	G1C 3P7 Québec	2012-11-26	2012-08-20	116,00 \$	350,00 \$	466,00 \$

DT Québec	6201132043	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec	2012-10-19	2012-10-03	238,00 \$	360,00 \$	598,00 \$
DT Québec	6201132045	402354	Baril & Lagacé, notaires inc. (inactif)	4600, Henri-Bourrassa, bureau 246 G1H 2W8 Québec	2102-06-14	2012-05-31	120,00 \$	507,50 \$	627,50 \$
DT Québec	6201132046	73491	Martin Grenier , notaire	550-A, avenue Royale G1E 1Z4 Québec	2012-05-29	2012-04-30	120,00 \$	650,00 \$	770,00 \$
DT Québec	6201232000	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2012-11-09	2012-10-30	100,00 \$	625,00 \$	725,00 \$
DT Québec	6201232016	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2012-08-28	2012-08-02	690,00 \$	500,00 \$	1 190,00 \$
DT Québec	6201232029	326945	Simard, Jean (notaire) (002)	7745, 1er Avenue G1H 2Y1 Québec	2012-10-24	2012-10-18	110,00 \$	680,00 \$	790,00 \$
DT Québec	6201232034	347328	Côté Taschereau Samson Demers	871, Grande-Allée Ouest, bureau 100 G1S 2L1 Québec	2012-10-24	2012-09-26	148,00 \$	375,50 \$	523,50 \$
DT Québec	6201232035	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 Québec	2012-08-27	2012-07-10	233,00 \$	900,00 \$	1 133,00 \$
DT Québec	6201232036	196592	Milot, Nicole (notaire)	160 rue Bertrand G1B 1H7 Québec	2012-11-09	2012-10-25	345,78 \$	633,33 \$	979,11 \$
DT Québec	6201232040	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2R8 Québec		2012-10-09	110,00 \$	980,00 \$	1 090,00 \$
DT Québec	6201232041	59440	Villeneuve, Élise	Re: Construction J. & R. Savard Ltée 926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 Québec	2012-08-28	2012-08-10	148,05 \$	956,25 \$	1 104,30 \$
DT Québec	6201232054	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2102-11-09	2012-10-31	100,00 \$	625,00 \$	725,00 \$
Total DT Québec							7 374,37 \$	42 335,59 \$	61 317,96 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200216118	58635	Gagnon, Allyre	184, rue Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 QC	2012-09-27	2012-09-04	120,00 \$	2 570,00 \$	2 690,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816024	164931	PME Inter Notaires Lac Saint-Jean Ouest inc. (Morais, Pilote et Gira rd)	1067, Boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 QC	2012-03-16	2012-02-29		551,66 \$	551,66 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816024	164931	PME Inter Notaires Lac Saint-Jean Ouest inc. (Morais, Pilote et Gira rd)	1067, Boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 QC	2012-09-14	2012-05-31	17,23 \$	778,75 \$	795,98 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816025	164931	PME Inter Notaires Lac Saint-Jean Ouest inc. (Morais, Pilote et Gira rd)	1067, Boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 QC	2012-03-16	2012-02-29		160,00 \$	160,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201016060	60395	Ouellet, Marlène (002)	138, rue Price Ouest G7J 1G8 QC	2012-10-19	2012-10-02	109,00 \$	570,00 \$	679,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201116012	339959	Plourde, Dominique (notaire)	802, boul. Sacré-Coeur G8K 1S6 Qc	2012-10-24	2012-10-03	227,00 \$	700,00 \$	927,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201116014	60395	Ouellet, Marlène (002)	138, rue Price Ouest G7J 1G8 QC	2012-09-14	2012-08-28	225,00 \$	520,00 \$	745,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201116015	382541	Beaulac, Simard-Monast, Notaires	65, boul. St-Joseph Sud G8B 6V4 Qc	2012-11-12	2012-10-25	237,00 \$	960,00 \$	1 197,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201116020	45606	Parizeau Tremblay Forest Lapointe et associés notaires [SENC]	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2012-04-16	2012-03-08	98,00 \$	753,33 \$	851,33 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216005	517297	De Champplain, Girard, notaires s.e.n.c r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2012-08-28	2012-07-24	156,39 \$	367,50 \$	523,89 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216006	73014	Plante, Roger (003)	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec	2012-08-28	2012-07-23	461,00 \$	1 690,00 \$	2 151,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216025	540709	Lessard Audet Société de notaires	23, rue Racine Est, bureau 300 G7H 1P4 Québec	2012-11-05	2012-10-18	229,00 \$	720,00 \$	949,00 \$
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est							1 879,62 \$	10 341,24 \$	12 220,86 \$
Région de la Mauricie	6200628015	75337	Leclerc, Rosaire (notaire)	309, RUE ST-JOSEPH G9X 1K9 QUÉBEC		2012-04-02		600,00 \$	600,00 \$
Région de la Mauricie	6200828004	369354	Baribeau, Martine (notaire)	36, rue St-Charles GOX 2R0 Québec		2012-04-13	102,00 \$	550,00 \$	652,00 \$
Région de la Mauricie	6200928003	72124	Fréchette, Marie-Christine	3220, boulevard Saint-Jean G9B 2M1 QC	2012-03-27	2012-02-13	399,00 \$	930,00 \$	1 329,00 \$
Région de la Mauricie	6200928014	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne GOX 3L0 QC	2012-04-02	2011-12-06	148,94 \$	775,00 \$	923,94 \$
Région de la Mauricie	6200928015	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne GOX 3L0 QC	2012-04-02	2011-12-13	635,17 \$	1 400,00 \$	2 035,17 \$
Région de la Mauricie	6200928016	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne GOX 3L0 QC	2012-04-02	2011-12-16	141,94 \$	775,00 \$	916,94 \$
Région de la Mauricie	6200928039	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie J5V 1E9 Québec		2012-03-13	123,00 \$	645,01 \$	768,01 \$
Région de la Mauricie	6200928058	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph GOX 3H0 Québec		2012-02-28	108,00 \$	619,60 \$	727,60 \$

Région de la Mauricie	6200928059	369354	Baribeau, Martine (notaire)	36, rue St-Charles	G0X 2R0 Québec		2012-04-23	115,00 \$	910,00 \$	1 025,00 \$
Région de la Mauricie	6201028046	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie	J5V 1E9 Québec		2012-03-13	128,00 \$	650,01 \$	778,01 \$
Région de la Mauricie	6201028046	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	190, rue Fusey	G8T 2V8 Québec		2012-02-22	251,00 \$	769,00 \$	1 020,00 \$
Région de la Mauricie	6201028047	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie	J5V 1E9 Québec		2012-03-13	128,00 \$	528,34 \$	656,34 \$
Région de la Mauricie	6201028048	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie	J5V 1E9 Québec		2012-03-13	128,00 \$	575,01 \$	703,01 \$
Région de la Mauricie	6201128013	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre	540, 6e Avenue	G9T 2H2 Québec	2012-07-25	2012-07-03	18,00 \$	75,00 \$	93,00 \$
Région de la Mauricie	6201128014	542325	St-Arnaud Charrette notaires inc.	144, rue Bonaventure	G9A 2B1 Québec		2012-04-16		37,50 \$	37,50 \$
Région de la Mauricie	6201128018	305332	Dupuis, Yvon (003)	780, boulevard Thibeau	G8T 7A6 Québec		2012-04-02		500,00 \$	500,00 \$
Région de la Mauricie	6201128021	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre	540, 6ième Avenue	G9T 2H2 Québec		2012-05-12	119,60 \$	525,00 \$	644,60 \$
Région de la Mauricie	6201128022	27424	Gervais, Bélanger, Aubry, Gelinas, Allard et Lefebvre, notaires - S.E.N.C.R.L.	2460, rue St-Marc	G9N 2J7 Québec	2012-08-23	2012-07-16	100,00 \$	369,00 \$	469,00 \$
Total Région de la Mauricie								2 645,65 \$	11 233,47 \$	13 879,12 \$
Région du centre du Québec	6200924005	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Edouard,	C. P. 308 G6L 2Y8 Québec		2012-05-23	121,18 \$	438,34 \$	559,52 \$
Région du centre du Québec	6200924006	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Edouard,	C. P. 308 G6L 2Y8 Québec		2012-05-24	124,18 \$	593,34 \$	717,52 \$
Région du centre du Québec	6200924032	265223	Chagnon, Serge (notaire)	260, boulevard Olivier	J1T 3A4 Québec		2012-05-14	20,00 \$	20,00 \$	40,00 \$
Région du centre du Québec	6200924034	330202	Boudreau & associés SENCRL	296, rue Notre-Dame Est	G6P 4A3 Québec	2012-06-15	2012-06-04	140,79 \$	1 047,91 \$	1 188,70 \$
Région du centre du Québec	6201024056	261574	Morin, Josée (notaire)	33, rue Laurier Ouest	G6P 6P4 Québec		2012-05-21	126,00 \$	1 542,00 \$	1 668,00 \$
Région du centre du Québec	6201024065	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour,	suite 101 G0S 1V0 Québec		2012-03-19	115,00 \$	455,00 \$	570,00 \$
Région du centre du Québec	6201024069	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour,	suite 101 G0S 1V0 Québec	2012-08-24	2012-06-18	397,70 \$	1 030,00 \$	1 427,70 \$
Région du centre du Québec	6201024071	486997	Martel, St-Pierre et Rheault, notaires	85, rue Notre-Dame,	bureau 101 J3T 1V8 Québec		2012-04-18	104,00 \$	640,00 \$	744,00 \$
Région du centre du Québec	6201124005	573687	Me Louise Lauzon, notaire	245, rue Duchesneau	J2C 7L3 Québec	2012-09-19	2012-06-19	125,00 \$	833,00 \$	958,00 \$
Région du centre du Québec	6201124010	466218	Nicole Provencer	517, rue St-Georges,	C.P. 9 G0X 1V0 Québec	2012-09-27	2012-06-26	164,02 \$	768,00 \$	932,02 \$
Région du centre du Québec	6201124024	353108	Lévesque, Hélène (notaire)	108, rue Olivier,	suite 203 G6P 6V6 Québec	2012-09-25	2012-06-12	139,00 \$	600,00 \$	739,00 \$
Région du centre du Québec	6201124025	330202	Boudreau & associés SENCRL	296, rue Notre-Dame Est	G6P 4A3 Québec	2012-06-15	2012-05-10	123,00 \$	845,00 \$	968,00 \$
Région du centre du Québec	6201124026	425126	Kelley, Patrick (notaire)	3, rue de l'Hotel de Ville	suite 101 J0A 1M0 Québec	2012-09-27	2012-09-13	367,98 \$	1 060,00 \$	1 427,98 \$
Total Région du centre du Québec								2 067,85 \$	9 872,59 \$	11 940,44 \$
Service expertise immobilière	6200668017	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen Sud	J1G 2E1 Québec	2012-05-08	2012-02-28	34,00 \$	1 300,00 \$	1 334,00 \$
Service expertise immobilière	6200768015	328999	Lacroix, Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy,	local 200 G6V 6W8 Québec		2012-02-23		308,33 \$	308,33 \$
Service expertise immobilière	6200968045	45606	Parizeau Tremblay Forest Lapointe et associés notaires [SENC]	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 QC	2012-05-08	2012-04-04	113,00 \$	1 385,00 \$	1 498,00 \$
Service expertise immobilière	6200968060	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest	Bureau 5 G8B 1M2 QC		2012-05-05	159,00 \$	1 478,30 \$	1 637,30 \$
Service expertise immobilière	6201068003	466218	Nicole Provencer	517, rue St-Georges,	C.P. 9 G0X 1V0 Québec	2012-11-02	2012-07-27	113,00 \$	545,00 \$	658,00 \$
Service expertise immobilière	6201068017	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes,	bureau 1300 H2Y 2W8 Québec	2012-11-19	2012-08-30	332,00 \$	700,00 \$	1 032,00 \$
Service expertise immobilière	6201068019	131402	Me Nicole Provencer, notaire (fournis seur non imposable)	517, rue Saint-Georges	C.P. 9 G0X 1V0 Québec	2012-05-30	2012-04-11	114,00 \$	495,00 \$	609,00 \$
Service expertise immobilière	6201068068	355593	Auclair & Chartrand, notaires, S.E.N.C.R.L.	208, Boul. Sainte-Rose	H7L 1L6 Québec	2012-05-08	2012-03-29	25,00 \$	50,00 \$	75,00 \$
Service expertise immobilière	6201168001	469471	Milowitz Hodes Bergeron, S.E.N.C.R.L.	999, Boul. de Maisonneuve Ouest	Bureau 1410 H3A 3L4 Québec	2012-05-02	2012-04-03	108,00 \$	5 625,00 \$	5 733,00 \$
Service expertise immobilière	6201168003	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	5675, chemin de Chambly,	suite 201 J3Y 3R1 Québec	2012-05-08	2012-03-27	65,00 \$	191,50 \$	256,50 \$
Service expertise immobilière	6201168020	78976	Demers, Luc	2727, King Ouest,	bureau 210 J1L 1C2 Québec	2012-05-04	2012-04-11	288,18 \$	2 438,75 \$	2 726,93 \$

Service expertise immobilière	6201268003	59082	Galipeau, Ginette (notaire)	28, chemin de la Côte Saint-Louis Ouest Bureau 103 J7C 1B8 QC	2012-05-30	2012-05-07	32,00 \$	450,00 \$	482,00 \$
Service expertise immobilière	6201268004	79094	Sheiner Litvack Alain	4119, rue Sherbrooke Ouest Bureau 200 H3Z 1A7 Qu ébec	2012-06-13	2012-05-18	216,00 \$	1 350,00 \$	1 566,00 \$
Service expertise immobilière	6201268005	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 Québec	2012-06-13	2012-05-17	63,00 \$	1 330,00 \$	1 393,00 \$

Total Service expertise immobilière
Total

1662,18

99817,94

17646,88

526411,24

19309,06

663339,19

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOTE EXPLICATIVE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
LOUIS-MARIE CHABOT , AVOCAT	100 \$ de l'heure	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	3 308 \$
ME GÉRALD SOULIÈRE	200 \$ de l'heure	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	4 190 \$
STEIN MONAST S.E.N.C.R.L.	200 \$ de l'heure	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	3 250 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	251 \$ de l'heure	CONSULTATIONS RELATIVES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL. VACATION À LA COUR.	10 553 \$
ME JEAN-MARIE LAVOIE	190 \$ de l'heure	ARBITRE DE GRIEF	3 573 \$
		TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES	24 874 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

NOTE EXPLICATIVE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME YOLAND COUTU	100 \$ DE L'HEURE	DOSSIER YELENA MARKUS et REEBOCK CANADDA	3 000 \$
ME YOLAND COUTU	100 \$ DE L'HEURE	DOSSIER HANDICAP-VIE c. RÉSIDENCE ST-CHARLES-BORROMÉE	1 000 \$
ME YOLAND COUTU	100 \$ DE L'HEURE	OPTION CONSOMMATEURS C. COMPAGNIE D'ASSURANCE ING CANADA	6 000 \$
		TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES	10 000 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
LORANGER MARCOUX 1100, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUREAU 1460, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 4N4	365 \$/H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	10 212,40 \$
ME LUCE GAYRARD 1476 SHERBROOKE OUEST, BUREAU 200 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3G 1L3	JUSQU'À UN MAXIMUM DE 425 \$ /H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LES TRIBUNAUX SUPÉRIEURS	84 008,29 \$
ME ÉRIC SUTTON PÉRIS SUTTON 625 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST BUREAU 900 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 1R2	JUSQU'À UN MAXIMUM DE 20 000 \$	CONSEILLER UN MEMBRE VICTIME D'UN COMPORTEMENT DE NATURE CRIMINEL DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DE SES FONCTIONS.	18 499,77 \$
ME DONALD RIENDEAU 3843 AVENUE OLD ORCHORD OUEST MONTRÉAL (QUÉBEC) H4A 3A9	MONTANT FORFAITAIRE DE 2 995,50 \$	CONFÉRENCE PORTANT SUR L'ÉTHIQUE ET LES MÉDIAS SOCIAUX	2 601,25 \$
MICHEL ROBERT	MONTANT FORFAITAIRE DE 1 0,00 \$	CONFÉRENCE PORTANT SUR L'AVANT-PROJET DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE	1 000,00 \$
PAULE HALLEY	MONTANT FORFAITAIRE DE 500 \$ (PLUS FRAIS DE DÉPLACEMENTS)	CONFÉRENCE SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES DE LA <i>LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT</i>	512,20 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			116 833,71 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE EXPLICATIVE : Certains mandats visaient à représenter des individus. Afin de respecter le secret professionnel et de rendre compte des fonds publics, une information globale et neutre est divulguée pour les contrats visant des individus.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M ^E GIUSEPPE BATTISTA SHADLEY BATTISTA, S.E.N.C. 1100, DES CANADIENS-DE-MONTRÉAL OUEST 10 ^E ÉTAGE, C.P. 17 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 2S2	DÉROGATOIRE 200 \$	ASSISTER ET REPRÉSENTER UN PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS LE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ AU BARREAU DU QUÉBEC POUR DES GESTES ALLÉGUÉS DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS DE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.	0 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LE DPCP			0 \$

--

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
JEAN-LOUIS BEAUDOIN	225 \$ DE L'HEURE	FORMULER DES COMMENTAIRES SUR L'OPPORTUNITÉ ET LA PERTINENCE D'ADOPTER DE NOUVELLES MESURES LÉGISLATIVES	20 000 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
2011/2012			
LOUIS-MARIE CHABOT , AVOCAT	100 \$ DE L'HEURE	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	1 292 \$
GAUTHIER, BÉDARDS, S.E.N.C.R.L.	160 \$ DE L'HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	6 975 \$
GOWLING LAFLEUR HENDERSON S.E.N.C.R.L.	ND	CONSULTATIONS RELATIVES À LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION.	6 083 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	184 \$ DE L'HEURE	CONSULTATIONS RELATIVES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL. VACATION À LA COUR.	50 398 \$
ME GÉRALD SOULIÈRE	200 \$ DE L'HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	1 900 \$
DUFOUR, CÔTÉ, LAROUCHE AVOCATS	ND	ARBITRE DE GRIEF	788 \$
ME JEAN-MARIE LAVOIE	190 \$ DE L'HEURE	ARBITRE DE GRIEF	718 \$
2012/2013			\$
LOUIS-MARIE CHABOT , AVOCAT	100 \$ DE L'HEURE	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	3 308 \$
ME GÉRALD SOULIÈRE	200 \$ DE L'HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	4 190 \$
STEIN MONAST S.E.N.C.R.L.	200 \$ DE L'HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	3 250 \$

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	251 \$ DE L'HEURE	CONSULTATIONS RELATIVES A L'ÉQUITÉ SALARIALE ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL. VACATION À LA COUR.	10 553 \$
ME JEAN-MARIE LAVOIE	190 \$ DE L'HEURE	ARBITRE DE GRIEF	3 573 \$
		TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES	93 028 \$

P.52 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.

--

NOTE EXPLICATIVE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN EMPLOI
ME MICHEL LE BEL	MONTANT FORFAITAIRE	LE FOURNISSEUR A POUR MANDAT DE PROCÉDER À LA RÉVISION DES TERMES JURIDIQUES PRÉVUS AU SEIN DES DOCUMENTS AYANT POUR TITRE « CREE JUDICIAL LEXICON - PART 1 » ET « CREE JUDICIAL LEXICON - PART 2 » DONT LE FOURNISSEUR A OBTENU DES COPIES PAR COURRIEL LE 9 AOÛT 2012. IL DOIT CONFIRMER L'EXACTITUDE DES DÉFINITIONS ANGLAISES ET, S'IL Y A LIEU, FAIRE LES AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES.	5 000 \$	31 mars 2013

- P.53

POUR 2011-2012 ET 2012-2013, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES :
- A.

JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS(ES) QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
- B.

VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2012-2013, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- C.

COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES

NOM DU MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
LANDRY, PIERRE	100 \$/H (1)	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	6 829,00 \$	DGAJL
		MONTANT DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS	6 829,00 \$	

Légende: (1) Mandat hors Québec

N.B. La Direction générale des affaires criminelles et pénales n'est plus une direction du ministère de la Justice depuis son remplacement par la Direction générale des poursuites publiques qui a également disparue dès la création du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) en mars 2007, organisme budgétaire détaché du ministère de la Justice.

- Année 2011-2012 : 2 mandats octroyés pour la DGAJL
- Année 2010-2011 : 3 mandats octroyés pour la DGAJL
- Année 2009-2010 : 3 mandats octroyés pour la DGAJL
- Année 2008-2009 : 3 mandats octroyés pour la DGAJL
- Année 2007-2008 : 4 mandats octroyés pour la DGAJL

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE 1 : La Direction générale des affaires criminelles et pénales du MJQ a été remplacée par la Direction générale des poursuites publiques qui n'existe plus. C'est maintenant un organisme budgétaire indépendant appelé Directeur des poursuites criminelles et pénales qui dirige, pour l'État, les poursuites criminelles et pénales au Québec.

NOTE 2 : Le Directeur des poursuites criminelles et pénales a obtenu la délégation requise en vertu de la loi pour octroyer ces mandats.

NOTE 3 : Certains mandats confiés visaient à représenter des individus. Afin de respecter le secret professionnel et de rendre compte de la gestion des fonds publics, une information globale et neutre est divulguée pour les contrats de services juridiques accordés pour représenter des individus avec le total des honoraires pour l'ensemble des mandats autorisés.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
M ^E GIUSEPPE BATTISTA SHADLEY BATTISTA, S.E.N.C. 1100, DES CANADIENS-DE-MONTREAL OUEST 10 ^E ÉTAGE, C.P. 17 MONTREAL (QUEBEC) H3B 2S2	DÉROGATOIRE 200 \$	ASSISTER ET REPRÉSENTER UN PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS LE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ AU BARREAU DU QUÉBEC POUR DES GESTES ALLÉGUÉS DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS DE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.	0 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
MONTANT DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			0 \$	

P.54 LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2012-2013.

Aucun dossier n'a été répertorié lors de l'exercice 2012-2013 (du 1^{er} avril au 30 novembre 2012) pour lequel le gouvernement doit assumer les dépenses et les honoraires des avocats mandatés en pratique privée relatifs à une poursuite et à une défense dans une même cause.

Concernant les dossiers pour lesquels le gouvernement doit assumer les honoraires et les dépenses des avocats mandatés en pratique privée relatifs à une poursuite ou à une défense, nous vous référons aux mandats listés à la question P.42 qui fournit cette information.

- P.55 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR L'ANNÉE 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012 EN PRÉCISANT :
- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
 - B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
 - C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
 - D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
 - E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.
-

A. PROJETS TERMINÉS

Année 2011 - 2012

NOM DU PROJET : Sécurité d'accès (ajout d'arches de détection)
Chambre de la jeunesse de Montréal

BUDGET : 1.7 M \$

LIVRAISON : 2012-04-02

Année 2012 - 2013

NOM DU PROJET : Réaménagement et modernisation 6 salles d'audience Phase 2
Palais de justice de Montréal

BUDGET : 1.4 M \$

LIVRAISON : 2012-09-11

B. PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT

NOM DU PROJET : Rénovation et agrandissement
Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield

BUDGET : 59.2 M \$

LIVRAISON : 2013-2014

NOM DU PROJET : Rénovation et agrandissement
Palais de justice de Montmagny

BUDGET : 31.6 M \$

LIVRAISON : 2014-2015

NOM DU PROJET : Rehaussement sécurité
Palais de justice de Montréal

BUDGET : 9.9 M \$

LIVRAISON : 2015-2016

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

Aucun

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON

Aucun

E. PROJETS EN ATTENTE

NOM DU PROJET : Réaménagement majeur (phase 2)
Palais de justice de Baie-Comeau

BUDGET : 5.5 M \$

LIVRAISON : Projet demandé par le MJQ au PQI et non inscrit en 2011-2016.

NOM DU PROJET : Rénovation et agrandissement
Palais de justice de Roberval

BUDGET : 45 M \$

LIVRAISON : Projet demandé par le MJQ au PQI et non inscrit en 2011-2016.

NOM DU PROJET :	Rénovation et agrandissement Palais de justice de Saint-Hyacinthe
BUDGET :	53 M \$
LIVRAISON :	Conformément à la politique cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure, le projet de Saint-Hyacinthe devra être présenté au CT pour approbation du dossier de présentation stratégique.
NOM DU PROJET :	Rénovation et agrandissement Palais de justice de Rimouski
BUDGET :	63,4 M \$
LIVRAISON :	Conformément à la politique cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructures, le projet de Rimouski devra faire l'objet d'une décision du Conseil des ministres.
NOM DU PROJET :	Réfection des bureaux de juges Palais de justice de Montréal
BUDGET :	19.7 M \$
LIVRAISON :	Ce projet à été inscrit au PQI 2009-2014. À la lumière du contexte budgétaire gouvernemental, ce projet d'investissement à été décalé.

P.56 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2005 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

DÉPENSES EN 2012-2013 : 18 359 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2012-2013

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
ABITIBI		
ARTHABASKA		
BEAUCE		
BEAUHARNOIS		
CHICOUTIMI		
DRUMMOND	490 \$	490 \$
IBERVILLE	2 596 \$	2 596 \$
HULL	475 \$	475 \$
KAMOURASKA		
LONGUEUIL	2 063 \$	2 063 \$
MONTREAL	9 790 \$	9 790 \$
MINGAN		
QUEBEC		
ROBERVAL	1 897 \$	1 898 \$
ST-FRANÇOIS	1 047 \$	1 047 \$
ST-HYACINTHE		
SAINT-MAURICE		
TÉMISCAMINGUE		
TERREBONNE		
TROIS-RIVIÈRES		
TOTAL	18 359 \$	18 359 \$

1. Plan quinquennal d'immobilisation (PQI) 2005-2010

Au cours de l'année financière 2005-2006, le ministère de la Justice du Québec (MJQ) a présenté au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) son plan quinquennal d'investissements des projets immobiliers 2005-2010. Le 3 octobre 2005, le SCT a rendu sa décision qui portait sur deux volets. Le volet 1 portait sur le palais de justice de Longueuil.

Quant au volet 2, le 13 février 2007, le SCT a autorisé le MJQ entreprendre des Le 15 février 2007, le SCT a autorisé le MJQ à entreprendre les projets pour les palais de justice de Cowansville, de Val-d'Or et de Salaberry-de-Valleyfield.

Depuis 2008, le MJQ soumet ses projets au Plan québécois des infrastructures (PQI).

Suivi des projets inscrits au PQI depuis 2005

Volet 1

Palais de justice de Longueuil

Ce projet consistait à ajouter 1 salle d'audience, 1 salle de conciliation, l'ajout de bureaux de juges et la relocalisation de certains services à l'intérieur du palais de justice. Ce projet a coûté 2,4 M \$ et il est terminé depuis janvier 2009.

Volet 2

Palais de justice de Cowansville

Le projet consistait à restaurer l'ancien édifice qui était inoccupé depuis 1994. Le 27 avril 2009, la SIQ a livré le projet dont le coût s'est élevé à près de 11 M \$.

Palais de justice de Val-d'Or

Le projet consistait à agrandir et à rénover l'actuel palais de justice. En août 2010, la SIQ a livré ce projet dont le coût s'est élevé à 20,6 M \$.

Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield

Le CT a autorisé le MJQ à procéder à l'agrandissement et à la rénovation du palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield. Le 24 novembre 2009, le SCT a autorisé la réalisation du projet au montant de 59,2 M\$. Les travaux de la phase 1 ont débuté en mars 2010 et cette première phase devrait être livrée au milieu de 2011. Quant à la livraison finale du projet, elle est prévue pour avril 2013.

2.0 Rapport du Vérificateur général

À la suite des recommandations contenues dans le rapport du Vérificateur général (VG) de novembre 2009 sur l'utilisation des salles d'audience dans les palais de justice, le MJQ avait décidé de surseoir à la réalisation de certains projets afin d'analyser son offre de service dans l'ensemble de ses palais de justice. Depuis le PQI de 2010-2015, le MJQ présente des projets de rénovation pour les palais de justice en intégrant les recommandations du VG.

P.58 BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013. PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

AUCUNE POUR 2012-2013.

- P.59 CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2011-2012 ET 2012-2013, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :
- A. NOMBRE DE CAS PAR MOIS TRAITÉS PAR LE SERVICE DE PERCEPTION;
 - B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;
 - C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;
 - D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.
-

A. Nous n'assurons plus le service de perception.

B. Nous ne détenons pas ces statistiques.

C. **Nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement**

	<u>2011</u>	<u>2012</u>
Total	5 454	4 746
janvier	470	422
février	407	419
mars	542	414
avril	490	451
mai	549	467
juin	476	439
juillet	437	470
août	497	452
septembre	413	352
octobre	392	413
novembre	445	447
décembre	336	-

D. Nous ne détenons pas ces statistiques.

RÉGIONS	NOMS	COÛTS TOTAUX (k\$) (SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
(salaires, loyers et autres)		
1	Amqui	53,206,0
	Matane	136,724,0
	Mont-Joli	76,951,0
	Cabano	0,0
	La Pocatière	0,0
	Sous-total région 01 : Bas St-Laurent	266,881,0
2	Saguenay (Jonquière)	499,981,0
	Chibougamau	67,452,0
	Dolbeau	35,621,0
	Sous-total région 02 : Saguenay-Lac-St-Jean	603,054,0
3	Baie Saint-Paul	0,0
	Sous-total région 03 : Québec	0,0
4	La Tuque	70,935,0
	Sous-total région 04 : Mauricie-Bois-Francs	70,935,0
5	Granby	692,940,0
	Magog	26,149,0
	Sous-total région 05 : Estrie	719,089,0
6	Sous-total région 06 : Montréal	
7	Maniwaki	118,791,0
	Sous-total région 07 : Outaouais	118,791,0
8	Val D'Or	469,836,0
	La Sarre	58,742,0
	Sous-total région 08 : Abitibi-Témiscamingue	528,578,0
9	Forestville	30,757,0
	Sous-total région 09 : Côte Nord	30,757,0
11	Hâvre-Aubert	105,867,0
	Ste-Anne-des-Monts	85,981,0
	Gaspé	31,274,0
	Carleton	37,046,0
	Sous-total région 11 : Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	260,168,0
15	Ste-Agathe-des-Monts	13,951,0
	Lachute	18,852,0
	Sous-total région 15 : Laurentides	32,803,0
TOTAL		2,631,056,0

Aucun coût d'exploitation pour les greffes de CABANO, LA POCATIÈRE, BAIE-ST-PAUL et MONTRÉAL.
Un greffe périphérique représente un greffe qui n'est pas un chef lieu.

- P.61 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :
- A. CHAMBRE CIVILE;
 - B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
 - C. CHAMBRE CRIMINELLE;
 - D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.
-

Dossiers ouverts à la CQ et délais de traitement moyen (jour)

Année civile 2012

Chambre civile

Dossiers ouverts :	62 838
Délai d'audition - causes un jour ou moins :	229
Délai d'audition - causes plus d'un jour à 2 jours :	319
Délai d'audition - causes plus de 2 jours :	396

Chambre civile, division des petites créances

Dossiers ouverts :	17 936
Délai d'audition :	440

Chambre criminelle et pénale (matière criminelle)

Dossiers ouverts :	157 807
Délai d'audition – comparution :	61
Délai d'audition - enquête préliminaire :	148
Délai d'audition – procès :	159

Chambre de la jeunesse

Dossiers ouverts – délinquance :	15 856
Délai d'audition - comparution délinquance :	36
Délai d'audition - procès délinquance :	58

Dossiers ouverts – protection :	7 699
Délai d'audition - audition protection :	41

Dossiers ouverts – adoption :	836
Délai d'audition - audition adoption :	27

P.62 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 (OU ANNÉES CIVILES). INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.

Dossiers ouverts aux petites créances

2012 *	
Dossiers ouverts :	17 936
Dossiers ouverts, créance de 3 000,00 \$ ou moins :	9 850
Dossiers ouverts, créance située entre 3 000,01 \$ et 5 000,00 \$, inclusivement :	2 910
Dossiers ouverts, créance de plus de 5 000,00 \$:	5 176

* 1^{er} janvier au 30 novembre

P.63 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 (OU ANNÉES CIVILES).

	<u>2012</u>
Total	983

Dossiers ouverts à la CS en matières civiles et familiales

2012 *	
Dossiers ouverts, chambre civile :	25 001
Dossiers ouverts, chambre de la famille :	26 488

* 1^{er} janvier au 30 novembre

	2012-2013
CÉLÉBRANTS	3155

	2012-2013
CÉLÉBRANTS « AD HOC »	3055

P.67 TAUX D'UTILISATION DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 ET 2012-2013. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.

Palais de Justice (2)	Taux d'utilisation (%)			
	2009 (1)	2010 (1)	2011 (1)	2012 (1) et (3)
RIMOUSKI	54,1 %	54,7 %	56,2 %	64,4 %
NEW-CARLISLE	50,3 %	41,7 %	41,7 %	55,6 %
PERCE	33,0 %	30,9 %	39,6 %	44,2 %
HAVRE-AUBERT	19,8 %	21,5 %	22,5 %	21,6 %
AMQUI	33,5 %	33,0 %	28,3 %	29,7 %
MATANE	46,3 %	45,8 %	50,0 %	63,1 %
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	47,3 %	60,0 %	68,5 %	67,2 %
MONT-JOLI	14,3 %	16,0 %	22,0 %	24,1 %
GASPE	8,8 %	9,5 %	7,5 %	8,4 %
CARLETON	9,3 %	8,5 %	8,8 %	10,9 %
SAGUENAY (CHICOUTIMI)	44,0 %	47,0 %	49,5 %	52,0 %
ROBERVAL - OBEDIJWAN	45,0 %	46,1 %	48,4 %	56,6 %
ALMA	29,9 %	32,9 %	38,9 %	37,3 %
SAGUENAY (JONQUIERE) (3)	0,3 %			
CHIBOUGAMAU	14,3 %	14,4 %	15,4 %	13,0 %
DOLBEAU	14,8 %	14,3 %	15,5 %	13,4 %
QUEBEC	59,7 %	59,2 %	63,6 %	66,9 %
THETFORD-MINES	29,1 %	28,4 %	31,3 %	33,4 %
LA MALBAIE	37,3 %	38,9 %	40,3 %	47,8 %
RIVIERE-DU-LOUP	40,7 %	40,5 %	46,1 %	46,1 %
MONTMAGNY	48,0 %	53,0 %	53,5 %	58,8 %
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	36,3 %	41,3 %	40,8 %	46,3 %
TROIS-RIVIERES	55,8 %	60,1 %	56,7 %	60,2 %
DRUMMONDVILLE	56,2 %	58,3 %	61,3 %	64,7 %
SHAWINIGAN	36,9 %	40,5 %	45,3 %	42,5 %
VICTORIAVILLE	53,3 %	55,5 %	53,7 %	58,5 %
LA TUQUE	46,0 %	54,8 %	59,3 %	49,4 %
SHERBROOKE	49,8 %	49,0 %	49,8 %	50,5 %
COWANSVILLE	29,0 %	39,6 %	38,5 %	41,7 %
GRANBY	55,3 %	53,5 %	49,9 %	52,1 %
MAGOG	6,8 %	8,0 %	6,0 %	7,5 %
LAC-MEGANTIC	32,5 %	47,8 %	36,0 %	32,8 %
MONTREAL	65,6 %	66,0 %	62,6 %	67,6 %
LONGUEUIL	63,0 %	60,4 %	63,2 %	67,8 %
CHAMBRE DE LA JEUNESSE MONTREAL	41,9 %	41,7 %	43,9 %	43,3 %
LAVAL	51,2 %	51,7 %	51,3 %	55,1 %
GATINEAU	59,3 %	63,0 %	66,1 %	64,5 %
CAMPBELL'S-BAY	10,9 %	11,8 %	13,1 %	19,4 %
MONT-LAURIER	47,2 %	52,6 %	46,0 %	45,4 %
MANIWAKI	32,3 %	31,6 %	29,9 %	33,8 %
ROUYN-NORANDA	49,6 %	55,9 %	53,7 %	54,8 %
AMOS	21,8 %	19,0 %	25,1 %	27,0 %
VILLE-MARIE	47,1 %	46,3 %	42,1 %	44,8 %
VAL-D'OR	56,3 %	60,3 %	61,1 %	59,7 %
LA SARRE	38,5 %	32,8 %	32,5 %	35,6 %
SEPT-ILES	44,6 %	36,3 %	21,6 %	26,3 %
BAIE-COMEAU	34,1 %	35,1 %	41,1 %	42,2 %
FORESTVILLE	16,0 %	14,3 %	10,5 %	14,4 %
SAINT-JEROME	59,6 %	58,9 %	59,8 %	58,4 %
JOLIETTE	48,5 %	50,2 %	57,5 %	63,8 %
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	14,0 %	9,5 %	9,0 %	5,0 %
LACHUTE	7,0 %	5,3 %	6,0 %	5,6 %
SAINT-HYACINTHE	66,9 %	62,2 %	67,7 %	74,1 %
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	56,1 %	57,4 %	54,6 %	55,3 %
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	65,6 %	67,3 %	71,1 %	77,9 %
SOREL-TRACY	35,1 %	37,2 %	39,4 %	40,2 %
COUR D'APPEL - QUÉBEC	29,6 %	26,3 %	28,8 %	24,7 %
COUR D'APPEL - MONTRÉAL	38,1 %	43,1 %	40,8 %	38,8 %

- (1) Données disponibles selon les années civiles 2009, 2010, 2011. Les séances de juillet et d'août ne sont pas considérées puisqu'elles ne reflètent pas l'activité judiciaire normale.
- (2) La donnée sur les greffes des cours itinérantes du Nord-du-Québec et de la Basse Côte-Nord ne pas incluses. La majorité des séances sont tenues dans des immeubles qui n'ont pas des aménagements permanents en salle d'audience.
- (3) Pour 2012, les statistiques complètes pour chaque palais de justice sont disponibles jusqu'au mois d'octobre. Les séances de juillet et d'août ne sont pas considérées dans le calcul du taux d'utilisation.
- (4) Depuis que le centre de services de Saguenay (arrondissement Jonquière) est devenu un point de service itinérant, les séances sont incluses avec celles du palais de justice de Saguenay (arrondissement Chicoutimi).

NOTE : Institué par la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* le 15 mars 2007, le Directeur des poursuites criminelles et pénales dirige pour l'État, sous l'autorité du ministre de la Justice et du Procureur général, les poursuites criminelles et pénales au Québec. Les substituts du procureur général sont, depuis cette date, désignés « procureurs aux poursuites criminelles et pénales ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC Bureau du directeur Bureau des relations publiques et de l'information Bureau des affaires extérieures, de la sécurité et du développement Bureau des affaires juridiques et professionnelles Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des affaires pénales Bureau de lutte au crime organisé Bureau de lutte à la corruption et à la malversation Bureau de lutte aux produits de la criminalité Québec	5 2 6 12 4 12 8 1 3 31	84
CHARLEVOIX La Malbaie	1	1
MONTMAGNY Montmagny	2	2
BEAUCE Saint-Joseph-de-Beauce	3	3
RIMOUSKI Amqui Matane Mont-Joli Rimouski Bureau des affaires de la jeunesse	0 3 0 4 2	9
KAMOURASKA Rivière-du-Loup	5	5
GASPÉ Percé Sainte-Anne-des-Monts	3 1	4
BONAVENTURE Carleton-sur-Mer New Carlisle	0 3	3
BAIE-COMEAU Baie-Comeau	5	5
MINGAN Cour itinérante Sept-Îles	0 5	5
ROBERVAL Roberval	4	4
Chicoutimi Saguenay Bureau des affaires de la jeunesse	8 2	10

ALMA Alma	2	2
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Bureau des affaires de la jeunesse	15 1	16
ARTHABASKA Victoriaville	4	4
SAINT-MAURICE La Tuque Shawinigan	1 4	5
DRUMMOND Drummondville	4	4
SAINT-FRANÇOIS Sherbrooke Bureau des affaires de la jeunesse	12 1	13
BEDFORD Cowansville Granby Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de lutte au crime organisé	0 5 1 2	8
FRONTENAC Thetford Mines	2	2
LONGUEUIL Longueuil Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des affaires pénales	28 5 1	34
IBERVILLE Saint-Jean-sur-Richelieu Bureau de service-conseil	5 17	22
BEAUHARNOIS Salaberry-de-Valleyfield Bureau des affaires de la jeunesse	11 2	13
RICHELIEU Sorel-Tracy	3	3
SAINT-HYACINTHE Saint-Hyacinthe	6	6
MONTREAL Montréal Bureau des relations publiques et de l'information Bureau de lutte aux produits de la criminalité Bureau de lutte au crime organisé Bureau des affaires juridiques et professionnelles Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des affaires pénales Bureau de lutte à la corruption et à la malversation	109 1 13 37 1 17 1 14	193
TERREBONNE Saint-Jérôme Bureau des affaires de la jeunesse	17 3	20
TÉMISCAMINGUE Ville-Marie	0	0

ABITIBI Amos Grand Nord Kuujuuaq La Sarre Matagami Senneterre Val-d'Or Chibougamau	10 0 1 0 0 0 5 0	16
LABELLE Maniwaki Mont-Laurier	0 3	3
PONTIAC Campbell's Bay	0	0
HULL Gatineau Bureau des affaires de la jeunesse	22 3	25
ROUYN-NORANDA Rouyn-Noranda Bureau des affaires de la jeunesse	6 1	7
LAVAL Laval Bureau des affaires de la jeunesse	11 2	13
JOLIETTE Joliette Bureau des affaires de la jeunesse	16 3	19
GRAND TOTAL	563	563

Les données fournies sont en date du 30 novembre 2012.

Comparaison du total de procureurs avec les cinq années précédentes

2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
409	443	452	452	551

P.69 POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).

Pour 2012-2013, 7 procureurs ont démissionné. Aucun coût n'est lié à ces démissions.

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, aucun procureur-cadre n'a fait l'objet d'une réaffectation.

2012-2013

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES DE NATURE SEXUELLE	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES
QUÉBEC Bureau de lutte au crime organisé Bureau de lutte aux produits de la criminalité Québec	2	5	8 3	1 1
CHARLEVOIX La Malbaie				
MONTMAGNY Montmagny				
BEAUCE Saint-Joseph-de-Beauce				
RIMOUSKI Amqui Matane Mont-Joli Rimouski				
KAMOURASKA Rivière-du-Loup				
GASPÉ Percé Sainte-Anne-des-Monts				
BONAVENTURE Carleton-sur-Mer New Carlisle				
BAIE-COMEAU Baie-Comeau				
MINGAN Cour itinérante Sept-Îles				
ROBERVAL Roberval				
Chicoutimi Saguenay				
ALMA Alma				
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières		2	2	
ARTHABASKA Victoriaville				
SAINT-MAURICE La Tuque Shawinigan				

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES DE NATURE SEXUELLE	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES
DRUMMOND Drummondville		1	1	
SAINT-FRANÇOIS Sherbrooke		1	1	
BEDFORD Cowansville Granby Bureau de lutte au crime organisé			2	
FRONTENAC Thetford-Mines				
LONGUEUIL Longueuil Bureau des affaires de la jeunesse	2	3 1		1
IBERVILLE Saint-Jean-sur-Richelieu			1	
BEAUHARNOIS Salaberry-de-Valleyfield		1		1
RICHELIEU Sorel-Tracy		1	1	
SAINT-HYACINTHE Saint-Hyacinthe		1		
MONTRÉAL Montréal Bureau de lutte aux produits de la criminalité Bureau de lutte au crime organisé Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de lutte à la corruption et à la malversation	11 2 3	26 3	11 42 1	9 6 9
TERREBONNE Saint-Jérôme		2	2	
TÉMISCAMINGUE Ville-Marie				
ABITIBI Amos Grand Nord Kuujjuaq La Sarre Matagami Senneterre Val-d'Or Chibougamau			2	
LABELLE Maniwaki Mont-Laurier				
PONTIAC Campbell's Bay				
HULL Gatineau	1	2		
ROUYN-NORANDA Rouyn-Noranda				

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES DE NATURE SEXUELLE	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES
LAVAL Laval	1	3		
JOLIETTE Joliette	2	6		
GRAND TOTAL	24	58	77	28

Note : Les procureurs affectés aux dossiers spécialisés le sont de façon majoritaire et peuvent aussi exercer d'autres fonctions.

Le nombre de dossiers spécialisés varie d'un point de service à l'autre et dans certains points de service aucun procureur n'est affecté spécifiquement. À cet effet, les procureurs affectés assurent également le traitement des dossiers spécialisés.

DÉLAI D'AUDITION

Délai d'audition moyen
Cour du Québec, chambre criminelle et pénale (matières criminelles seulement)

	Comparution		Enquête préliminaire		Procès	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Région 01						
Rimouski	78,5	66,9	55,8	84,3	76,4	107,8
Amqui	24,8	21,6	24,8	21,6	67,4	109,8
Matane	32,1	44,4	48,8	45,4	103,8	48,5
Mont-Joli	82,7	30,2	155,1	49,1	155,0	73,5
Rivière-du-Loup	52,7	38,5	75,7	63,7	94,3	103,2
Région 02						
Chicoutimi	37,8	41,9	87,3	97,2	136,0	109,3
Roberval	55,6	55,6	119,6	116,7	146,1	171,2
Alma	34,0	37,4	100,1	137,2	127,2	133,1
Chibougamau	22,7	23,7	22,7	23,7	22,7	23,7
Dolbeau – Mistassini	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Région 03						
Québec	62,5	90,0	53,8	49,1	72,5	76,5
La Malbaie	17,0	12,2	44,9	35,3	44,9	35,3
Région 04						
Trois-Rivières	76,5	68,9	68,8	82,2	234,3	216,8
Shawinigan	30,0	16,9	69,1	81,4	144,2	157,3
La Tuque	44,3	46,5	98,9	103,0	112,3	120,5
Région 05						
Sherbrooke	30,0	30,0	32,4	51,7	58,0	84,3
Cowansville	49,1	35,0	78,0	16,1	132,4	162,5
Granby	35,0	35,0	39,9	16,1	140,8	162,5
Lac-Mégantic	48,6	66,5	54,5	62,4	106,4	83,3
Région 06						
Montréal	67,1	81,7	170,3	236,2	183,8	246,8
Région 07						
Gatineau	45,0	45,0	167,2	152,5	217,8	199,9
Campbell's Bay	60,0	60,0	60,0	62,7	90,0	87,3
Maniwaki	60,0	60,0	120,0	120,0	240,0	240,0
Mont-Laurier	75,7	74,0	181,3	166,2	195,4	214,4
Région 08						
Rouyn-Noranda	74,8	51,5	132,4	128,1	132,4	128,1
Amos	43,9	66,6	67,8	127,2	67,8	127,2
Ville-Marie	19,3	22,7	79,7	30,9	79,7	31,3
Val-d'Or	93,3	68,7	156,6	147,8	156,6	147,8
La Sarre	59,8	51,8	94,8	73,7	94,8	73,7
Région 09						
Sept-Îles	74,0	90,5	93,8	91,5	202,3	150,4
Sept-Îles (itinérant)	156,8	141,5	156,8	140,2	156,8	152,0
Baie-Comeau	36,9	42,8	144,3	86,8	135,9	78,2
Région 11						
New Carlisle	10,9	13,7	12,0	14,7	11,8	14,7
Percé	52,5	58,4	33,8	56,5	60,3	86,9
Havre-Aubert	18,9	34,3	18,5	32,5	18,6	32,5
Sainte-Anne-des-Monts	37,6	41,9	41,1	46,4	211,1	145,4
Carleton	56,0	69,2	0,0	0,0	56,0	69,2
Région 12						
Thetford Mines	77,8	94,0	149,6	124,7	185,1	129,8
Montmagny	25,0	25,0	40,0	40,0	45,0	45,0
Saint-Joseph	52,5	53,2	82,5	88,6	103,3	103,6
Région 13						
Laval	46,6	87,8	95,0	122,5	94,0	121,9
Région 14						
Joliette	63,3	65,6	121,1	100,6	202,3	174,1
Région 15						

Saint-Jérôme	60,0	60,0	170,4	133,8	147,9	154,3
Sainte-Agathe-des-Monts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<u>Région 16</u>						
Longueuil	45,0	45,0	126,8	158,7	218,5	205,9
Saint-Hyacinthe	74,4	50,6	131,1	211,3	160,9	167,2
Saint-Jean-sur-Richelieu	59,3	71,8	183,2	190,3	213,9	209,2
Salaberry-de-Valleyfield	45,0	45,0	219,3	216,0	290,8	322,0
Sorel – Tracy	49,0	52,5	50,3	65,3	109,8	129,5
<u>Région 17</u>						
Drummondville	64,0	45,0	98,4	104,3	104,9	104,3
Victoriaville	47,1	35,5	241,4	155,0	257,6	199,9

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES

Délai d'audition moyen
Cour du Québec, chambre criminelle et pénale (matières criminelles seulement)

	Comparution		Enquête préliminaire		Procès	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Région 01						
Rimouski	78,5	66,9	55,8	84,3	76,4	107,8
Amqui	24,8	21,6	24,8	21,6	67,4	109,8
Matane	32,1	44,4	48,8	45,4	103,8	48,5
Mont-Joli	82,7	30,2	155,1	49,1	155,0	73,5
Rivière-du-Loup	52,7	38,5	75,7	63,7	94,3	103,2
Région 02						
Chicoutimi	37,8	41,9	87,3	97,2	136,0	109,3
Roberval	55,6	55,6	119,6	116,7	146,1	171,2
Alma	34,0	37,4	100,1	137,2	127,2	133,1
Chibougamau	22,7	23,7	22,7	23,7	22,7	23,7
Dolbeau – Mistassini	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Région 03						
Québec	62,5	90,0	53,8	49,1	72,5	76,5
La Malbaie	17,0	12,2	44,9	35,3	44,9	35,3
Région 04						
Trois-Rivières	76,5	68,9	68,8	82,2	234,3	216,8
Shawinigan	30,0	16,9	69,1	81,4	144,2	157,3
La Tuque	44,3	46,5	98,9	103,0	112,3	120,5
Région 05						
Sherbrooke	30,0	30,0	32,4	51,7	58,0	84,3
Cowansville	49,1	35,0	78,0	16,1	132,4	162,5
Granby	35,0	35,0	39,9	16,1	140,8	162,5
Lac-Mégantic	48,6	66,5	54,5	62,4	106,4	83,3
Région 06						
Montréal	67,1	81,7	170,3	236,2	183,8	246,8
Région 07						
Gatineau	45,0	45,0	167,2	152,5	217,8	199,9
Campbell's Bay	60,0	60,0	60,0	62,7	90,0	87,3
Maniwaki	60,0	60,0	120,0	120,0	240,0	240,0
Mont-Laurier	75,7	74,0	181,3	166,2	195,4	214,4
Région 08						
Rouyn-Noranda	74,8	51,5	132,4	128,1	132,4	128,1
Amos	43,9	66,6	67,8	127,2	67,8	127,2
Ville-Marie	19,3	22,7	79,7	30,9	79,7	31,3
Val-d'Or	93,3	68,7	156,6	147,8	156,6	147,8
La Sarre	59,8	51,8	94,8	73,7	94,8	73,7
Région 09						
Sept-Îles	74,0	90,5	93,8	91,5	202,3	150,4
Sept-Îles (itinérant)	156,8	141,5	156,8	140,2	156,8	152,0
Baie-Comeau	36,9	42,8	144,3	86,8	135,9	78,2
Région 11						
New Carlisle	10,9	13,7	12,0	14,7	11,8	14,7
Percé	52,5	58,4	33,8	56,5	60,3	86,9
Havre-Aubert	18,9	34,3	18,5	32,5	18,6	32,5
Sainte-Anne-des-Monts	37,6	41,9	41,1	46,4	211,1	145,4
Carleton	56,0	69,2	0,0	0,0	56,0	69,2
Région 12						
Thetford Mines	77,8	94,0	149,6	124,7	185,1	129,8
Montmagny	25,0	25,0	40,0	40,0	45,0	45,0
Saint-Georges	52,5	53,2	82,5	88,6	103,3	103,6
Région 13						

Laval	46,6	87,8	95,0	122,5	94,0	121,9
<u>Région 14</u>						
Joliette	63,3	65,6	121,1	100,6	202,3	174,1
<u>Région 15</u>						
Saint-Jérôme	60,0	60,0	170,4	133,8	147,9	154,3
Sainte-Agathe-des-Monts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<u>Région 16</u>						
Longueuil	45,0	45,0	126,8	158,7	218,5	205,9
Saint-Hyacinthe	74,4	50,6	131,1	211,3	160,9	167,2
Saint-Jean-sur-Richelieu	59,3	71,8	183,2	190,3	213,9	209,2
Salaberry-de-Valleyfield	45,0	45,0	219,3	216,0	290,8	322,0
Sorel – Tracy	49,0	52,5	50,3	65,3	109,8	129,5
<u>Région 17</u>						
Drummondville	64,0	45,0	98,4	104,3	104,9	104,3
Victoriaville	47,1	35,5	241,4	155,0	257,6	199,9

Délai d'audition moyen

Cour du Québec, matières pénales

	<u>Comparution</u>		<u>Procès</u>	
	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>
<u>Région 01</u>				
Rimouski	60,0	97,4	160,4	133,9
Amqui	44,3	48,6	49,3	73,3
Matane	44,3	78,3	60,3	105,0
Mont-Joli	275,8	76,8	275,8	76,8
Rivière-du-Loup	80,5	348,3	214,8	124,3
<u>Région 02</u>				
Chicoutimi	83,1	97,2	83,1	97,2
Roberval	60,4	64,8	60,4	64,8
Alma	94,1	88,7	94,1	84,8
Chibougamau	49,1	65,7	49,1	64,7
Dolbeau – Mistassini	39,9	57,0	37,4	57,3
<u>Région 03</u>				
Québec	56,8	60,0	105,0	60,0
La Malbaie	0,0	0,0	83,7	84,5
<u>Région 04</u>				
Trois-Rivières	143,7	89,2	175,8	145,7
Shawinigan	75,0	65,5	77,5	45,0
La Tuque	96,3	68,7	121,2	78,6
<u>Région 05</u>				
Sherbrooke	45,0	45,0	75,3	106,5
Cowansville	58,7	130,2	92,9	127,5
Granby	79,8	118,1	79,8	120,2
Lac-Mégantic	125,0	91,9	132,7	105,0
<u>Région 06</u>				
Montréal	64,5	86,1	106,9	72,7
<u>Région 07</u>				
Gatineau	70,9	83,5	78,4	133,2
Campbell's Bay	60,0	65,5	90,0	90,0
Maniwaki	60,0	60,0	120,0	120,0
Mont-Laurier	165,8	171,7	165,8	171,7
<u>Région 08</u>				
Rouyn-Noranda	124,2	119,0	124,2	119,0
Amos	73,6	104,2	73,6	104,2
Ville-Marie	40,3	42,2	40,3	53,2
Val-d'Or	74,9	64,1	74,9	64,1
La Sarre	57,0	55,5	57,0	55,5
<u>Région 09</u>				
Sept-Îles	137,0	143,9	187,0	174,8
Sept-Îles (itinérant)	156,8	152,8	156,8	160,9
Baie-Comeau	98,4	63,8	138,3	92,3
<u>Région 11</u>				
New Carlisle	25,7	30,9	25,7	30,9
Percé	163,7	62,3	174,5	54,5
Havre-Aubert	19,5	26,8	17,8	29,3
Sainte-Anne-des-Monts	67,0	64,2	82,2	64,2
Carleton	56,0	69,2	56,0	69,2
<u>Région 12</u>				
Thetford Mines	37,3	69,3	68,7	80,7
Montmagny	35,0	30,0	83,8	90,0
Saint-Georges	112,5	135,0	107,7	96,7
<u>Région 13</u>				
Laval	91,1	106,5	131,8	102,7
<u>Région 14</u>				
Joliette	62,8	68,5	63,7	60,0
<u>Région 15</u>				
Saint-Jérôme	60,0	60,0	134,2	145,4
Sainte-Agathe-des-Monts	0,0	0,0	0,0	0,0
<u>Région 16</u>				
Longueuil	145,1	87,4	306,4	145,5
Saint-Hyacinthe	63,5	77,4	79,7	121,7
Saint-Jean-sur-Richelieu	279,6	302,1	279,6	302,1
Salaberry-de-Valleyfield	135,8	118,1	174,8	107,7
Sorel – Tracy	90,6	71,5	88,0	71,5
<u>Région 17</u>				
Drummondville	37,8	30,0	85,2	126,2
Victoriaville	82,9	77,9	282,8	164,0

P.74 EN 2011-2012 ET 2012-2013, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTIONS (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

TABLEAU STATISTIQUE – NON JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION
2012-2013

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
1. Vol d'un bien dont la valeur est inférieure à 5 000 \$	334 b)	1 876	37,98 %
2. Possession simple d'une petite quantité de cannabis	4 (1) (5)	1 519	30,76 %
3. Voies de fait (peine)	266	336	6,80 %
4. Proférer des menaces de causer la mort ou des lésions corporelles	264.1(1)a)(2)	282	5,71 %
5. Défaut de se conformer à une ordonnance de probation	733.1	139	2,81 %
6. Méfait à l'égard de biens privés	430 (1)	350	7,09 %
7. Omission de comparaître suite à une sommation	145 (4)b)	22	0,45 %
8. Fraude à l'égard d'un bien dont la valeur est inférieure à 5 000 \$	380 (1)b)	105	2,13 %
9. Entraver volontairement un agent de la paix dans l'exécution de ses fonctions	129 a)	20	0,40 %
10. Recel d'un bien dont la valeur est inférieure à 5 000 \$	355 b)	50	1,01 %
11. Omission de comparaître suite à une citation ou une promesse de comparaître	145 (5)	42	0,85 %
12. Infractions diverses	-	198	4,01 %
TOTAL		4 939	100,00 %

STATISTIQUES RELATIVES À LA NON JUDICIARISATION
2012-2013

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
Abitibi	605	Amos	12	
	640	Grand Nord	25	
	620	La Sarre	15	
	635	LG-2 (Kuujuuaq)	6	
	625	Senneterre	5	
	615	Val-d'Or	32	
	170	Chibougamau	18	
				113
Alma	160	Alma	69	
				69
Arthabaska	415	Victoriaville	83	
				83
Baie-Comeau	655	Baie-Comeau	38	
				38
Beauce	350	Saint-Joseph-de-Beauce	72	
				72
Beauharnois	760	Salaberry-de-Valleyfield	151	
				151
Bedford	455	Cowansville	74	
	460	Granby	59	
				133
Bonaventure	105	New Carlisle	29	
				29
Charlevoix	240	La Malbaie	22	
				22
Drummond	405	Drummondville	41	
				41
Frontenac	235	Thetford Mines	23	
				23
Gaspé	155	Havre-Aubert	5	
	110	Percé	8	
	130	Sainte-Anne-des-Monts	0	
				13
Hull	550	Gatineau	502	
				502
Iberville	755	Saint-Jean-sur-Richelieu	116	
				116

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
Joliette	705	Joliette	261	
				261
Kamouraska	250	Rivière-du-Loup	51	
				51
Labelle	565	Maniwaki	12	
	560	Mont-Laurier	33	
				45
Laval	540	Laval	368	
				368
Longueuil	505	Longueuil	326	
				326
Mégantic	480	Lac-Mégantic	3	
				3
Mingan	652	Cour itinérante	17	
	650	Sept-Îles	21	
				38
Montmagny	300	Montmagny	21	
				21
Montréal	500	Montréal	33	
	850	Ville de Montréal	355	
				388
Pontiac	555	Campbell's Bay	9	
				9
Québec	200	Québec	578	
				578
Richelieu	765	Sorel-Tracy	83	
				83
Rimouski	120	Amqui	18	
	125	Matane	21	
	135	Mont-Joli	9	
	100	Rimouski	48	
				96
Roberval	155	Roberval	62	
				62
Rouyn-Noranda	600	Rouyn-Noranda	23	
				23
Chicoutimi	150	Saguenay	144	
				144
Saint-François	450	Sherbrooke	205	
				205
Saint-Hyacinthe	750	Saint-Hyacinthe	114	
				114
Saint-Maurice	425	La Tuque	36	
	410	Shawinigan	99	
				135
Témiscamingue	610	Ville-Marie	8	
				8
Terrebonne	700	Saint-Jérôme	422	
				422
Trois-Rivières	400	Trois-Rivières	154	
				154
GRAND TOTAL :				4 939

Note : Les données sont en date du 30 novembre 2012 (8 mois)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	Méga procès Entente PGQ	Méga procès du chapitre III
2013-2014:		
Aucune prévision possible.		
2012-2013: (avril à novembre)		
Total des honoraires versés:	69 925 \$	3 367 896 \$
Honoraires applicables en vertu du tarif d'aide juridique:	2 365 \$	N/A
Total des déboursés versés:	5 500 \$	28 634 \$
Déboursés applicables en vertu du tarif d'aide juridique:	5 500 \$	N/A
2011-2012:		
Total des honoraires versés:	436 030 \$	4 093 233 \$
Honoraires applicables en vertu du tarif d'aide juridique:	163 600 \$	N/A
Total des déboursés versés:	29 724 \$	21 940 \$
Déboursés applicables en vertu du tarif d'aide juridique:	14 343 \$	N/A
2010-2011:		
Total des honoraires versés:	935 518 \$	1 772 221 \$
Honoraires applicables en vertu du tarif d'aide juridique:	101 350 \$	N/A
Total des déboursés versés:	53 204 \$	4 530 \$
Déboursés applicables en vertu du tarif d'aide juridique:	38 169 \$	N/A

Entente avec le Procureur général du Québec :
Avant le 7 septembre 2010, date d'entrée en vigueur du chapitre III de la Loi sur l'aide juridique et la prestation de certains autres services juridiques, la Commission des services juridiques, en vertu d'une entente à cet effet avec le ministère de la Justice, a agi pour ce dernier à titre d'agent payeur dans le cadre des obligations constitutionnelles du procureur général au droit de l'avocat. Pour les personnes admissibles à l'aide juridique, la CSJ assumait à même ses budgets, la partie des honoraires qu'elle aurait eu à assumer en vertu du tarif d'aide juridique n'eut été des ordonnances judiciaires. Quelques procès sont encore en cours.

Méga procès du chapitre III de la loi sur l'aide juridique :
La Commission des services juridiques assure, depuis le 7 septembre 2010 en vertu du nouveau chapitre III de la loi, la gestion des honoraires des avocats de la pratique privée qui agissent dans les mégaprocès et dont les clients sont admissibles à l'aide juridique ou qui ont obtenu une ordonnance judiciaire enjoignant le procureur général d'assumer les émoluments de ces procureurs. De plus, la Commission des services juridiques gère les honoraires des avocats qui agissent dans le cadre d'une désignation d'avocat ordonnée en vertu du Code criminel.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN SYSTÈME PERMETTANT D'OBTENIR CES INFORMATIONS.

P.76 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013. INDiquer LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.

2012-2013

DOSSIER	AVORTEMENT DE PROCÈS
500-01-016927-037	22 mai 2012

P.77 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2012-2013. INDiquer LES CoûTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2013-2014.

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
10 et 11 octobre 2012	Winnipeg (Manitoba)	M ^e Claude Lachapelle et M ^e Sabin Ouellet	3 788,29 \$

P.78 BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.

EN MARS 2012, LE BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES ET PROFESSIONNELLES (BAJEP) A EU LE MANDAT D'ORGANISER UNE RENCONTRE AVEC LES REPRÉSENTANTS DE OPTION JUSTICE RÉPARATRICE. IL S'AGIT D'UN ORGANISME À BUT NON LUCRATIF DONT LES REPRÉSENTANTS AVAIENT DÉJÀ EU L'OCCASION DE RENCONTRER LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) AFIN DE LUI PRÉSENTER UN PROJET DE PROGRAMME.

UNE RENCONTRE AVEC LE BAJEP A EU LIEU LE 13 AVRIL 2012. LORS DE CETTE RENCONTRE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A INFORMÉ LES REPRÉSENTANTS DE L'ORGANISME QU'IL RELÈVE DU MJQ DE METTRE EN PLACE LES ORIENTATIONS QU'IL ENTEND PRENDRE ET QUE LE DPCP EST CONSULTÉ SUR LE SUJET. UNE AUTRE RENCONTRE S'EST TENUE ENTRE LES REPRÉSENTANTS DE OPTION JUSTICE RÉPARATRICE ET LE MJQ. CE DERNIER EST À ÉTUDIER LA SITUATION. DE SON CÔTÉ, LE DPCP POURSUIVRA SA COLLABORATION AVEC LE MJQ.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES

Dépenses en rémunération et en fonctionnement :

SHARQC	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Rémunération	68,010 \$	194,400 \$	250,300 \$
Fonctionnement	62,276 \$	40,728 \$	24,000 \$
ETC	1,99	4,96	6,00

Dépense immobilière :

Sécurisation du Centre Judiciaire Gouin - Abri dans le stationnement	2011-2012	10 035,00\$
Mesures de sécurités additionnelles - CSJ	2013-2014	1 100 000 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Chapitre II SharQc.	Chapitre III SharQc.
------------------------	-------------------------

2013-2014 :

Aucune prévision possible.

2012-2013 : (avril 2012 à novembre 2012)

Total des honoraires versés :	11 935 \$	3 034 169 \$
Total des déboursés versés :	1 074 \$	16 505 \$

2011-2012 :

Total des honoraires versés :	13 910 \$	3 564 563 \$
Total des déboursés versés :	1 205 \$	14 607 \$

La Commission n'a pas d'effectif régulier affecté à l'opération SharQc. Des honoraires ont toutefois été versés à quarante-neuf (49) avocats de la pratique privée du 1^{er} avril au 30 novembre 2012 comparativement à cinquante-quatre (54) en 2011-2012.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Opération SHARQC		
2012-2013		
Dépenses	Montant	
Rémunération de 17 procureurs et 2 soutiens	1 232 654	\$
Services de télécommunications	237	\$
Assignation	19 551	\$
Cotisations professionnelles	15 957	\$
Cellulaires	171	\$
Fournitures de bureau	5 066	\$
Frais de déplacement	43 368	\$
Loyer et aménagement	232 959	\$
Location stationnement	518	\$
Location photocopieur	234	\$
Mesures de sécurité	17 246	\$
Services auxiliaires	2 117	\$
Services professionnels	81	\$
Total	1 570 159	\$

Les données présentées sont en date du 30 novembre 2012.

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)							
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
P.G.Q. c. Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec 500-09-021700-117	Révision judiciaire	Appelant	2011-06-14	2011-11-11	2012-02-07		Date d'audition 13-03-2013
P.G.Q. c. Coop. Habitation Galejade Québec et al. 200-09-007425-116	La CQCH poursuit les défendeurs (CHGO) pour vente illégale d'un immeuble. Le PG intervient parce que ce litige concerne l'application de dispositions d'ordre public. Le PG en appelle puisque le juge de première instance n'a pas considéré son intervention.	Appelant	03-06-2011	30-09-2011			DRHC à venir
P.G.Q. c. Roger Fleury 500-09-021610-118	Occupation sans droit	Appelant	2011-03-11	2011-08-05	2011-12-05		En délibéré 24-01-2013
PGQ c Raymond Chabot Inc 500-09-019499-094	Faillite	Appelant	23-03-2009	03-07-2009			En délibéré depuis le 06-12-2010
Michelle Courchesne c. Loyola High School 500-09-020854-105	Exemption demandée par une école privée de confession catholique quant à l'enseignement des programmes d'éthique et de culture religieuse / Règles de droit pour justifier la plainte	Appelant	27-09-2010	25-01-2011	21-04-2011		Jugement favorable 04-12-2012 Délai d'appel de 60 jrs à la CSC
P.G.Q. c. Christian Barge et al. 200-09-007696-120	Application de l'art. 596 C.c.Q., annulation des arrérages, question de principe	Appelant		27-07-2012	14-09-2012		Jugement favorable 07-11-2012 / Délai d'appel de 60 jrs à la CSC
PGQ C. Réjeane Bélanger et al. 200-09-007310-110	Environnement - Demande de nullité d'un certificat d'autorisation émis par le MDDEP. Application de l'art. 10 du Règlement sur les carrières et sablières lorsqu'un bail	Appelant	15-02-2011	08-07-2011	07-10-2011	28-09-2011	Jugement favorable 17-09-2012 / Appel interjeté CSC 20-11-2012

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)								
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT	
	minier a été émis							
Renvoi relatif à la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques 500-09-014067-037	Compétence fédérale sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé.	Appelant	23-12-2003	(15-11-2006)	(16-02-2007)	(30-03-2007)	Réévaluation du maintien de ce renvoi vs jugement par la CS le 22-12-2011 dans le renvoi relatif à la Loi sur les valeurs mobilières	
Conférence des juges de paix magistrats du Q. c. P.G.Q. 500-09-022600-126	Rémunération des Juges de Paix Magistrats	Appelant	16-04-2012	16-11-2012	(14-02-2013)			
P.G.Q. c. Consortium Katz 00-09-007553-115	En appel d'une décision C.S. manquement du MRNF à son obligation de renseignement lors de l'octroi d'un contrat de rénovation cadastrale - Exclusion de la clause d'exonération de responsabilité	Appelant	14-12-2011 (jug. sur req. pour permission d'appeler)	11-04-2012+ Mém. App-int. Incident le07-11-2012	15-10-2012			
P.G.Q. c. Isabelle Barnabé 200-09-007702-126	Appel d'une décision de la Cour supérieure siégeant elle-même en appel d'une décision d'un registraire de faillite en matière de libération conditionnelle pour une prêt étudiant	Appelant	02-05-2012	20-09-2012	20-12-2012			
P.G.Q. c. Lyse Duchesne et SFPO	Appel d'une décision de la C.S. qui porte sur la compétence en matière de révision d'une rente de retraite	Appelant	17-07-2012	14-11-2012	(11-04-2013)	28-12-2012		
P.G.Q. c. McKinnon	Il s'agit d'un appel d'une décision de la C.S. en matière d'incapacité d'un élu en vertu de la L.É.R.M.	Appelant	07-01-2013	(07-05-2013)	05-08-2013			
P.G.Q. c. P.G.C. 500-09-022626-121	Renvoi concernant la validité du Projet de loi fédérale C-7 concernant la réforme du Sénat	Appelant	01-05- 2012					

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)							
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
P.G.Q., Morneau et St-Ours c. Mowatt, 200-09-007823-120	Appel sur la prévisibilité de l'événement et le partage de responsabilité	Appelant	30-08-2012	(16-02-2013)	(16-05-2013)		
PGQ c. Atocas de l'Érable inc. 200-09-007692-129	Pouvoirs du MDDEP lors de l'analyse d'une demande d'autorisation en milieux humides	Appelant	11-04-2012	02-08-2012	05-11-2012		
PGQ c. CIMA plus inc 500-09-022320-121	Responsabilité extracontractuelle	Appelant	01-12-2011	31-03-2012	29-06-2012		
Com. santé et sécurité du travail c. Transit du Roy 500-09-022272-116	Agence de placements / Chauffeurs de camions / Transport interprovincial	Intervenant	10-02-2012	30-03-2012	25-05-2012	21-12-2012	
L-3 communications MAPPS c. CSLP 500-09-022016-117	Entreprise d'ingénierie / Confection de systèmes pour des entreprises dans les secteurs naval, nucléaire et spatial	Intervenant	08-11-2010	07-03-2012	19-04-2012	21-12-2012	
Réjean Lebel c. Jalal Kanafani et Comité de discipline de l'organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Qc et P.G.Q. 500-09-022248-116	Appel d'une décision de la Cour du Québec siégeant en appel du Comité de discipline	Intervenant		13-02-2012	16-03-2012	05-10-2012	
Les Constructions Infrabec Inc. c PGQ (MTQ) 500-09-020688-107	Contestation de la légalité de la clause contractuelle 9.10 du CCDG, subsidiairement présomption de renonciation aux droits	Intimé	19-05-2010	31-01-2011	27-04-2011		Appel rejeté 20-12-2012 / Délai d'appel de 60 jrs à la CSC
P.G.C. c. P.G.Q. (armes à feu) 500-09-023030-125	Le gouv. fédéral a-t-il le droit de détruire les données du Québec contenues au Registre des armes d'épaule?	Intimé	09-10-2012	20-12-2012	(01-02-2013)		Audition les 12-03-2013 et 13-03-2013
O.Z. c. P.G.Q. et DPJ 500-08-000392-128	Requête en reconnaissance de jugement étranger d'adoption. Règles concernant le	Intimé					En délibéré

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)							
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
	consentement à l'adoption et l'admissibilité à l'adoption						
Association des juges administratifs de la CLP et Lucie Nadeau c. P.G.Q./ Association des juges administratifs du TAQ et Association des commissaires de la CRT, Intervenants 200-09-007388-116	Validité du cadre législatif assurant la sécurité financière et l'inamovibilité des commissaires de la Commission des lésions professionnelles	Intimé	28-04-2011	20-07-2011	17-11-2011	15-12-2011	En délibéré depuis le 22-10-2012
S.F.P.Q. c. P.G.Q. 200-09-007052-100	Légalité des grèves partielles / Compétence de la C.S.	Intimé	25-05-2010	24-08-2012	21-12-2010		Jugement défavorable le 26-11-2012 / Délai d'appel de 60 jrs à la CSC
Fédération des travailleurs et travailleuses c. DGE et P.G.Q. 500-10-004633-101	Dépenses électorales faites par un tiers	Intimé		11-06-2010	10-08-2010		Jugement favorable le 06-06-2011. Autorisation d'appel en CSC refusée le 17-01-2012
Bernard Côté c. CSST et P.G.Q. 200-09-007313-114	Contestation de l'article 56 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	Intimé	29-03-2011	13-05-2011	17-06-2011		Jugement favorable le 14-06-2012
Michel Dumont & Solange Tremblay c. P.G.Q. et P.G.C. 500-09-019938-091	Action en dommages pour poursuite abusive	Intimé	17-08-2009	29-01-2010	30-06-2010		Jugement favorable 16-11-2012 / Interjeté appel CSC: 15-01-2013
Anglade Joseph et autres c. P.G.Q. 200-09-007599-118	Droit à une allocation de transition / Membre du TAQ	Intimé	05-12-2011	30-04-2012	23-07-2012		
B.M. Osborn Investments inc. et als c. Guy Déom et als 500-09-022429-120	Les fonds des demandeurs sont situés en façade du Lac Tremblant. Demande de passage dans le Parc national du Mont-	Intimé	15 et 16-02-2012	2012-07-06 et 2012-08-17	2012-11-16		

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)							
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
	Tremblant. La C.S. déclare les fonds enclavés et accorde un droit de passage sur les terrains voisins situés à l'extérieur du parc						
Binet c Société des casinos et PGQ 500-09-022098-115	Responsabilité extracontractuelle	Intimé	29-09-2011	27-04-2012	28-07-2012		
Daniel Cormier c. Reine 500-10-004255-087	Contestation de dispositions du Code civil sur le mariage	Intimé	14-11-2008	16-11-2011	27-01-2012	09-03-2012	
Elio Cerundolo c. Municipalité du Lac des Écorces et al 500-09-022953-129	Titre de propriété contesté	Intimé	21-08-2012	23-11-2012	18-02-2013		
Entreprises R. et G. St-Laurent c. P.G.Q. 200-09-007632-125	Appel d'offres - clause de réserve - principe d'égalité entre les soumissionnaires - 2 appels d'offres	Intimé	18-01-2012	23-05-2012	15-08-2012		
Eva Kuchar et als c. Guy Déom 500-09-022426-126	Les fonds des demandeurs sont situés en façade du Lac Tremblant. Demande de passage dans le Parc national du Mont-Tremblant. La C.S. déclare les fonds enclavés et accorde un droit de passage sur les terrains voisins situés à l'extérieur du parc	Intimé	15 et 16-02-2012	2012-07-06 et 2012-08-17	2012-11-16		
Jean-Claude Auger c. P.G.Q. 200-09-007587-113_	L'appelant poursuit 2 procureurs des poursuites criminelles et pénales en responsabilité civile	Intimé	1930-04-12	20-07-2012			
La corporation municipale de Lac-Tremblant Nord c. Guy Déom et als 500-09-022427-124	Les fonds des demandeurs sont situés en façade du Lac Tremblant. Demande de passage dans le Parc national du Mont-Tremblant. La C.S. déclare les fonds enclavés et accorde un droit de passage sur les terrains voisins	Intimé	15 et 16-02-2012	2012-07-06 et 2012-08-17	2012-11-16		

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)								
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT	
	situés à l'extérieur du parc							
Makivik Corp. et al c PGO 500-09-022212-112	Contestation décret fixant les dates d'ouverture et fermeture de la chasse au caribou	Intimé	07-12-2011	03-04-2012	03-07-2012			
Marc-André Fortier c. P.G.Q. 200-09-0077921-122	Appel d'une décision de la Cour supérieure rejetant une requête en dommages intérêts à titre d'indemnité de fin d'emploi, dommages non pécuniaires et dommages punitifs et exemplaires	Intimé	20-12-2012					
Mona Lisa Faricacci et autres c. P.G.Q. 500-09-023013-121	La Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance limite t-elle de façon discriminatoire l'émission de nouveaux permis?	Intimé	27-09-2012	(27-03-2013)				
Placements Rovi Ltée c. Guy Déom et als 500-09-022428-122	Les fonds des demandeurs sont situés en façade du Lac Tremblant. Demande de passage dans le Parc national du Mont-Tremblant. La C.S. déclare les fonds enclavés et accorde un droit de passage sur les terrains voisins situés à l'extérieur du parc	Intimé	15 et 16-02-2012	2012-07-06 et 2012-08-17	2012-11-16			
H.C., F.J.L. c. P.N., C.J. et autres et P.G.C. et P.G.Q. 500-09-021799-119	Contestation du Décret fédéral désignant les lignes directives du Québec applicables en matière de pensions alimentaires pour enfants	Intimé et Appelant-incident	27-06-2011	08-11-2011	06-02-2012	06-02-2012	Jugement favorable le11-01-2013 / Délai d'appel de 60 jrs à la CSC	
Clotilde Bérubé c. Loto-Québec et la Société des Loteries du Québec et Alain Cousineau et P.G.Q. 500-09-020466-108	Appel d'une décision de la C.S. déclarant la demanderesse quérulente et sa R.I.I. abusive	Intimée	02-03-2010	02-03-2010	02-03-2010		Jugement favorable 11-07-2012	
Fédération des caisses Desjardins c. Réal Marcotte et Président de l'OPC 500-09-019846-096	Cartes de crédit / Protection du consommateur – Contestation des mesures provinciales par Desjardins dans la mesure où il	Intimé-intervenant	09-09-2009	22-12-2009	19-04-2010	19-04-2010	Jugement favorable le 02-08-2012 / Interjeté appel CSC 01-10-2012	

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)								
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT	
	s'agirait des lettres de compétence fédérale							
Pouliot et al c Pouliot et PGQ 200-09-022320-112	Responsabilité extracontractuelle	Intimé et Appelant-Incident	11-05-2011	19-10-2011	17-01-2012			
Fédération producteurs acéricoles du Québec c. André Turgeon 200-09-007598-110	Contestation du pouvoir de la Régie des marchés agricoles du Québec d'ordonner le paiement d'une somme d'argent sur la base de l'art. 96 Lc 1867. Interprétation de l'art. 6 al. 2 du projet de loi 21 relativement aux causes pendantes.	Mis en cause		04-07-2012	01-06-2012	(10-05-2013)	Audition le 10-06-2013	
Rachel Engler-Stringer c. Ville de Montréal 500-09-023041-122	Contestation constitutionnelle de l'art. 586 Loi sur les cités et villes	Mis en cause		18-01-2013	(15-02-2013)	(15-02-2013)	Audition le 11-03-2013	
Les entreprises JGN Michaud inc. c. RACJ 500-09-021500-111	Contestation de la mesure de suspension de la délivrance de licences d'appareils de loterie vidéo prise par la RACJ, laquelle a été approuvée par le gouvernement	Mis en cause	07-03-2011	05-07-2011	03-10-2011	30-09-2011	Audition le 19-03-2013	
Syndicat des constables spéciaux c. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et P.G.Q. 500-09-020493-102	Tribunal des droits de la personne. Diminution de salaire et non-reconnaissance de l'expérience et du temps accumulé et discrimination en fonction de l'âge. Chartes	Mis en cause					Jugement rendu 24-01-2013 Délai d'appel de 60 jrs CSC	
9179-3588 Québec Inc. c. Jacques Drouin et P.G.Q. 500-09-022824-122	Appel d'une injonction / Utilisation et communication de l'Annuaire des citoyens du Québec / Loi électorale	Mis en cause	05-07-2012	31-10-2012	(01-03-2013)	(01-03-2013)		
Association des cadres de la Société des casinos du	Appel d'un jugement de la Cour supérieure ayant révisé une	Mis en cause	2012-03-28	29-06-2012	31-08-2012	31-08-2012		

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)							
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
Québec c. Société des casinos du Québec et als 500-09-022401-129	décision interlocutoire de la Commission des relations de travail rejetant une requête en irrecevabilité sur l'absence de compétence						
Danny Di Zazzo c. Julie Pinet et Comité de discipline de L'ACAIQ et P.G.Q. 500-09-022874-127	Compétence du Comité de discipline / Indépendance et impartialité judiciaire	Mis en cause	20-07-2012	16-11-2012	(14-02-2013)		
Engler-Stringer c. Ville de Montréal et als, 500-09-023041-122	Caractère opérant de l'article 586 LCV (délai de prescription de 6 mois) dans le contexte d'un recours collectif en responsabilité extracontractuelle déposé en vertu des chartes	Mis en cause	16-10-2012				
Hugo Morin et Huguette Létourneau c. 9247-9104 Québec inc. et al. 200-09-007928-127	Appel du jugement de la C.S. déclarant irrecevable, au motif que cette question relève de la compétence exclusive de la Cour fédérale, l'une des conclusions des demandeurs à l'effet qu'il soit déclaré que l'aérodrome de la défenderesse est situé dans une zone bâtie au sens du règlement de l'aviation canadien. Le P.G.Q. n'a pas fait de représentations sur cette question en C.S.	Mis en cause	24-12-2012	(23-04-2013)	(22-07-2013)		
L'Agence du Revenu du Québec c. 2641-5638 Québec inc. et P.G.Q. 500-09-023116-122	La loi concernant l'impôt sur le tabac est-elle valide, applicable et opérante à l'égard d'une entreprise faisant de l'importation et de l'exportation de cigares, qu'elle entrepose dans un entrepôt de stockage des douanes	Mis en cause	2012-11-16				

Procédures en Cour d'appel (En date du 24 janvier 2013)							
NOM DES PARTIES	COUR D'APPEL	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
Manzanares c Mejia et PGQ (mis en cause)	Enlèvement international d'enfants	Mis en cause	21-10-2010			20-01-2011	
Ville de Québec c. Ass. des pompiers professionnels de Québec et al. 200-09-007614-115	En appel d'une décision de la C.S. ayant rejeté la requête de la Ville de Québec visant à faire déclarer non seulement le commissaire, mais également la CRT, inhabiles à entendre le litige l'opposant à l'ass. des pompiers	Mis en cause	23-11-2011	06-06-2012	20-07-2012	20-08-2012 PGQ	

N.B.: Les dates entre parenthèses sont les dates où normalement le mémoire devrait être produit.

Procédures en Cour d'appel en matière constitutionnelle pour les affaires criminelles et pénales (En date du 24 janvier 2013)							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (60 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (60 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
Reine et P.G.Q. c. Kevin Perry 500-10-004899-116	Contestation des art. 742.1 et 752 C. cr. Empêchant la peine avec sursis pour l'infraction de conduite dangereuse causant la mort / peine cruelle et inusité / peine arbitraire	Appelant	28-04-2011	21-10-2011	19-01-2012		En délibéré depuis le 24-10-2012
Ulrick Charbonneau c. Reine 755-01-029353-106	Homicide / Contestation de l'art. 222(5)c) C.cr. Menaces. Craintes de violence menant quelqu'un à causer la mort.	Intimé	06-02-2012				
Dany Moureau c. Reine 755-01-029353-106	Homicide / Contestation de l'art. 222(5)c) C.cr. Menaces. Craintes de violence menant quelqu'un à causer la mort.	Intimé	06-02-2012				
Stéphanie Meunier c. Reine	Constitutionnalité de l'alinéa	Mis en cause	21-07-2011	(31-10-2012)	(31 déc. 2012)		

Procédures en Cour d'appel en matière constitutionnelle pour les affaires criminelles et pénales (En date du 24 janvier 2013)							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (60 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (60 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
500-36-004961-093 C.S.	231(6) C.cr. Meurtre au premier degré dans le cadre de harcèlement criminel / Présomption d'innocence / Défense pleine et entière						
Bertram Dow c. Reine 200-10-002549-108	Meurtre au 2 ^e degré – Défense d'intoxication volontaire extrême – Art. 33.1 C.cr. – Défense Daviault	Mis en cause	10-11-2010	15-08-2012	(03-10-2012)	Déc. 2012	
Boland et al c. Directeur de poursuites criminelles et pénales et PGQ 200-10-002738-115	Rejet sans audition de preuve d'une demande d'arrêt des procédures, articles 12 et 15 de la Charte canadienne.	Mis en cause	09-12-2011	27-02-2012	27-04-2012	02-05-2012	En délibéré depuis le 04-10-2012
Reine c. David Beaulieu 500-10-004897-110	Contestation des art. 742.1 et 752 C. cr. Empêchant la peine avec sursis pour l'infraction de conduite dangereuse causant la mort / peine cruelle et inusité / peine arbitraire	Mis en cause	12-07-2011	21-10-2011	aucun	31-05-2012	En délibéré depuis le 24-10-2012
Reine c. Andrew Pelletier 500-10-004915-110	Contestation des art. 742.1 et 752 C. cr. Empêchant la peine avec sursis pour l'infraction de conduite dangereuse causant la mort / peine cruelle et inusité / peine arbitraire	Mie en cause	14-02-2012	17-02-2012	01-05-2012	31-05-2012	En délibéré depuis le 24-10-2012
Charles-Alexis Boisclair c. Reine et P.G.Q. 500-10-004831-119	Contestation des art. 742.1 et 752 C. cr. Empêchant la peine avec sursis pour l'infraction de conduite dangereuse causant la mort / peine cruelle et inusité / peine arbitraire	Mis en cause	08-04-2011	20-02-2012	16-02-2012	31-05- 2012	En délibéré depuis le 24-10-2012

Procédures en Cour suprême du Canada (En date du 24 janvier 2013)									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 semaines de la question const.)	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (12 semaines de la question const.)	PRODUCTION MEMOIRE L'INTIME (8 semaines du mémoire de l'appelant)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT (20 semaines du dépôt de l'avis d'intervention)	AUDITION OU JUGEMENT
A. c. B. et P.G.Q. (Lola c. Eric) 33990	L'art. 15 de la Ch. can. exige-t-il que les conjoints de fait entre eux aient des droits et obligations identiques à ceux des conjoints mariés?	Appelant / Pen. ali. Intimé / Patrimoine	25-03-2011	20-05-2011	22-06-2011	02-09-2011	28-10-2011		Jugement rendu 25-01-2013

Procédures en Cour suprême (sans question constitutionnelle) (En date du 24 janvier 2013)									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 semaines de l'avis d'appel)	REQUÊTE EN INTERVENTION (4 semaines du mémoire de l'appelant)	DATE DE L'ORDONNANCE AUTORISANT L'INTERVENTION	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 semaines du mémoire de l'appelant)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (8 semaines suivant l'ordonnance autorisant l'intervention)	Audition/ Jugement
R.R.Q. c. Canada Bread Company Ltd et P.G.Q. 34505	Régime complémentaire de retraite / Loi déclaratoire / Chose jugée	Intervenant	30-03-2012	18-07-2012	10-08-2012	24-08-2012	10-09-2012	19-10-2012	Audition le 17-04-2013
Reine c. Criminal Lawyer's 34317	Une Cour supérieure ou un tribunal statuaire ont-ils le pouvoir inhérent de fixer le tarif auquel le gouv. doit rémunérer un amicus curia nommé dans le cadre d'un procès criminel afin de défendre les intérêts d'un accusé non représenté?	Intervenant	10-04-2012		17-08-2012	23-07-2012	24-09-2012	19-11-2012	En délibéré depuis le 12-12-2012

P.81 POUR 2012-2013, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRE ORDONNANCE DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.

AUCUN.

P.82 POUR 2012-2013, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

AUCUN.

P.83 POUR 2012-2013, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDICER LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

LISTE DES ACTIONS	MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
Procureur général du Québec (PGQ) contre Mme Huguette Saucier et Municipalité de Preissac	Selon les termes de l'article 304 de la <i>Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités</i> , Mme Saucier serait inhabile à exercer la fonction de membre du conseil car elle a un intérêt direct ou indirect dans plusieurs contrats avec la Municipalité. Son conjoint, M. Jean-Marc Desrosiers, a réalisé contre rémunération des travaux pour la Municipalité totalisant au moins 30 000 \$ sur une période de plus de 5 ans.	Requête en déclaration d'inhabilité intentée par le PGQ contre Mme Huguette Saucier, mairesse de la Municipalité de Preissac. La requête a été déposée le 5 décembre 2012.

P.84 POUR 2012-2013, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTENT N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

AUCUN.

P.85 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

AUCUN.

P.86 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2010-2010, 2011-2012 ET 2012-2013 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)

LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

Répartition des demandes de prestations étudiées par région en 2012					
Régions	Acceptées	Rejetées	Désistements	Désintéressements	Total
Abitibi-Témiscamingue ⁽¹⁾	136	56	0	2	194
Bas-Saint-Laurent	168	57	1	1	227
Chaudière-Appalaches	265	76	0	0	341
Côte-Nord	50	34	0	0	84
Estrie	471	110	1	2	584
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	43	31	0	0	74
Île de Montréal	1396	452	5	20	1873
Lanaudière	467	157	1	6	631
Laurentides	414	166	2	4	586
Laval	208	66	0	5	279
Longueuil	365	100	2	1	468
Mauricie et Centre-du-Québec	616	150	1	2	769
Outaouais	230	58	2	0	290
Québec	545	195	0	1	741
Saguenay-Lac-St-Jean	238	76	2	1	317
Saint-Jean-sur-Richelieu	196	62	0	0	258
Valleyfield	130	49	0	2	181
Yamaska	288	85	2	1	376
Extérieur du Québec	32	25	0	1	58
Total	6258	2005	19	49	8331

Note 1 : Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles qui proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue.

Nature des prestations	2012 ⁽²⁾
Assistance médicale	15 652 121,10 \$
Réadaptation	9 849 869,77 \$
Incapacité temporaire	25 421 064,07 \$
Stabilisation sociale et économique	2 078 583,73 \$
Allocations spéciales	26 500,00 \$
Frais funéraires	221 420,93 \$
Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge	36 537 421,99 \$
Total des prestations	89 786 981,59 \$
Frais d'administration	12 336 642,88 \$

Note 2 : Selon les données préliminaires non vérifiées de l'exercice 2012.

P.87 BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2012 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

BILAN

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2012-2013

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	14	15
MONTREAL	1	27	28
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	11	12
OUTAOUAIS	1	11	12
BAS-SAINT-LAURENT	1	11	12
MAURICIE	1	14	15
MONTÉRÉGIE	1	16	17
LAVAL	1	8	9
ESTRIE	1	10	11
LAURENTIDES	1	9	10
LANAUDIÈRE	1	12	13
CÔTE-NORD	1	8	9
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	13	14
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	8	9
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	7	8
CRI	1	2	3
NUNAVIK	1	5	6
TOTAL	17	186	203

P.88 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

DESCRIPTION	2012-2013
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
S.O.S. Violence Conjugale	809 160
AQPV	150 000
Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	420 700
QUÉBEC & MONTRÉAL	
AFPAD	185 010
SERVICES RÉCURRENTS - TOTAL PARTIEL	1 564 870
PROJETS SPÉCIAUX	
PROJETS PILOTES DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE	
Montréal	233 200
Québec	69 500
Centre-du-Québec	111 700
Outaouais	110 200
Saguenay	59 000
Mauricie	24 706
Montréal	29 160
PROJETS SPÉCIAUX - TOTAL PARTIEL	637 466
GRAND TOTAL	2 202 336

- P.89 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA *LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE* ET POUR LES ANNÉES 2011-2012 ET 2012-2013 :
- A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATIONS;
 - B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;
 - C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.

STATISTIQUES EN MÉDIATION FAMILIALE

	2012-2013
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION <u>DE GROUPE</u>	
• NOMBRE DE SÉANCES	58
• NOMBRE DE PARTICIPANTS	424
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION <u>DE COUPLE</u> *	687
NOMBRE DE DISPENSES POUR MOTIF SÉRIEUX *	606
NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE *	4898

* Données en date du 13 janvier 2013. Important de tenir compte que les rapports n'ont pas tous été reçus au service de médiation familiale et donc saisie au système.

2012-2013 (JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2012)
CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE CONSTATS DÉLIVRÉS
51	19
52	8
57	1
58	2
63	11
Total	41 *

* De ces 41 constats d’infraction, certains ont été délivrés pour des dossiers reçus avant le 1^{er} avril 2012

- Article 51 : Inscription sur un produit non rédigée en français.
Article 52 : Publication sur site web rédigée dans une langue autre que le français.
Article 57 : Facture non rédigée en français.
Article 58 : Affichage public dans une autre langue que le français ou dont le français n’y figure pas de façon nettement prédominante.
Article 63 : Affichage du nom de l’entreprise dans une langue autre que le français.

SUIVI DES CONSTATS DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION OU DE PLAIDOYER	25
EN TRANSFERT	11
ABANDON	-
COUPABLE	5
RETRAIT	-
Total	41

Note : Il est à noter que depuis le 1^{er} avril 2012, le Directeur des poursuites criminelles et pénales a reçu de l’Office québécois de la langue française 51 rapports d’infraction qui se sont ajoutés aux 20 rapports déjà en traitement avant cette date, pour un total de 71 rapports d’infraction. En date du 31 décembre 2012, de ces 71 rapports d’infraction, 41 constats d’infraction ont été délivrés, 18 rapports d’infraction ont été refusés et 12 sont présentement à l’étude.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

Également, voici le détail des dossiers qui se sont terminés à la cour entre le 1^{er} avril 2012 et le 31 décembre 2012, et ce, sans égard à leur date de réception :

DOSSIERS TERMINÉS EN 2012	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	30
ACQUITTEMENT	1
ARRÊT DES PROCÉDURES	-
RETRAIT	-
Total	31

2012-2013
(DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 22 JANVIER 2013)
NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES - LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 47

N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTe DE LA LANGUE FRANÇAISE
2010 SAS-M-171910-1006	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée Famille réunie au dossier Nguyen - La Cour suprême du Canada a demandé au MELS de statuer quant à l'admissibilité de l'enfant au regard de sa décision du 22 octobre 2009	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 20 avril 2012 Jugement rectifié - TAQ - du 13 juin 2012 Confirmation de la décision de la personne désignée	Art. 73 (2°)
2009 SAS-Q-156757-0907	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 73 (1°)
2010 SAS-Q-166629-1008	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 9 août 2012 Confirmation de la décision de la personne désignée	Art. 73 (2°) Règlement sur les critères et la pondération applicables pour la prise en compte de l'enseignement en anglais reçu dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions
2010 SAS-Q-168225-1010	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Désistement - TAQ	Art. 81

N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2011 SAS-M-183598-1104	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 13 avril 2012 Confirmation de la décision de la personne désignée	Art. 73 (1°)
2011 SAS-O-174469-1105	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 8 août 2012 Confirmation de la décision de la personne désignée	Art. 73 (2°) Règlement sur les critères et la pondération applicables pour la prise en compte de l'enseignement en anglais reçu dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions
2011 SAS-M-190258-1110	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 19 juillet 2012 Confirmation de la décision de la personne désignée	Art. 73 (2°) Règlement sur les critères et la pondération applicables pour la prise en compte de l'enseignement en anglais reçu dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions
2012 SAS-M-204144-1210	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition pour une requête du PGQ en irrecevabilité	Art. 73 (2°)

N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDEUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2011 SAS-M-190762-1110	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 7 mai 2012 Confirmation de la décision de la personne désignée	Art. 81
2011 SAS-M-192950-1111	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 5 juin 2012 Confirmation de la décision de la personne désignée	Art. 73 (2°)
2012 SAS-M-204036-1210	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition pour une requête du PGQ en irrecevabilité	Art. 73 (2°)
2012 Cour supérieure 500-17-075284-128	Requête en révision judiciaire et requête en suspension de la décision rendue par la ministre Marie Malavoy en application de l'article 85.1 de la Charte de la langue française	Partie intimée	Présentation de la requête prévues le 4 février 2013	Art. 85.1

N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2011 SAS-M-191308-1110	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Règlement hors cour/Transaction - TAQ	Art. 76 et 73 (1°)
2011 SAS-M-193914-1112	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Règlement hors cour/Transaction - TAQ	Art. 81
2012 SAS-M-195112-1201	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Désistement - TAQ	Art. 73 (1°)
2012 SAS-M-196774-1203	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 9 octobre 2012 Confirmation de la décision de la personne désignée	Art. 81
2012 SAS-M-197104-1203	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Jugement - TAQ - rendu le 9 octobre 2012 Recours rejeté par le TAQ sur la question du hors délai.	Art. 73 (2°) Règlement sur les critères et la pondération applicables pour la prise en compte de l'enseignement en anglais reçu dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions
2012 SAS-M-197588-1204	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 30 janvier 2013	Art. 73 (1°)
2012 SAS-M-198684-1205	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 28 janvier 2013	Art. 81
2012 SAS-M-198542-1205	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 28 janvier 2013	Art. 73 (1°)
2012 SAS-M-199044-1205	Contestation au TAQ de la recommandation négative du comité d'examen en application de l'article 85.1	Partie intimée	Règlement hors cour/Transaction - TAQ	Art. 76, al. 1

N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2012 SAS-M-199160-1205	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 30 janvier 2013	Art. 76 et 73 (2°)
2012 SAS-M-200864-1207	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 30 janvier 2013	Art. 76 et 73 (1°)
2012 SAS-M-201394-1207	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 73 (1°)
2012 SAS-Q-184983-1208	Contestation au TAQ d'une lettre transmise par M ^{me} Maryse Malenfant	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 73 (2°)
2012 SAS-M-202294-1208	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 31 janvier 2013	Art. 81
2012 SAS-M-202586-1209	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 7 mars 2013	Art. 76 et 73 a)
2012 SAS-M-202956-1209	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 76 et 73 (2°)
2012 SAS-M-203564-1209	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 28 janvier 2013	Art. 73 (1°)
2012 SAS-M-203556-1209	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	Audition prévue le 31 janvier 2013	Art. 73 (2°) Règlement sur les critères et la pondération applicables pour la prise en compte de l'enseignement en anglais reçu dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions
2012 SAS-M-203816-1210	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 73 (2°) Règlement sur les critères et la pondération applicables pour la

N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
				prise en compte de l'enseignement en anglais reçu dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions
2012 SAS-M-203936-1210	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 81
2012 SAS-M-204472-1210	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 76 et 73 b)
2012 SAS-M-204440-1210	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 81
2012 SAS-Q-186725-1210	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 73 (2°)
2012 SAS-M-205658-1211	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 81
2012 SAS-Q-187965-1212	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 81
2012 SAS-M-205164-1211	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art. 85
2012 SAS-Q-188515-1212	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art, 76 et 73 (1°)
2013 SAS-M-206740-1301	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art, 73 (1°)

N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2013 SAS-M-206742-1301	Contestation au TAO de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art, 73 (1°)
2013 SAS-M- 206744-1301	Contestation au TAO de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art, 73 (1°)
2013 SAS-M- 206746-1301	Contestation au TAO de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art, 73 (1°)
2013 SAS-M-206748-1301	Contestation au TAO de la décision de la personne désignée	Partie intimée	En attente d'une date d'audition	Art, 73 (1°)
2006 Cour supérieure 500-17-033805-063	Révision judiciaire devant la Cour supérieure d'une décision du TAO rendue le 10 octobre 2006 (Recours de deux familles représentées par M ^e Brent D. Tyler)	Partie mise en cause	Malgré un rappel fait par le représentant du PGQ, M ^e Tyler n'a pas encore produit son mémoire. Le délai de 180 jours prévu à l'article 110.1 du <i>Code de procédure civile</i> pour fixer la cause pour enquête et audition est largement écoulé	Art. 73 (2°) Dossiers ontariens
2007 Cour supérieure 500-17-040428-073	Révision judiciaire devant la Cour supérieure d'une décision du TAO rendue le 10 octobre 2006 (Recours de cinq familles représentées par M ^e Brent D. Tyler)	Partie mise en cause	Malgré un rappel fait par le représentant du PGQ, M ^e Tyler n'a pas encore produit son mémoire. Le délai de 180 jours prévu à l'article 110.1 du <i>Code de procédure civile</i> pour fixer la cause pour enquête et audition est largement écoulé	Art. 73 (2°) Dossiers ontariens
2008 Cour supérieure 500-17-043476-087	Révision judiciaire devant la Cour supérieure d'une décision du TAO rendue le 25 mai 2008 (Recours d'une seule famille représentée par M ^e Brent D. Tyler)	Partie mise en cause	Malgré un rappel fait par le représentant du PGQ, M ^e Tyler n'a pas encore produit son mémoire. Le délai de 180	Art. 73 (2°) Dossier ontarien

N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
			jours prévu à l'article 110.1 du <i>Code de procédure civile</i> pour fixer la cause pour enquête et audition est largement écoulé	

INFRACTIONS À LA LOI R-20

Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la Loi R-20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.

La loi R-20 est la Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction

Infractions à la loi R-20

Année 2012-2013	
Nombre de constats émis	5573
Amendes (1)	3 242 562 \$
Frais (2)	988 959 \$
Total amendes et frais	4 231 521 \$
Montant payé (3)	956532
Plaidoyer de culpabilité	1630
% Plaidoyer de culpabilité	29,25%

Notes:
Il s'agit de la valeur de l'amende apparaissant aux constats d'infraction.

Il s'agit de la valeur des frais apparaissant aux constats d'infraction.

Il s'agit de la valeur des amendes et frais qui ont été payés au terme du délai de 30 jours prévu au Code de procédure pénale. Ce montant n'inclut pas les montants d'amende et de frais imposés au terme d'une décision du tribunal.

Note :

1. Il s'agit de la valeur de l'amende apparaissant aux constats d'infraction.
2. Il s'agit de la valeur des frais apparaissant aux constats d'infraction.
3. Il s'agit de la valeur des amendes et frais qui ont été payés au terme du délai de 30 jours prévu au Code de procédure pénale. Ce montant n'inclut pas les montants d'amende et de frais imposés au terme d'une décision du tribunal.

P.93 VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET PRÉVISION POUR 2013-2014. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE 2012-2013

	2012-2013
SOS violence conjugale (mission globale)	799 160 \$

	2012-2013
Frais de la ligne 1-800-violence conjugale	5 550 \$

BILAN DES MESURES ENTREPRISES POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

Le *Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale* que nous avons dévoilé le 6 décembre dernier, permettra d'intensifier nos efforts afin d'assurer la sécurité et la protection des victimes de violence conjugale et des enfants qui y sont exposés, et d'apporter une réponse aux besoins d'aide et d'encadrement des agresseurs. Ce plan d'action regroupe 135 engagements dont 47 sont sous la responsabilité du ministère de la Justice.

De plus, il répondra aux besoins des autochtones et des personnes vivant dans un contexte de vulnérabilité par rapport à la violence conjugale, notamment les personnes âgées, handicapées, immigrantes, issues des communautés culturelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuelles et transgenres ainsi que les hommes victimes de violence conjugale.

	2012-2013
PROMOTION LIGNE 1-888-AGRESSIONS SEXUELLES	0 \$
PROMOTION (DÉPLIANTS D'INFORMATION)	2 795 \$
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	271 238 \$
	\$

BILAN DES ACTIONS POSÉES

ENGAGEMENTS RÉALISÉS :

- **Campagne de sensibilisation** (mesure 8) : Le MJQ est responsable, avec le Secrétariat à la Condition féminine, de l'organisation de cette campagne.
 - Une première phase, du 26 mars au 19 avril 2008, a porté sur la réalité objective des agressions sexuelles, soit ce qu'elles sont et qui en sont les principales victimes.
 - Une deuxième phase, du 22 mars au 2 mai 2009, visait défaire les mythes et préjugés tenaces entourant les agressions sexuelles ainsi qu'à mettre encore en lumière le caractère criminel de ces agressions et l'ampleur du problème.
 - Une troisième phase de la campagne, du 15 mars au 24 avril 2010, a mis l'accent sur les conséquences néfastes d'une agression sexuelle pour une victime et sur l'importance de demander de l'aide. Elle était directement liée à la mise en fonction de la ligne 1 888 933 9007 à l'intention des victimes d'agressions sexuelles, de leurs proches et des intervenants en cette matière par le ministère de la Justice.
 - Une quatrième phase mettant l'accent sur l'aspect criminel des agressions sexuelles et l'importance de les dénoncer à la police s'est déroulée du 25 mars au 24 avril 2011. Cette campagne a également servi à publiciser la ligne 1 888 933 9007 à l'intention des victimes, proches et intervenants en matière d'agression sexuelle.
- **Ligne téléphonique de référence** (mesure 33) : Le 16 avril 2010, la ministre de la Justice a procédé au lancement du nouveau service de ligne téléphonique de référence confidentiel, gratuit et bilingue pour les personnes victimes d'agression sexuelle, ainsi que pour les proches des victimes et les intervenants, et ce, partout au Québec, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal, choisi à la suite d'un appel d'offres en mars 2009, offre ce service.

De plus, de la mi-mars à avril 2012, le ministère de la Justice a poursuivi des activités de communication visant la promotion de cette ligne de référence, et ce, afin d'assurer sa pérennité et s'assurer que toutes les régions du Québec bénéficient de ce service. La poursuite de ces activités de communication est prévue en 2013-2014.

- **Soutien financier aux centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)** (mesure 45) : Le ministère de la Justice finance les dix-sept CAVAC. Ces centres offrent des services professionnels gratuits et confidentiels de première ligne à toute personne victime d'un acte criminel, à ses proches ainsi qu'aux témoins d'un acte criminel.

De plus, le ministère de la Justice poursuit ses efforts visant à accroître l'accès des populations autochtones aux services des CAVAC. Il soutient aussi le développement des services du CAVAC du Nunavik et du CAVAC cri.

- **Orientations et mesures du ministre de la Justice** (mesure 46) : Les *Orientations et mesures du ministre de la Justice* ont été modifiées au printemps 2008 afin que les procureurs aux poursuites criminelles et pénales s'assurent de la cohérence de leurs recommandations concernant les conditions imposées à un agresseur et s'assurent aussi que leurs recommandations lors de la détermination de la peine tiennent compte de la sécurité et du point de vue des victimes et permettent au tribunal de disposer des éléments nécessaires pour imposer une peine représentative de la gravité de l'infraction.

ENGAGEMENTS EN VOIE DE RÉALISATION :

Déclaration de la victime (mesures 48, 50 et 60) : Le ministère de la Justice poursuit les travaux visant l'élaboration d'un programme relatif à l'utilisation de la *Déclaration de la victime sur les conséquences du crime* (article 722 du *Code criminel*) et l'application du programme INFOVAC-Plus dans tous les districts judiciaires et pour les personnes mineures. Le formulaire de déclaration de la victime a été révisé et est maintenant disponible dans tous les palais de justice.

P.95 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D’HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS
TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 437 DE LA LSSSS EN 2012-2013, VENTILÉ PAR RÉGION.

AUCUNE.

P.96 POUR 2012-2013, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2013-2014.

	2011-2012
SOMMES INVESTIES	800 000 \$
BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE	200 000 \$
CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'HOMOPHOBIE	200 000 \$
PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE	400 000 \$

	2012-2013
SOMMES INVESTIES	2 100 000 \$
BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE	200 000 \$
CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'HOMOPHOBIE	200 000 \$
PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE	200 000 \$
MESURES DE REHAUSSEMENT DE L'AIDE À LA MISSION DES ORGANISMES LGBT RELEVANT DU MESS-SACAIS ET DU MSSS	500 000 \$
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION	1 000 000 \$

P.97 NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2012-2013. INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIE UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2013-2014.

COMITÉ DU 31 AOÛT 2012 À MAINTENANT	PERSONNES PRÉSENTES	DATE	LIEUX
Comité de suivi interministériel	M ^{me} Véronique Baril, MAMROT M ^{me} Marie-Josée Cantin, SA M. Alexandre Gagné, SJ M. David Galarneau, MTRAV M ^{me} Marcelle Gendreau, SCF M ^{me} Maude Laflamme, DEC M ^{me} Geneviève Latulippe, MJQ M. Michel Lavallée, MSSS M ^{me} Julie Martel, SAA M. Roger Noël, MJQ M. Mike Rousseau, MESS M. Olivier Roy, MJQ Invités : M. Richard Carbonneau, MJQ M. Steve Foster, CQGL M ^{me} Renée Madore, MJQ M. Marc-André Ross, MJQ M ^{me} Françoise Susset, CQGL	23 octobre 2012	Ministère de la Justice au 1200, route de l'Église à Québec

P.98 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2012-2013 ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

Période du 1 avril 2012 au 30 novembre 2012

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	10 600 \$	107 417 \$	30 357 \$
RIMOUSKI	8 266,64 \$	77 029 \$	76 264 \$
MONTRÉAL	29 333,28 \$	136 666,64 \$	68 933,36 \$
TOTAL	48 199,92 \$	321 112,64 \$	175 554,36 \$

P.99 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2012-2013 ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

Période du 1 avril 2012 au 30 novembre 2012

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D’EMPLOYÉS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	2 permanents 2 occasionnels	N/A
QUÉBEC	2 permanents 3 occasionnels	8
MONTREAL	5 permanents 4 occasionnels	4
TOTAL	18	12

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS

Période du 1 avril 2012 au 30 novembre 2012

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE *
RIMOUSKI	1 259
QUÉBEC	3 836
MONTRÉAL	4 060
TOTAL	9155

* L'information juridique comprend les services de soutien et d'accompagnement, l'aide concernant des formulaires à remplir et les modes alternatifs de règlements des conflits. Les centre de justice n'effectuent pas d'avis juridique.

P.101 NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE ONBL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

Voir question portant sur les Centres de justice de proximité (P 74).

Voir question portant sur FAVAC (P 80).

Voir question portant sur le budget discrétionnaire (G 20).

Projets de justice communautaire en milieu autochtone :

Description	Montant
La Société Makivik	
La subvention annuelle accordée à la Société Makivik vise deux volets. Le premier consiste à permettre l'embauche de deux coordonnateurs régionaux ayant pour mandat de promouvoir et de favoriser le développement et la mise en œuvre de structures communautaires en matière de justice auprès de dix (10) communautés inuites. Ils ont également pour responsabilité de collaborer au développement de partenariats entre les organismes régionaux actifs dans les domaines pénaux et sociaux interpellés dans le traitement de la criminalité dans le but de favoriser des actions conjointes et concertées. Le deuxième consiste à soutenir les dix (10) comités de justice, implantés dans autant de communautés, en assumant l'embauche à temps partiel d'un coordonnateur local et leurs frais de fonctionnement, incluant la formation et la rémunération des membres. Notons que chaque comité est indépendant mais leurs interventions et leurs approches sont relativement similaires. Les budgets octroyés aux communautés sont déterminés par la Société Makivik, suivant les besoins particuliers et les réalités sociales et démographiques de chacun des villages.	50 000 \$
Le Conseil de la Nation Atikamekw	
Ce budget permet le soutien financier de 2 projets : le processus de justice communautaire Atikamekw (projet actif auprès de la clientèle adulte et visant la promotion de la résolution pacifique des conflits par l'entremise de groupes de citoyens désignés comme Conseils de sages) et le Système d'intervention d'autorité Atikamekw (un processus d'intervention dans les situations de jeunes délinquants et lorsque le développement d'un enfant ou d'un jeune est compromis). Ce budget permet d'une part l'embauche d'une coordonnatrice des Conseils de sages, ayant pour responsabilité de maintenir dans les communautés atikamekws (Wemotaci et Manawan) les structures communautaires de même que d'assurer le secrétariat lié à la préparation et au traitement des dossiers. D'autre part, le financement permet de soutenir les deux conseils de sages, implantés dans autant de communautés, en assumant leurs frais de fonctionnement, incluant la formation et la rémunération des membres. Notons que chaque comité est indépendant, mais leurs interventions et leurs approches dans la gestion des cas sont relativement similaires.	115 065 \$
Le Conseil des Mohawks de Kahnawake	
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet et d'une assistante dont le principal mandat consiste à faire la promotion auprès de la communauté de modes de résolution alternatifs, d'assister les demandeurs et les personnes responsables des médiations, de préparer et de faire le suivi des dossiers et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres. De ce montant, 30 320 \$ seront attribués pour la tenue d'un séminaire. Les objectifs sont de divers ordres : présentation et échanges portant sur le programme de tribunal spécialisé en matière de violence conjugale au Yukon, formation sur l'intervention auprès des personnes vivant des problèmes relationnels, des traumatismes de l'enfance ou d'autres ordres, des problèmes de dépendance aux drogues ou à l'alcool. Cette activité regroupera les représentants de plus de six (6) nations actives en matière de justice communautaire et d'autres intervenants autochtones, dont les conseillers parajudiciaires.	67 944 \$
Le Conseil des Mohawks d'Akwesasne	
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet dont le principal mandat consiste à coordonner les activités du comité de justice et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres.	23 575 \$
La Nation naskapie de Kawawachikamach	
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet dont le principal mandat consiste à coordonner les activités du comité de justice et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres.	20 000 \$
Le Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet dont le principal mandat consiste à coordonner les activités du comité de justice et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des membres.	29 723 \$
Le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	
Cette subvention annuelle permet d'une part l'embauche d'une personne responsable du projet dont le principal mandat consiste à coordonner les activités du comité de justice et, d'autre part, le soutien des frais de fonctionnement du comité incluant la formation et la rémunération des	46 075 \$

membres.	
De ce montant, 4 925 \$ seront attribués pour la tenue d'une session de formation pour la rédaction de rapports de type Gladue. L'objectif principal de cet événement est d'outiller la dizaine de participants atikamekws afin qu'ils puissent, lorsque les circonstances se présenteront, compléter des rapports et exposer au tribunal des pistes de solution quant aux besoins de l'accusé. Le vocable « Gladue » réfère à une décision rendue en 1999 par la Cour Suprême qui interprétait pour la première fois l'alinéa 718.2e) du <i>Code criminel</i> . Précisons que l'objectif de cet article a pour but de remédier indirectement au problème de surreprésentation des autochtones dans les prisons et à encourager le juge à adopter une approche corrective lors du prononcé de la sentence.	
Le Conseil de bande de Lac-Barrière	
Cette subvention annuelle permet l'embauche de deux personnes responsables d'une part de mettre en place des mesures pouvant améliorer les relations et la collaboration entre les membres de la collectivité et les intervenants du système judiciaire et d'autre part un programme de justice communautaire culturellement adapté aux besoins des victimes, des contrevenants et de la population en général.	35 000 \$
RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	
Ce projet vise à financer une réflexion qui sera effectuée par le RÉSEAU pour évaluer l'opportunité de mettre en place un projet de justice communautaire dans la grande région de Montréal. Trois phases seront nécessaires à l'évaluation : consultation des acteurs sociojudiciaires et judiciaires, évaluation et élaboration des scénarios plausibles afin de répondre aux besoins identifiés en tenant compte de la réalité du milieu urbain et du milieu judiciaire, établissement des priorités d'intervention basées sur les besoins identifiés, le modèle et les protocoles de collaboration nécessaires. Si les résultats des travaux annoncent un avenir prometteur au projet, le financement pourrait être reconduit dans les années à venir afin de soutenir le projet et de démarrer les activités.	29 480 \$
Femmes Autochtones du Québec inc.	
Cette subvention annuelle permet l'embauche d'une personne responsable des dossiers touchant des questions liées à la justice de même que ceux visant l'administration de la justice. Le mandat principal de la coordonnatrice consiste à susciter, particulièrement auprès des femmes autochtones, une réflexion quant aux besoins et aux enjeux liés aux questions visant le droit (divorce, adoption...) et l'administration de la justice. Également, il vise à évaluer, de concert avec divers organismes, les orientations pouvant être mises en œuvre en vue d'assurer des services d'aide et d'accompagnement auprès des personnes victimes de violence familiale et d'actes criminels et de promouvoir la diffusion d'information juridique.	60 000 \$
ÉDUCALOI	
Cette subvention permet le paiement d'une partie du loyer.	50 000 \$
Les Services parajudiciaires autochtones du Québec	
Aider les autochtones faisant l'objet d'accusations ou étant victime ou témoin dans le cadre d'une procédure judiciaire à mieux comprendre la nature de l'accusation portée contre un individu ou les droits d'une victime de même que la philosophie et le fonctionnement du système de justice pénal, et s'il y a lieu d'obtenir les services d'un avocat. Selon l'Entente avec le ministère fédéral de la Justice, ce dernier contribue pour la moitié du montant.	985 600 \$

- P.102 POUR 2012-2013, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
 - B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.
-

Le ministère de la Justice ne possède pas l'information permettant de répondre à cette question.

P.114 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 :

- A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;
- B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

- A. L'OBJET DE LA POURSUITE;
- B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
- C. LES SUITES ACCORDÉES.

AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013, LE DPCP A REÇU, DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, 2 RAPPORTS D'INFRACTION VISANT UN INDIVIDU QUI AURAIT EXERCÉ DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME SANS ÊTRE INSCRIT AU REGISTRE DES LOBBYISTES (ARTICLE 25 DE LA *LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME*) ET QUI AURAIT OMIS, À TITRE DE PLUS HAUT DIRIGEANT D'UNE ENTREPRISE, DE PROCÉDER À SON INSCRIPTION À CE REGISTRE (ARTICLE 8 DE LADITE LOI).

AUCUNE POURSUITE N'A ÉTÉ INTENTÉE QUANT AUX DEUX INFRACTIONS ALLÉGUÉES.

P.115 NOMBRE D'ENQUÊTES EFFECTUÉES, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES, POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 :

- A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;
- B. DE SA PROPRE INITIATIVE.

INDIQUER :

- A. L'OBJET DE L'ENQUÊTE;
- B. LE RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE;
- C. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;
- D. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN COURS DEVANT LES TRIBUNAUX;
- E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OU LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT PLAIDÉ COUPABLES;
- F. LE NOMBRE DE DOSSIERS OU LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES COUPABLES;
- G. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP N'AYANT PAS FAIT L'OBJET DE POURSUITE;
- H. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI ÉTAIT PRESCRIT LORS DE LA TRANSMISSION PAR LA COMMISSION;
- I. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI A ÉTÉ PRESCRIT PENDANT L'ANALYSE DU DOSSIER PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;
- J. COPIE DES RAPPORTS D'ENQUÊTES DONT LES DÉLAIS SONT PRESCRITS.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

P.116 LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL ET TOUT SECTEUR VISÉ PAR LA LOI POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

P.117 LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'INTERNE OU À L'EXTERNE DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013 :

- LISTE ET COÛT;
- COPIE DES SOUMISSIONS;
- COPIE DES ÉTUDES;
- FIRME OU INDIVIDU AYANT OBTENU LE MANDAT;
- COPIE DU CONTRAT.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.